RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de l'Énergie

Agence Nationale pour la Promotion
et la Rationalisation de l'Utilisation de l'Énergie

Agence Nationale pour la Promotion et la
Rationalisation de l'Utilisation de l'Energie

Recueil

de textes législatifs et réglementaires sur la maîtrise de l'énergie

© ACS - 2019

Édition 2019

Sommaire

1/ Loi n°99-09 relative à la maîtrise de l'énergie et textes d'application

*Loi n° 99-09 du 15 Rabie Ethani 1420 correspondant au 28 juillet 1999 relative à la maîtrise de l'énergie ;

*Décret exécutif n° 2000-90 du 19 Moharram 1421 correspondant au 24 avril 2000 portant réglementation thermique dans les bâtiments neufs ;

*Arrêté du 25 Chaoual 1437 correspondant au 30 juillet 2016 portant approbation du document technique réglementaire DTR.C3.2/4 intitulé « réglementation thermique du bâtiment » ;

*Décret exécutif n° 04-149 du 29 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 19 mai 2004 fixant les modalités d'élaboration du programme national de maîtrise de l'énergie (PNME) ;

*Décret exécutif n° 05-16 du Aouel Dhou El Hidja 1425 correspondant au 11 janvier 2005 fixant les règles spécifiques d'efficacité énergétique applicables aux appareils fonctionnant à l'électricité, aux gaz et aux produits pétroliers ;

*Décret exécutif n° 05-495 du 24 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 26 décembre 2005 relatif à l'audit énergétique des établissements grands consommateurs d'énergie ;

*Décret exécutif n° 2013-424 du 15 Safar 1435 correspondant au 18 décembre 2013 modifiant et complétant le décret exécutif n° 2005-495 du 24 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 26 décembre 2005 relatif à l'audit énergétique des établissements grands consommateurs d'énergie ;

*Arrêté interministériel du 5 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 3 novembre 2008 fixant les appareils et les catégories d'appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique ;

*Arrêté interministériel du Aouel Dhou El Hidja 1429 correspondant au 29 novembre 2008 définissant la classification d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique ;

*Arrêté interministériel du Aouel Dhou El Hidja 1429 correspondant au 29 novembre 2008 définissant les dispositions générales relatives aux modalités d'organisation et d'exercice du contrôle d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique ;

*Arrêté du 25 Safar 1430 correspondant au 21 février 2009 relatif à l'étiquetage énergétique des réfrigérateurs, des congélateurs et des appareils combinés à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique ;

*Arrêté du 25 Safar 1430 correspondant au 21 février 2009 relatif à l'étiquetage énergétique des climatiseurs à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique ;

*Arrêté du 25 Safar 1430 correspondant au 21 février 2009 relatif à l'étiquetage énergétique des lampes domestiques soumises aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique ;

* Arrêté interministériel du 20 Chaoual 1431 correspondant au 29 septembre 2010 portant sur les cahiers des charges définissant la méthodologie, le rapport d'audit et sa synthèse, le guide méthodologique, les valeurs des pouvoirs calorifiques, les facteurs de conversion pour le calcul de la consommation, ainsi que les modalités d'agrément des auditeurs ;

* Arrêté interministériel du 21 Chaâbane 1435 correspondant au 19 juin 2014 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 20 Chaoual 1431 correspondant au 29 septembre 2010 portant sur les cahiers des charges définissant la méthodologie, le rapport d'audit et sa synthèse, le guide méthodologique, les valeurs des pouvoirs calorifiques, les facteurs de conversion pour le calcul de la consommation ainsi que les modalités d'agrément des auditeurs.

*Arrêté du 21 Ramadhan 1437 correspondant au 26 juin 2016 portant nomination des membres du comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie.

2/ Lois de finances

*Loi n° 2014-10 du 8 Rabie El Aouel 1436 correspondant au 30 décembre 2014 portant loi de finances pour 2015 ;

*Loi n° 15-18 du 18 Rabie El Aouel 1437 correspondant au 30 décembre 2015 portant loi de finances pour 2016 ;

*Loi n° 2016-14 du 28 Rabie El Aouel 1438 correspondant au 28 décembre 2016 portant loi de finances pour 2017 ;

*Loi n° 2017-11 du 8 Rabie Ethani 1439 correspondant au 27 décembre 2017 portant loi de finances pour 2018 ;

*Loi n° 18-13 du 27 Chaoual 1439 correspondant au 11 juillet 2018 portant loi de finances complémentaire pour 2018.

*Décret exécutif n° 15-319 du Aouel Rabie El Aouel 1437 correspondant au 13 décembre 2015 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération » ;

*Décret exécutif n° 2016-121 du 28 Joumada Ethania 1437 correspondant au 6 avril 2016 modifiant et complétant le décret exécutif n° 2015-319 du Aouel Rabie El Aouel 1437 correspondant au 13 décembre 2015 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération » ;
*Décret exécutif n° 2017-168 du 25 Chaâbane 1438 correspondant au 22 mai 2017 modifiant et complétant le décret exécutif n° 2015-319 du Aouel Rabie El Aouel 1437 correspondant au 13 décembre 2015 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération » ;

*Arrêté interministériel du 22 Rabie El Aouel 1438 correspondant au 22 décembre 2016 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération » ;

*Arrêté interministériel du 22 Rabie El Aouel 1438 correspondant au 22 décembre 2016 précisant les modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération ».

3/ Textes relatifs à l'APRUE

*Décret n° 85-235 du 25 août 1985 portant création d'une agence pour la promotion et la rationalisation de l'énergie ;

*Décret exécutif n° 04-314 du 10 Chaâbane 1425 correspondant au 25 septembre 2004 modifiant et complétant le décret n° 85-235 du 25 août 1985, modifié et complété, portant création d'une agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie ;
Décret n° 87-08 du 6 janvier 1987 portant modification de la nature juridique et de l'organisation de l'Agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (A.P.R.U.E.) ;

*Décret exécutif n° 92-73 du 18 février 1992, modifiant et complétant le décret n° 87-08 du 6 janvier 1987 relatif à l'organisation de l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (A.P.R.U.E).

1/ Loi n°99-09 relative à la maîtrise de l'énergie et textes d'application

Loi n° 99-09 du 15 Rabie Ethani 1420 correspondant au 28 juillet 1999 relative à la maîtrise de l'énergie

Le Président de la République

Vu la Constitution, notamment ses Articles 122 et 126 ;

Vu l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure pénal ;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénale ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce ;

Vu la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979, modifiée et complétée, portant code des douanes ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 85-07 du 6 août 1985 relative à la production, au transport, à distribution d'énergie électrique et à la distribution publique du gaz ;

Vu la loi n° 86-14 du 19 août 1986, modifiée et complétée, relative aux activités de prospection, de recherche, d'exploitation et de transport par canalisation des hydrocarbures ;

Vu la loi n° 87-03 du 27 janvier 1987 relative à l'aménagement du territoire ;

Vu la loi n° 87-09 du 10 février 1987 relative à l'organisation, la sécurité et la police de la circulation routière ;

Vu la loi n° 88-17 du 10 mai 1988 portant orientation et organisation des transports terrestres ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu la loi n° 89-23 du 19 décembre 1989 relative à la normalisation ;

Vu la loi n° 90-29 du 1er décembre 1990 relative à l'aménagement et l'urbanisme ;

Vu le décret législatif n° 93-12 du 19 Rabie Ethani 1414 correspondant 5 octobre 1993 relatif à la promotion de l'investissement ;

Vu le décret législatif n° 94-01 du 3 Chaâbane 1414 correspondant au 15 janvier 1994 relatif au système statistique ;

Après adoption par le Parlement ;

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. - La présente loi a pour objet de définir les conditions, les moyens d'encadrement et la mise en œuvre de la politique nationale de maîtrise de l'énergie.

TITRE I
DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE
Chapitre I
Définitions

Art. 2. **-** La maîtrise de l'énergie couvre l'ensemble des mesures et des actions mises en œuvre en vue de l'utilisation rationnelle de l'énergie, du développement des énergies renouvelables et de la réduction de l'impact du système énergétique sur l'environnement.

Art. 3. - L'utilisation rationnelle de l'énergie couvre l'action d'optimisation de la consommation d'énergie aux différents niveaux de la production d'énergie, de la transformation d'énergie et de la consommation finale dans les secteurs de l'industrie, des transports, du tertiaire et du domestique,

Art. 4. - Le développement des énergies renouvelables, vise l'introduction et la promotion des filières de transformation des énergies renouvelables exploitables, notamment l'énergie solaire, la géothermie, (la biomasse), l'électricité hydraulique et l'énergie éolienne.

Art. 5. - La réduction de l'impact du système énergétique sur l'environnement consiste en la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des gaz d'échappement en milieu urbain.

Chapitre II
Principes et objectifs

Art. 6. - La maîtrise de l'énergie vise à orienter la demande d'énergie vers une plus grande efficacité du système de consommation, à travers un modèle de consommation énergétique nationale, dans le cadre de la politique énergétique nationale.

Le modèle de consommation énergétique nationale, en tant que cadre de référence pour l'orientation et la gestion de la demande d'énergie, repose sur les options, énergétiques suivantes :

- l'utilisation prioritaire et maximale du gaz naturel, notamment pour les usages thermiques finaux ;

- le développement de l'utilisation des gaz de pétrole liquéfiés (GPL), en complémentarité avec le gaz naturel ;

- l'orientation de l'électricité vers ses usages spécifiques ;

- la promotion des énergies renouvelables ;

- la réduction progressive de la part des produits pétroliers dans le bilan de la consommation nationale d'énergie ;

- la conservation de l'énergie, la substitution inter-énergies et les économies d'énergie au niveau de la production de l'énergie, de sa transformation et de son utilisation.

Art. 7. - La maîtrise de l'énergie est une activité d'utilité publique qui permet d'assurer et d'encourager le progrès technologique, l'amélioration de l'efficacité économique et de contribuer au développement durable, à travers notamment :

- la préservation et l'accroissement des ressources énergétiques
Nationales non renouvelables ;

- la promotion de la recherche/développement, de l'innovation technique et la diffusion des technologies efficaces ;

- l'amélioration du cadre de vie, la protection de l'environnement et la contribution à la recherche des meilleurs équilibres en matière d'aménagement du territoire ;

- la réduction des besoins d'investissements dans le secteur de l'énergie ;
- la satisfaction des besoins énergétiques nationaux ;

- l'amélioration de la productivité nationale et la compétitivité des entreprises au niveau national et international.

TITRE II
MODALITES DE CONCRETISATION DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE

Art. 8. - La mise en œuvre de la maîtrise de l'énergie repose notamment sur les obligations, les conditions et les moyens nécessaires suivants :

- l'introduction des normes et exigences d'efficacité énergétique ;

- le contrôle d'efficacité énergétique ;

- l'audit énergétique obligatoire et périodique ;

- le programme national de maîtrise de l'énergie ;

- la recherche/développement ;

- le financement de la maîtrise de l'énergie ;

- les mesures d'encouragement et d'incitation ;

- la coordination des actions de maîtrise de l'énergie ;

- l'amélioration de la connaissance du système énergétique ;

- la sensibilisation des utilisateurs.

Chapitre I
Normes et exigences d'efficacité énergétique

Art. 9. - Des normes et exigences d'efficacité énergétique et d'économie d'énergie, établies dans le cadre de réglementations spécifiques, régissent les constructions et bâtiments neufs ainsi que les appareils fonctionnant à l'électricité, aux gaz et aux produits pétroliers.

Section I
L'isolation thermique dans les bâtiments neufs

Art. 10. - Les normes d'isolation thermique dans les bâtiments neufs sont fixées par voie réglementaire.

Les normes d'isolation thermique sont des normes de construction et de rendement énergétique qui favorisent les économies d'énergie.

Art. 11.- La réglementation thermique dans les bâtiments neufs, s'appliquant à la conception et à la construction des bâtiments, détermine :

- les catégories de bâtiments et les normes de rendement énergétique y afférentes, selon les données climatiques des lieux où sont situés les bâtiments ;

- les normes techniques relatives à la construction se rapportant à la résistance thermique, à l'étanchéité des ouvertures de l'enveloppe extérieure d'un bâtiment, à la qualité des matériaux d'isolation et leur mode d'installation, à la fenestration, aux dispositifs des systèmes de chauffage ou de climatisation ;

- les modalités relatives à la certification et au contrôle de conformité avec les normes d'efficacité énergétique et d'économie d'énergie.

Art. 12. - A titre transitoire, le caractère obligatoire de l'isolation thermique ne s'applique pas aux bâtiments individuels.

Les modalités d'application du présent Article sont fixées par voie réglementaire.

Section 2
Les appareils fonctionnant à l'électricité, aux gaz et aux produits pétroliers

Art. 13. - Les normes d'efficacité énergétique et d'économie d'énergie, s'appliquant aux appareils fonctionnant à l'électricité, aux gaz et aux produits pétroliers, concernent tout appareil neuf vendu ou utilisé sur le territoire national.

Art. 14. - Les rendements énergétiques des appareils doivent être étiquetés sur les appareils et sur leur emballage.

Art. 15. - La réglementation sur l'efficacité énergétique doit déterminer notamment:

- les catégories d'appareils et les normes relatives à leur rendement énergétique ;

- la procédure de certification ou d'homologation des appareils ;

- le système d'étiquetage des appareils, notamment la forme, le matériau, la dimension, la couleur, la façon d'apposer et la localisation des étiquettes ou des marques distinctives qu'ils doivent comporter.

Chapitre II
Contrôle d'efficacité énergétique

Art. 16. - Il est institué un contrôle d'efficacité énergétique qui permet de constater et de certifier la conformité aux normes relatives au rendement énergétique des équipements, matériels et appareils.

Art. 17. - Le contrôle d'efficacité énergétique est assuré par des organismes et/ou des laboratoires compétents, chargés de la certification et de l'homologation et agréés par les ministères concernés.

Art. 18. - Le contrôle d'efficacité énergétique s'applique, notamment, aux :

- bâtiments neufs, en vue de la certification de conformité avec les normes de rendement énergétique des bâtiments ;

- appareils fonctionnant à l'électricité, au gaz et aux produits pétroliers raffinés, en vue de la certification de conformité avec les normes de rendement énergétique des appareils ainsi que le contrôle de la conformité de l'étiquetage des appareils ;

- véhicules et engins à moteurs par inspection périodique, sur la base de normes établies à l'échelle nationale, en vue de s'assurer de leur fonctionnement dans des conditions conformes aux normes de rendement énergétique et normes de l'environnement.

Art. 19. - Les modalités d'organisation et d'exercice du contrôle d'efficacité énergétique sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre III
L'audit énergétique

Art. 20. - Il est institué un système d'audit énergétique obligatoire et périodique pour établir le suivi et le contrôle de la consommation d'énergie des établissements grands consommateurs d'énergie dans les secteurs de l'industrie, du transport et du tertiaire, en vue d'assurer l'optimisation énergétique de leur fonctionnement.

Art. 21. - L'audit énergétique comprend un ensemble d'investigations techniques et économiques, des contrôles de performances énergétiques des équipements et des procédés techniques, l'identification des causes de la surconsommation de l'énergie et la proposition d'un plan d'actions correctives.

Art. 22. - Les audits énergétiques sont effectués par les bureaux d'études et les experts agréés par le ministère chargé de l'énergie et sous son contrôle.

Art. 23. - Les seuils de consommation énergétique déterminant les critères d'assujettissement des établissements à l'audit, la périodicité de l'audit, les modalités d'exercice de l'audit énergétique et d'agrément des auditeurs sont fixés par voie réglementaire.

Chapitre IV
La sensibilisation des utilisateurs

Art. 24. - Des actions de formation, de perfectionnement technique et de démonstration, en direction des administrations, des

collectivités territoriales et des établissements publics et privés, doivent être mises en œuvre pour promouvoir l'efficacité énergétique et les économies d'énergie.

Ces actions et ces opérations sont définies dans le cadre du programme d'efficacité énergétique prévu dans le cadre de la présente loi.

Art. 25. - Des actions de sensibilisation, d'éducation et d'information en direction, notamment du grand public et du milieu scolaire, seront mises en œuvre en vue de vulgariser et de promouvoir la culture des économies d'énergie. Ces actions doivent être inscrites dans les programmes de l'éducation nationale, de communication et de publicité éducative, établis par l'Etat.

Chapitre V
Le programme national de maîtrise de l'énergie

Art. 26. - Le programme national pour la maîtrise de l'énergie regroupe l'ensemble des projets, des mesures et des actions dans les domaines suivants :
- l'économie d'énergie,

- l'économie inter-énergétique,

- la promotion des énergies renouvelables,
- l'élaboration des normes d'efficacité énergétique,

- la réduction de l'impact énergétique sur l'environnement,

- la sensibilisation, l'éducation, l'information et la formation en matière d'efficacité énergétique,

- la recherche/développement en efficacité énergétique.

Le programme national pour la maîtrise de l'énergie revêt un caractère pluriannuel.

Art. 27. - La tranche annuelle du programme national pour la maîtrise de l'énergie peut faire l'objet d'une révision et d'une consolidation par l'inscription de mesures, d'actions ou de projets d'efficacité énergétique jugés prioritaires.

Art. 28. - Les modalités d'élaboration du programme national pour la maîtrise de l'énergie sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre VI
Le financement de la maîtrise de l'énergie

Art. 29. - Un fonds national pour la maîtrise de l'énergie est institué pour le financement du programme national pour la maîtrise de l'énergie.

Art. 30. - Le fonds national pour la maîtrise de l'énergie est alimenté par :

- les taxes graduelles sur la consommation nationale d'énergie,

- les niveaux des taxes nécessaires à l'approvisionnement du fonds, fixés par la loi de finances, sont déterminés sur la base des besoins de financement de la tranche annuelle du programme national pour la maîtrise de l'énergie,

- les subventions de l'Etat,

- le produit des amendes prévues dans le cadre de la présente loi,

- des taxes sur les appareils énergivores.

Art. 31. - On entend par appareils énergivores, tout appareil fonctionnant à l'électricité, au gaz et aux produit pétroliers dont la consommation dépasse les normes spécifiques de consommation d'énergie fixées par la réglementation.

Art. 32. - Les modalités d'utilisation des produits du fonds seront fixées par voie réglementaire.

Chapitre VII
Les mesures d'incitation et d'encouragement

Art. 33. - Des avantages financiers, fiscaux et en matière de droits de douane peuvent être accordés pour les actions et les projets qui concourent à l'amélioration de l'efficacité énergétique et à la promotion des énergies renouvelables.

En outre, ces actions et projets bénéficient des avantages prévus dans le cadre de la législation et la réglementation en matière de promotion des investissements et au bénéfice des activités déclarées prioritaires.

Art. 34. - Les conditions et les modalités d'accès à ces avantages sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre VIII
La connaissance du système énergétique national

Art. 35. - L'organisation, le développement, la gestion et la conservation des données statistiques sur l'énergie sont assurés par un organisme national compétent.
Les données statistiques sur l'énergie sont centralisées au sein de cet organisme afin d'assurer le traitement et la diffusion d'informations statistiques fiables pour parfaire la connaissance du système énergétique national et permettre :

- la maîtrise de la consommation énergétique nationale, notamment à l'aide des enquêtes de consommation de l'énergie ;

- l'élaboration du bilan énergétique national ;
- l'élaboration d'études prévisionnelles sur la demande d'énergie et l'évaluation des potentiels d'efficacité énergétique ;

- la mise en œuvre, dans les meilleures conditions ;
- des actions d'efficacité énergétique définies dans le cadre du programme national pour la maîtrise de l'énergie ;

- l'évaluation périodique du développement de l'efficacité énergétique ;

- l'évaluation périodique des performances de l'efficacité économique du système énergétique.

Art. 36. - Les modalités d'organisation, de la collecte, du traitement de la diffusion et de la conservation des données énergétiques sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre IX
La coordination des actions de maîtrise de l'énergie

Art. 37. - La mise en œuvre des mesures et des actions de maîtrise de l'énergie est confiée à un organisme national compétent au niveau central.

Art. 38. - L'opération de coordination technique peut être confiée à un ou plusieurs autres organismes.
Art. 39. - Compte tenu du caractère d'utilité publique de la maîtrise de l'énergie, le ou les organismes chargés de la maîtrise de l'énergie bénéficient :

- de subventions annuelles correspondant à des sujétions de service public définies dans le cadre du cahier des charges ;

- des subventions en matière de fiscalité et de droits de douane pour l'acquisition d'équipements, d'instruments et autres moyens de travail nécessaires à la prise en charge de ces missions de service public.

TITRE III
CONTROLE ET SANCTIONS

Art. 40. - La non-conformité aux normes établies par la réglementation d'isolation thermique dans les bâtiments neufs expose

les bénéficiaires des travaux aux mesures et sanctions prévues par la législation et la réglementation en vigueur en matière de construction et d'urbanisme.

Art. 41. - Les appareils neufs, vendus ou utilisés sur le territoire national, fonctionnant à l'électricité, au gaz et aux produits pétroliers, dont la consommation est excessive par rapport aux normes d'efficacité énergétique établies, sont soumis à une taxe fixée par la législation.

Art. 42. - Les appareils usagés et les véhicules à moteur usagés non conformes aux normes d'efficacité énergétiques sont interdits à l'importation.

Sont exclus, conformément aux lois en vigueur, les appareils et les véhicules à usage personnel importés par les particuliers.

Art. 43. - Toute infraction aux dispositions relatives à l'étiquetage des rendements énergétiques expose les contrevenants aux sanctions prévues par la législation et la réglementation en vigueur relatives à l'étiquetage.

Art. 44. - Le contrôle d'efficacité énergétique des véhicules à moteurs est régi par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière de contrôle technique et périodique des véhicules à moteurs et en matière de contrôle des émissions atmosphériques.

Art. 45. - Les établissements soumis à l'obligation de l'audit énergétique et qui ne s'y conforment pas dans un délai de six (6) mois, à compter de la date qui leur sera notifiée, sont passibles d'une amende équivalente au double du coût de l'audit.

Ces établissements restent soumis à l'obligation de l'audit et un bureau d'audit sera désigné obligatoirement pour réaliser l'audit auprès de l'établissement concerné.

Art. 46. - Les exploitants d'établissements, d'infrastructures ou d'équipements soumis au contrôle sont tenus de faciliter l'accès de leurs locaux et équipements aux agents mandatés à cet effet.

En cas de refus, et après une mise en demeure, les exploitants s'exposent à une amende égale au montant de la facture énergétique annuelle déterminée sur la base du dernier exercice.

Art. 47. - Le non-respect des dispositions prévues à l'Article 33 de la présente loi relative aux mesures d'incitation et d'encouragement entraîne la déchéance partielle ou totale des avantages octroyés.

Art. 48. - Les infractions aux dispositions de la présente loi sont constatées par des procès-verbaux, établis par des agents dûment mandatés, conformément aux procédures spécifiques qui sont fixées par voie réglementaire.

Art. 49. - Les procès-verbaux constatant les infractions sont adressés au procureur de la République, avec copie au ministère chargé de l'énergie.

Art. 50. - Toute infraction aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application est réprimée conformément aux dispositions du code pénal.

Art. 51. - La présente loi sera publiée au Journal officiel de la
République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Rabie Ethani 1420
correspondant au 28 juillet 1999.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

Décret exécutif n° 2000-90 du 19 Moharram 1421 correspondant au 24 avril 2000 portant réglementation thermique dans les bâtiments neufs

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'habitat et du ministre de l'énergie et des mines;

Vu la Constitution, notamment ses Articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 90-29 du 1er décembre 1990 relative à l'aménagement et à l'urbanisme ;

Vu la loi n° 99-09 du 15 Rabie Ethani 1420 correspondant au 28 juillet 1999 relative à la maîtrise de l'énergie, notamment ses Articles 11 et 12 ;

Vu le décret présidentiel n° 99-299 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décrète :

Article 1er. - En application des dispositions des Articles 11 et 12 de la loi n° 99-09 du 15 Rabie Ethani 1420 correspondant au 28 juillet 1999 susvisée, le présent décret a pour objet de fixer la règlementation thermique dans les bâtiments neufs.

Art.2. - Pour l'application des dispositions, du présent décret, il est entendu par Bâtiments neufs :

- Les bâtiments neufs à usage d'habitation ;

- Les bâtiments neufs à un usage autre que l'habitation ;

- La partie de construction réalisée comme extension du bâtiment existant.

Art.3. - Pour l'application des dispositions du présent décret, il est, entendu par bâtiments individuels, les bâtiments neufs individuels à usage d'habitation.

Art.4. - Le maître d'ouvrage est tenu de s'assurer que la conception et la construction des bâtiments neufs obéissent aux principes suivants :

- Les caractéristiques thermiques des bâtiments neufs doivent être telles que les transferts de chaleur par transmission thermique, à travers les parois constituant l'enveloppe de ces bâtiments, soient en adéquation avec les niveaux de transfert de chaleur requis ;

- Les systèmes de ventilation dans les bâtiments neufs doivent être tels que le renouvellement d'air soit en adéquation avec le niveau de renouvellement d'air requis;

- Les systèmes de chauffage d'hiver et de climatisation d'été dans les bâtiments

doivent comporter des dispositifs automatiques de régulation.

Art. 5. - Les caractéristiques d'isolation thermique dans les bâtiments neufs doivent répondre à l'une au moins des deux conditions ci-après :

- Les déperditions calorifiques calculées pour la période d'hiver doivent être inférieures à une limite appelée «déperdition de référence » ;

- Les apports calorifiques calculés pour la période d'été doivent être inférieurs à une limite appelée «apport de référence».

Art. 6. - Les valeurs de référence relatives aux déperditions et aux apports calorifiques concernant les bâtiments neufs à usage d'habitation sont fixées dans des documents techniques règlementaires (D.T.R) approuvés par arrêté du ministre chargé de l'habitat.

Art.7. - Les valeurs de références relatives aux déperditions et aux apports calorifiques concernant les bâtiments neufs à un usage autre que d'habitation sont fixées dans des documents techniques règlementaires (D.T.R) approuvés par arrêté conjoint du ministre chargé de l'habitat, du ministre chargé de l'énergie et des ministres concernés.

Art. 8. - Sont également définies dans les documents techniques règlementaires (D.T.R.) visés dans les Articles 6 et 7 ci-dessus :

- les méthodes relatives au calcul des déperditions et des apports calorifiques ;

- les zones climatiques correspondant aux périodes d'hiver et d'été ainsi que les valeurs des paramètres du climat extérieur associés aux zones climatiques ;
- les valeurs limites pour le climat intérieur des locaux.

Art. 9. - Le débit de renouvellement d'air induit par le système de ventilation doit être :

- inférieur à une limite appelée débit d'air neuf de référence ;

- supérieur ou égal à un débit minimal d'air neuf.

Art.10. - Le débit minimal d'air neuf et le débit d'air neuf de référence des bâtiments neufs à usage d'habitation sont définis dans des documents techniques règlementaires (D.T.R) approuvés par arrêté du ministre chargé de l'habitat.

Art.11. - Le débit minimal d'air neuf et débit d'air neuf de références des bâtiments neufs à usage autre que d'habitation sont définis dans des documents techniques règlementaires (D.T.R) approuvés par arrêté conjoint du ministre chargé de l'habitat, du ministre chargé de l'énergie et des ministres concernés.

Art.12. - Sont également définies dans les documents techniques règlementaires visés dans les Articles 10 et 11 ci-dessus, les méthodes relatives au calcul du débit de renouvellement d'air.

Art.13. - Les ouvrants, entre un local climatisé et l'espace extérieur ou entre un local climatisé et un local non climatisé, doivent avoir une perméabilité à l'air inférieure à la valeur de référence définie dans des documents techniques règlementaires (D.T.R) approuvés par arrêté du ministre chargé de l'habitat.

Art.14. - Les systèmes de chauffage d'hiver, à l'exception des installations individuelles dont le principe de fonctionnement n'autorise que le réglage manuel, doivent comporter des dispositifs automatiques qui régulent la fourniture de chaleur en fonction, soit du climat intérieur, soit du climat extérieur.

Art.15. - Les systèmes de climatisation d'été doivent comporter des dispositifs automatiques qui régulent la fourniture du froid en fonction, soit du climat intérieur, soit du climat extérieur.

Art.16. - Les modalités d'application des Articles 14 et 15 ci-dessus sont précisées par arrêté conjoint du ministre chargé de l'habitat, du ministre chargé de l'énergie et des ministres concernés,

Art.17. - La période transitoire pendant laquelle le caractère obligatoire de l'isolation thermique ne s'applique pas aux bâtiments neufs individuels est fixée à cinq (5) ans à compter de la date de publication du présent décret au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 18. - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 Moharrarn 1421 correspondant au 24 avril 2000.

Ahmed BENBITOUR.

Arrêté du 25 Chaoual 1437 correspondant au 30 juillet 2016 portant approbation du document technique réglementaire DTR.C3.2/4 intitulé « réglementation thermique du bâtiment »

Le ministre de l'habitat,
de l'urbanisme et de la ville,

Vu le décret n° 82-319 du 23 octobre 1982, modifié et complété, portant transformation de l'institut national d'études et de recherches du bâtiment (INERBA) en centre national d'études et de recherches intégrées du bâtiment (CNERIB) ;

Vu le décret n° 86-213 du 19 août 1986 portant création d'une commission technique permanente pour le contrôle technique de la construction ;

Vu le décret présidentiel n° 2015-125 du 25 Rajab 1436 correspondant au 14 mai 2015, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2008-189 du 27 Joumada Ethania 1429 correspondant au 1er juillet 2008, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville ;

Vu l'arrêté du 10 Chaâbane 1418 correspondant au 10 décembre 1997 portant approbation du document technique réglementaire relatif à la réglementation thermique du bâtiment « règles de calcul des déperditions calorifiques » ;

Vu l'arrêté du 25 Rabie Ethani 1419 correspondant au 18 août 1998 portant approbation du document technique réglementaire relatif aux règles de calcul des apports calorifiques des bâtiments fascicule 2 (climatisation) ;

Arrête :

Article 1er. - Est approuvé le document technique réglementaire DTR.C3.2/4 intitulé « réglementation thermique du bâtiment » annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 2. - Le centre national d'études et de recherches intégrées du bâtiment (CNERIB), est chargé de l'édition et de la diffusion du document technique réglementaire, objet du présent arrêté.

Art. 3. - Sont abrogées, les dispositions de l'arrêté du 10 Chaâbane 1418 correspondant au 10 décembre 1997 portant approbation du document technique réglementaire relatif à la réglementation thermique des bâtiments « règles de calcul des déperditions calorifiques » et de l'arrêté du 25 Rabie Ethani 1419 correspondant au 18 août 1998 portant approbation du document technique réglementaire relatif aux règles de calcul des apports calorifiques des bâtiments - fascicule 2 (climatisation).

Art. 4. - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Chaoual 1437 correspondant au 30 juillet 2016.

Abdelmadjid TEBBOUNE.

Décret exécutif n° 04-149 du 29 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 19 mai 2004 fixant les modalités d'élaboration du Programme National de Maîtrise de l'Énergie (PNME)

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'énergie et des mines,

Vu la Constitution, notamment ses Articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 99-09 du 15 Rabie Ethani 1420 correspondant au 28 juillet 1999 relative à la maîtrise de l'énergie, notamment son Article 28 ;

Vu la loi n° 02-01 du 22 Dhou El Kaada 1422 correspondant au 5 février 2002 relative à l'électricité et à la distribution du gaz par canalisation ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu le décret n° 85-235 du 25 août 1985 portant création d'une agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie ;

Vu le décret présidentiel n° 95-102 du 8 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 8 avril 1995 portant création du conseil national de l'énergie (CNE) ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;
Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-214 du 28 Moharram 1417 correspondant au 15 juin 1996 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des mines ;

Décrète :

Article 1er. - En application de l'Article 28 de la loi n° 99-09 du 15 Rabie Ethani 1420 correspondant au 28 juillet 1999, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer le cadre institutionnel de concertation et les modalités d'élaboration et de mise en œuvre du programme national de maîtrise de l'énergie.

Art. 2. - Le programme national de maîtrise de l'énergie constitue le cadre de mise en œuvre de la maîtrise de l'énergie au niveau national. Il est établi sous la responsabilité du ministre chargé de l'énergie et des mines et approuvé par le Gouvernement.

A ce titre, il comprend :

- le cadre et les perspectives de la maîtrise de l'énergie ;

- l'évaluation des potentiels et la définition des objectifs de la maîtrise de l'énergie;
- les moyens d'actions existants et à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de long terme ;
- un programme d'actions quinquennal.

Art. 3. - Le cadre et les perspectives de la maîtrise de l'énergie ont pour objet :

- le bilan énergétique, les caractéristiques de la demande d'énergie et ses indicateurs, les situations environnementales liées au système énergétique (production et consommation) ;

- une prospective énergétique à l'horizon de vingt (20) ans, selon la méthode de la programmation intégrée offre-demande, la comparaison de scénarios technico-économiques contrastés et l'évaluation des impacts socio-économiques et environnementaux de maîtrise de l'énergie.

Art. 4. - L'évaluation des potentiels et la définition des objectifs de la maîtrise de l'énergie ont pour finalité, à travers les actions à mettre en œuvre :

- de réaliser des économies d'énergie,

- et d'assurer la substitution énergétique et le développement des énergies renouvelables.

Art. 5. - Les moyens d'actions existants et à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de long terme, induits par le programme national de maîtrise de l'énergie, sont constitués par :

- la mise en place du dispositif institutionnel,

- l'initiation des textes législatifs et réglementaires,

- l'élaboration des programmes de soutien et d'accompagnement axés notamment sur l'information, la communication, la concertation, la formation, les études technico-économiques et le montage de partenariat.

Art. 6. - Le programme d'actions quinquennal, découlant du programme national de maîtrise de l'énergie, est constitué :

- de l'architecture du programme,

- des fiches détaillées de programmes et d'actions,

- de l'organisation de la démarche de partenariat,

- d'un système de suivi et d'évaluation,

- de la présentation du fonds national de maîtrise de l'énergie.

Art. 7. - Il est institué un organe consultatif, placé auprès du ministre chargé de l'énergie et des mines, dénommé «comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie» charge d'organiser la concertation et le développement du partenariat public/privé.

Art. 8. - Le comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie émet des avis surs :

- toute question liée à l'évolution de la politique de maîtrise de l'énergie et des moyens qui lui sont consacrés,

- les travaux d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi du programme national de maîtrise de l'énergie.

Art. 9. - Le comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie est composé de :

- un représentant, ayant grade de directeur au moins et qualifié en la matière, des ministères de l'intérieur, des finances, de l'énergie, de l'environnement, de l'industrie, de l'habitat et de l'urbanisme, des travaux publics, du transport, de l'agriculture, du commerce, des PME et PMI, des ressources en eau, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, de l'éducation nationale et des collectivités locales, désigné par le ministre concerné,
- un représentant de la chambre nationale du commerce et de l'industrie,

- quatre (4) chercheurs représentants des universités et écoles d'ingénieurs désignés par leur ministre de tutelle,

- un représentant ayant grade de directeur à la société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures, «SONATRACH»,

- un représentant ayant grade de directeur à la société algérienne de l'électricité et du gaz, dénommée «Sonelgaz SPA»,

- un représentant de l'autorité chargée de la planification ayant grade de directeur,

- les représentants des associations de la protection de l'environnement, de consommateurs, du club de la presse de l'énergie, des organismes de financement, des entreprises des secteurs de l'industrie et de l'énergie et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution à la maîtrise de l'énergie,

- le directeur général de l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie, «APRUE».

Art. 10. - Les membres du comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'énergie et des mines, sur proposition de leur tutelle, pour une durée de trois (3) ans. Leur mandat est renouvelable. En cas d'interruption du mandat de l'un des membres, il est procédé à son remplacement dans les mêmes formes. Le mandat du membre nouvellement désigné expire à la date d'expiration du mandat du membre qu'il remplace.

Art. 11. - Le président du comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie est élu parmi les membres du comité, le jour de l'installation de ce dernier.

Art. 12. - Les modalités de fonctionnement du comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie sont définies par un règlement intérieur élaboré par le comité.

Art. 13. - Le comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie se réunit au moins deux (2) fois par an en session ordinaire sur convocation de son président. Il se réunit en session extraordinaire à l'initiative de son président ou à la demande des deux tiers (2/3) de ses membres.

Art. 14. - Le secrétariat technique du comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie et ses frais de fonctionnement sont assurés par l'agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie.

Art. 15. - Le programme national de maîtrise de l'énergie est élaboré par l'agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie selon les étapes suivantes :

- l'agence établit le schéma directeur et les éléments constitutifs du programme national de maîtrise de l'énergie et les soumet au comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie pour enrichissement ;

- pour l'élaboration du programme national de maîtrise de l'énergie, l'agence coordonne des groupes de travail, dont les membres sont issus notamment du comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie et dont l'animation est assurée par elle-même ou confiée à des membres spécialisés du comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie ;

- après l'élaboration de la première version du projet de programme national de maîtrise de l'énergie par l'agence, celle-ci est soumise au comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie pour avis.

Art. 16. - L'état d'exécution du programme national de maîtrise de l'énergie fait l'objet d'un rapport annuel d'évaluation établi sous la responsabilité de l'agence et soumis à l'avis du comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie. Le rapport final est transmis au ministre chargé de l'énergie et des mines.

Art. 17. - A titre transitoire et jusqu'à la mise en place du comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie, l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie soumet directement ses propositions de programmes et projets au ministère chargé de l'énergie et des mines.

Art. 18. - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait Alger, le 29 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 19 mai 2004.

Ahmed OUYAHIA

Décret exécutif n° 05-16 du Aouel Dhou El Hidja 1425 correspondant au 11 janvier 2005 fixant les règles spécifiques d'efficacité énergétique applicables aux appareils fonctionnant à l'électricité, aux gaz et aux produits pétroliers

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'énergie et des mines et du ministre de l'industrie,

Vu la Constitution, notamment ses Articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu la loi n° 99-09 du 15 Rabie Ethani 1420 correspondant au 28 juillet 1999 relative à la maîtrise de l'énergie, notamment ses Articles 9 et 19 ;

Vu la loi n° 04-04 du 5 Joumada El Oula 1425 correspondant au 23 juin 2004 relative à la normalisation ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-366 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des produits domestiques non alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 96-214 du 28 Moharram 1417 correspondant au 15 juin 1996 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des mines ;

Vu le décret exécutif n° 2000-90 du 19 Moharram 1421 correspondant au 24 avril 2000 portant réglementation thermique dans les bâtiments neufs ;

Vu le décret exécutif n° 03-135 du 21 Moharram 1424 correspondant au 24 mars 2003 fixant les attributions du ministre de l'industrie ;

Décrète :

Article 1er. - En application des dispositions de l'Article 9 de la loi n° 99-09 du 15 Rabie Ethani 1420 correspondant au 28 juillet 1999, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les règles spécifiques d'efficacité énergétique applicables aux appareils fonctionnant à l'électricité, aux gaz et aux produits pétroliers.

Art. 2. - Les dispositions du présent décret s'appliquent à tout appareil fonctionnant à l'électricité, aux gaz et aux produits pétroliers, neuf à usage domestique, destiné à être vendu ou utilisé sur le territoire national, importé ou fabriqué localement.

Art. 3. - Les appareils et les catégories d'appareils visés par le présent décret sont

ceux dont le fonctionnement exerce un impact important sur le bilan énergétique national, compte tenu notamment des considérations liées à :

- la consommation spécifique des appareils ;

- la diffusion et l'utilisation large des appareils.

Art. 4. - Les appareils et les catégories d'appareils soumis aux dispositions du présent décret sont fixés par arrêtés conjoints des ministres chargés de l'énergie et de la normalisation après consultation des autres ministres concernés.

Art. 5. - Les exigences en matière de performances énergétiques des appareils, notamment leur rendement et leur niveau de consommation énergétique, sont fixées par arrêtés conjoints des ministres chargés de l'énergie, de la normalisation et du commerce, sur proposition de l'organisme national chargé de la maîtrise de l'énergie.

Art. 6. - Les appareils font l'objet d'une classification établie par arrêtés conjoints pris par les ministres chargés de l'énergie, de la normalisation, des finances et du commerce ; elle définira par référence aux exigences d'efficacité énergétique :

- la ou les classes «économes en énergie» et
- la ou les classes «peu ou pas économes en énergie».

Art. 7. - Les indications concernant la consommation d'énergie, le rendement énergétique, la classification ou l'échelle des rendements énergétiques ainsi que la mention de la classe d'appartenance des appareils, doivent être mentionnées sur des étiquettes par les fabricants et apposées clairement sur les appareils et leurs emballages.

Les modèles d'étiquettes correspondant aux exigences citées ci-dessus seront établis par arrêté pris par le ministre chargé de l'énergie.

Art. 8. - Tout appareil dont l'étiquetage ne correspond pas aux dispositions de l'Article 7 du présent décret ne peut être mis sur le marché national.

Art. 9. - Le contrôle des consommations d'énergie et les rendements énergétiques des appareils sont réalisés sur la base de méthodes d'essai qui font l'objet d'arrêté pris par le ministre chargé de l'énergie.

Art. 10. - Le contrôle d'efficacité énergétique des appareils consiste en :

- la mesure des paramètres d'efficacité énergétique des appareils, et notamment la mesure de la consommation d'énergie, du rendement énergétique et, le cas échéant, les émissions polluantes des appareils ;

- la vérification de la conformité des indications portées sur les étiquettes.

Art. 11. - Les modalités d'organisation et d'exercice du contrôle d'efficacité énergétique sont fixées par arrêtés conjoints pris par les ministres chargés de l'énergie, du commerce, des finances et de la normalisation.

Art. 12. - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Dhou El Hidja 1425 correspondant au 11 janvier 2005.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 05-495 du 24 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 26 décembre 2005 relatif à l'audit énergétique des établissements grands consommateurs d'énergie

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'énergie et des mines et du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu la Constitution, notamment ses Articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 99-09 du 15 Rabie Ethani 1420 correspondant au 28 juillet 1999 relative à la maîtrise de l'énergie, notamment son Article 23 ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu le décret n° 85-235 du 25 août 1985, modifié et complété, portant création d'une agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie ;

Vu le décret présidentiel n° 95-102 du 8 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 8 avril 1995 portant création du conseil national de l'énergie (CNE) ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 04-144 du 8 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 28 avril 2004 portant ratification du protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, fait à Kyoto, le 11 décembre 1997 ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-214 du 28 Moharram 1417 correspondant au 15 juin 1996 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des mines ;

Vu le décret exécutif n° 2000-116 du 25 Safar 1421 correspondant au 29 mai 2000 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-101 intitulé «fonds national pour la maîtrise de l'énergie » ;

Vu le décret exécutif n° 01-08 du 12 Chaoual 1421 correspondant au 7 janvier 2001 fixant les attributions du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement ;

Décrète :

CHAPITRE I
OBJET, DEFINITION ET MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE L'AUDIT ENERGETIQUE

Article 1er. - Conformément à l'Article 23 de la loi n° 99-09 du 15 Rabie Ethani 1420 correspondant au 28 juillet 1999, susvisée, le présent décret a pour objet de définir les seuils de consommation énergétique déterminant les critères d'assujettissement des établissements à l'audit, la périodicité de l'audit et les conditions et modalités de

mise en œuvre de l'audit énergétique et d'agrément des auditeurs.

Art. 2. - On entend par audit énergétique l'examen et le contrôle des performances énergétiques des installations et des équipements des établissements industriels, de transport et du tertiaire, en vue de l'optimisation énergétique de leur fonctionnement.

Art. 3. - Pour les secteurs industriel et tertiaire, on entend par établissement tous ensemble d'installations et bâtiments implantés sur un domaine ou pArtie de domaine foncier unique et placé sous l'autorité d'un chef d'établissement.

Pour le secteur du transport, on entend par établissement une flotte de véhicules placée sous l'autorité d'un responsable et localisée en un seul lieu.

Art. 4. - L'audit énergétique d'un établissement consiste à effectuer les tâches suivantes :

* mesure des performances énergétiques des installations et de ses gros équipements ;

* analyse de l'évolution des consommations d'énergie ;

* établissement des bilans énergétiques de l'établissement et des gros équipements;

* évaluation des émissions polluantes dues aux consommations énergétiques ;

* évaluation de l'efficacité énergétique des opérations en s'appuyant sur les standards de consommation ;

* identification des possibilités d'économie d'énergie et/ou de substitution inter-énergétique favorable sur le plan de l'efficacité énergétique et de l'environnement ;
* élaboration d'un plan d'actions correctives comportant les opérations à réaliser et leur coût économique.

Art. 5. - Les cahiers des charges définissant la méthodologie, le rapport d'audit et sa synthèse, le guide méthodologique, les valeurs des pouvoirs calorifiques, les facteurs de conversion pour le calcul de la consommation, ainsi que les modalités d'agrément des auditeurs font l'objet d'un arrêté interministériel pris par le ministre de l'énergie et des mines et le ministre chargé de l'environnement, sur proposition de l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE).

Art. 6. - L'audit énergétique fait l'objet d'un rapport qui doit comporter :

* un bilan énergétique d'ensemble ;

* une analyse de chaque secteur de consommation et des opérations significatives ;

* une évaluation des évolutions des consommations d'énergie et des émissions polluantes ;

* une présentation des gisements éventuels d'économie d'énergie, de substitution énergétique, de réduction des émissions polluantes et le plan d'actions correctives ;

* les recommandations spécifiant, s'il y a lieu, le type de mesures et d'actions, tant du point de vue des économies d'énergie que de la substitution énergétique et de la réduction des émissions polluantes.

CHAPITRE II
CONDITIONS D'EXERCICE DE L'AUDIT ENERGETIQUE

Art. 7. - L'exercice de l'activité d'audit énergétique est reconnu aux personnes visées par l'Article 22 de la loi n° 99-09 du 15 Rabie Ethani 1420 correspondant au 28 juillet 1999, susvisée, qui réunissent les compétences et les matériels requis de mesure et de contrôle fixés par l'arrêté interministériel prévu à l'Article 5 ci-dessus.

Les demandes d'agrément doivent être déposées auprès du ministère chargé de l'énergie qui les transmettra au ministère chargé de l'environnement pour avis et à l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) pour instruction.

Après avis du ministère chargé de l'environnement et après instruction par l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), l'agrément sera prononcé par décision du ministre chargé de l'énergie au plus tard trois (3) mois après le dépôt du dossier.

Le refus de la demande d'agrément doit être motivé.

Art. 8. - Les bureaux d'études et les experts agréés doivent se conformer aux prescriptions des cahiers des charges spécifiques pour la réalisation des audits énergétiques auprès des établissements industriels, de transport et du tertiaire.

Art. 9. - L'agrément peut être retiré pour manquement aux obligations des cahiers des charges ou pour manquement grave à la déontologie professionnelle.

CHAPITRE III
OBLIGATIONS D'AUDIT ENERGETIQUE DES ETABLISSEMENTS GRANDS CONSOMMATEURS

Art. 10. - Sont soumis à l'obligation d'audit énergétique tous les établissements industriels, de transport et du tertiaire, quelles que soient leur nature juridique ou leur activité dès lors que leur consommation annuelle d'énergie atteigne les seuils fixés aux Articles 11, 12 et 13 ci-dessous.

Art. 11. - Les établissements industriels dont la consommation annuelle totale d'énergie est égale ou supérieure à 2000 tonnes équivalent pétrole (tep) sont assujettis à l'obligation d'audit énergétique.

Art. 12. - Les établissements de transport dont la consommation annuelle totale d'énergie est égale ou supérieure à 1000 tonnes équivalent pétrole (tep) sont assujettis à l'obligation d'audit énergétique.

Art. 13. - Les établissements du secteur tertiaire dont la consommation annuelle totale d'énergie est égale ou supérieure à 500 tonnes équivalent pétrole (tep) sont assujettis à l'obligation d'audit énergétique.

Art. 14. - La consommation totale d'énergie, exprimée en tonne équivalent pétrole (tep), est la somme des consommations d'électricité et de combustibles solides, liquides et gazeux. Elle est calculée sur la base de la formule suivante :

CT = KECE + CGN.(PCS)GN + CGPL.(PCS) GPL + CPP.(PCS)pp + CC.(PCS)C

Etant entendu que :

CT: consommation totale d'énergie en TEP;
KE: coefficient d'équivalence électricité;
CE: consommation d'électricité en kWh;
CGN: consommation de gaz naturel en Nm3;
CGPL: consommation de gaz de pétrole liquéfié en tonnes;
CPP: consommation de produits pétroliers en tonnes;
CC: consommation de charbon en tonnes;
(PCS): pouvoir calorifique supérieur.

L'électricité produite par les énergies renouvelables est exclue du calcul de la consommation totale d'énergie.

Les valeurs des pouvoirs calorifiques et des coefficients d'équivalence à prendre en compte, lors du calcul de la consommation totale d'énergie, sont fixées dans les cahiers des charges.

Art. 15. - Les établissements sont assujettis à leur premier audit énergétique sur la base des seuils de consommations fixés, constatés sur l'une des cinq dernières an-

nées calendaires ou déclarés pour les établissements neufs.

Art. 16. - Tout établissement assujetti au sens des Articles 11, 12, 13, 15 et 18 du présent décret est tenu de se déclarer à l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie.

Art. 17. - Les établissements assujettis doivent désigner chacun un responsable chargé de la gestion de l'énergie pour assurer, notamment, le suivi des diagnostics énergétiques de l'établissement et la mise en œuvre éventuelle des actions de rationalisation énergétique et de réduction des émissions polluantes.

Art. 18. - Tout établissement assujetti est tenu de faire effectuer, à ses frais, périodiquement, par un bureau d'audit énergétique agréé, un audit énergétique tel que défini à l'Article 4 du présent décret.

La périodicité de l'audit énergétique est fixée à trois (3) ans pour les établissements industriels et de transports et à cinq (5) ans pour les établissements du tertiaire.

La liste des experts et des bureaux d'audit énergétique agréés, avec leurs références, est communiquée par l'agence pour la promotion et de la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) aux établissements concernés.

Art. 19. - Le rapport d'audit de l'établissement assujetti et sa synthèse sont adressés à l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) par le chef d'établissement après sa réception.

CHAPITRE IV
SUIVI ET EVALUATION DES AUDITS ENERGETIQUES OBLIGATOIRES

Art. 20. - L'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) assure, le suivi et l'évaluation des audits énergétiques. A cet effet l'APRUE doit :

* constituer une base de données sur les établissements gros consommateurs d'énergie au sens du présent décret ;

* tenir à jour un fichier des déclarations des établissements assujettis par secteur d'activité ;

* veiller au respect des déclarations des assujettis ;

* adresser, si nécessaire, des commentaires et recommandations aux assujettis après évaluation du rapport d'audit de l'établissement concerné ;

* adresser aux ministères chargés de l'énergie et de l'environnement, annuellement, un bilan des réalisations d'audits énergétiques et une évaluation des résultats des rapports d'audit.

CHAPITRE V
DISPOSITIONS FINALES

Art. 21. - Les programmes d'actions correctives préconisées à la suite des audits énergétiques peuvent bénéficier d'un financement par le fonds national pour la maîtrise de l'énergie, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Art. 22. - Toute infraction aux dispositions du présent décret est sanctionnée conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, notamment aux Articles 45 et 50 de la loi n° 99-09 du 15 Rabie Ethani 1420 correspondant au 28 juillet 1999, susvisée.

Art. 23. - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 26 décembre 2005.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 2013-424 du 15 Safar 1435 correspondant au 18 décembre 2013 modifiant et complétant le décret exécutif n° 2005-495 du 24 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 26 décembre 2005 relatif à l'audit énergétique des établissements grands consommateurs d'énergie

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'énergie et des mines et de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu la Constitution, notamment ses Articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 99-09 du 15 Rabie Ethani 1420 correspondant au 28 Juillet 1999 relative à la maîtrise de l'énergie ;

Vu la loi n° 2003-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 Juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu le décret n° 84-385 du 22 décembre 1984 fixant les mesures destinées à protéger les installations, ouvrages et moyens ;

Vu le décret n° 84-386 du 22 décembre 1984 portant création de la commission nationale de classification des points sensibles et fixant ses missions ;

Vu le décret n° 84-388 du 22 décembre 1984 fixant les modalités d'habilitation des personnels appelés à connaître des informations ou documents classifiés ;

Vu le décret présidentiel n° 2013-312 du 5 Dhou El Kaada 1434 correspondant au 11 septembre 2013 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2005-495 du 24 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 26 décembre 2005 relatif à l'audit énergétique des établissements grands consommateurs d'énergie ;

Après approbation du Président de la République **;**

Décrète :

Article 1er. - Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 2005-495 du 24 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 26 décembre 2005, susvisé.

Art. 2. - Les dispositions de l'Article 7 du décret exécutif n° 2005-495 du 24 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 26 décembre 2005, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 7. - L'exercice de l'activité d'audit énergétique est soumis à un agrément délivré par le ministère chargé de l'énergie au profit des personnes citées dans l'Article 22 de la loi n° 99-09 du 15 Rabie Ethani 1420 correspondant au 28 juillet 1999, susvisée.

Les demandes d'agrément doivent être déposées auprès du ministère chargé de l'énergie qui les transmet au ministère chargé de l'environnement pour avis et à l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) pour instruction.

Les avis du ministère chargé de l'environnement et de l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), sont communiqués au ministère chargé de l'énergie dans un délai n'excédant pas trente (30) jours à compter de la date de leur saisine.

Les dossiers techniquement recevables sont transmis au ministère chargé de l'intérieur pour avis.

L'avis du ministère chargé de l'intérieur est communiqué au ministère chargé de l'énergie dans un délai n'excédant pas quarante (40) jours, à compter de la date de sa saisine.

Après avis favorables du ministère chargé de l'intérieur, du ministère chargé de l'environnement et de l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), l'agrément est accordé par décision du ministre chargé de l'énergie au plus tard cent vingt (120) jours calendaires à compter de la date de l'accusé de réception attestant que le dossier est complet.

Le refus motivé de l'octroi d'agrément doit être notifié au demandeur.

En cas de refus de la demande d'agrément, le demandeur peut introduire un recours écrit auprès du ministre chargé de l'énergie, accompagné de nouveaux éléments d'information ou de justification ».

Art. 3. - Les dispositions du décret exécutif n° 2005-495 du 26 décembre 2005, susvisé, sont complétées par les Articles 7 bis et 7 ter et rédigés comme suit :

« Art. 7 bis. - La demande d'agrément est accompagnée d'un dossier administratif et d'un dossier technique comportant les documents suivants :

1- Dossier administratif :

- une demande manuscrite d'agrément datée et signée par le demandeur ;

- un formulaire dûment rempli avec quatre (4) photographies d'identité récentes du demandeur ;

- des copies certifiées conformes des diplômes ;

- une attestation de suivi de la formation d'auditeur énergétique délivrée par l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) ou une lettre d'engagement pour suivre la prochaine formation d'auditeur ;

- un extrait de l'acte de naissance ou une copie certifiée conforme de la carte nationale d'identité ;

- un extrait du casier judiciaire du demandeur d'agrément (bulletin n° 3 datant de moins de trois (3) mois).

2- Dossier technique :

- un document justifiant l'expérience du demandeur dans le domaine énergétique (une attestation ou un certificat de travail ou autres documents) ;

- une copie du certificat d'existence datant de l'année en cours pour le bureau d'études ;

- un contrat de durée indéterminée, ou un contrat de durée déterminée d'une durée

d'au moins trois (3) ans de son personnel technique qualifié pour le bureau d'études ;

- une copie conforme des statuts juridiques du demandeur d'agrément et/ou du registre de commerce ;

- La liste du matériel requis de mesure et de contrôle fixé par la réglementation, acquis ou à acquérir pour l'exercice des activités de l'audit énergétique ».

« **Art. 7 ter**. - L'auditeur s'engage à maintenir strictement confidentiels toutes les informations, documents et résultats de ses travaux d'audit énergétique ainsi que toutes les données et informations communiquées par le maître d'ouvrage ».

Art. 4. - Les dispositions de l'Article 18 du décret exécutif n° 2005-495 du 24 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 26 décembre 2005, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« **Art. 18**. - Tout établissement assujetti est tenu de faire effectuer, à ses frais, périodiquement, par un bureau d'audit énergétique agréé ou un expert agréé, un audit énergétique tel que défini à l'Article 4 du décret exécutif n° 2005-495 du 24 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 26 décembre 2005, susvisé.

Pour les établissements soumis à des règles de sécurités particulières, l'accès des auditeurs aux sites, doit se faire conformément aux règles et procédures fixés par le décret n° 84-385 du 22 décembre 1984, susvisé.

La périodicité de l'audit énergétique est fixée à trois (3) ans pour les établissements industriels et de transport et de cinq (5) ans pour les établissements du tertiaire.

La liste des experts et des bureaux d'audits énergétiques agréés, avec leurs références, est communiquée par l'agence pour la promotion et de la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) aux établissements concernés ».

Art. 5. - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Safar 1435 correspondant au 18 décembre 2013.

Abdelmalek SELLAL.

Arrêté interministériel du 5 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 3 novembre 2008 fixant les appareils et les catégories d'appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique

Le ministre de l'énergie et des mines,

Le ministre de l'industrie et de la promotion des investissements,

Vu le décret présidentiel n° 2007-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990, modifié et complété, relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 2005-16 du Aouel Dhou El Hidja 1425 correspondant au 11 janvier 2005 fixant les règles spécifiques d'efficacité énergétique applicables aux appareils fonctionnant à l'électricité, aux gaz et aux produits pétroliers, notamment son Article 4 ;

Vu le décret exécutif n° 2005-464 du 4 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 6 décembre 2005 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la normalisation ;

Vu le décret exécutif n° 2005-465 du 4 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 6 décembre 2005 relatif à l'évaluation de la conformité ;

Vu le décret exécutif n° 2007-266 du 27 Chaâbane 1428 correspondant au 9 septembre 2007 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des mines ;

Vu le décret exécutif n° 2008-100 du 17 Rabie El Aouel 1429 correspondant au 25 mars 2008 fixant les attributions du ministre de l'industrie et de la promotion des investissements ;

Arrêtent :

Article 1er. - En application des dispositions de l'Article 4 du décret exécutif n° 2005-16 du Aouel Dhou El Hidja 1425 correspondant au 11 janvier 2005, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les appareils et les catégories d'appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique.

Art. 2. - Sont soumis aux dispositions du présent arrêté les appareils conçus pour un usage domestique ci-après désignés :

- les réfrigérateurs, les congélateurs et les appareils combinés (réfrigérateurs-congélateurs) ;

- les climatiseurs individuels ;

- les lampes et les appareils d'éclairage ;

- les appareils de production et de stockage de l'eau chaude ;

- les machines à laver le linge, les sèche-linges et les appareils combinés (lavage-séchage) ;

- les machines à laver la vaisselle ;

- les fours ;

- les fers à repasser ;

- les appareils audio-visuels ;

- les appareils de chauffage électriques.

Les appareils d'occasion et ceux dont la production a cessé avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté n'entrent pas dans le champ d'application de ce dernier.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 3 novembre 2008.

le ministre
de l'Energie et des mines
Chakib KHALIL

Le ministre de l'industrie
et de la promotion
des Investissements
Hamid TEMMAR

Arrêté interministériel du Aouel Dhou El Hidja 1429 correspondant au 29 novembre 2008 définissant la classification d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique

Le ministre de l'énergie et des mines,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'industrie et de la promotion des investissements,

Le ministre du commerce,

Vu le décret présidentiel n° 2008-366 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990, modifié et complété, relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 90-366 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des produits domestiques non alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 2002-453 du 17 Chaoual 1423 correspondant au 21 décembre 2002 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 2005-16 du Aouel Dhou El Hidja 1425 correspondant au 11 janvier 2005 fixant les règles spécifiques d'efficacité énergétique applicables aux appareils fonctionnant à l'électricité, au gaz et aux produits pétroliers, notamment son Article 6 ;

Vu le décret exécutif n° 2005-464 du 4 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 6 décembre 2005 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la normalisation ;

Vu le décret exécutif n° 2005-465 du 4 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 6 décembre 2005 relatif à l'évaluation de la conformité ;
Vu le décret exécutif n° 2007-266 du 27 Chaâbane 1428 correspondant au 9 septembre 2007 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des mines ;

Vu le décret exécutif n° 2008-100 du 17 Rabie El Aouel 1429 correspondant au 25 mars 2008 fixant les attributions du ministre de l'industrie et de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté interministériel du 5 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 3 novembre 2008 fixant les appareils et les catégories d'appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique ;
Arrêtent :

Article 1er. - En application de l'Article 6 du décret exécutif n° 2005-16 du Aouel Dhou El Hidja 1425 correspondant au 11 janvier 2005, susvisé, le présent arrêté a

pour objet de définir la classification d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique.

Art. 2. - Les réfrigérateurs, les congélateurs et les appareils combinés à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique, sont classés suivant leurs efficacités énergétiques, conformément aux indications de l'annexe I.

Art. 3. - Les climatiseurs à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique sont classés suivant leurs efficacités énergétiques, conformément aux indications de l'annexe II.

Art. 4. - Les lampes domestiques soumises aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique sont classées suivant leurs efficacités énergétiques, conformément aux indications de l'annexe III.

Art. 5. - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Dhou El Hidja 1429 correspondant au 29 novembre 2008.

Le ministre
de l'énergie et des mines
Chakib KHELIL

le ministre des finances
Karim DJOUDI

Le ministre de l'industrie
Et de la promotion
des investissement
Hamid TEMMAR

Le ministre du commerce
Lachemi DJAABOUBE

ANNEXE I

Classement selon l'efficacité énergétique des réfrigérateurs, des congélateurs et des appareils combinés à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique

Les tableaux ci-dessous précisent le classement qu'il convient d'attribuer à un appareil en fonction de son efficacité énergétique :

Partie 1

Définition des catégories A+ et A++

Entre dans la catégorie A+ ou A++ tout appareil dont l'indice de rendement énergétique alpha (I(alpha)) est compris dans les limites indiquées dans le tableau 1.

TABLEAU 1

INDICE DE RENDEMENT énergétique$_\alpha$ (I_α)	« CATEGORIE DE RENDEMENT énergétique »
$30 > I_\alpha$	A++
$42 > I_\alpha \leq 30$	A+
$I_\alpha \geq 42$	A-G (voir ci-dessous)

Dans le tableau 1 :

$$Ia = \frac{AC}{SC_\alpha} * 100$$

Où

AC_α = consommation énergétique annuelle de l'appareil
(conformément aux règlements techniques en vigueur) :

SC_α = consommation énergétique annuelle normalisée alpha de l'appareil :

SC_α est calculée à l'aide de la formule :

$$M_\alpha \times \sum_{\text{Compartiments}} (Vc \times (25 - Tc)/20 \times FF \times CC \times BI) + N_\alpha + CH$$

Où

Vc est le volume net (en litres) du compartiment
(conformément aux règlements techniques en vigueur) ;

Tc est la température nominale (en °C) du compartiment.

Les valeurs de Mα et Nα sont indiquées dans le tableau 2 et les valeurs de FF, CC, BI et CH sont indiquées dans le tableau 3.

TABLEAU 2

TYPE D'APPAREIL	TEMPERATURE DU COMPARTIMENT le plus froid	M_α	N_α
1. Réfrigérateur sans compartiment à basse température	> - 6°C	0,233	245
2. Réfrigérateur avec compartiment refroidisseur	> - 6°C	0,233	245
3. Réfrigérateur sans étoile	> - 6°C	0,233	245
4. Réfrigérateur *	≤ - 6°C *	0,643	191
5. Réfrigérateur **	≤ - 12°C **	0,450	245
6. Réfrigérateur ***	≤ -18°C ***/*(***)	0,777	303
7. Réfrigérateur-congélateur * (***)	≤ - 18°C ***/*(***)	0,777	303
8. Congélateur armoire	≤ - 18°C *(***)	0,539	315
9. Congélateur coffre	≤ - 18°C *(***)	0,472	286
10. Multiporte ou autre		(1)	(1)

1) Pour ces appareils, les valeurs de M et N sont déterminées par la température et le nombre d'étoiles du compartiment dont la température est la plus basse. Les appareils avec compartiments - 18°C *(***) sont considérés comme des réfrigérateurs-congélateurs *(***).

TABLEAU 3

FACTEUR DE CORRECTIONS	VALEUR	CONDITION
FF (froid ventilé)	1,2	Pour les compartiments à froid ventilé pour denrées congelées
	1	Autres cas
CC (type de climat)	1,2	Pour les appareils « tropicaux »
	1,1	Pour les appareils « subtropicaux »
	1	Autres cas
BI (encastré)	1,2	Pour les appareils encastrés (1) de moins de 58 cm de largeur
	1	Autres cas
CH (compartiment de rafraîchissement)	50 kw/an	Pour les appareils avec compartiment de rafraîchissement d'au moins 15 litres
	0	Autres cas

(1) Le terme « encastré » désigne les appareils conçus exclusivement pour être installés à l'intérieur d'un logement de cuisine nécessitant des éléments de finition, et testés en tant que tels.

Si un appareil n'entre pas dans la catégorie A+ ou A++, il est classé conformément à la partie 2.

Partie 2

Définitions des catégories A à G

Tableau 1

INDICE d'efficacité énergétique : I	CLASSE d'efficacité énergétique
I < 55	A
55 ≤ I < 75	B
75 ≤ I < 90	C
90 ≤ I < 100	D
100 ≤ I < 110	E
110 ≤ I < 125	F
125 ≤ I	G

« Indice d'efficacité énergétique » : consommation d'énergie de l'appareil/consommation d'énergie conventionnelle de l'appareil (exprimée en pourcentage) ;

« Consommation d'énergie conventionnelle de l'appareil » : M_x volume ajusté + N (exprimée en kilowattheures/an) ;

« Volume ajusté » : volume du compartiment à denrées fraîches + Oméga X volume du compartiment à denrées congelées (exprimé en litres).

Les valeurs de M, N et Ω sont tirées des tableaux 2 et 3 ci-après.

Tableau 2

CATEGORIE D'APPAREIL	Ω	M	N
1. Réfrigérateur sans compartiment basse température	—	0,233	245
2. Réfrigérateur avec compartiment de rafraîchissement	0,75 (1)	0,233	245
3. Réfrigérateur sans étoile	1,25	0,233	245
4. Réfrigérateur *	1,55	0,643	191
5. Réfrigérateur **	1,85	0,450	245
6. Réfrigérateur ***	2,15	0,657	235
7. Réfrigérateur / congélateur *(***)	(3)	0,777	303
8. Congélateur armoire	2,15 (2)	0,472	286
9. Congélateur coffre	2,15 (2)	0,446	181
10. Multiporte ou autres	(3)	(4)	(4)

(1) Pour les réfrigérateurs avec compartiment de rafraîchissement, le volume ajusté = volume du compartiment pour denrées fraîches + Ω_x volume du compartiment de rafraîchissement (:0°C) (exprimé en litres).

(2) Pour les appareils à « froid ventilé », cette valeur est portée à 2,58 par l'application d'un facteur provisoire de 1,2. (Cela permet de tenir compte de l'inadaptation éventuelle de la méthode de mesure qui ne tient pas compte de l'absence de formation de glace dans les appareils à « froid ventilé ». Dans la pratique, la formation de glace augmente quelque peu la consommation des appareils « conventionnels ».)

(3) Le volume utile ajusté (VA) est calculé selon la formule :
$VA = \sum(25 - Tc)/20 \times Vc \times Fc$

Tous compartiments, « Tc » étant la température nominale de chaque compartiment (en °C), «Vc» son volume utile (en litres), et «Fc» un facteur égal à 1,2 pour les compartiments à «froid ventilé» et à 1 pour autres compartiments.

(4) Pour ces appareils, les valeurs de M et N sont déterminées par la température et le nombre d'étoiles du compartiment dont la température est la plus basse, comme suit:

Tableau 3

TEMPERATURE du compartiment le plus froid	CATEGORIE correspondante	M	N
Supérieure à - 6 °C	1/2/3 Réfrigérateur sans compartiment à basse température / sans étoile / réfrigérateur avec compartiment rafraîchissement	0,233	245
Inférieure ou égale à - 6 °C *	4 Réfrigérateurs *	0,643	191
Inférieure ou égale à - 12 °C **	5 Réfrigérateurs **	0,450	245
Inférieure ou égale à - 18 °C ***	6 Réfrigérateurs ***	0,657	235
Inférieure ou égale à - 18 °C *(***) avec capacité de congélation	7 Réfrigérateurs / congélateur *(***)	0,777	303

ANNEXE II

Classement selon l'efficacité énergétique des climatiseurs à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique

1. La classe d'efficacité énergétique est déterminée conformément aux tableaux ci-après lorsque le niveau de rendement énergétique (EER) est déterminé conformément aux procédures d'essai des règlements techniques en vigueur et dans des conditions modérées (T1).

Tableaux 1

Tableau 1.1

CLASSE D'EFFICACITE énergétique	APPAREILS SPLIT ET MULTISPLIT
A	3,20 < EER
B	3,20 ≥ EER > 3,00
C	3,00 ≥ EER > 2,80
D	2,80 ≥ EER > 2,60
E	2,60 ≥ EER > 2,40
F	2,40 ≥ EER > 2,20
G	2,20 ≥ EER

Tableau 1.2

CLASSE D'EFFICACITE énergétique	APPAREILS MONOBLOCS (1)
A	3,00 < EER
B	3,00 ≥ EER > 2,80
C	2,80 ≥ EER > 2,60
D	2,60 ≥ EER > 2,40
E	2,40 ≥ EER > 2,20
F	2,20 ≥ EER > 2,00
G	2,00 ≥ EER

(1) Les climatiseurs monoblocs à double conduit (connus dans le commerce sous le nom de « double conduit ») définis comme suit : « climatiseur situé complètement dans l'espace climatisé et dont les prises d'admission et d'échappement d'air du condensateur sont reliées à l'extérieur par deux conduites » seront classés selon le tableau 1.2 et recevront un facteur de correction de - 0,4.

Tableau 1.3

CLASSE D'EFFICACITE énergétique	APPAREILS A SIMPLE CONDUIT
A	2,60 < EER
B	2,60 ≥ EER > 2,40
C	2,40 ≥ EER > 2,20
D	2,20 ≥ EER > 2,00
E	2,00 ≥ EER > 1,80
F	1,80 ≥ EER > 1,60
G	1,60 ≥ EER

Tableau 2

Climatiseurs refroidis à l'eau

Tableau 2.1

CLASSE D'EFFICACITE énergétique	APPAREILS SPLIT ET MULTISPLIT
A	3,60 < EER
B	3,60 ≥ EER > 3,30
C	3,30 ≥ EER > 3,10
D	3,10 ≥ EER > 2,80
E	2,80 ≥ EER > 2,50
F	2,50 ≥ EER > 2,20
G	2,20 ≥ EER

Tableau 2.2

CLASSE D'EFFICACITE énergétique	APPAREILS MONOBLOCS
A	4,40 < EER
B	4,40 ≥ EER > 4,10
C	4,10 ≥ EER > 3,80
D	3,80 ≥ EER > 3,50
E	3,50 ≥ EER > 3,20
F	3,20 ≥ EER > 2,90
G	2,90 ≥ EER

2. Lorsque le coefficient de performance (COP) est déterminé conformément aux procédures d'essai des règlements techniques en vigueur et aux conditions T1 + 7C, la classe d'efficacité énergétique est déterminée conformément aux tableaux suivants :

Tableau 3.1

CLASSE D'EFFICACITE énergétique	APPAREILS SPLIT ET MULTISPLIT
A	3,60 < COP
B	3,60 ≥ COP > 3,40
C	3,40 ≥ COP > 3,20
D	3,20 ≥ COP > 2,80
E	2,80 ≥ COP > 2,60
F	2,60 ≥ COP > 2,40
G	2,40 ≥ COP

Tableau 3.2

CLASSE D'EFFICACITE énergétique	APPAREILS MONOBLOCS (1)
A	3,40 < COP
B	3,40 ≥ COP > 3,20
C	3,20 ≥ COP > 3,00
D	3,00 ≥ COP > 2,60
E	2,60 ≥ COP > 2,40
F	2,40 ≥ COP > 2,20
G	2,20 ≥ COP

(1) Les climatiseurs monoblocs à double conduit (connus dans le commerce sous le nom de « double conduit ») définis comme suit : « climatiseur situé complètement dans l'espace climatisé et dont les prises d'admission et d'échappement d'air du condensateur sont reliées à l'extérieur par deux conduites » seront classés selon le tableau 3.2 et recevront un facteur de correction de - 0,4.

Tableau 3.3

CLASSE D'EFFICACITE énergétique	APPAREILS A SIMPLE CONDUIT
A	3,00 < COP
B	3,00 ≥ COP > 2,80
C	2,80 ≥ COP > 2,60
D	2,60 ≥ COP > 2,40
E	2,40 ≥ COP > 2,10
F	2,10 ≥ COP > 1,80
G	1,80 ≥ COP

Tableaux 4
Climatiseurs refroidis à l'eau, mode chauffage

Tableau 4.1

CLASSE D'EFFICACITE énergétique	APPAREILS SPLIT ET MULTISPLIT
A	4,00 < COP
B	4,00 ≥ COP > 3,70
C	3,70 ≥ COP > 3,40
D	3,40 ≥ COP > 3,10
E	3,10 ≥ COP > 2,80
F	2,80 ≥ COP > 2,50
G	2,50 ≥ COP

Tableau 4.2

CLASSE D'EFFICACITE énergétique	APPAREILS MONOBLOCS
A	4,70 < COP
B	4,70 ≥ COP > 4,40
C	4,40 ≥ COP > 4,10
D	4,10 ≥ COP > 3,80
E	3,80 ≥ COP > 3,50
F	3,50 ≥ COP > 3,20
G	3,20 ≥ COP

ANNEXE III

Classement selon l'efficacité énergétique des lampes domestiques soumises aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique

A. - Sont classées dans la classe A :

1° Les lampes fluorescentes sans ballast intégré dont la puissance absorbée exprimée en watts est inférieure ou égale à la valeur suivante, calculée en fonction du flux lumineux exprimé en lumens :

$0{,}15\sqrt{\Phi} + 0{,}0097\,\Phi$;

2° Les autres lampes dont la puissance absorbée exprimée en watts est inférieure ou égale à la valeur suivante, calculée en fonction du flux lumineux exprimé en lumens :

$0{,}24\sqrt{\Phi} + 0{,}0103\,\Phi$,

où Φ est le flux lumineux de la lampe, en lumens.

B. - Si une lampe n'est pas classée dans la classe A, une puissance de référence W_R doit être calculée de la manière suivante :

$W_R = 0{,}88\sqrt{\Phi} + 0{,}049\Phi$ pour $\Phi > 34$ lumens ;

$W_R = 0{,}2\Phi$ pour $\Phi \leq 34$ lumens ;

Où Phi est le flux lumineux de la lampe.

On calcule alors l'indice d'efficacité énergétique E1 selon la formule :

$E1 = W/W_R$

Où W est la puissance absorbée de la lampe, en watts.

La classe d'efficacité énergétique est déterminée en fonction du tableau suivant :

CLASSE d'efficacité énergétique	INDICE d'efficacité énergétique E1
B.....	$E1 < 60\ \%$
C.....	$60\ \% \leq E1 < 80\ \%$
D.....	$80\ \% \leq E1 < 95\ \%$
E.....	$95\ \% \leq E1 < 110\ \%$
F.....	$110\ \% \leq E1 < 130\ \%$
G.....	$E1 \geq 130\ \%$

Arrêté interministériel du Aouel Dhou El Hidja 1429 correspondant au 29 novembre 2008 définissant les dispositions générales relatives aux modalités d'organisation et d'exercice du contrôle d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique

Le ministre de l'énergie et des mines,

Le ministre de l'industrie et de la promotion des investissements,

Le ministre des finances,

Le ministre du commerce,

Vu le décret présidentiel n° 2008-366 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990, modifié et complété, relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 90-366 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des produits domestiques non alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 2002-453 du 17 Chaoual 1423 correspondant au 21 décembre 2002 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 2005-16 du Aouel Dhou El Hidja 1425 correspondant au 11 janvier 2005 fixant les règles spécifiques d'efficacité énergétique applicables aux appareils fonctionnant à l'électricité, au gaz et aux produits pétroliers, notamment son Article 11 ;

Vu le décret exécutif n° 2005-464 du 4 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 6 décembre 2005 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la normalisation ;

Vu le décret exécutif n° 2005-465 du 4 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 6 décembre 2005 relatif à l'évaluation de la conformité ;

Vu le décret exécutif n° 2007-266 du 27 Chaâbane 1428 correspondant au 9 septembre 2007 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des mines ;

Vu le décret exécutif n° 2008-100 du 17 Rabie El Aouel 1429 correspondant au 25 mars 2008 fixant les attributions du ministre de l'industrie et de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté interministériel du 5 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 3 novembre 2008 fixant les appareils et les catégories d'appareils à usage domestique soumis

aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique ;

Arrêtent :

Article 1er. - En application de l'Article 11 du décret exécutif n° 2005-16 du Aouel Dhou El Hidja 1425 correspondant au 11 janvier 2005, susvisé, le présent arrêté a pour objet de définir les dispositions générales relatives aux modalités d'organisation et d'exercice du contrôle d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique.

Art. 2. - Les appareils mentionnés à l'Article 2 de l'arrêté interministériel du 3 novembre 2008, susvisé, ne peuvent être proposés à la vente, à la location ou à la location-vente que :

a) s'ils sont munis d'une étiquette indiquant, selon des modalités fixées par un arrêté ministériel, leurs consommations en énergie ;

b) s'ils sont accompagnés d'une fiche précisant les informations portées sur l'étiquette, dont le modèle est fixé par le même arrêté.

Lorsque ces appareils sont offerts à la vente, à la location ou à la location-vente par correspondance au moyen d'un document imprimé, l'arrêté prévu ci-dessus précise les informations qui doivent figurer de façon visible et lisible sur ce document.

Art. 3. - Le fabricant ou son mandataire, ou à défaut toute personne qui propose au consommateur un des appareils énumérés à l'Article 2 de l'arrêté interministériel du 3 novembre 2008, susvisé, tient à la disposition des agents chargés du contrôle :

a) une description générale du produit ;

b) les documents par lesquels le fabricant justifie les consommations annoncées, notamment les calculs de conception, les rapports d'essais et les analogies avec des modèles similaires produits par lui ;

c) les certificats ou marques de conformité.

Cette documentation est tenue à la disposition des agents chargés du contrôle pendant une période de cinq (5) ans après la fabrication du dernier produit d'un même modèle.

Art. 4. - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Dhou El Hidja 1429 correspondant au 29 novembre 2008.

Le ministre
De l'énergie et des mines
Chakib KHELIL

Le ministre des finances
Karim DJOUDI

Le ministre de l'industrie
et de la promotion
des investissement
Hamid TEMMAR

Le ministre du commerce
Lachemi DJAABOUBE

Arrêté interministériel du Aouel Dhou El Hidja 1429 correspondant au 29 novembre 2008 définissant les dispositions générales relatives aux modalités d'organisation et d'exercice du contrôle d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique

Le ministre de l'énergie et des mines,

Vu le décret présidentiel n° 2008-366 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990, modifié et complété, relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 90-366 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des produits domestiques non alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 2005-16 du Aouel Dhou El Hidja 1425 correspondant au 11 janvier 2005 fixant les règles spécifiques d'efficacité énergétique applicables aux appareils fonctionnant à l'électricité, au gaz et aux produits pétroliers, notamment son Article 7 ;
Vu le décret exécutif n° 2007-266 du 27 Chaâbane 1428 correspondant au 9 septembre 2007 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des mines ;

Vu l'arrêté interministériel du 5 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 3 novembre 2008 fixant les appareils et les catégories d'appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique ;

Vu l'arrêté interministériel du Aouel Dhou El Hidja 1429 correspondant au 29 novembre 2008 définissant la classification d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique ;

Vu l'arrêté interministériel du Aouel Dhou El Hidja 1429 correspondant au 29 novembre 2008 définissant les dispositions générales relatives aux modalités d'organisation et d'exercice du contrôle d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique ;

Arrête :

Article 1er. - En application des dispositions de l'Article 7 du décret exécutif n° 2005-16 du Aouel Dhou El Hidja 1425 correspondant au 11 janvier 2005, susvisé, le présent arrêté a pour objet de mettre en application les modalités d'étiquetage des réfrigérateurs, des congélateurs et des appareils combinés à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et alimentés exclusivement par le réseau de distribution d'énergie électrique basse tension, ainsi que les conditions de leur mise en vente sur le marché.

Il détermine également les catégories et établit le modèle de l'étiquette ainsi que la documentation technique y afférente.

Art. 2. - Lorsqu'ils sont proposés à la vente, à la location ou à la location-vente, les appareils visés à l'Article 1er ci-dessus, doivent être :

- munis d'une étiquette indiquant notamment leur consommation en énergie et conforme aux dispositions de l'Article 3 ci-dessous ;

- accompagnés d'une fiche d'information précisant les indications portées sur l'étiquette susmentionnée et conforme aux dispositions de l'Article 4 ci-dessous.

Art. 3. - L'étiquette prévue à l'Article 2 ci-dessus est conforme au modèle figurant à l'annexe I. Elle est renseignée selon les indications précisées à l'annexe I du présent arrêté et à l'arrêté interministériel du 29 novembre 2008 définissant la classification d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique.

Les rubriques 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8 et 10 de l'étiquette doivent être renseignées. Les rubriques 4 et 9 sont renseignées de manière facultative.

L'étiquette est fournie par le fabricant ou son mandataire ou, à défaut, toute personne qui propose au consommateur un des appareils énumérés à l'Article 1er ci-dessus.

L'étiquette doit être apposée sur la partie supérieure de la face avant de l'appareil de manière à être clairement visible.

Art. 4. - La fiche d'information du produit prévue à l'Article 2 ci-dessus est établie et présentée conformément à l'annexe II du présent arrêté.

Elle est fournie par le fabricant ou son mandataire ou, à défaut, toute personne qui propose au consommateur un des appareils énumérés à l'Article 1er ci-dessus.

Elle est tenue à la disposition de l'acquéreur potentiel par la personne qui l'expose à la vente, à la location ou à la location-vente.

Elle peut être partie d'une brochure ou d'un catalogue, ou tout autre support équivalent.

Art. 5. - Si l'un des appareils visés à l'Article 1er ci-dessus est offert à la vente, à la location ou à la location-vente au moyen d'une communication sous forme imprimée ou écrite, ou par tout autre moyen impliquant que le client potentiel ne peut pas voir l'appareil, tels qu'une offre écrite, un catalogue de vente par correspondance, des annonces publicitaires sur l'internet ou tout autre moyen de communication électronique, cette communication comprend les informations figurant à l'annexe III du présent arrêté.

Art. 6. - La documentation technique visée à l'arrêté interministériel du 29 novembre 2008 définissant les dispositions générales relatives aux modalités d'organisation et d'exercice du contrôle d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique, susvisé, que le fabricant ou son mandataire ou, à défaut, toute personne qui propose au consommateur un des appareils énumérés à l'Article 1er ci-dessus tient à la disposition des agents chargés du contrôle, comprend les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du fournisseur ;

- la marque de l'appareil ;

- une description générale du produit permettant de l'identifier ;

- des informations, éventuellement sous forme de dessins, relatives aux caractéristiques essentielles de la conception du produit, notamment aux éléments exerçant une influence notable sur sa consommation d'énergie ;

- les rapports d'essais et de mesures réalisés sur un modèle, conformément aux procédures fixées par les règlements techniques visés à l'Article 7 ci-dessous.

Si les informations concernant un modèle particulier d'appareil combiné ont été obtenues par calcul à partir de caractéristiques de conception et/ou par extrapolation à partir d'autres appareils combinés, la documentation doit fournir le détail de ces calculs et/ou extrapolations, ainsi que les essais réalisés pour vérifier l'exactitude des calculs effectués.

Art. 7. - Les informations prévues par l'étiquette et la fiche visées à l'Article 2 ci-dessus ainsi que celles figurant dans la documentation technique visée à l'Article 6 ci-dessus, sont déterminées conformément aux règlements techniques en vigueur.

Art. 8. - Les agents chargés du contrôle dûment habilités veillent à la stricte application du présent arrêté conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Art. 9. - Le présent arrêté entre en vigueur dix-huit (18) mois après sa publication au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 10. - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

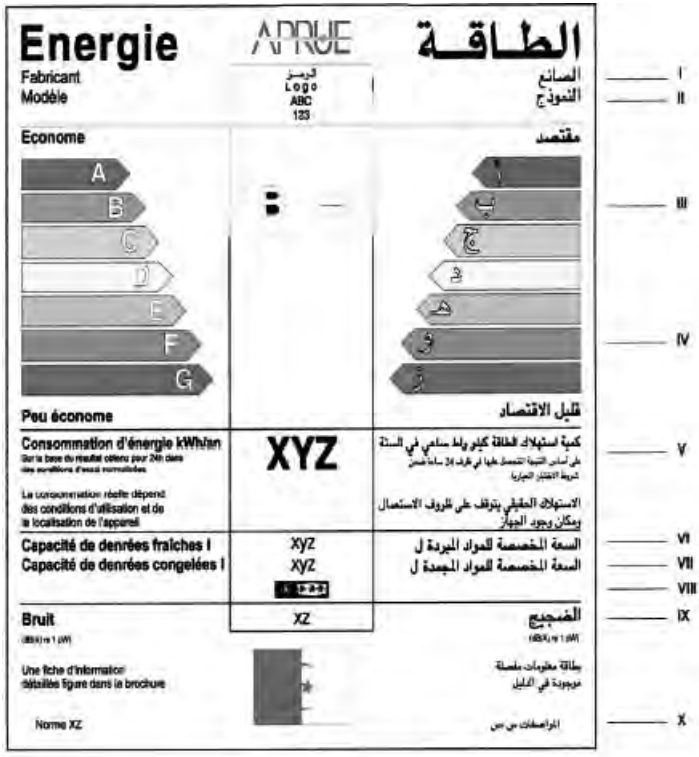
Fait à Alger, le 25 Safar 1430 correspondant au 21 février 2009.

Chakib KHELIL.

ANNEXE I

ETIQUETTE

1. L'étiquette est conforme au modèle suivant :



CMYK : cyan, magenta, jaune, noir.

Exemple : 07X0 : 0 % cyan, 70 % magenta, 100 % jaune, 0 % noir.

Flèches

- A : X0X0,
- B : 70X0,
- C : 30X0,
- D : 00X0,
- E : 03X0,
- F : 07X0,
- G : 0XX0.

Couleur de l'encadrement : X070.

2. les couleurs de l'étiquette sont déterminées de la manière suivante :

La couleur de fond de la flèche indiquant la classe d'efficacité énergétique est en noir.

Tout le texte est en noir sur fond blanc.

3. Les dimensions de l'étiquette doivent être conformes aux prescriptions en annexe V.

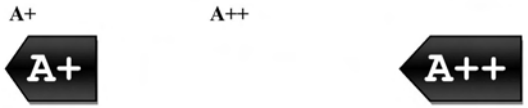
4. L'étiquette comporte les indications ci-dessous :

I. - Nom ou marque du fournisseur ;

II. - Référence du modèle établi par le fournisseur ;

III. - Le classement d'un appareil selon son efficacité énergétique est effectué conformément aux indications de l'arrêté interministériel du 29 novembre 2008 définissant la classification d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique. L'index portant la lettre relative au classement de l'appareil figure à la hauteur de la flèche correspondante.

La lettre signalant les appareils A+ et A++ doit être conforme aux illustrations ci-après et placée dans la même position que la lettre signalant les appareils de catégorie A ;



IV. - La marque écologique peut être apposée pour les appareils qui en sont titulaires ;

V. - Consommation d'énergie, déterminée conformément aux méthodes de mesure mentionnées à l'Article 7 et exprimée en kilowatt heures par an ;

VI. - Somme du volume utile de tous les compartiments sans étoile au sens des règlements techniques visés à l'Article 7 ;

VII. - Somme du volume utile de tous les compartiments d'entreposage des denrées congelées classées au moins « une étoile » au sens des règlements techniques visés à l'Article 7 ;

VIII. - Nombre d'étoiles du compartiment d'entreposage des denrées congelées déterminé conformément aux règlements techniques visés à l'Article 7. Si ledit compartiment est « sans étoile », cette rubrique reste en blanc ;

IX. - De manière facultative, le niveau de bruit de l'appareil ;

X. - Référence du règlement technique utilisé pour mesurer la consommation d'énergie.

ANNEXE II

FICHE D'INFORMATION

La fiche comporte les informations ci-dessous qui doivent être présentées dans l'ordre indiqué. Ces informations peuvent être présentées sous forme d'un tableau couvrant une série d'appareils fournis par le même fournisseur :

1. Nom ou marque du fabricant ou de son mandataire ;

2. Référence du modèle, établi par le fournisseur ;

3. Type d'appareil, répertorié conformément à l'annexe IV ;

4. Classement du modèle selon son efficacité énergétique, conformément aux indications de l'arrêté interministériel du 29 novembre 2008 définissant la classification d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique sur une échelle allant de A++ (très économe) à G (peu économe). Lorsque cette information figure dans un tableau, elle peut être exprimée sous une autre forme, à condition que le classement de A++ (très économe) à G (peu économe) apparaisse clairement ;

5. Lorsque les informations sont données sous forme de tableau et que certains des appareils y figurant ont reçu un « label écologique », cette dernière information peut figurer ici dans une rubrique intitulée « label écologique », dans laquelle est reproduit le logo du label ;

6. Consommation d'énergie, exprimée en kilowatt heures par an ;

7. Volume utile du compartiment d'entreposage des denrées fraîches (5°C) ;

Cette rubrique n'est pas renseignée pour les appareils appartenant aux catégories 8 et 9 définies à l'annexe IV ci-après ;

8. Volume utile du compartiment d'entreposage des denrées congelées, et du compartiment de rafraîchissement éventuel, conformément aux règlements techniques mentionnés à l'Article 7. Cette rubrique n'est pas renseignée pour les appareils appartenant aux catégories 1, 2 et 3. Pour les appareils appartenant à la catégorie 3, le volume utile du « compartiment à glace » est indiqué ;

Pour les appareils des catégories 2 et 10 définies à l'annexe IV, le volume utile de tous les compartiments est indiqué ;

9. Le cas échéant, nombre d'étoiles pour le compartiment d'entreposage des denrées congelées ;

10. Le cas échéant, la mention « froid ventilé » peut être ajoutée ;

11. Le temps d'élévation de la température exprimé en heures ;

12. Le « pouvoir de congélation » exprimé en kg/24h ;

13. Le type de climat. Cette information est facultative si l'appareil est de la classe « tempérée » ;

14. Le bruit mesuré. Cette information est facultative ;

15. Lorsque le modèle est produit afin d'être encastré, cela doit être indiqué.
Pour un appareil comportant plus d'un compartiment à denrées fraîches et un compartiment à denrées congelées, des rubriques supplémentaires peuvent être ajoutées aux points 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 pour les informations concernant les compartiments supplémentaires. Si la température nominale d'un compartiment ne correspond pas au système de classification par étoile ou à la température normale d'un compartiment d'entreposage des denrées fraîches (5°C), il convient de préciser cette température.

ANNEXE III

VENTE PAR CORRESPONDANCE ET AUTRES TYPES DE VENTE A DISTANCE

Les catalogues de vente par correspondance et autres communications imprimées à distance visés à l'Article 5 du présent arrêté contiennent les informations suivantes définies à l'annexe II et présentées dans l'ordre indiqué ci-dessous :

1. Classe d'efficacité énergétique ;

2. Consommation d'énergie ;

3. Volume utile du compartiment pour denrées fraîches ;

4. Volume utile du compartiment pour denrées congelées ;

5. Nombre d'étoiles ;

6. Bruit. Cette information est facultative.

Si d'autres informations sont également fournies, celles-ci sont présentées sous la forme définie à l'annexe II et incluses dans l'ordre fixé pour la fiche. La taille et le type des caractères utilisés pour l'impression des informations visées ci-dessus doivent en assurer la lisibilité.

ANNEXE IV

CATEGORIES

Les appareils couverts par le présent arrêté sont classés dans les « catégories » suivantes :

1. Réfrigérateurs ménagers sans compartiment à basse température ;

2. Réfrigérateurs ménagers avec compartiments à 5°C et/ou 10°C;

3. Réfrigérateurs ménagers avec compartiments à basse température sans étoile ;

4. Réfrigérateurs ménagers avec compartiments à basse température « une étoile » (*);

5. Réfrigérateurs ménagers avec compartiments à basse température « deux étoiles » (**) ;

6. Réfrigérateurs ménagers avec compartiments à basse température « trois étoiles » (***) ;

7. Réfrigérateurs-congélateurs ménagers avec compartiments de congélation *(***);

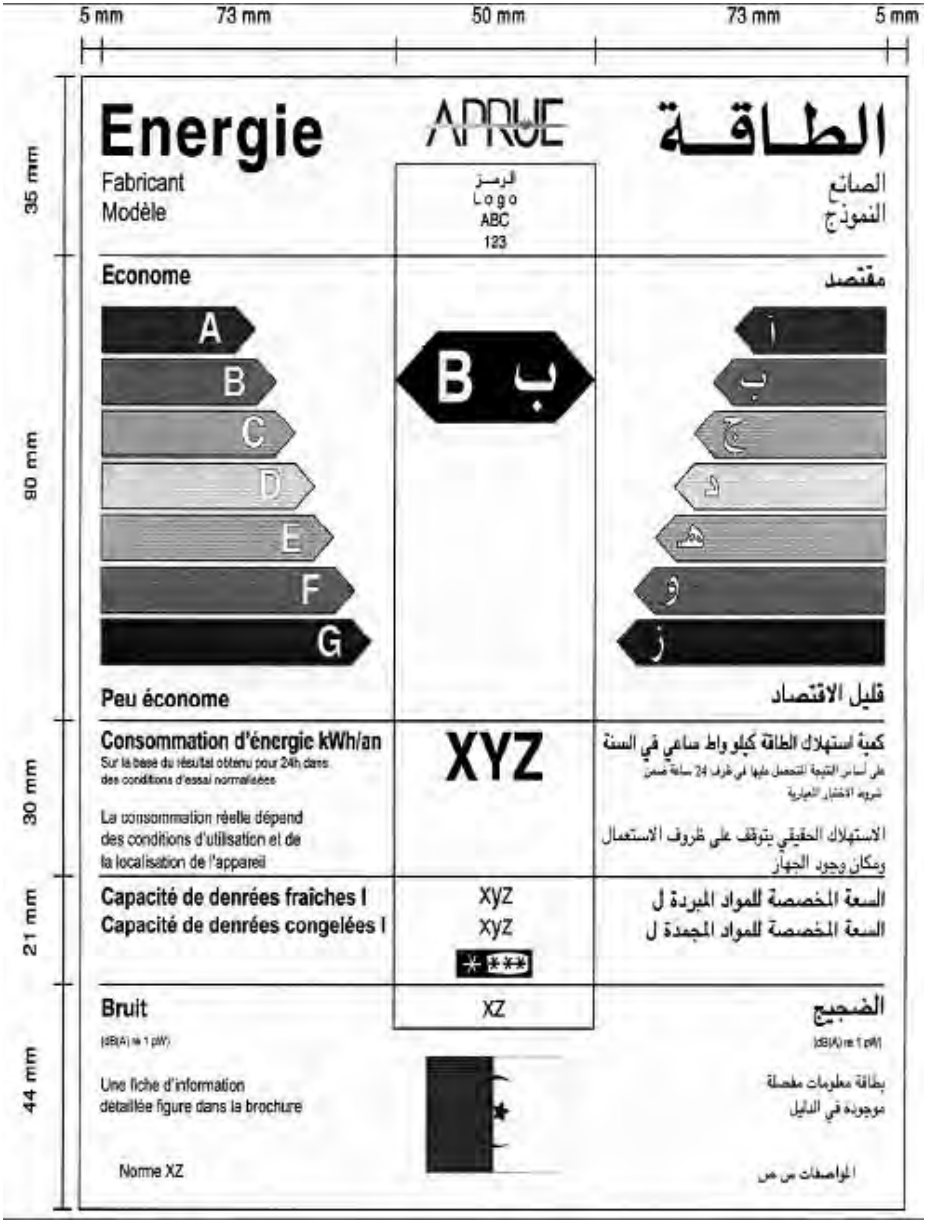
8. Congélateurs-armoires ménagers ;

9. Congélateurs-coffres ménagers ;

10. Réfrigérateurs et congélateurs ménagers comportant plus de deux portes, ou autres appareils non décrits ci-dessus.

ANNEXE V

DIMENSIONS ETIQUETTE



Arrêté du 25 Safar 1430 correspondant au 21 février 2009 relatif à l'étiquetage énergétique des climatiseurs à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique

Le ministre de l'énergie et des mines,

Vu le décret présidentiel n° 2008-366 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990, modifié et complété, relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 90-366 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des produits domestiques non alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 2005-16 du Aouel Dhou El Hidja 1425 correspondant au 11 janvier 2005 fixant les règles spécifiques d'efficacité énergétique applicables aux appareils fonctionnant à l'électricité, au gaz et aux produits pétroliers, notamment son Article 7 ;

Vu le décret exécutif n° 2007-266 du 27 chaâbane 1428 correspondant au 9 septembre 2007 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des mines ;

Vu l'arrêté interministériel du 5 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 3 novembre 2008 fixant les appareils et les catégories d'appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique ;

Vu l'arrêté interministériel du Aouel Dhou El Hidja 1429 correspondant au 29 novembre 2008 définissant la classification d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique ;

Vu l'arrêté interministériel du Aouel Dhou El Hidja 1429 correspondant au 29 novembre 2008 définissant les dispositions générales relatives aux modalités d'organisation et d'exercice du contrôle d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique ;

Arrête :

Article 1er. - En application des dispositions de l'Article 7 du décret exécutif n° 2005-16 du Aouel Dhou El Hidja 1425 correspondant au 11 janvier 2005, susvisé, le présent arrêté a pour objet de mettre en application les modalités d'étiquetage des climatiseurs à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et alimentés exclusivement par le réseau de distribution d'énergie électrique basse tension, ainsi que les conditions de leur mise en vente sur le marché, à l'exception :

- des appareils pouvant fonctionner avec d'autres sources d'énergie que celle fournie

par le réseau de distribution d'énergie électrique basse tension ;
- des appareils air-eau et eau-eau ;

- des unités ayant une puissance frigorifique supérieure à 12 kilowatts.

Il détermine également les catégories, et établit le modèle de l'étiquette ainsi que la documentation technique y afférente.

Art. 2. - Lorsqu'ils sont proposés à la vente, à la location ou à la location-vente, les produits visés à l'Article 1er doivent être :

- munis d'une étiquette conforme aux dispositions de l'Article 3 ci-dessous indiquant notamment leur consommation en énergie ;

- accompagnés d'une fiche d'information précisant les indications portées sur l'étiquette susmentionnée et conforme aux dispositions de l'Article 4 ci-dessous.

Art. 3. - L'étiquette prévue à l'Article 2 ci-dessus est conforme au modèle figurant à l'annexe I. Elle est renseignée selon les indications précisées à l'annexe I du présent arrêté et à l'arrêté interministériel du 29 novembre 2008 définissant la classification d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique.

Les rubriques I, II, III, V, VI, VII, VIII, IX et XIII de l'étiquette doivent être renseignées, ainsi que les rubriques X et XI pour les appareils dotés d'une fonction de chauffage. Les rubriques IV et XII sont renseignées de manière facultative.

L'étiquette est fournie par le fabricant ou son mandataire ou, à défaut, par toute personne qui propose au consommateur un des produits énumérés à l'Article 1er ci-dessus.

L'étiquette doit être apposée à l'extérieur de la partie supérieure ou antérieure de l'appareil de manière à être clairement visible.

Art. 4. - La fiche d'information prévue à l'Article 2 ci-dessus est établie et présentée conformément aux dispositions de l'annexe II du présent arrêté.

Elle est fournie par le fabricant ou son mandataire ou, à défaut, par toute personne qui propose au consommateur un des appareils énumérés à l'Article 1er ci-dessus.

Elle est tenue à la disposition de l'acquéreur potentiel par la personne qui l'expose à la vente, à la location ou à la location-vente.

Elle peut être partie d'une brochure ou d'un catalogue, ou tout autre support équivalent.

Les rubriques 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8 et 9, ainsi que les rubriques 10 et 11 pour les appareils dotés d'une fonction de chauffage, doivent être renseignées. Les rubriques 4, 12 et 13 sont renseignées de manière facultative.

Art. 5. - Si l'un des appareils visés à l'Article 1er ci-dessus est offert à la vente, à la location ou à la location-vente, au moyen d'une communication à distance sous forme imprimée ou par tout autre moyen ne permettant pas au client éventuel de voir l'appareil, notamment un catalogue de vente par correspondance ou annonces publicitaires par voie électronique, cette communication comprend les informations figurant à l'annexe III du présent arrêté.

Art. 6. - La documentation technique visée par l'arrêté interministériel du 29 novembre 2008 définissant les dispositions générales relatives aux modalités d'organisation et d'exercice du contrôle d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité

énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique, que le fabricant ou son mandataire ou, à défaut, toute personne qui propose au consommateur un des appareils énumérés à l'Article 1er ci-dessus, tient à la disposition des agents chargés du contrôle, comprend les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du fournisseur ;

- la marque de l'appareil ;

- une description générale du produit permettant de l'identifier ;

- des informations, éventuellement sous forme de dessins, relatives aux principales caractéristiques techniques du modèle, notamment aux éléments exerçant une influence notable sur sa consommation d'énergie ;

- les rapports d'essais et de mesures réalisés sur un modèle conformément aux procédures fixées par les règlements techniques visés à l'Article 7 ci-dessous ;

- lorsque les informations concernant une combinaison particulière de modèles reposent sur des calculs fondés sur la conception et/ou l'extrapolation de combinaisons existantes, il convient de donner le détail de ces calculs et/ou de ces extrapolations, ainsi que les essais effectués, afin de vérifier l'exactitude des calculs ;

- le mode d'emploi, le cas échéant.

Art. 7. - Les définitions relatives aux climatiseurs entrant dans le champ d'application du présent arrêté, les informations prévues par l'étiquette et la fiche d'information visées à l'Article 2 ci-dessus ainsi que celles figurant dans la documentation visée à l'Article 6 ci-dessus sont déterminées conformément aux règlements techniques en vigueur.

Art. 8. - Les agents chargés du contrôle dûment habilités veillent à la stricte application du présent arrêté conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 9. - Le présent arrêté entre en vigueur dix-huit (18) mois après sa publication au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 10. - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Safar 1430 correspondant au 21 février 2009.

Chakib KHELIL.

ANNEXE I

ETIQUETTES

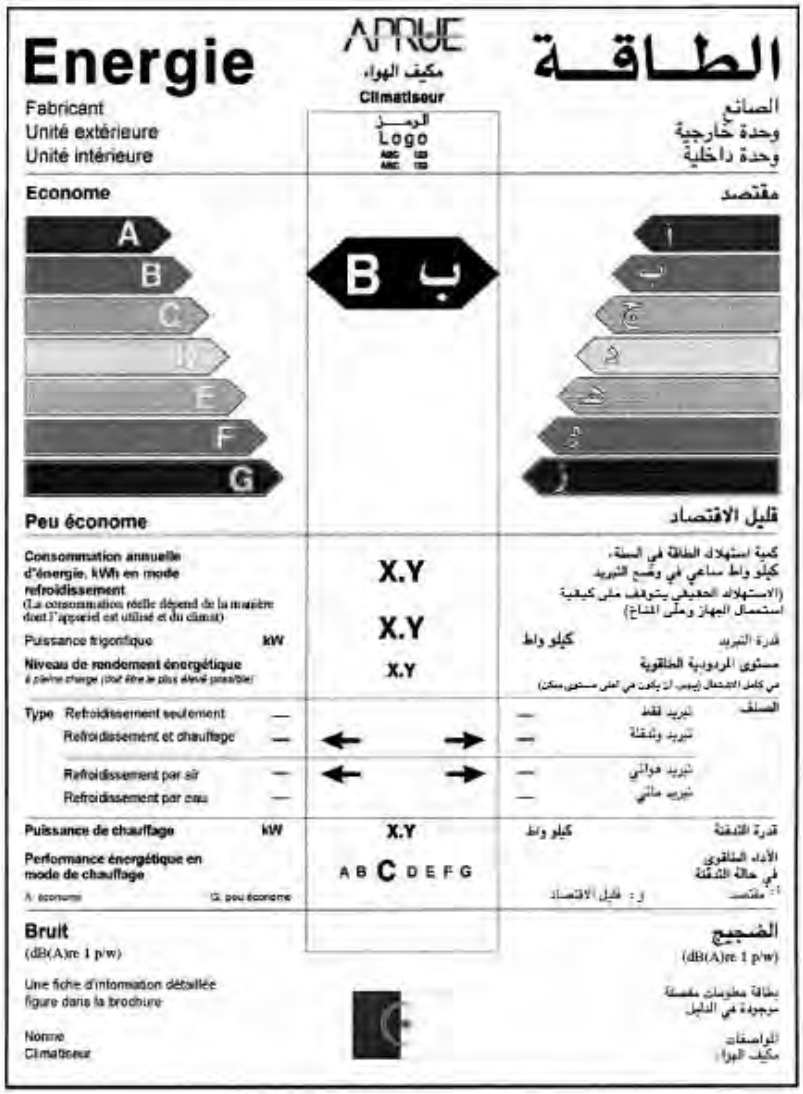
1. Les étiquettes sont conformes aux modèles suivants :

* Etiquette concernant uniquement les appareils de refroidissement

Etiquette 1

* Etiquette concernant uniquement les appareils de refroidissement et de chauffage.

Etiquette 2



2. Les couleurs de l'étiquette.

Les couleurs à employer pour réaliser l'étiquette sont le bleu cyan, le rouge magenta, le jaune et le noir.

La densité des couleurs à employer pour réaliser les différentes pArties de l'étiquette est fixée ainsi qu'il suit :
Flèche A : 100 % de cyan, 100 % de jaune ;

Flèche B : 70 % de cyan, 100 % de jaune ;
Flèche C : 30 % de cyan, 100 % de jaune ;

Flèche D : 100 % de jaune ;

Flèche E : 30 % de magenta, 100 % de jaune ;

Flèche F : 70 % de magenta, 100 % de jaune ;

Flèche G : 100 % de magenta, 100 % de jaune.

Encadrement : 100 % de cyan, 70 % de jaune, texte en noir sur fond blanc.

3. Les dimensions de l'étiquette doivent être conformes aux prescriptions en annexe IV.

4. L'étiquette comporte les indications ci-dessous :

I. - Nom ou marque du fournisseur.

II. - Référence du modèle défini par le fournisseur, avec indication, sur les systèmes split et multi-split, de la référence des éléments intérieurs et extérieurs de la combinaison des modèles auxquels s'appliquent les chiffres indiqués ci-après :

III. - Le classement du modèle (ou de la combinaison des modèles) selon son efficacité énergétique est effectué conformément aux indications de l'arrêté interministériel du 29 novembre 2008 définissant la classification d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique.

L'index portant la lettre relative au classement de l'appareil figure à la hauteur de la flèche correspondante. L'index portant la lettre relative au classement ne doit pas avoir une hauteur inférieure à celle des flèches placées en regard, ni dépasser le double de leur hauteur.

IV. - La marque écologique peut être apposée pour les appareils qui en sont titulaires.

V. - Estimation de la consommation d'énergie annuelle, calculée sur la base de la puissance totale telle que définie dans les règlements techniques mentionnés à l'Article 7, et multipliée par 500 heures par an en mode de refroidissement à pleine charge, conformément aux procédures d'essai des règlements techniques mentionnés à l'Article 7, sous conditions « modérées » (T 1).

VI. - Puissance frigorifique correspondant à la capacité de refroidissement en kilowatts, en mode pleine charge, déterminée conformément aux procédures d'essai des règlements techniques mentionnés à l'Article 7.

VII. - Niveau de rendement énergétique (EER) de l'appareil en mode de refroidissement à pleine charge, déterminé conformément aux procédures d'essai des règlements techniques mentionnés à l'Article 7, sous conditions « modérées » (T 1).

VIII. - Type d'appareil : refroidissement seul, refroidissement et chauffage. La flèche doit être placée en face du type d'appareil correspondant.

IX. - Mode de refroidissement par air, par eau. La flèche doit être placée en face du type d'appareil décrit.

X. - Pour les seuls appareils dotés d'une fonction de chauffage, auxquels s'applique le modèle d'étiquette n° 2, indication de la puissance calorifique définie en tant que capacité thermique, en kilowatts, en mode de chauffage à pleine charge, déterminée conformément aux procédures d'essai des règlements techniques mentionnés à l'Article 7, sous conditions T 1 + 7 C.

XI. - Pour les seuls appareils dotés d'une fonction de chauffage, auxquels s'applique le modèle d'étiquette n° 2, le classement de l'appareil selon son efficacité énergétique est effectué conformément aux indications de l'arrêté interministériel du 29 novembre 2008 définissant la classification d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique; et conformément aux procédures d'essai des règlements techniques visés à l'Article 7 aux conditions T 1 + 7 C. Au cas où la chaleur est produite par une résistance électrique, le coefficient de performance(COP) doit être égal à 1.

XII. - Niveau de bruit mesuré pendant le fonctionnement normal.

XIII. - Référence du règlement technique utilisé pour mesurer la consommation d'énergie.

ANNEXE II

FICHE D'INFORMATION

La fiche comporte les informations ci-dessous, qui doivent être présentées dans l'ordre indiqué. Ces informations peuvent être présentées sous forme d'un tableau couvrant une série d'appareils fournis par le même fournisseur :

1. Nom ou marque du fabricant ou de son mandataire ;

2. Référence du modèle, défini par le fournisseur. Indication sur les systèmes split et multi-split de la référence des éléments intérieurs et extérieurs de la combinaison de modèles auxquels correspondent les chiffres indiqués ci-après ;

3. Classement du modèle selon son efficacité énergétique, conformément aux indications de l'arrêté interministériel du 29 novembre 2008 définissant la classification d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique, sur une échelle allant de A à G. Lorsque cette information figure dans un tableau, elle peut être exprimée sous une autre forme, à condition que le classement de A à G apparaisse clairement ;

4. Lorsque les informations sont données sous forme de tableau, et que certains des appareils y figurant ont reçu un « label écologique », cette dernière information peut y figurer dans une rubrique intitulée « label écologique » dans laquelle est reproduit le logo du label ;

5. Estimation de la consommation d'énergie annuelle, calculée sur la base d'une utilisation moyenne de 500 heures par an, déterminée conformément aux règlements techniques mentionnés à l'Article 7 du présent arrêté, sous conditions « modérées » (T 1) et telles que définies à l'annexe I, note V ;

6. Rendement de réfrigération défini par la capacité de refroidissement en kW, en mode pleine charge, déterminé conformément aux règlements techniques mentionnés à l'Article 7 du présent arrêté, sous conditions « modérées » (T 1), et à la note VI de l'annexe I ;

7. Taux de rendement énergétique (EER) de l'appareil en mode de refroidissement à pleine charge, déterminé conformément aux procédures d'essai des règlements techniques mentionnés à l'Article 7, sous conditions « modérées » (T 1) ;

8. Type d'appareil : refroidissement seul ou refroidissement et chauffage ;

9. Mode de refroidissement : par air, par eau ;

10. Pour les seuls appareils dotés d'une fonction de chauffage, indication de la puissance calorifique définie par la capacité thermique en kW, en mode de chauffage à pleine charge,

déterminée conformément aux procédures d'essai des règlements techniques mentionnés à l'Article 7, sous conditions T 1 + 7 C et à la note X de l'annexe I ;

11. Pour les seuls appareils dotés d'une fonction de chauffage, classement du modèle selon son efficacité énergétique, conformément à l'arrêté interministériel du 29 novembre 2008 définissant la classification d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique; sur une échelle allant de A à G et conformément aux procédures d'essai des règlements techniques visés à l'Article 7, sous conditions T 1 + 7 C, et à la note XI de l'annexe I. Au cas où la chaleur est produite par une résistance électrique, le coefficient de performance (COP) doit être égal à 1 ;

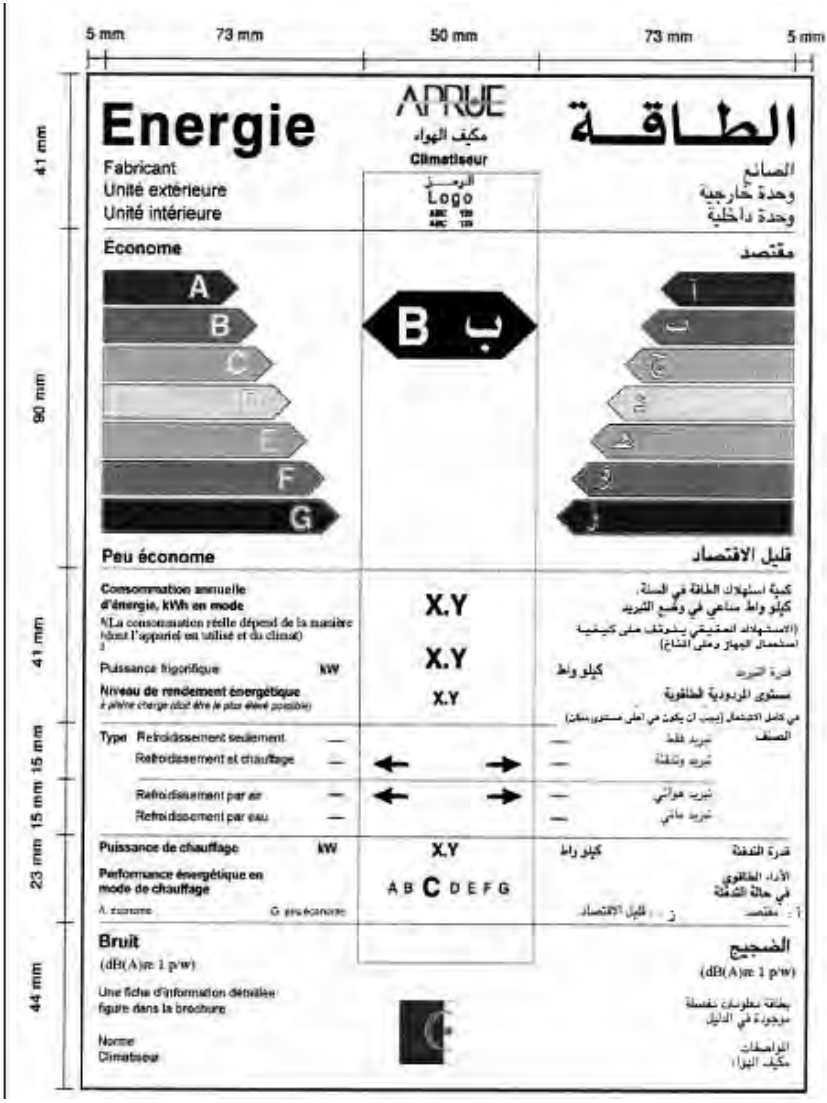
12. Niveau de bruit mesuré pendant le cycle de fonctionnement au cours duquel l'efficacité énergétique est déterminée ;

13. Les fournisseurs peuvent également indiquer les informations mentionnées aux points 5 à 8 s'ils ont effectué des essais dans d'autres conditions, sous réserve d'être conformes aux procédures d'essai des règlements techniques mentionnés à l'Article 7.

Si une copie de l'étiquette, soit en couleurs, soit en noir et blanc, est incluse dans la brochure d'information, seules les informations ne figurant pas dans l'étiquette doivent être ajoutées.

ANNEXE IV

DIMENSIONS ETIQUETTE



Arrêté du 25 Safar 1430 correspondant au 21 février 2009 relatif à l'étiquetage énergétique des lampes domestiques soumises aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique

Le ministre de l'énergie et des mines,

Vu le décret présidentiel n° 2008-366 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990, modifié et complété, relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 90-366 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des produits domestiques non alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 2005-16 du Aouel Dhou El Hidja 1425 correspondant au 11 janvier 2005 fixant les règles spécifiques d'efficacité énergétique applicables aux appareils fonctionnant à l'électricité, au gaz et aux produits pétroliers, notamment son Article 7 ;

Vu le décret exécutif n° 2007-266 du 27 chaâbane 1428 correspondant au 9 septembre 2007 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des mines ;

Vu l'arrêté interministériel du 5 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 3 novembre 2008 fixant les appareils et les catégories d'appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique ;

Vu l'arrêté interministériel du Aouel Dhou El Hidja 1429 correspondant au 29 novembre 2008 définissant la classification d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique ;

Vu l'arrêté interministériel du Aouel Dhou El Hidja 1429 correspondant au 29 novembre 2008 définissant les dispositions générales relatives aux modalités d'organisation et d'exercice du contrôle d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique ;

Arrête :

Article 1er. - En application des dispositions de l'Article 7 du décret exécutif n° 2005-16 du Aouel Dhou El Hidja 1425 correspondant au 11 janvier 2005, susvisé, le présent arrêté a pour objet de mettre en application les modalités d'étiquetage des lampes susceptibles d'être utilisées par les ménages soumises aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et définies ci-après, ainsi que les conditions de leur mise en vente sur le marché :

- les lampes à incandescence et les lampes fluorescentes à ballast intégré destinées à être directement alimentées par le réseau de distribution d'énergie électrique basse tension ;

- les lampes fluorescentes sans ballast intégré.

Dans le cas des appareils qui peuvent être démontés par les utilisateurs finals, on entend par « lampe » la ou les parties qui émettent la lumière.

Il détermine également les catégories et établit le modèle de l'étiquette ainsi que la documentation technique y afférente.

Art. 2. - Sont exclues du champ d'application du présent arrêté :

- les lampes produisant un flux lumineux supérieur à 6.500 lumens ;

- les lampes dont la puissance absorbée est inférieure à 4 watts ;

- les lampes à réflecteur ;

- les lampes destinées à être alimentées par une énergie autre que celle fournie par le réseau de distribution d'énergie électrique basse tension ;

- les lampes n'ayant pas pour fonction principale la production de lumière visible, dont la longueur d'onde est comprise entre 400 et 800 nm ;

- les lampes mises sur le marché ou commercialisées en tant que pArtie d'un produit dont la fonction principale n'est pas l'éclairage. Toutefois, lorsque la lampe est proposée à la vente, à la location, à la location-vente ou exposée séparément, le présent arrêté s'applique.

Art. 3. - Lorsqu'ils sont proposés à la vente, à la location ou à la location-vente, les produits visés à l'Article 1er ci-dessus, doivent être munis d'une étiquette conforme aux dispositions de l'Article 4 ci-dessous indiquant notamment leur consommation en énergie. Lorsqu'ils sont accompagnés d'une fiche d'information, celle-ci est conforme aux dispositions de l'Article 5 ci-dessous.

Art. 4. - L'étiquette prévue à l'Article 3 ci-dessus est conforme au modèle figurant à l'annexe I. Elle est renseignée selon les indications précisées à l'annexe I et à l'arrêté interministériel du 29 novembre 2008 définissant la classification d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique.

Les rubriques I, II et III de l'étiquette doivent être renseignées. La rubrique IV est renseignée de manière facultative, sauf si l'indication de la durée de vie figure déjà sur l'emballage de la lampe.

L'étiquette est fournie par le fabricant ou son mandataire ou, à défaut, par toute personne qui propose au consommateur un des produits énumérés à l'Article 1er ci-dessus.

Elle est placée sur l'emballage de la lampe de manière à être clairement visible.

Art. 5. - La fiche d'information prévue à l'Article 3 ci-dessus comporte les informations spécifiées pour l'étiquette visée à l'annexe I.

Elle est fournie par le fabricant ou son mandataire ou, à défaut, par toute personne qui propose au consommateur un des appareils énumérés à l'Article 1er ci-dessus.

Elle est tenue à la disposition de l'acquéreur potentiel par la personne qui expose cette lampe à la vente, à la location ou à la location-vente.

Elle peut être partie d'une brochure ou d'un catalogue, ou tout autre support équivalent.

Elle reprend les informations spécifiées pour

l'étiquette. Lorsqu'il n'est pas livré de brochures relatives au produit, l'étiquette fournie avec le produit tient lieu de fiche.

Art. 6. - Si l'une des lampes visées à l'Article 1er ci-dessus est offerte à la vente, à la location ou à la location-vente, au moyen d'une communication à distance sous forme imprimée, et notamment un catalogue de vente par correspondance, cette communication comprend les informations figurant à l'annexe II du présent arrêté.

Les rubriques 1, 2 et 3 doivent être renseignées. La rubrique 4 est renseignée de manière facultative, sauf si l'indication de la durée de vie figure déjà sur l'emballage de la lampe.

Art. 7. - La documentation visée par l'arrêté interministériel du 29 novembre 2008 définissant les dispositions générales relatives aux modalités d'organisation et d'exercice du contrôle d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique, que le fabricant ou son mandataire ou à défaut toute personne qui propose au consommateur une des lampes énumérées à l'Article 1er ci-dessus tient à la disposition des agents chargés du contrôle, comprend les informations suivantes :

- le nom, la marque et l'adresse du fournisseur ;

- une description générale du produit permettant de l'identifier ;

- des informations, éventuellement sous forme de dessins, relatives aux caractéristiques essentielles de la conception du produit, notamment aux éléments exerçant une influence notable sur sa consommation d'énergie ;

- les rapports d'essais et de mesures réalisés sur un modèle de lampe conformément aux procédures fixées par les règlements techniques visés à l'Article 8 ci-dessous.

Art. 8. - Les informations prévues par l'étiquette et la fiche d'information visées à l'Article 3 ci-dessus ainsi que celles figurant dans la documentation visée à l'Article 7 ci-dessus sont déterminées conformément aux règlements techniques en vigueur.

Art. 9. - Les agents chargés du contrôle dûment habilités veillent à la stricte application du présent arrêté conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 10. - Le présent arrêté entre en vigueur dix-huit (18) mois après sa publication au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 11. - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Safar 1430 correspondant au 21 février 2009.

Chakib KHELIL.

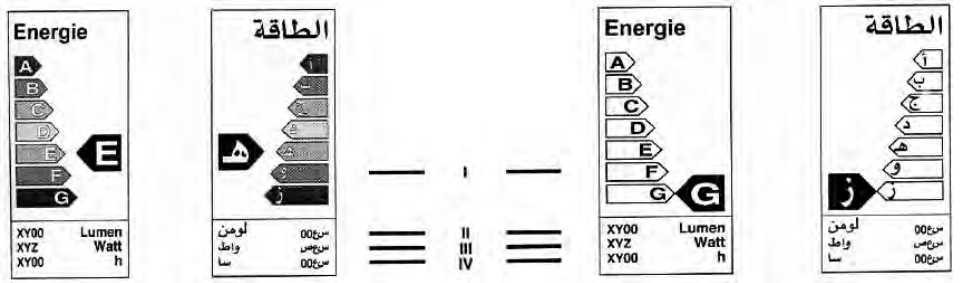
ANNEXE I

L'ETIQUETTE

1. L'étiquette est conforme à l'un des deux modèles suivants :

Lorsque l'étiquette n'est pas imprimée sur l'emballage de la lampe mais apposée ou fixée sur celui-ci, il convient d'utiliser le modèle 1 en couleurs. Si la version « noir et blanc » (modèle 2) est utilisée, le texte et le fond peuvent être de n'importe quelle couleur assurant une bonne lisibilité.

Modèle 1 en couleurs **Modèle 2 en noir et blanc**



2. L'étiquette comporte les indications ci-dessous :

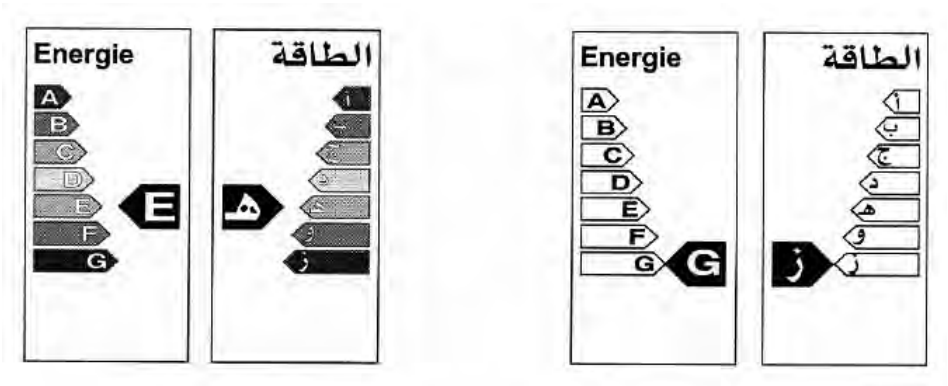
I. - Le classement du produit selon son efficacité énergétique est effectué conformément aux indications de l'arrêté interministériel du 29 novembre 2008 définissant la classification d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique. L'index portant la lettre relative au classement du produit figure à la hauteur de la flèche correspondante ;

II. - Le flux lumineux de la lampe, en lumens, conformément aux règlements techniques visés à l'Article 8 du présent arrêté ;

III. - La puissance absorbée, en watts, de la lampe, conformément aux règlements techniques visés à l'Article 8 du présent arrêté ;

IV. - La durée de vie nominale moyenne de la lampe, mesurée conformément aux règlements techniques visés à l'Article 8 du présent arrêté.

3. Si les informations spécifiées au point 2, alinéas II, III et le cas échéant IV, figurent déjà sur l'emballage de la lampe, leur indication sur l'étiquette peut être omise. L'étiquette peut alors être choisie selon les modèles suivants :



4. Les couleurs de l'étiquette.

Les couleurs à employer pour réaliser l'étiquette sont le bleu cyan, le rouge magenta, le jaune et le noir.

La densité des couleurs à employer pour réaliser les différentes pArties de l'étiquette est fixée ainsi qu'il suit :

Flèche A : 100 % de cyan, 100 % de jaune ;

Flèche B : 70 % de cyan, 100 % de jaune ;

Flèche C : 30 % de cyan, 100 % de jaune ;

Flèche D : 100 % de jaune ;

Flèche E : 30 % de magenta, 100 % de jaune ;

Flèche F : 70 % de magenta, 100 % de jaune ;

Flèche G : 100 % de magenta, 100 % de jaune.

Encadrement : 100 % de cyan, 70 % de jaune, texte en noir sur fond blanc.

Toutefois, cette étiquette peut également être réalisée en noir et blanc.

5. Les dimensions de l'étiquette.

Les dimensions de l'étiquette doivent être conformes aux prescriptions en annexe III.

ANNEXE II

VENTE PAR CORRESPONDANCE ET AUTRES TYPES DE VENTE A DISTANCE

Les catalogues de vente par correspondance et autres communications imprimées à distance, visés à l'Article 6 du présent arrêté, contiennent les informations suivantes définies à l'annexe I et présentées dans l'ordre indiqué ci-dessous :

1. La classe d'efficacité énergétique.

Exprimée comme « Classe d'efficacité énergétique, déterminée conformément à l'arrêté interministériel du 29 novembre 2008 définissant la classification d'efficacité énergétique des appareils à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique, sur une échelle allant de A (la plus efficace) à G (la moins efficace) ». Dans le cas où cette information est présentée dans un tableau, l'expression peut varier, à condition que soit utilisée l'échelle de A (la plus efficace) à G (la moins efficace);

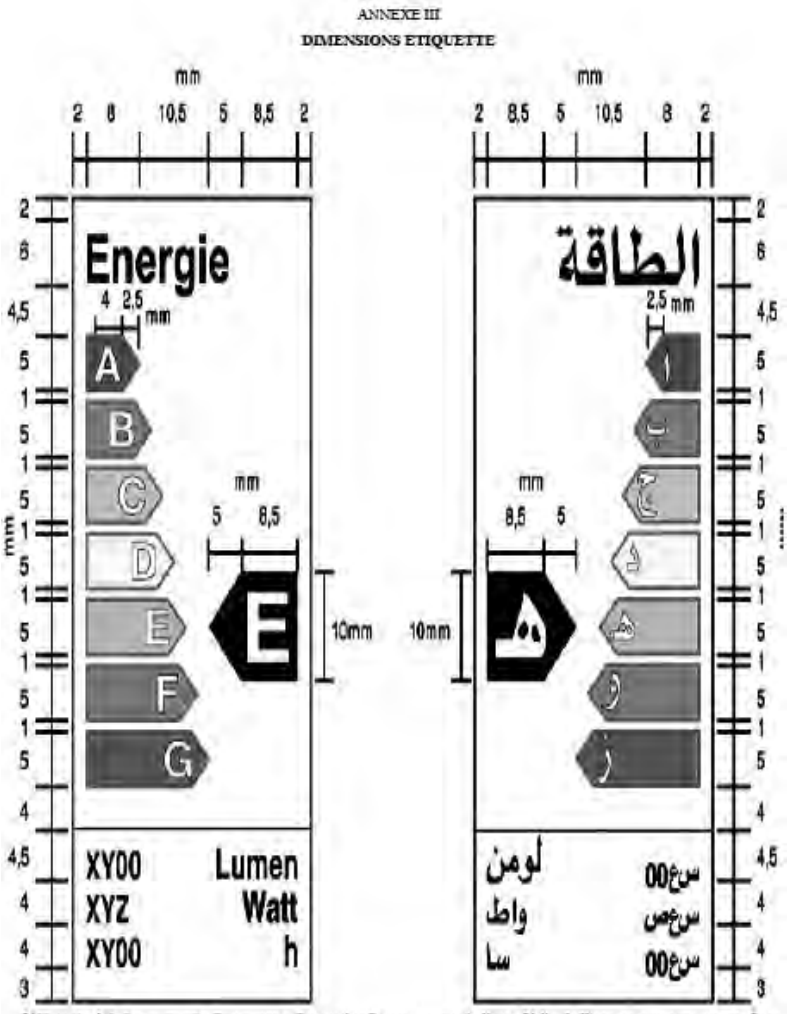
2. Le flux lumineux de la lampe ;

3. La puissance absorbée ;

4. La durée de vie moyenne nominale de la lampe.

ANNEXE III

DIMENSIONS ETIQUETTE



L'étiquette doit être entourée d'une marge d'au moins 5 mm, comme indiqué. Si l'emballage ne comporte aucune face assez grande pour contenir l'étiquette et sa marge, ou lorsque l'étiquette et sa marge occuperaient plus de 50 % de la superficie de la face la plus grande, l'étiquette et la marge peuvent être réduites autant que nécessaire, sans dépasser une réduction de 40 % de la taille normalisée. Lorsque l'emballage est d'une taille insuffisante pour comporter une étiquette de format ainsi réduit, l 'étiquette doit être attachée à la lampe ou à l'emballage**.**

Arrêté interministériel du 20 Chaoual 1431 correspondant au 29 septembre 2010 portant sur les cahiers des charges définissant la méthodologie, le rapport d'audit et sa synthèse, le guide méthodologique, les valeurs des pouvoirs calorifiques, les facteurs de conversion pour le calcul de la consommation, ainsi que les modalités d'agrément des auditeurs

Le ministre de l'énergie et des mines,

Le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu le décret n° 85-235 du 25 août 1985, modifié et complété, portant création de l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) ;

Vu le décret présidentiel n° 2010-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2005-495 du 24 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 26 décembre 2005 relatif à l'audit énergétique des établissements grands consommateurs d'énergie, notamment son article 5 ;

Vu le décret exécutif n° 2007-266 du 27 Chaâbane 1428 correspondant au 9 septembre 2007 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des mines ;

Vu le décret exécutif n° 2007-350 du 8 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 18 novembre 2007 fixant les attributions du ministre de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme ;

Arrêtent :

Article 1er. - En application des dispositions de l'article 5 du décret exécutif n° 2005-495 du 24 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 26 décembre 2005, susvisé, le présent arrêté a pour objet de définir les cahiers des charges définissant la méthodologie, le rapport d'audit et sa synthèse, le guide méthodologique, les valeurs des pouvoirs calorifiques, les facteurs de conversion pour le calcul de la consommation, ainsi que les modalités d'agrément des auditeurs.

Art. 2. - Les cahiers des charges définissant la méthodologie, le rapport d'audit et sa synthèse sont définis dans l'annexe I, jointe à l'original du présent arrêté.

Art. 3. - Le guide méthodologique est défini dans l'annexe II, jointe à l'original du présent arrêté.

Art. 4. - Les valeurs des pouvoirs calorifiques sont définies dans l'annexe III, jointe à l'original du présent arrêté.

Art. 5. - Les facteurs de conversion pour le calcul de la consommation sont définis dans l'annexe IV, jointe à l'original du présent arrêté.

Art. 6. - Les modalités d'agrément des auditeurs sont définies dans l'annexe V, jointe à l'original du présent arrêté.

Art. 7. - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Chaoual 1431 correspondant au 29 septembre 2010.

Le ministre
de l'énergie
et des mines
Youcef YOUSFI

Le ministre de l'aménagement
du territoire
et de l'environnement
Chérif RAHMANI

Arrêté interministériel du 21 Chaâbane 1435 correspondant au 19 juin 2014 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 20 Chaoual 1431 correspondant au 29 septembre 2010 portant sur les cahiers des charges définissant la méthodologie, le rapport d'audit et sa synthèse, le guide méthodologique, les valeurs des pouvoirs calorifiques, les facteurs de conversion pour le calcul de la consommation ainsi que les modalités d'agrément des auditeurs.

Le ministre de l'énergie,

La ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu le décret présidentiel n° 2014-154 du 5 Rajab 1435 correspondant au 5 mai 2014 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2005-495 du 24 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 26 décembre 2005, modifié et complété, relatif à l'audit énergétique des établissements grands consommateurs d'énergie ;

Vu le décret exécutif n° 2007-266 du 27 Chaâbane 1428 correspondant au 9 septembre 2007 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des mines ;

Vu le décret exécutif n° 2010-258 du 13 Dhou El Kaada 1431 correspondant au 21 octobre 2010, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement ;

Vu l'arrêté interministériel du 20 Chaoual 1431 correspondant au 29 septembre 2010 portant sur les cahiers des charges définissant la méthodologie, le rapport d'audit et sa synthèse, le guide méthodologique, les valeurs des pouvoirs calorifiques, les facteurs de conversion pour le calcul de la consommation ainsi que les modalités d'agrément des auditeurs ;

Arrêtent :

Article 1er. - Le présent arrêté a pour objet de modifier et de compléter l'arrêté interministériel du 20 Chaoual 1431 correspondant au 29 septembre 2010, susvisé.

Art. 2. - Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté interministériel du 20 chaoual 1431 correspondants au 29 septembre 2010, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 6. - Les disposition de l'annexe V relatives aux modalités d'agrément des auditeurs sont modifiées, complétées et jointes à l'original du présent arrêté ».

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Chaâbane 1435 correspondant au 19 juin 2014.

Le ministre de l'énergie
Youcef YOUSFI

La ministre de l'aménagement
du territoire et de l'environnement
Dalila BOUDJEMAA

Arrêté du 21 Ramadhan 1437 correspondant au 26 juin 2016 portant nomination des membres du Comité Intersectoriel de la Maîtrise de l'Énergie

Par arrêté du 21 Ramadhan 1437 correspondant au 26 juin 2016, les membres dont les noms suivent sont nommés, en application des dispositions de l'article 10 du décret exécutif n° 2004-149 du 29 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 19 mai 2004 fixant les modalités d'élaboration du programme national de maîtrise de l'énergie (PNME), au comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie, pour une durée de trois (3) ans renouvelables :

- Nacer Azzedine Belkacem, représentant du ministère de l'intérieur et des collectivités locales ;

- Mourad Allouane,représentant du ministère des finances ;

- Rachedi Menadi, représentant du ministère de l'énergie ;
- Karim Baba, représentant du ministère des ressources en eau et de l'environnement ;

- Mustapha Hamoudi, représentant du ministère de l'industrie et des mines ;

- Laabedh Hakimi, représentant du ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville ;

- Abdelbaki Louahdi et Salem Salhi, représentants du ministère des travaux publics et des transports ;

- Abdenacer Kheireddine, représentant du ministère de l'agriculture, du développement rural et de la pêche ;

- Sami Kolli, représentant du ministère du commerce ;

- Noureddine Yassaa, représentant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

- Houria Khelifi, représentante du ministère de l'éducation nationale ;

- Rachid Saï, représentant de la chambre algérienne de commerce et d'industrie ;

- Aïcha Boussoualim, représentante de l'école polytechnique d'architecture et de l'urbanisme ;

- Mourad Haddadi, représentant de l'école nationale polytechnique ;

- Boudjema Hamada, représentant de la faculté des hydrocarbures et de la chimie ;

- Youcef Ouazir, représentant de l'Université des sciences et de la technologie « Houari Boumediene » ;

- Zobair Hamani, représentant de la société nationale « SONATRACH-SPA » ;

- Djamila Mohammedi, représentante de la société algérienne de l'électricité et du gaz « SONELGAZ-SPA » ;

- Mohamed-Salah Bouzeriba, représentant de l'agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie, « APRUE » ;

- Abdelhakim Hachichi, représentant de la commission de régulation de l'électricité et du gaz ;

- Rachid Bessaoud, représentant de l'association algérienne de l'industrie du gaz ;

- Maâmar Bouchekkif, représentant de l'association algérienne de la promotion et de la protection du consommateur ;

- Nacer Riad Bendaoud, représentant de l'association écologique de Boumerdès ;

- Mohamed Rechache, représentant du club énergy press;

- Hamid Afra, représentant du centre national d'études et de recherches intégrées du bâtiment ;

- Slimane Benakcha, représentant de l'entreprise des travaux publics bâtiments et hydraulique-CHABANI ;

- Abdelkader Benmilloud, représentant de l'établissement public de transport urbain et suburbain d'Alger ;

- Akila Bensalem, représentante de la société COSIDER-CONSTRUCTION-SPA ;

- Ahmed Souidi, représentant du groupe industriel des ciments d'Algérie ;

- Mohamed Abbès Bourassi, représentant de l'entreprise nationale des industries électroniques ;

- Khaled Bouali, représentant de la société CEVITAL-SPA ;

- Hamid Bennour, représentant de SIEMENS Algérie-SPA ;

- Benyoucef Arachiche, représentant de la Sari GHAZAL ;
- Yamina Hama, représentante de l'institut algérien de normalisation ;

- Aïssa Zeghmati, représentant de l'agence nationale de promotion du commerce extérieur ;

- Samia Saïdi, représentante du centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage ;

- Mouloud Hadj Houaoui, représentant de la caisse nationale d'épargne et de prévoyance-banque ;

- Mohamed Abed, représentant de la caisse nationale du logement ;

- Toufik Sanoun, représentant de la banque de développement local.

2/ Lois de finances

Loi n° 2014-10 du 8 Rabie El Aouel 1436 correspondant au 30 décembre 2014 portant loi de finances pour 2015

Art. 108. - Les opérations du compte d'affectation spéciale n° 302-101 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie » sont regroupées au sein du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour les énergies renouvelables et de la cogénération ».

A cet effet, le compte d'affectation spéciale n° 302-101 sus désigné est clôturé. Toutefois, ce compte continuera à fonctionner jusqu'à la mise en place du dispositif réglementaire portant réaménagement du fonctionnement du compte n° 302-131, qui devra intervenir au plus tard le 31 décembre 2015.

A cette date, le compte d'affectation spéciale n° 302-101 sera définitivement clôturé et son solde versé au compte d'affectation spéciale n° 302-131 qui s'intitulera désormais « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération ».

Les modalités d'application du présent article, sont précisées par voie réglementaire

Loi n° 15-18 du 18 Rabie El Aouel 1437 correspondant au 30 décembre 2015 portant loi de finances pour 2016

Art. 87. - Les dispositions de l'article 108 de la loi n° 14-10 du 30 décembre 2014 portant loi de finances pour 2015, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 108. - Les opérations du compte d'affectation spéciale n° 302-101 intitulé ..... (sans changement jusqu'à) qui s'intitulera désormais « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération », comporte les lignes suivantes :

Ligne 1 : « Energies renouvelables et la cogénération » ;

Ligne 2 : « Maîtrise de l'énergie ».

Le compte d'affectation spéciale n° 302-131 retrace :

En recettes :

Ligne 1 : « Energies renouvelables et la cogénération » :

- 1% de la redevance pétrolière et toutes autres taxes fixées par la législation ;

- toutes autres ressources ou contributions.

Ligne 2 : « Maîtrise de l'énergie » :

- les subventions de l'Etat ;

- le produit de la taxe sur la consommation nationale de l'énergie ;

- le produit des taxes sur les appareils énergivores ;

- le produit des amendes prévues dans le cadre de la loi relative à la maîtrise de l'énergie ;

- le produit de remboursement de prêts non rémunérés consentis dans le cadre de la maîtrise de l'énergie ;

- toutes autres ressources ou contributions.

En dépenses :

Ligne 1 : « Energies renouvelables et la cogénération » :

- les dotations destinées au financement des actions et projets inscrits dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables et de la cogénération ;

- les dotations destinées au préfinancement des actions inscrites dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables et de la cogénération.

Ligne 2 : « Maîtrise de l'énergie » :

- « Le financement des actions et projets inscrits dans le programme pour la maîtrise de l'énergie » ;

- l'octroi de prêts non rémunérés consentis aux investissements porteurs d'efficacité énergétique et non-inscrits dans le programme pour la maîtrise de l'énergie ;

- l'octroi de garanties pour les emprunts effectués auprès des banques ou établissements financiers ;

- les dotations destinées au préfinancement de l'acquisition des appareils et équipements liés à l'efficacité énergétique.

Sont abrogés l'article 91 de la loi de finances pour 2000 et l'article 63 de la loi de finances pour 2010.
L'ordonnateur de ce compte est le ministre chargé de l'énergie.

Les modalités d'application du présent article sont précisées, en tant que de besoin, par voie réglementaire ».

Loi n° 2016-14 du 28 Rabie El Aouel 1438 correspondant au 28 décembre 2016 portant loi de finances pour 2017

Art. 70. - Il est institué, une taxe d'efficacité énergétique, applicable aux produits importés ou fabriqués localement fonctionnant à l'électricité, aux gaz et aux produits pétroliers, dont la consommation dépasse les normes d'efficacité énergétique prévues par la réglementation en vigueur. Cette taxe est exigible au dédouanement pour les produits importés ainsi qu'à la sortie usine pour les produits fabriqués localement.

Les indications relatives aux caractéristiques énergétiques ainsi qu'à la classe énergétique d'appartenance doivent être mentionnées, par les importateurs et les fabricants locaux, sur les étiquettes et apposées sur les appareils et leurs emballages.

Les exigences d'indications et d'étiquetages sont celles prévues par la réglementation en vigueur. La taxe d'efficacité énergétique s'applique aux produits fonctionnant à l'électricité et soumis aux règles spécifiques d'efficacité, de classification et d'étiquetage énergétiques.

Les importateurs sont autorisés à importer les produits classés dans les catégories A, B et C. Ils sont soumis à la taxe d'efficacité énergétique comme suit :

TAUX DE LA TAXE D'EFFICACITE ENERGETIQUE PAR CLASSE ENERGETIQUE		
A++, A+ et A	B	C
5%	20%	30%

La taxe exigible sur les produits importés est applicable à partir du 1er juillet 2017.
Elle est applicable sur les produits fabriqués localement à partir du 1er janvier 2018.

Cette taxe est applicable par classe énergétique, selon le barème progressif ci-après :

TAUX DE LA TAXE D'EFFICACITE ENERGETIQUE PAR CLASSE ENERGETIQUE												
A++, A+ et A		B		C		D		E		F		G
5%		10%		15%		20%		25%		30%		35%

La taxe d'efficacité énergétique est applicable selon le barème suscité sur les produits ci-après :

CATÉGORIES D'APPAREILS PREVUES PAR VOIE REGLEMENTAIRE	POSITION/ SOUS-POSITION DU TARIF DOUANIER	DESIGNATION DES PRODUITS
Climatiseurs, à usage domestique	Ex 84.15	Machines et appareils pour le conditionnement de l'air comprenant un ventilateur à moteur et des dispositifs propres à modifier la température et l'humidité, y compris ceux dans lesquels le degré hygrométrique n'est pas réglable séparément (climatiseurs, leurs unités intérieures/extérieures, présentées isolément),a l'exception des: - Collections destinées aux industries de montage et les collections dites CKD; - Unités d'une capacité excédant 24000 BTU/h).
Réfrigérateurs, congélateurs et appareils combines (Réfrigérateurs - congélateurs), à usage Domestique	Ex 84.18	Réfrigérateurs, congélateurs-conservateurs et autres matériel, machines et appareils pour la production du froid, à équipement électrique ou autre ; pompes à chaleur autres que les machines et appareils pour le conditionnement de l'air du n 84.15, à l'exception des : - Collections destinées aux industries de montage et les collections dites CKD ; - Combinaisons de réfrigérateurs

		et de congélateurs-conservateurs, munis de portes extérieures séparées, dont la capacité de stockage excède 650 l ; - Meubles congélateurs-conservateurs du type coffre, dont la capacité de stockage excède 800 l ; - Meubles congélateurs-conservateurs du type armoire, d'une capacité excédant 900 l; - Autres meubles pour la conservation et l'exposition de produits, incorporant un équipement pour la production de froid.
- Lampes à incandescence et fluorescents, à usage domestique	Ex 8539.2 8539.31	Autres lampes et tubes à incandescence, à l'exclusion de ceux à rayons ultraviolets ou infrarouges, à l'exception des : - Unités d'une tension excédant 100 v; - Unités d'une puissance excédant 100 watts ; - Unités d'une longueur excédant 120 cm ; -Lampe à réflecteur. (Lampes à incandescence, à réflecteur).

Art. 71. - A l'appui de leur déclaration, les importateurs et les fabricants locaux sont tenus de présenter un document délivré par les services habilités et attestant de la classe énergétique d'appartenance de leurs produits.

Le contrôle d'efficacité énergétique est assuré par des organismes et/ou des laboratoires agréés, chargés de la certification et de l'homologation.

Toute infraction relative aux règles d'étiquetage des rendements énergétiques entraîne l'application de la taxe au taux correspondant à la classe « G » fixé à 35% et expose les contrevenants au paiement d'une amende égale à deux fois la valeur du produit importé ou de celle du produit fabriqué localement.

Les modalités d'application des dispositions du présent article seront fixées par arrêté interministériel.

Art. 72. - Les produits fonctionnant à l'électricité soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et ne disposant pas de réglementation relative à la classification et à l'étiquetage énergétiques sont soumis à la taxe d'efficacité énergétique fixée au taux de 25%. La taxe exigible sur les produits importés est applicable à partir du 1er janvier 2017. Elle est applicable aux produits fabriqués localement à partir du 1er janvier 2018.
La taxe d'efficacité énergétique est applicable au taux de 25% aux produits suivants :

CATÉGORIES D'APPAREILS PREVUES PAR VOIE REGLEMENTAIRE	POSITION/ SOUS-POSITION DU TARIF DOUANIER	DESIGNATION DES PRODUITS
- Appareils de production et de stockage de l'eau chaude, à usage domestique	Ex 8516.10	Chauffe-eau et thermoplongeurs électriques, à l'exception des: - Collections destinées aux industries de montage et les collections dites CKD; - Unités d'une capacité excédant 80 l.
	Ex 8403.10	Chaudières à l'exception des: collections destinées aux industries de montage et les collections dites CKD.
- Machines à laver le linge, les sèche-linge et les appareils combinés (lavage –séchage), à usage domestique	Ex 84.50	Machines à laver le linge, même avec dispositif de séchage, à l'exception des: - collections destinées aux industries de montage et les collections dites CKD; - parties; - unités d'une capacité unitaire exprimée en poids de linge sec excédant 10 kg.
	8451.21.00.00	Machines à sécher, à l'exception: - de celles d'une capacité unitaire exprimée en poids de linge sec excédant 10kg.
-Machines à laver la vaisselle, à usage domestique	8422.11.90.00	Machines à laver la vaisselle à l'exception des: - collections destinées aux industries de montage et les collections dites CKD ; - parties.
- Fours, à usage domestique	8516.50.00.00	Fours à micro-ondes.
	8516.60	Autres fours; cuisinières, réchauds (y compris les tables de cuisson), grils et rôtissoires.
- Fers à repasser, à usage domestique	Ex 8516.40.00.00	Fers à repasser électriques.
- Appareils audio-visuels (Appareils récepteurs pour la radiodiffusion et appareils récepteurs de télévision), à usage domestique	Ex 85.27	Appareils récepteurs pour la radiodiffusion, même combinés, sous une même enveloppe, à un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou à un appareil d'horlogerie, à l'exception des : collections destinées aux industries de montage et les collections dites CKD et ceux du type utilisé dans les véhicules automobiles.
	Ex 8528.7	Appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images, à l'exception des : collections destinées aux industries de montage et les collections dites CKD.
Appareils de chauffage électriques, à usage domestique	8516.2	Appareils électriques pour le chauffage des locaux, du sol ou pour usages similaires.

Art. 73. - La taxe d'efficacité énergétique est intégrée dans la base imposable à la TVA. Les règles d'assiette, de liquidation, de recouvrement et de contentieux applicables à la taxe sur la valeur ajoutée, sont étendues à la taxe d'efficacité énergétique.

Les opérations portant sur les produits destinés à l'exportation sont exonérées de la taxe d'efficacité énergétique.

Le produit de cette taxe est affecté comme suit :

* 90% au budget de l'Etat ;

* 10% au compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération - ligne 2 : maîtrise de l'énergie ».

Les modalités d'application des dispositions relatives à la taxe d'efficacité énergétique seront fixées, en tant que de besoin, par arrêté interministériel.

Art. 124. - Les dispositions de l'article 87 de la loi n° 2015-18 du 30 décembre 2015 portant loi de finances pour 2016 modifiant l'article 108 de la loi n° 2014-10 du 30 décembre 2014 portant loi de finances pour 2015 sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 87. - .....(sans changement jusqu'à)

Le compte d'affectation spéciale n° 302-131 retrace :

En recettes :

Ligne 1 : « Energies renouvelables et la cogénération » :

- .....(sans changement).....;
- .....(sans changement).....;
- le solde du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé : « Fonds national pour les énergies renouvelables et de la cogénération », arrêté au 31 décembre 2015.

Ligne 2 : « maîtrise de l'énergie » :

- .....(sans changement).....;
- .....(sans changement).....;
- .....(sans changement).....;
- .....(sans changement).....;
- .....(sans changement).....;
- .....(sans changement).....;

- le solde du compte d'affectation spéciale n° 302-101 intitulé : « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie », arrêté au 31 décembre 2015 ;

- le produit du remboursement de dotations destinées au préfinancement de l'acquisition des appareils et équipements liés à l'efficacité énergétique.

En dépenses :

Ligne 1 : « Energies renouvelables et la cogénération » :

- les dotations destinées au financement des actions et projets inscrits dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables et de la cogénération.

Ligne 2 : « Maîtrise de l'énergie » :
-.....(le reste sans changement).....».

Loi n° 2017-11 du 8 Rabie Ethani 1439 correspondant au 27 décembre 2017 portant loi de finances pour 2018

Art. 107. - Les dispositions de l'article 64 de la loi n° 99-11 du 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 64. - Il est institué une taxe sur les ventes des produits énergétiques aux industriels, ainsi que sur les autoconsommations du secteur énergétique.

Les tarifs de cette taxe, sont fixés comme suit :

- 0,0023 DA/thermie pour le gaz naturel haute et moyenne pressions ;

- 0,030 DA/KWH pour l'électricité haute et moyenne tensions.

Le produit de cette taxe, est affecté au « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et la cogénération », ligne 1

Loi n° 18-13 du 27 Chaoual 1439 correspondant au 11 juillet 2018 portant loi de finances complémentaire pour 2018.

Art. 3. — Les dispositions de l'article 64 de la loi n° 99-11 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000, modifié et complété par l'article 107 de la loi n° 17-11 du 8 Rabie Ethani 1439 correspondant au 27 décembre 2017 portant loi de finances pour 2018, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 64 — Il est institué une taxe sur les ventes des produits énergétiques aux industriels, ainsi que sur les auto consommations du secteur énergétique.

Les tarifs de cette taxe, sont fixés comme suit :

.....(sans changement)..... ;

.....(sanschangement).....;

Le produit de cette taxe est affecté au compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé : « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et la cogénération », ligne 2 : « maîtrise de l'énergie ».

Décret exécutif n° 15-319 du Aouel Rabie El Aouel 1437 correspondant au 13 décembre 2015 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération »

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'énergie, Vu la Constitution, notamment ses Articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 99-09 du 15 Rabie Ethani 1420 correspondant au 28 juillet 1999 relative à la maîtrise de l'énergie ;

Vu la loi n° 99-11 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000, notamment ses Articles 89 et 91 ;

Vu la loi n° 02-01 du 22 Dhou El Kaâda 1422 correspondant au 5 février 2002, modifiée et complétée, relative à l'électricité et à la distribution du gaz par canalisations ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu la loi n° 04-09 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la promotion des énergies renouvelables dans le cadre du développement durable ;

Vu la loi n° 05-07 du 19 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 28 avril 2005, modifiée et complétée, relative aux hydrocarbures ;

Vu la loi n° 09-09 du 13 Moharram 1431 correspondant au 30 décembre 2009 portant loi de finances pour 2010, notamment son Article 63 ;

Vu la loi n° 11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, notamment son Article 40 ;

Vu la loi n° 14-10 du 8 Rabie El Aouel 1436 correspondant au 30 décembre 2014 portant loi de finances pour 2015, notamment son Article 108 ;

Vu le décret présidentiel n° 15-125 du 25 Rajab 1436 correspondant au 14 mai 2015, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-116 du 25 Safar 1421 correspondant au 29 mai 2000

fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-101 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie » ;

Vu le décret exécutif n° 07-266 du 27 Chaâbane 1428 correspondant au 9 septembre 2007 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des mines ;

Vu le décret exécutif n° 11-423 du 13 Moharram 1433 correspondant au 8 décembre 2011 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour les énergies renouvelables et de la cogénération » ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. - En application des dispositions de l'Article 108 de la loi n° 14-10 du 8 Rabie El Aouel 1436 correspondant au 30 décembre 2014 portant loi de finances pour 2015, le présent décret a pour objet de fixer les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération ».

Art. 2. - Le compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération » est ouvert dans les écritures du Trésor. L'ordonnateur de ce compte est le ministre chargé de l'énergie.

Art. 3. - Ce compte retrace :

En recettes :

- 1% de la redevance pétrolière ;
- le solde du compte d'affectation spéciale n° 302-101, intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie » ;

- les subventions de l'Etat ;

- le produit de la taxe sur la consommation nationale de l'énergie ;

- le produit des taxes sur les appareils énergivores ;

- le produit des amendes prévues dans le cadre de la loi relative à la maîtrise de l'énergie ;

- le produit des remboursements de prêts non rémunérés consentis dans le cadre de la maîtrise de l'énergie ;

- toutes autres ressources ou contributions.

En dépenses :

- la contribution au financement des actions et projets inscrits dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables et de la cogénération ;

- le financement des actions et projets inscrits dans le programme pour la maîtrise de l'énergie ;

- l'octroi de prêts non rémunérés consentis aux investissements porteurs d'efficacité énergétique et non-inscrits dans le programme national pour la maîtrise de l'énergie ;

- l'octroi de garanties pour les emprunts effectués auprès des banques ou aux établissements financiers ;

Un arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'énergie déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.

Art. 4. - Les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération » sont précisées par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'énergie.

Un programme d'action sera établi par l'ordonnateur, précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.

Art. 5. - Les dispositions du décret exécutif n° 2000-116 du 25 Safar 1421 correspondant au 29 mai 2000 et du décret exécutif n°11-423 du 13 Moharram 1433 correspondant au 8 décembre 2011 susvisés, sont abrogées.

Art. 6. - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Rabie El Aouel 1437 correspondant au 13 décembre 2015.

Abdelmalek SELLAL

Décret exécutif n° 2016-121 du 28 Joumada Ethania 1437 correspondant au 6 avril 2016 modifiant et complétant le décret exécutif n° 2015-319 du Aouel Rabie El Aouel 1437 correspondant au 13 décembre 2015 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération »

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'énergie,

Vu la Constitution, notamment ses Articles 99-4° et 143 (alinéa 2);

Vu la loi n° 2014-10 du 8 Rabie El Aouel 1436 correspondant au 30 décembre 2014, modifiée et complétée, portant loi de finances pour 2015, notamment son Article 108 ;

Vu la loi n° 2015-18 du 18 Rabie El Aouel 1437 correspondant au 30 décembre 2015 portant loi de finances pour 2016, notamment son Article 87 ;

Vu le décret présidentiel n° 2015-125 du 25 Rajab 1436 correspondant au 14 mai 2015, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2015-319 du Aouel Rabie El Aouel 1437 correspondant au 13 décembre 2015 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération » ;

Décrète :

Article 1er. - En application des dispositions de l'Article 87 de la loi n° 2015-18 du 18 Rabie El Aouel 1437 correspondant au 30 décembre 2015 portant loi de finances pour 2016, le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 2015-319 du Aouel Rabie El Aouel 1437 correspondant au 13 décembre 2015 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé «Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération».

Art. 2. - Les dispositions de l'Article 3 du décret exécutif n° 2015-319 du Aouel Rabie El Aouel 1437 correspondant au 13 décembre 2015, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 3. - Ce compte retrace :

En recettes :

Ligne 1 : « Energies renouvelables et la cogénération » :

- 1 % de la redevance pétrolière et toutes autres taxes fixées par la législation ;

- toutes autres ressources ou contributions.

Ligne 2 : « Maîtrise de l'énergie » :

- les subventions de l'Etat ;

- le produit de la taxe sur la consommation nationale de l'énergie ;

- le produit des taxes sur les appareils énergivores ;

- le produit des amendes prévues dans le cadre de la loi relative à la maîtrise de l'énergie ;

- le produit de remboursement de prêts non rémunérés consentis dans le cadre de la maîtrise de l'énergie ;

- toutes autres ressources ou contributions.

En dépenses :

Ligne 1 : « Energies renouvelables et la cogénération » :

- les dotations destinées au financement des actions et projets inscrits dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables et de la cogénération ;

- les dotations destinées au préfinancement des actions inscrites dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables et de la cogénération.

Ligne 2 : « Maîtrise de l'énergie » :

- le financement des actions et projets inscrits dans le programme pour la maîtrise de l'énergie ;

- l'octroi de prêts non rémunérés consentis aux investissements porteurs d'efficacité énergétique et non-inscrits dans le programme pour la maîtrise de l'énergie ;

- l'octroi de garanties pour les emprunts effectués auprès des banques ou établissements financiers ;

- les dotations destinées au préfinancement de l'acquisition des appareils et équipements liés à l'efficacité énergétique.

Un arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'énergie déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte ».

Art. 3. - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 Joumada Ethania 1437 correspondant au 6 avril 2016.

Abdelmalek SELLAL.

Décret exécutif n° 2017-168 du 25 Chaâbane 1438 correspondant au 22 mai 2017 modifiant et complétant le décret exécutif n° 2015-319 du Aouel Rabie El Aouel 1437 correspondant au 13 décembre 2015 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération »

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'énergie,

Vu la Constitution, notamment ses Articles 99-4° et 143 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 2014-10 du 8 Rabie El Aouel 1436 correspondant au 30 décembre 2014, modifiée et complétée, portant loi de finances pour 2015, notamment son Article 108 ;

Vu la loi n° 2016-14 du 28 Rabie El Aouel 1438 correspondant au 28 décembre 2016 portant loi de finances pour 2017, notamment ses Articles 73 et 124 ;

Vu le décret présidentiel n° 2015-125 du 25 Rajab 1436 correspondant au 14 mai 2015, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2015-319 du Aouel Rabie El Aouel 1437 correspondant au 13 décembre 2015, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération » ;

Décrète :

Article 1er. - En application des dispositions des Articles 73 et 124 de la loi n° 2016-14 du 28 Rabie El Aouel 1438 correspondant au 28 décembre 2016 portant loi de finances pour 2017, le présent décret a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret exécutif n° 2015-319 du Aouel Rabie El Aouel 1437 correspondant au 13 décembre 2015, susvisé.

Art. 2. - Les dispositions de l'Article 3 du décret exécutif n° 2015-319 du Aouel Rabie El Aouel 1437 correspondant au 13 décembre 2015, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 3. - Ce compte retrace :

En recettes :

Ligne 1 : « Energies renouvelables et la cogénération » :

- .....(sans changement).....;

-.....(sans changement).....;

- le solde du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé : « Fonds national pour les énergies renouvelables et de la cogénération », arrêté au 31 décembre 2015.

Ligne 2 : « Maîtrise de l'énergie » :

-.....(sans changement).....;

-.....(sans changement).....;

-.....(sans changement).....;

-.....(sans changement).....;

-.....(sans changement).....;

- .....(sans changement).....;

- le solde du compte d'affectation spéciale n° 302-101 intitulé : « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie », arrêté au 31 décembre 2015 ;

- le produit du remboursement de dotations destinées au préfinancement de l'acquisition des appareils et équipements liés à l'efficacité énergétique ;

- 10 % du produit de la taxe d'efficacité énergétique.

En dépenses :

Ligne 1 : « Energies renouvelables et la cogénération » :

- les dotations destinées au financement des actions et projets inscrits dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables et de la cogénération.

Ligne 2 : « Maîtrise de l'énergie » :

- .....(le reste sans changement).....».

Art. 3. - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Chaâbane 1438 correspondant au 22 mai 2017.

Abdelmalek SELLAL.

Arrêté interministériel du 22 Rabie El Aouel 1438 correspondant au 22 décembre 2016 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé «Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération »

Le ministre de l'énergie,

Le ministre des finances,

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 2014-10 du 8 Rabie El Aouel 1436 correspondant au 30 décembre 2014, modifiée et complétée, portant loi de finances pour 2015, notamment son Article 108 ;

Vu la loi n° 2015-18 du 18 Rabie El Aouel 1437 correspondant au 30 décembre 2015 portant loi de finances pour 2016, notamment son Article 87 ;
Vu le décret présidentiel n° 2015-125 du 25 Rajab 1436 correspondant au 14 mai 2015, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 2015-302 du 20 Safar 1437 correspondant au 2 décembre 2015 fixant les attributions du ministre de l'énergie ;
Vu le décret exécutif n° 2015-319 du Aouel Rabie El Aouel 1437 correspondant au 13 décembre 2015, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération », notamment son Article 3;

Vu l'arrêté interministériel du 18 Joumada Ethania 1421 correspondant au 17 septembre 2000, modifié, déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n° 302-101 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie » ;

Vu l'arrêté interministériel du 12 Dhou El Hidja 1433 correspondant au 28 octobre 2012 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour les énergies renouvelables et la cogénération » ;

Arrêtent :

Article 1er. - En application des dispositions de l'Article 3 du décret exécutif n° 2015-319 du Aouel Rabie El Aouel 1437 correspondant au 13 décembre 2015, susvisé, le présent arrêté a pour objet de déterminer la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération ».

Art. 2. - Le compte d'affectation spéciale n° 302-131 retrace :

En recettes :

Ligne 1 : « Energies renouvelables et la cogénération » :

- 1 % de la redevance pétrolière et toutes autres taxes fixées par la législation ;

- toutes autres ressources ou contributions.

Ligne 2 : « Maîtrise de l'énergie » :

- les subventions de l'Etat ;

- le produit de la taxe sur la consommation nationale de l'énergie ;

- le produit des taxes sur les appareils énergivores ;

- le produit des amendes prévues dans le cadre de la loi relative à la maîtrise de l'énergie ;

- le produit des remboursements de prêts non rémunérés consentis dans le cadre de la maîtrise de l'énergie ;

- toutes autres ressources ou contributions.

En dépenses :

Ligne 1 : « Energies renouvelables et la cogénération » :

1.1 Les dotations destinées au financement des actions et projets inscrits dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables et de la cogénération :

1.1.1 Projets de production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables et/ou de systèmes de cogénération ;

1.1.2 Achat d'équipements destinés pour la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables et/ou de systèmes de cogénération et pour les applications autres que la production d'électricité ;

1.1.3 Compensation liée aux surcoûts induits par la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables et/ou aux systèmes de cogénération ;

1.1.4 Projets pilotes et des opérations de démonstration relatives aux énergies renouvelables et/ou aux systèmes de cogénération ;

1.1.5 Actions de mise à niveau ou de maintenance des installations de production d'électricité d'origine renouvelable ;

1.1.6 Actions de formation liées aux énergies renouvelables et/ou aux systèmes de cogénération.

1.2 Les dotations destinées au préfinancement des actions inscrites dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables et de la cogénération.

Ligne 2 : « Maîtrise de l'énergie » :

2.1 Le financement des actions et projets inscrits dans le programme pour la maîtrise de l'énergie :

2.1.1 Actions inscrites dans le programme de la maîtrise de l'énergie :

- l'introduction des exigences, des normes et les labels d'efficacité énergétique ;

- la sensibilisation, la communication, l'information, l'éducation, la promotion, la coordination et la formation dans le domaine de la maîtrise de l'énergie ;
- la recherche et le développement dans le domaine de la maîtrise de l'énergie ;

- l'accompagnement des industriels en vue de l'amélioration de l'efficacité énergétique des équipements et appareils de fabrication nationale ;

- les actions et les travaux d'évaluation des potentiels d'efficacité énergétique dans les différents secteurs d'activités ;

- l'animation et la coordination de la maîtrise de l'énergie ;

- l'élaboration et le suivi du programme de maîtrise de l'énergie ;

- la gestion et le suivi des audits énergétiques ;

- l'instruction, le suivi et le contrôle des projets bénéficiaires des ressources du Fonds national pour la maîtrise de l'énergie ;

- l'évaluation de l'impact des projets sur la consommation d'énergie ;

- l'élaboration, la publication et la diffusion des indicateurs d'efficacité énergétique.

2.1.2 Projets inscrits dans le programme de la maîtrise de l'énergie :

- l'isolation thermique dans les bâtiments ;

- l'introduction et la diffusion des lampes performantes ;

- l'éclairage public performant ;

- la diffusion du chauffe-eau solaire individuel et collectif ;

- la conversion des véhicules au GPL/C et au GN/C ;

- l'acquisition et la conversion des bus au GN/C ;

- l'introduction des équipements performants dans l'ensemble des secteurs d'activités;

- l'aide à la décision en matière d'audits énergétiques et de faisabilité des projets;

- les opérations pilotes et de démonstration.

2.2. L'octroi de prêts non rémunérés consentis aux investissements porteurs d'efficacité énergétique et non-inscrits dans le programme pour la maîtrise de l'énergie émanant des opérateurs.

La décision d'octroi de ces prêts doit également prévoir les modalités de leur recouvrement.

2.3. L'octroi de garanties pour les emprunts effectués auprès des banques ou des établissements financiers.

2.4. Les dotations destinées au préfinancement de l'acquisition des appareils et équipements liés à l'efficacité énergétique.

Art. 3. - Les dispositions de l'arrêté interministériel du 18 Joumada Ethania 1421 correspondant au 17 septembre 2000, déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n° 302-101 intitulé «Fonds national pour la maîtrise de l'énergie», et celles de l'arrêté interministériel du 12 Dhou El Hidja 1433 correspondant au 28 octobre 2012 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé «Fonds national pour les énergies renouvelables et la cogénération», sont abrogées.

Art. 4. - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Rabie El Aouel 1438 correspondant au 22 décembre 2016**.**

Le ministre de l'énergie
Noureddine BOUTARFA

Le ministre des finances
Hadji BABA AMMI

Arrêté interministériel du 22 Rabie El Aouel 1438 correspondant au 22 décembre 2016 précisant les modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération »

Le ministre de l'énergie,

Le ministre des finances,

Vu la loi n° 99-09 du 15 Rabie Ethani 1420 correspondant le 28 juillet 1999 relative à la maîtrise de l'énergie ;

Vu la loi n° 2014-10 du 8 Rabie El Aouel 1436 correspondant au 30 décembre 2014, modifiée et complétée, portant loi de finances pour 2015, notamment son Article 108 ;

Vu la loi n° 2015-18 du 18 Rabie El Aouel 1437 correspondant au 30 décembre 2015 portant loi de finances pour 2016, notamment son Article 87 ;

Vu le décret présidentiel n° 2015-125 du 25 Rajab 1436 correspondant au 14 mai 2015, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-235 du 25 août 1985, modifié et complété, portant création d'une agence pour la promotion et la rationalisation de l'énergie ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 2004-149 du 29 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 19 mai 2004 fixant les modalités d'élaboration du programme national de maîtrise de l'énergie ;

Vu le décret exécutif n° 2013-218 du 9 Chaâbane 1434 correspondant au 18 juin 2013 fixant les conditions d'octroi des primes au titre des coûts de diversification de la production d'électricité ;

Vu le décret exécutif n° 2015-302 du 20 Safar 1437 correspondant au 2 décembre 2015 fixant les attributions du ministre de l'énergie ;

Vu le décret exécutif n° 2015-319 du Aouel Rabie El Aouel 1437 correspondant au 13 décembre 2015, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération », notamment son Article 4 ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 Joumada El Oula 1426 correspondant au 6 juillet 2005 précisant les modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-101 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie » ;

Vu l'arrêté interministériel du 12 Dhou El Hidja 1433 correspondant au 28 octobre 2012 précisant les modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour les énergies renouvelables et la cogénération » ;

Vu l'arrêté interministériel du 22 Rabie El Aouel 1438 correspondant au 22 décembre 2016 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération » ;

Arrêtent :

Article 1er. - En application des dispositions de l'Article 4 du décret exécutif n° 2015-319 du Aouel Rabie El Aouel 1437 correspondant au 13 décembre 2015, susvisé, le présent arrêté a pour objet de définir les modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération », dénommé ci-après le « Fonds ».

CHAPITRE 1er
En matière d'énergie renouvelable et de la cogénération

Section 1
Les dotations destinées au financement des surcoûts induits par la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables et/ou de cogénération

Art. 2. - Le distributeur disposant d'un contrat d'achat d'électricité renouvelable et/ou de cogénération avec un (1) ou plusieurs producteurs titulaires d'une décision d'octroi de bénéfice du tarif d'achat garanti, conformément au décret exécutif n° 2013-218 du 9 Chaâbane 1434 correspondant au 18 juin 2013, susvisé, peut introduire une demande pour l'octroi de la compensation au titre des surcoûts induits par la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables et de la cogénération.

La demande est adressée au ministre chargé de l'énergie. Elle doit être accompagnée des documents suivants :

- une copie conforme du contrat d'achat avec le producteur d'électricité ;

- une copie de la décision d'octroi du tarif d'achat garanti au producteur concerné.

Art. 3. - La demande du distributeur est évaluée dans un délai n'excédant pas un (1) mois, à compter de la date de son dépôt.

La liste des distributeurs et des projets, objets des contrats d'achat passés avec les producteurs concernés, remplissant les conditions citées à l'Article 2 ci-dessus, est approuvée par le ministre chargé de l'énergie.

Art. 4. - Le montant de la compensation, mentionnée à l'Article 2 ci-dessus, est calculé, pour chaque contrat, sur la base du prix moyen de l'électricité conventionnelle, tel qu'il est fixé par la commission de régulation de l'électricité et du gaz et, en prenant en compte, le tarif d'achat garanti auquel le distributeur a acheté l'électricité, tel qu'il est prévu par l'Article 8 du décret exécutif n° 2013-218 du 9 Chaâbane 1434 correspondant au 18 juin 2013, susvisé.

La compensation, citée ci-dessus, sera versée au distributeur, à travers le Fonds (ligne 1), selon les modalités spécifiques fixées par décision du ministre chargé de l'énergie, en application de l'Article 12 du décret exécutif n° 2013-218 du 9 Chaâbane 1434 correspondant au 18 juin 2013, susvisé.

Section 2
Les dotations destinées au financement des actions et projets, autres que les surcoûts induits par la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables et/ou de cogénération.

Art. 5. - Le ministre chargé de l'énergie fixe par décision :

- les priorités de mise en œuvre des projets inscrits dans le cadre du programme des énergies renouvelables et de la cogénération ;

- les conditions et les critères d'octroi des avantages du Fonds concernant la catégorie des projets inscrits dans le cadre du programme des énergies renouvelables et de la cogénération ;

- les types d'avantages ainsi que leur niveau d'intervention en pourcentage et en plafond après avis du ministère des finances.

Art. 6. - Les modalités de traitement et de mise en œuvre, les procédures pour l'éligibilité aux avantages du Fonds ainsi que les niveaux de financement afférents aux actions et projets autres que les surcoûts induits par la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables et/ou de système de cogénération, sont définis dans les Articles 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 ci-dessous.

Art. 7. - La consistance physique et les types d'actions et des projets inscrits dans le cadre du programme des énergies renouvelables, objet des contributions au financement sont publiés, annuellement, sur le site web du ministère de l'énergie.

Art. 8. - Des appels à manifestation d'intérêt auprès des opérateurs sont lancés par le ministère chargé de l'énergie, pour recueillir des propositions de projets et d'actions, inscrits dans le cadre du programme cité à l'Article 7 ci-dessus.
Ces appels à manifestation d'intérêt doivent préciser les types, les coûts de référence et les capacités de projets et/ou les consistances d'études ainsi que les niveaux maximaux de contribution correspondants du Fonds.
Art. 9. - L'éligibilité aux aides du Fonds des actions et projets proposés à l'issue de l'appel à manifestation d'intérêt lancé par le ministère de l'énergie, est déterminée en fonction de la contribution de ces derniers à la promotion des énergies renouvelables et de la cogénération, de leurs durées de mise en œuvre, de leur localisation et du montant de l'aide sollicitée.

Art. 10. - Les dossiers sont déposés auprès des services du ministère chargé de l'énergie et comportent les éléments suivants :

- une demande d'aide du bénéficiaire ;

- une présentation du bénéficiaire avec les informations d'identification ;

- une présentation du projet ou de l'action, les objectifs poursuivis et les résultats attendus ;

- le lieu, la durée, le calendrier et les modalités d'exécution du projet ou de l'action ;

- un estimatif détaillé du coût du projet ou de l'action ainsi que la nature et le montant de l'aide sollicitée.

Art. 11. - A l'issue de ces appels à manifestation d'intérêt, les propositions d'actions ou de projets font l'objet d'une évaluation sur la base des critères d'éligibilité préfixés.

Cette évaluation aboutit à l'établissement d'une liste des projets et actions éligibles aux aides du Fonds citées dans l'Article 2 (ligne 1) de l'arrêté interministériel du 22 Rabie El Aouel 1438 correspondant au 22 décembre 2016 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé «Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération», qui précise, en outre, les niveaux de contribution du Fonds correspondants.

La liste des actions et projets retenus est approuvée par le ministre chargé de l'énergie, après avis du ministère des finances.

Art. 12. - Les niveaux des aides sont définis en fonction des critères d'éligibilité mentionnés à l'Article 9 ci-dessus.

Art. 13. - Les bénéficiaires des projets et actions retenus sont notifiés à l'effet de procéder à la signature de convention d'aide financière entre le ministère de l'énergie et le bénéficiaire, pour la mise en œuvre du financement par le Fonds de leurs projets et/ou actions.

Ces conventions précisent, notamment, les modalités de mise en œuvre et d'exécution des actions et/ou projets bénéficiant des avantages.

CHAPITRE 2
En matière de maîtrise de l'énergie

Art. 14. - Sur proposition de l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), le ministre chargé de l'énergie fixe, par décision :

- les priorités de mise en œuvre des projets et actions bénéficiant des avantages du Fonds ;

- les conditions et les critères d'octroi des avantages du Fonds ;

- les types d'avantages ainsi que leur niveau d'intervention en pourcentage et en plafond après avis du ministère des finances.

Art. 15. - Le suivi et le contrôle des modalités d'utilisation des avantages accordés sont assurés par les services du ministère chargé de l'énergie. A ce titre, il peut être demandé aux bénéficiaires des avantages du Fonds, tous les documents et les pièces comptables nécessaires.

Art. 16. - Les modalités de mise en œuvre et d'exécution des actions et projets bénéficiant des avantages du Fonds, cités dans l'Article 2 (ligne 2) de l'arrêté interministériel du 22 Rabie El Aouel 1438 correspondant au 22 décembre 2016 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé «Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération», ainsi que les responsabilités des bénéficiaires sont définies dans le cadre d'une convention établie entre le bénéficiaire des avantages du Fonds et le ministère chargé de l'énergie ou l'organisme habilité à agir pour son compte ou mandaté par le ministre chargé de l'énergie.

L'accès aux avantages du Fonds, cités dans l'Article 2 (ligne 2) de l'arrêté interministériel du 22 Rabie El Aouel 1438 correspondant au 22 décembre 2016 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération », est subordonné à la signature de cette convention.

Le versement des avantages financiers au profit des bénéficiaires, s'effectue sur présentation de décisions d'attribution signées par l'ordonnateur du Fonds.

Art. 17. - Les demandes d'accès aux avantages du Fonds, accompagnées d'un dossier dûment renseigné, sont adressées au ministère chargé de l'énergie.
Un formulaire précisant la consistance et les caractéristiques des pièces à fournir, est mis à la disposition des demandeurs par l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE).

Art. 18. - Les actions de coordination des projets cités aux points 2.1.2, 2.2, 2.3 et 2.4 énumérées dans l'Article 2 de l'arrêté interministériel du 22 Rabie El Aouel 1438 correspondant au 22 décembre 2016 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé «Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération», sont mises à la charge de l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) et, font l'objet d'une convention entre le ministère chargé de l'énergie et l'agence pour la

promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie «APRUE».

Cette convention détermine les charges et obligations de chacun des signataires et précise, notamment, le niveau de rémunération des prestations de l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie « APRUE ».

Les prestations de l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), sont rémunérées au prix coûtant.

Art. 19. - Les actions relatives aux points 2.1.1 énumérées dans l'Article 2 de l'arrêté interministériel du 22 Rabie El Aouel 1438 correspondant au 22 décembre 2016 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé «Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération», mises à la charge de l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie «APRUE», font l'objet, annuellement, d'une convention entre celle-ci et le ministère chargé de l'énergie.

Art. 20. - Les avantages accordés sont soumis au contrôle de l'Etat, conformément aux procédures législatives et réglementaires en vigueur et, ne peuvent être utilisés qu'aux fins pour lesquelles ils ont été accordés.

Art. 21. - Les actions et projets à financer par le Fonds, sont fixés dans un programme d'action établi par le ministère de l'énergie, dans lequel sont précisés les objectifs ainsi que les échéances de réalisation.

Dans le cadre du suivi de ce Fonds, il est transmis au ministère des finances :

1- une situation trimestrielle des engagements et des paiements sur les crédits alloués par exercice sur supports papier et électronique, selon la nomenclature du Fonds, tel que fixé par l'arrêté interministériel du 22 Rabie El Aouel 1438 correspondant au 22 décembre 2016 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé «Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération» et déclinée également selon la nomenclature détaillée, conformément aux décisions du ministre de l'énergie, en précisant :

- la nature de l'action et le nombre des bénéficiaires ;

- le montant engagé par catégorie d'action ;

- le montant décaissé par catégorie d'action ;

- le solde dégagé de l'action.

2- Un état annuel des recettes réalisées, prévues au titre de ce Fonds.

Art. 22. - Toute libération de tranche de crédits est tributaire de la remise des justificatifs cités à l'Article 21 ci-dessus.

Art. 23. - Les dispositions de l'arrêté interministériel du 29 Joumada El Oula 1426 correspondant au 6 juillet 2005 précisant les modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-101 intitulé «Fonds national pour la maîtrise de l'énergie» et celles de l'arrêté interministériel du 12 Dhou El Hidja 1433 correspondant au 28 octobre 2012 précisant les modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé «Fonds national pour les énergies renouvelables et la cogénération», sont abrogées.

Art. 24. - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Rabie El Aouel 1438 correspondant au 22 décembre 2016.

Le ministre de l'énergie
Noureddine BOUTARFA

Le ministre des finances

Hadji BABA AMMI

3/ Textes relatifs à l'APRUE

Décret n° 85-235 du 25 août 1985 portant création d'une Agence pour la Promotion et la Rationalisation de l'Utilisation de l'Énergie

Le Président de l'a République,

Sur le rapport du ministre de l'énergie et des industries chimiques et pétrochimiques,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 80-04 du 1er mars 1980 relative à l'exercice de la fonction de contrôle par l'Assemblée populaire nationale ;

Vu la loi n° 80-05 du 1er mars 1980 relative à l'exercice de la fonction de contrôle par la Cour des comptes, modifiée et complétée par l'ordonnance n° 81-03 du 26 septembre, 1981 et approuvée par la loi n° 81-12 du 5 décembre
1981,

Vu le décret n° 65-259 du 14 octobre 1965 fixant les obligations et les responsabilités des comptables ;

Vu le décret n° 65-260 du 14 octobre 1965 fixant les conditions de nomination des comptables publics ;

Vu le décret n° 81-92 du 9 mai 1981 portant création du conseil national de l'énergie, modifié et complété par le décret n° 82-155 du 24 avril 1982 ;

Vu le décret n° 82-215 du 3 juillet 1982 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement du commissariat aux énergies nouvelles
(CEN), modifié par le décret n° 84-273 du 22 septembre 1984 ;

Vu le décret n° 84-123 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des industries chimiques et pétrochimiques et celles du vice-ministre chargé des industries chimiques et pétrochimiques ;

Décrète :

TITRE I
DENOMINATION, OBJET, SIEGE

Article 1er. - Il est créé un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, dénommé : « Agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie », par abréviation « A.P.R.U.E. » et ci-dessous désignée « l'agence ».
Art. 2. - L'agence est placée pour la tutelle ministre chargé de l'énergie**.**

Art. 3. - Le siège social de l'agence est fixé à Alger. Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national, par décret pris sur le rapport du chargé de l'énergie.

Art. 4.- L'agence a pour mission, en liaison a les organismes concernés, d'assurer la mise en des options découlant du modèle de consommation énergétique, conformément aux orientations, sions et priorités fixées en la matière.

Dans ce cadre, l'agence est chargée de concevoir, de proposer, d'impulser et de coordonner les actions devant concourir aux objectifs suivants :

- couvrir les, besoins énergétiques de base et élargir les domaines d'utilisation de l'énergie,
- favoriser la promotion des formes d'énergies le plus disponibles et leur utilisation rationnelle,

- inciter à la conservation et aux économies d'énergie.

A ce titre, l'agence :

- collecte, exploite et diffuse l'information spécifique à son domaine d'activité, notamment cel relative à la demande, à l'offre et aux coûts demi à la disposition des consommateurs, des différent formes, d'énergie ;

- analyse les consommations des différents produits énergétiques, dans les différents usages et étudie les modes de consommation alternatifs ;

- élabore les prévisions de demande et d'offre des différentes formes d'énergie et propose programmes d'actions en vue d'assurer leur équilibre à court, moyen et long terme ;

- étudie et propose les mesures réglementaires relatives à l'utilisation de l'énergie ;

- étudie et propose les régimes de subvention devant concourir à l'utilisation rationnelle et efficace de l'énergie ;

- étudie et propos se les systèmes de prix des produits énergétiques favorisant la promotion, 1 substitutions et les économies d'énergie,

- étudie et propose toutes autres mesures à caractère économique, législatif, financier ou technologique pouvant concourir aux objectifs précédents.

L'agence participe, en outre, à la formulation à l'évaluation des programmes d'investissements, matière de production, de transport et de distribution des entreprises du secteur de l'énergie et veille à la cohérence.

Elle prend en compte, dans cette évaluation, les programmes d'introduction et de développement des énergies nouvelles et renouvelables que les programmes d'équipement des barrages hydrauliques.

Art. 5. - Pour la mise en œuvre des actions définies dans l'article 4 ci-dessus, l'agence :

- met en, œuvre et ou acquiert les outils d'étude, et d'analyses, notamment les outils informatiques nécessaires à ses activités,

- participe, aux activités scientifiques nées à son objet et développe, dans ce cadre, les relations d'échanges avec les organismes internationaux spécialisés

- développe et maintien des contacts avec toutes sources de données et d'information relevant de son domaine d'activité ;

- assure ou fait assurer la publication, de tous supports d'information et de conseils sur les questions, énergétiques relevant de son domaine d'activité ;

- organise des rencontres, stages et démonstrations à caractère technique axés sur les programmes de promotion et de rationalisation de l'utilisation de l'énergie.

TITRE II
ADMINISTRATION - GESTION

Art.6. - L'agence est dirigée par un directeur nommé par décret pris sur proposition du ministre de l'énergie et des industries chimiques et pétrochimiques. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 7. - Le directeur exécute les décisions du conseil d'administration.
Il est responsable du fonctionnement général de l'agence. Il agit au nom de l'agence et la représente en justice et dans tous les actes de la vie civile.
Il exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble du personnel de l'agence et nomme à tous les emplois pour lesquels un autre mode de nomination n'est pas prévu.

Art.8.- Le directeur est ordonnateur du, budget de l'agence dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur.

A ce titre :

- Il établit le projet de budget, engage et ordonne les dépenses de fonctionnement et d'équipement de l'agence,

- Il passe tous les marchés, accords et conventions en rapport avec le programme d'activités, sauf ceux pour lesquels une approbation de l'autorité de tutelle est nécessaire,

- Il peut déléguer sa signature à ses principaux adjoints dans les limites de ses attributions.

Art. 9. - Le directeur est assisté dans ses tâches par un secrétaire général et des chefs de départements nommés par l'autorité de tutelle, sur proposition du directeur.

Art. 10. - L'agence est administrée par un conseil d'administration composé comme suit :

-le ministre de l'énergie et des industries chimiques et pétrochimiques, ou son représentant, président.
- un représentant du ministre chargé des finances,
- un représentant du ministre chargé de l'industrie lourde,
- un représentant du ministre chargé des transports,
- un représentant du ministre chargé du commerce,
- un représentant du ministre chargé de l'hydraulique,
- un représentant du ministre chargé de la planification et de l'aménagement du territoire,
- un représentant du ministre chargé de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat,
- un représentant du commissariat aulx énergies nouvelles,
- le directeur de l'agence,
- deux représentants élus du personnel de l'agence.

Art. 11. - Les membres du conseil d'administration sont désignés, pour une durée de trois (3) ans, par arrêté du ministre de l'énergie et des industries chimiques et pétrochimiques, sur proposition de l'autorité dont.
Ils relèvent.

Les mandats des membres nommés en raison de leurs fonctions, cessent avec celles-ci. En cas d'interruption du mandat de l'un des membres, il est procédé à son remplacement dans les mêmes formes. Le membre nouvellement désigné lui succédé jusqu'à l'expiration du mandat.

Art. 12. - Le conseil d'administration délibère notamment sur :

- l'organisation et le fonctionnement général de l'agence,
- les bilans et perspectives de l'activité de l'agence,
- les projets de programmes annuels et pluriannuels d'activités de l'agence,
- le projet de budget de l'agence,
- la politique générale du personnel et de la formation,
- les conditions générales de conclusions de contrats, conventions et marchés engageant l'agence,
- les conditions et les niveaux de tarification des prestations fournies par l'agence ;

- l'acceptation et l'affectation des dons et legs.
Il peut, en outre, délibérer sur toute question en rapport avec l'objet de l'agence et dont le saisit l'autorité de tutelle.

Le conseil d'administration se réunit, au moins, deux (2) fois par an, sur convocation de son président.

Il se réunit, en session extraordinaire, à la demande du directeur.

Art. 13. Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si les deux-tiers (2/3) de ses membres, au moins, sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil d'administration se réunit valablement huit (8) jours après, quel que soit le nombre des membres présents.

Art 14. - Les délibérations du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des membres. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Les résultats des délibérations sont constatés sur les procès-verbaux inscrits sur un registre spécial tenu au siège de l'agence et signés par le président et le directeur de l'agence.

Les délibérations du conseil d'administration doivent, pour être exécutoires, être approuvées par le ministre de l'énergie et des industries chimiques et pétrochimiques. L'approbation de l'autorité de tutelle doit intervenir, au plus tard, un mois après la réunion du conseil.

Art. 15. - L'organisation interne de l'agence, ainsi que les règles de Fonctionnement du conseil d'administration sont fixées par arrêté du ministre de l'énergie et des industries chimiques et pétrochimiques.

TITRE III
DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 16. - Les recettes de l'agence proviennent des subventions de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics, du produit des études, des services et des publications, de dons et legs, de toutes autres ressources liées à l'activité de l'agence.

Art. 17. - Les dépenses de l'agence se répartissent conformément aux dispositions légales et règlementaires en vigueur en dépenses de fonctionnement, à dépenses d'équipement.

Art. 18. - Le budget de l'agence, établi par le directeur, est transmis, pour approbation, au ministre de tutelle et au ministre des finances, avant le 15 octobre de l'année précédant l'exercice. L'approbation du budget de l'agence est réputée acquise à l'expiration d'un délai de quarante-cinq (45) jours, à compter de la date de sa transmission, sauf si l'un des ministres fait opposition ou réserve sur l'approbation à certaines recettes et dépenses.

Dans cette hypothèse, le directeur transmet, dans un délai de quinze (15) jours, à compter de la signification de la réserve, un nouveau projet aux fins d'approbation, suivant la procédure définie ci-dessus. L'approbation est réputée acquise dans les trente (30) jours qui suivent la transmission du nouveau projet. Si l'approbation du projet de budget n'intervient pas à la date du début de l'exercice, le directeur peut engager les dépenses indispensables au fonctionnement de l'agence, dans la limite des crédits alloués au titre de l'exercice précédent.

Art. 19. - Le bilan, les comptes administratifs et le rapport annuel d'activités de l'exercice écoulé, accompagné des avis du conseil d'administration et du rapport de l'institution chargée du contrôle, sont adres-

sés au ministre des finances et au ministre de l'énergie et des industries chimiques et pétrochimiques.

Art. 20. La tenue des écritures comptables le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé par le ministre des finances exerçant ses fonctions conformément à la règlementation en vigueur.

Art. 21. - La comptabilité de l'agence est ten en la forme administrative, conformément aux règles de comptabilité publique.

Art. 22. - Le contrôle préalable des dépenses l'agence est exercé, dans les conditions prévues les dispositions légales et règlementaires en vigueur en matière de contrôle financier des offices établissements publics de l'Etat, dotés de l'autonomie financière, par un contrôleur financier désigné le ministre des finances.

TITRE IV
PROCEDURES DE MODIFICATION ET DISPOSITIONS FINALES

Art. 23. - Toute modification des dispositions présent décret se fait dans les mêmes formes celles qui ont, prévalu pour ledit décret.

Art. 24. - La dissolution de l'agence, la liquidation et la dévolution de ses biens ne peuvent être prononcées que par un texte de même nature que e qui a prévalu pour la création de l'agence.

Art. 25. - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire**.**

Fait à Alger, le 25 août 1985.
Chadli BENDJEDID,

Décret exécutif n° 04-314 du 10 Chaâbane 1425 correspondant au 25 septembre 2004 modifiant et complétant le décret n° 85-235 du 25 août 1985, modifié et complété, portant création d'une Agence pour la Promotion et la Rationalisation de l'Utilisation de l'Énergie.

Le Chef du Gouvernement,
Sur le rapport du ministre de l'énergie et des mines,

Vu la Constitution, notamment ses Articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu la loi n° 99-09 du 15 Rabie Ethani 1420 correspondant au 28 juillet 1999 relative à la maîtrise de l'énergie, notamment ses Articles 37 et 39 ;

Vu la loi n° 99-11 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000, notamment ses Articles 89 et 91 ;

Vu le décret n° 85-235 du 25 août 1985, modifié et complété, portant création d'une agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425
Correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-214 du 26 Moharram 1417 correspondant au 15 juin 1996 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des mines ;

Décrète :

Article 1er. - Le présent décret a pour objet de modifier et compléter les dispositions du décret n° 85-235 du 25 août 1985, modifié et complété, portant création d'une agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE).

Art. 2. - Il est inséré dans le décret n° 85-235 du 25 août 1985, modifié et complété, susvisé, un Article 3 bis rédigé comme suit :

«Art. 3 bis. - L'agence assure la mise en œuvre des actions d'animation et de coordination de la maîtrise de l'énergie, conformément aux dispositions de l'Article 37 de la loi relative à la maîtrise de l'énergie.»
Art. 3. - L'Article 4 du décret n° 85-235 du 25 août 1985, modifié et complété, susvisé, est modifié et complété comme suit :

«Art. 4. - L'agence a pour missions, en concertation avec l'ensemble des partenaires concernés, l'élaboration et le suivi du programme national de maîtrise de l'énergie (PNME), l'animation et la promotion de la maîtrise de l'énergie à l'échelle nationale, l'impulsion de programmes et de projets élaborés en partenariat dans le cadre de ses missions, l'agence est appelée à :

a) proposer les orientations du développement à long terme de la maîtrise de l'énergie ainsi qu'une programmation à moyen terme de son développement en termes d'objec-

tifs à atteindre et de moyens à mettre en œuvre. Dans ce cadre, elle assure notamment l'instruction des dossiers sollicitant l'accès aux avantages du fonds national de maîtrise de l'énergie (FNME)

b) établir en son sein un «observatoire de la maîtrise de l'énergie» chargé de l'établissement du bilan énergétique et des études de prospective énergétique ainsi que de 'évaluation des potentiels à moyen et long terme de la maîtrise de l'énergie ;

c) organiser et diffuser l'information appropriée aux besoins du développement de la maîtrise de l'énergie et développer des activités de communication et de sensibilisation dans ce domaine en collaboration avec les partenaires concernés et en direction des différents agents économiques (professionnels, milieu scolaire, grand public). Elle organise un service de documentation ouvert aux agents économiques et au public sur la maîtrise de l'énergie ;

d) organiser des programmes de formation en direction, notamment, des intervenants de la maîtrise de l'énergie en partenariat avec les secteurs concernés (éducation nationale, universités et écoles d'ingénieurs, associations professionnelles);

e) animer le développement de la maîtrise de l'énergie par l'organisation du partenariat, par :

- le montage de programmes et de projets élaborés avec les acteurs de la maîtrise de l'énergie (industrie, transport, habitat, tertiaire, développement des énergies renouvelables, collectivités locales) afin, notamment, de préparer l'accès de ces programmes et projets au fonds national de la maîtrise de l'énergie ;

- l'élaboration de propositions législatives ou réglementaires relatives à la maîtrise de l'énergie ainsi que de propositions concernant les avantages financiers, fiscaux et de droits de douanes qui pourraient être accordés aux projets de maîtrise de l'énergie dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur ;

- la recherche de financements des actions de maîtrise de l'énergie auprès des bailleurs de fonds ;

- l'étude des moyens permettent la levée des barrières à la promotion de la maîtrise de l'énergie».

Art. 4. - L'Article 5 du décret n° 85-235 du 25 août 1985, susvisé, est modifié et complété comme suit :

«Art. 5. - Pour la mise en œuvre des actions définies ci-dessus, l'agence bénéficie des avantages prévus par la loi relative à la maîtrise de l'énergie en son Article 39 (alinéa 2), pour l'acquisition d'équipement, d'instruments et autres moyens de travail nécessaires à la prise en charge de ses missions de service public.»

(Le reste sans changement).

Art. 5. - L'Article 7 du décret n° 85-235 du 25 août 1985, susvisé, est modifié et complété comme suit :
«Art. 7. - Le conseil d'administration, présidé par le ministre chargé de l'énergie ou son représentant, est composé :
- d'un (1) représentant ayant rang de directeur, de chacun des ministres chargés : des finances, des collectivités locales, de l'industrie, des transports, de l'agriculture, du commerce, des ressources en eau, de l'habitat, de l'environnement, de l'aménagement du territoire, des PME et PMI et de la recherche scientifique ;

- de deux (2) représentants élus du personnel.

Le directeur général de l'agence assiste aux réunions avec voix consultative.

Le conseil d'administration peut appeler, en consultation, toute personne jugée compétente pour l'étude des questions inscrites à l'ordre du jour».

Art. 6. - L'Article 16 du décret n° 85-235 du 25 août 1985, susvisé, est modifié et complété comme suit :

«Art. 16. - Les états prévisionnels de l'agence comportent un titre de recettes et un titre de dépenses.

1. Les recettes comprennent :

- le produit de toutes prestations liées à l'activité de l'agence :

- le produit des prestations de services fournies dans le cadre des actions inscrites au programme national de maîtrise de l'énergie, notamment :

* l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du programme national de la maîtrise de l'énergie (PNME) ;

* la gestion et la programmation des audits énergétiques ;

* l'instruction des projets porteurs d'efficacité énergétique ;

* le suivi et le contrôle de la réalisation des projets bénéficiaires des ressources du fonds de maîtrise de l'énergie ;

* la définition et la mise en œuvre de stratégies nationales d'efficacité énergétique ;

* la sensibilisation, l'éducation et la formation aux économies d'énergie ;

* la mise en place et la gestion du système d'information statistique relatif à l'énergie ;

- les fonds provenant de la coopération internationale ;
- les dons et legs.

2. Les dépenses comprennent :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement.»

Art. 7. - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 Chaâbane 1425 correspondant au 25 septembre 2004.

Ahmed OUYAHIA.

Décret n° 87-08 du 6 janvier 1987 portant modification de la nature juridique et de l'organisation de l'Agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (A.P.R.U.E.)

Sur le rapport du ministre de l'énergie et des industries chimiques et pétrochimiques,

Le Président de la République

Vu la Constitution, notamment ses Articles 111-10° et 152 ;

Vu le décret n° 85-235 du 25 août 1985 portant création d'une agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie ;

Décrète :

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. - L'Agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie créée à l'Article 1er du décret n° 85-235 du 25 août 1985 susvisé, est érigé en établissement public à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

En conséquence, les dispositions des Articles 2 à 24 du décret n° 85-235 du 25 août 1985 susvisé sont remplacées par les dispositions du présent décret.

L'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie, par abréviation «A.P.R.U.E.», est désignée ci-après «l'agence».
L'agence est placée sous la tutelle du ministre chargé de l'énergie.

Art. 2. - Le siège de l'agence est fixé à Alger. Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décret.

Art. 3. - Des annexes de l'agence peuvent être créées en tout lieu du territoire national, par arrêté du ministre chargé de l'énergie.

TITRE II
OBJET

Art. 4. - L'agence a pour mission, en liaison avec les organismes concernés, d'assurer la mise en œuvre des options découlant du modèle de consommation énergétique, conformément aux orientations, décisions et priorités fixées en la matière.

Dans ce cadre, l'agence est chargée de concevoir, de proposer, d'impulser et de coordonner les actions devant concourir aux objectifs suivants :

- couvrir les besoins énergétiques de base et élargir les domaines d'utilisation de l'énergie,

- favoriser, la promotion des formes d'énergies les plus disponibles et leur utilisation rationnelle,

- inciter à la conservation et aux économies d'énergie.

A ce titre, l'agence :

- collecte, exploite et diffuse l'information spécifique à son domaine d'activité, notam-

ment celle relative à la demande, à l'offre et aux coûts de mise à la disposition des consommateurs, des différentes formes d'énergies.

- analyse les consommations des différents produits énergétiques, dans les différents secteurs et usages et étudie les modes de consommation alternatifs,

- élabore les prévisions de demande et d'offre des différentes formes d'énergie et propose les programmes d'actions en vue d'assurer leur équilibre à court, moyen et long terme,

- étudie et propose les mesures réglementaires relatives à l'utilisation de l'énergie,

- étudie et propose les régimes de subventions devant concourir à l'utilisation rationnelle et efficace de l'énergie,

- étudie et propose les systèmes de prix des produits énergétiques favorisant la promotion, les substitutions et les économies d'énergie,

- étudie et propose toutes autres mesures à caractère économique, législatif, financier ou technologique pouvant concourir aux objectifs précédents,

- assure des prestations sous forme de consultations, d'expertise ou de maîtrise d'œuvre dans les domaines relevant de son objet.

L'agence participe, en outre, à la formulation et à l'évaluation des programmes d'investissements en matière de production, de transport et de distribution des entreprises du secteur de l'énergie et veille à leur cohérence. Elle prend en compte, dans cette évaluation, les programmes d'introduction et de développement des énergies nouvelles et renouvelables ainsi que le programme d'équipement des barrages hydrauliques.

Art. 5. - Pour la mise en œuvre des actions définies à l'Article 4 ci-dessus, l'agence:

- met en œuvre et/ou acquiert les outils d'études et d'analyses, notamment les outils informatiques, nécessaires à ses activités,

- participe aux activités scientifiques liées à son objet et développe, dans ce cadre, les relations d'échanges avec les organismes internationaux spécialisés,

- développe et maintien des contrats avec toutes sources de données et d'informations relevant de son domaine d'activité,

- assure ou fait assurer la publication de tous supports d'information et de conseils sur les questions énergétiques relevant de son domaine d'activité,

- organise des rencontres, stages et démonstrations à caractère technique, axés sur les programmes de promotion et de rationalisation de l'utilisation de l'énergie.

TITRE III

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 6. - L'agence est administrée par un conseil d'administration et dirigée par un directeur général.

Chapitre I

Le conseil d'administration

Art. 7. - Le conseil d'administration, présidé par le ministre chargé de l'énergie ou son représentant, est composé comme suit :

- un représentant du ministre chargé des finances,

- un représentant du ministre chargé de l'industrie lourde,

- un représentant du ministre chargé des transports,

- un représentant du ministre chargé du commerce,

- un représentant du ministre chargé de l'hydraulique,

- un représentant du ministre chargé de la planification,

- un représentant du ministre chargé de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la construction,

- un représentant du haut-commissariat à la recherche,

- deux représentants élus du personnel.

Le directeur général et l'agent comptable de l'agence assistent aux réunions avec voix consultative.

Le conseil d'administration peut appeler, en consultation, toute personne jugée compétente pour l'étude des questions inscrites à l'ordre du jour.

Art. 8. - Les membres du conseil d'administration sont désignés pour une période de trois ans renouvelables, par arrêté du ministre chargé de l'énergie, sur proposition des autorités dont ils relèvent.

Le mandat des membres du conseil d'administration nommés en raison de leurs fonctions ou de leur qualité, cesse avec celles-ci.

En cas d'interruption du mandat d'un membre du conseil d'administration, le membre nouvellement désigné lui succède jusqu'à l'expiration du mandat.

Art. 9. - Le conseil d'administration se réunit, en séance ordinaire, deux fois par an, sur convocation de son président.
Il peut se réunir en séance extraordinaire, sur convocation de son président, à la demande soit de l'autorité de tutelle, soit du directeur général, ou sur proposition des deux-tiers des membres du conseil.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées aux membres du conseil d'administration quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion.

L'ordre du jour et établi par le président, sur proposition du directeur général de l'agence.

Art. 10. - Le conseil d'administration ne délibère valablement que si les deux-tiers, au moins, de ses membres sont présents.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu à l'issue d'un délai de dix (10) jours et le conseil délibère valablement quel que soit le nombre des présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ; en cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux qui indiquent les noms des membres présents et transcrites sur un registre spécial. Les procès-verbaux, signés par le président et le secrétaire de séance, sont adressés au ministre de tutelle et aux membres du conseil d'administration dans le mois qui suit la date de la réunion.

Art. 11. - Le conseil d'administration délibère et se prononce, notamment sur :

- l'organisation et le fonctionnement général de l'agence,

- les bilans et perspectives de l'activité de l'agence,

- les projets de programmes annuels et pluriannuels d'activités de l'agence.

- le projet de budget de l'agence,

- la politique générale du personnel et de la formation,

- les conditions générales de conclusion de contrats, conventions et marchés engageant l'agence,

- l'acceptation et l'affectation des dons et legs,

- les emprunts éventuels contractés par l'agence, conformément à la législation en vigueur.

Les délibérations du conseil d'administration sont transmises, pour approbation, à l'autorité de tutelle dans les quinze (15) jours suivant leur adoption.

Elles sont réputées approuvées un (1) mois après leur transmission, à l'exception de celles relatives aux comptes régis par les dispositions du titre IV du présent décret.

Chapitre II
Le directeur général

Art. 12. - Le directeur général est nommé par décret, pris sur proposition du ministre chargé de l'énergie. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 13. - Le directeur général est assisté par un directeur général adjoint et des directeurs nommés par arrêté du ministre chargé de l'énergie, sur proposition du directeur général.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Art. 14. - Le directeur général agit au nom de l'agence et la représente en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Le directeur général assure la gestion de l'agence et l'exécution des décisions du conseil d'administration.

A ce titre :

- il prépare les travaux du conseil d'administration dont il assure le secrétariat ;

- il exerce le pouvoir de gestion et le pouvoir hiérarchique sur l'ensemble des personnels placés sous son autorité, conformément à la réglementation en vigueur,

- il élabore les états prévisionnels de recettes et de dépenses, procède à l'établissement des titres de recettes, engage et ordonne les dépenses,

- il établit les comptes administratifs,

- il passe les marchés, contrats ou conventions, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

TITRE IV
DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 15. - L'agence est dotée par l'Etat d'un fonds initial de base de deux millions trois cent mille dinars (2.300.000 DA).

Art. 16. - Les états prévisionnels de l'agence comportent un titre de recettes et un titre de dépenses.

1. Les recettes proviennent :

- du produit des prestations de services fournies dans le cadre des missions de l'agence,
- du produit des ventes des études et publications réalisées,

- des dons et legs,

- des emprunts éventuels contractés

conformément à la législation en vigueur,

- de toutes autres ressources liées à l'activité de l'agence,

2. Les dépenses sont constituées par les dépenses nécessaires à la réalisation des missions de l'agence.

Art. 17. - Les états prévisionnels annuels de recettes et de dépenses de l'agence sont préparés par le directeur général, examinés par le conseil d'administration et approuvés par l'Article de tutelle.

Art. 18. - La comptabilité de l'agence est tenue en la forme commerciale conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975 portant plan comptable national.

Art. 19. - La tenue des écritures et le maniement des fonds et valeurs de l'agence sont confiés à un comptable désigné et agissant selon les dispositions de la réglementation en vigueur.

Art. 20. - Le rapport annuel d'activité de l'exercice écoulé, accompagné du bilan et des comptes ainsi que des avis et recommandations du conseil d'administration, est adressé au ministre de tutelle, au ministre des finances et au président de la Cour des comptes.

TITRE V
DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 21. - L'organisation interne et le règlement intérieur de l'agence sont fixés par arrêté du ministre chargé de l'énergie.

Art. 22. - La dissolution de l'agence, la liquidation et la dévolution de ses biens ne peuvent être prononcées que par un texte de même nature que celui qui a prévalu pour sa création.

Art. 23. - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 janvier 1987.
Chadli BENDJEDID.

Décret exécutif n° 92-73 du 18 février 1992, modifiant et complétant le décret n° 87-08 du 6 janvier 1987 relatif à l'organisation de l'Agence pour la Promotion et la Rationalisation de l'Utilisation de l'Énergie (A.P.R.U.E)

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'énergie,

Vu la Constitution notamment ses Articles 81-4° et 116-2° ;

Vu la loi n°88-01 du 12 janvier 1988, portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques, notamment son Article 57 ;

Vu le décret n°83-521 du 10 septembre 1983 fixant le statut des centres de recherche créés auprès des administration centrales ;

Vu le décret n°85-235 du 25 août 1985 portant création d'une agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie ;

Vu le décret n°87-08 du 6 janvier 1987 portant modification de la nature juridique et de l'organisation de l'agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (A.P.R.U.E.).

Décrète :

Article 1er. - L'Article 4 du décret n°87-08 du 6 janvier 1987 susvisé est modifié et complété comme suit :

«- Collecte, exploite, conserve et diffuse l'information spécifique à son domaine d'activité notamment celle relative à la demande, à l'offre et aux coûts de mise à la disposition des consommateurs des différentes formes d'énergies.

- Analyse les consommations des différents produits énergétiques, dans les différents secteurs et usages, élabore le bilan énergétique national et étudie les modes de consommation alternatifs.

- Outre les obligations statistiques prévues par la règlementation en vigueur, les organismes, institutions, opérateurs, producteurs et consommateurs d'énergie, sont tenus de répondre aux enquêtes statistiques nécessaires à la constitution de la banque de données.».

Le reste sans changement.

Art. 2. - L'Article 5 du décret n°87-08 du 6 janvier 1987 susvisé, est complété comme suit :

«- met œuvre et/ou acquiert les outils d'études et d'analyse notamment les outils informatiques et centres de recherches nécessaires à ses activités».

Le reste sans changement.

Art. 3. - L'Article 16 du décret n°87-08 du 6 juin 1987 susvisé est complété comme suit :

«1 - Les recettes proviennent :

- de subventions éventuelles de l'Etat».

Le reste sans changement.

Art. 4. - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 février 1992.
Sid Ahmed GHOZALI.

Agence Nationale pour la Promotion et la Rationalisation de l'Utilisation de l'Energie

02, rue Chenoua, BP 265 Hydra, Alger
Tél. : +213 (0) 23 45 91 84 / Fax : +213 (0) 23 45 92 20
www.aprue.org.dz / E-mail : info@aprue.org.dz

الوكالة الوطنية لتطوير
استخدام الطاقة وترشيده

02 شارع شنوة, صندوق بريد 265 حيدرة, الجزائر
Tél.: +213 (0) 23 45 91 84 / Fax : +213 (0) 23 45 92 20
www.aprue.org.dz / E-mail : info@aprue.org.dz

مرسوم تنفيذي رقم 92 - 73 مؤرخ في 14 شعبان عام 1412 الموافق 18 فبراير سنة 1992، يعدل ويتمم المرسوم رقم 87 - 08 المؤرخ في 6 يناير سنة 1987 والمتعلق بتنظيم وكالة تطوير الطاقة وترشيد استعمالها.

إن رئيس الحكومة،

- بناء على تقرير وزير الطاقة،

- بناء على الدستور، لا سيما المادتان 81 - 4 و 116 (الفقرة 2) منه،

- و بمقتضى القانون رقم 88 - 01 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1408 الموافق 12 يناير سنة 1988 و المتضمن القانون التوجيهي للمؤسسات العمومية الاقتصادية، لا سيما المادة 57 منه،

- و بمقتضى المرسوم رقم 83 - 521 المؤرخ في 3 ذي الحجة عام 1403 الموافق 10 سبتمبر سنة 1983 و المتضمن تحديد القانون الأساسي لمراكز للبحث التي تنشأ لدى الإدارات المركزية،

- و بمقتضى المرسوم رقم 85 - 235 المؤرخ في 9 ي الحجة عام 1405 الموافق 25 غشت سنة 1985، المتضمن انشاء وكالة لتطوير الطاقة وترشيد استعمالها،

- و بمقتضى المرسوم رقم 87 - 08 المؤرخ في 6 جمادى الاولى عام 1407 الموافق 06 يناير سنة 1987، المعدل للطبيعة القانونية لوكالة تطوير الطاقة و ترشيد استعمالها و تنظيمها.

يرسم ما يلي:

المادة الأولى: تعدل المادة 4 من المرسوم رقم 87 - 08 المؤرخ في 6 يناير سنة 1987، والمذكور أعلاه، وتتمم كما يلي:

- «تجمع وتستغل وتحفظ وتوزع المعلومات الخاصة بميدان عملها، لا سيما التي تتعلق بطلب مختلف أشكال الطاقات وعرضها وتكاليف وضعها في متناول المستهلكين»

- تحلل استهلاك مختلف المنتوجات الطاقوية في مختلف القطاعات و الاستعمالات و تعد الحصيلة الطاقوية الوطنية و تدرس طرق الاستهلاك المتناوبة،

- يجب على الهيئات و المؤسسات و المتعاملين و المنتجين و المستهلكين للطاقة أن يستجيبوا للتحقيقات الإحصائية اللازمة لتكوين بنك للمعطيات فضلا على الالتزامات الإحصائية المنصوص عليها في التنظيم المعمول به.

(الباقي بدون تغيير)

المادة 2: تتمم المادة 5 من المرسوم رقم 87 - 08 المؤرخ في 6 يناير سنة 1987 والمذكور أعلاه، كما يأتي:

- تستعمل و/أو تقتني أدوات الدراسة و التحليل، لا سيما أدوات الإعلام الآلي و مراكز البحث اللازمة لنشاطاته ».

(الباقي بدون تغيير)

المادة 3: تتم المادة 16 من المرسوم رقم 87 - 08 المؤرخ في 6 يناير سنة 1987 والمذكور أعلاه، كما يأتي:

- 1 تتكون الإيرادات من :

- الإعانات المحتملة التي تمنحها الدولة.

(الباقي بدون تغيير)

المادة 4: ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 14 شعبان عام 1412 الموافق 18 فبراير سنة 1992 .

سيد أحمد غزالي

المادة 16: تشتمل الجداول التقديرية للوكالة على باب للإيرادات وباب للنفقات.

1- تتكون الإيرادات مما يأتي:

– عائد الخدمات المقدمة في إطار مهام الوكالة؛

– عائد مبيعات الدراسات و النشرية التي تنجزها الوكالة؛

– الهبات و الوصايا؛

– الاقتراضات المحتملة التي يتعاقد عليها طبقا للتشريع المعمول به؛

– أي مورد آخر يرتبط بعمل الوكالة.

2- تتكون النفقات من المصاريف الضرورية لأداء الوكالة مهامها.

المادة 17: يحضر المدير العام الجداول التقديرية السنوية للإيرادات والنفقات ويدرسها المجلس الإداري، وتوافق عليها السلطة الوصية.

المادة 18: تمسك محاسبة الوكالة على الشكل التجاري طبقا لأحكام الأمر رقم 75 –35 المؤرخ في 29 أبريل سنة 1975 والمتضمن المخطط الوطني للمحاسبة.

المادة 19: يسند مسك الكتابات المالية وتداول الأموال والسندات في الوكالة إلى عون محاسب يعين ويتصرف حسب أحكام التنظيم المعمول به.

المادة 20: يرسل التقرير السنوي عن نشاط السنة المالية المنصرمة مصحوبا بالموازنة والحسابات وبآراء المجلس الإداري وتوصياته إلى الوزير الوصي ووزير المالية، ورئيس مجلس المحاسبة.

الباب الخامس
أحكام مختلفة

المادة 21: يحدد التنظيم الداخلي للوكالة ونظامها الداخلي بقرار من الوزير المكلف بالطاقة.

المادة 22: لا يمكن حل الوكالة وتصفية أملاكها وأيلولتها إلا بنص مماثل للنص الذي أنشأها.

المادة 23: ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 6 **جمادى الأولى عام** 1407
الموافق 6 **يناير سنة** 1987.

الشاذلي بن جديد

ترسل الاستدعاءات مصحوبة بجدول الأعمال إلى أعضاء مجلس الإدارة قبل خمسة عشر يوما من تاريخ الاجتماع.

يعد الرئيس جدول الأعمال بناء على اقتراح من المدير العام للوكالة.

المادة 10: لا تصح مداولات مجلس الإدارة إلا بحضور ثلثي أعضائه على الأقل. وإذا لم يبلغ هذا النصاب عقد اجتماعا آخر بعد عشر (10) أيام، وصحت مداولاته حينئذ مهما يكن عدد أعضائه الحاضرين.

تتخذ القرارات بأغلبية أصوات الأعضاء الحاضرين. وفي حالة تساوى الأصوات يكون صوت الرئيس مرجحا.

تدون نتائج المداولات في محاضر تثبت فيها أسماء الأعضاء الحاضرين ثم تسجل في دفتر خاص، وترسل المحاضر التي يوقعها رئيس الجلسة وكاتبها إلى الوزير الوصي، وأعضاء مجلس الإدارة خلال الشهر الذي يلي تاريخ الاجتماع.

المادة 11: يدرس مجلس الإدارة ويبدى رأيه فيما يأتي على الخصوص:

- تنظيم الوكالة و سيرها العام؛
- حصائل عمل الوكالة و آفاقها المستقبلية؛
- مشاريع البرامج السنوية و المتعددة السنوات لعمل الوكالة؛
- مشروع ميزانية الوكالة؛
- السياسة العامة للتوظيف و التكوين؛
- الشروط العامة لإبرام العقود و الاتفاقيات والصفقات التي تلزم الوكالة؛
- قبول الهبات و الوصايا و تخصيصها؛
- القروض التي يحتمل أن تبرمها الوكالة طبقا للتشريع المعمول به.

و ترسل مداولات مجلس الإدارة إلى السلطة الوصية خلال الخمسة عشر (15) يوما الموالية لتاريخ إقرارها، قصد الموافقة عليها و تعد موافقا عليها بعد انقضاء شهر من تاريخ إرسالها باستثناء ما يتعلق منها بالحسابات التي تخضع لأحكام الباب الرابع من هذا المرسوم.

الفصل الثاني

المدير العام

المادة 12: يعين المدير العام بمرسوم يصدر بناء على اقتراح الوزير المكلف بالطاقة، وتنهى مهامه حسب الطريقة نفسها.

المادة 13: يساعد المدير العام مدير عام مساعد ومديرون يعينون بقرار من الوزير المكلف بالطاقة بناء على اقتراح المدير العام، وتنهى مهامهم حسب الطريقة نفسها.

المادة 14: يتصرف المدير العام باسم الوكالة ويمثلها أمام القضاء وفي جميع أعمال الحياة المدنية.

يتولى المدير العام تسيير الوكالة وتنفيذ قرارات مجلس الإدارة.

وبهذه الصفة فهو يقوم بما يأتي:

- يحضر أشغال مجلس الإدارة و يتولى الكتابة له؛
- يمارس سلطة التسيير و السلطة السلمية على مجموع المستخدمين الموضوعين تحت سلطته طبقا للتنظيم المعمول به؛
- يعد الجداول التقديرية للإيرادات و النفقات ويقوم بإعداد سندات الإيرادات و يلتزم بالنفقات و يأمر بصرفها؛
- يعد الحسابات الإدارية؛
- يبرم الصفقات و العقود و الاتفاقيات طبقا للأحكام التشريعية و التنظيمية المعمول بها.

الباب الرابع

أحكام مالية

المادة 15: تزود الدولة الوكالة برأس مال أصلي أساسي قدره مليونان وثلاثمائة ألف دينار جزائري (2.300.000) دج.

– تدرس وتقترح منظومات أسعار منتوجات الطاقة التي تساعد على تطوير الطاقة نفسها وتطوير بدائلها والاقتصاد فيها،

– تدرس وتقترح جميع لتدابير الأخرى ذات الطابع الاقتصادي، أو التشريعي، أو المالي، أو التكنولوجي، التي يمكن أن تساهم في تحقيق الأهداف السالفة الذكر،

– تقدم خدمات في شكل منشورات أو خبرات أو إدارة العمل في الميادين التابعة لهدفها.

تشارك الوكالة، زيادة على ذلك، في صياغة برامج الاستثمارات في مجال الإنتاج والنقل والتوزيع التي تقوم بها مؤسسات قطاع الطاقة، كما تشارك في تقويمها وتسهر على اتساقها وتراعى، في هذا التقويم، برامج إدخال الطاقات الجديدة والمتجددة وتطويرها وكذلك برامج تجهيز السدود المائية.

المادة 5: تتولى الوكالة، بغية تنفيذ الأعمال المحددة في المادة 4 أعلاه ما يأتي:

– تستخدم أو تقتني أدوات الدراسات والتحاليل، لاسيما أدوات الإعلام الآلي الضرورية لأعمالها،

– تشارك في الأعمال العلمية المرتبطة بهدفها وتنمى، في هذا الإطار، علاقات التبادل مع الهيئات الدولية المتخصصة،

– تطور الاتصالات بجميع مصادر المعطيات والإعلام التابعة لميدان عملها، وتحافظ عليها،

– تتولى نشر جميع دعائم الإعلام والاستشارات الخاصة بمسائل الطاقة التابعة لميدان عملها، أو تأمر من يقوم بذلك،

– تنظم لقاءات وتداريب وعروضا إيضاحية ذات طابع تقني تتمحور حول برامج تشجيع استعمال الطاقة وترشيدها.

الباب الثالث

التنظيم والعمل

المادة 6: يشرف على تسيير الوكالة مجلس ادارة ويديرها مدير عام.

الفصل الاول

مجلس الادارة

المادة 7: يتكون مجلس الإدارة الذي يرأسه المكلف بالطاقة أو ممثله من:

– ممثل للوزير المكلف بالمالية،

– مثل للوزير المكلف بالصناعة الثقيلة،

– ممثل للوزير المكلف بالنقل،

– ممثل للوزير المكلف بالتجارة،

– ممثل للوزير المكلف بالري،

– ممثل للوزير المكلف بالتخطيط،

– ممثل للوزير المكلف بالتهيئة العمرانية والتعمير والبناء،

– ممثلين اثنين ينتخبهما المستخدمون.

يشارك المدير العام والعون المحاسب لدى الوكالة في الاجتماعات مشاركة استشارية.

ويمكن مجلس الإدارة أن يستشير أي شخص يراه كفءا لدراسة المسائل المدرجة في جدول أعمالها.

المادة 8: يعين الوزير المكلف بالطاقة بقرار أعضاء مجلس الإدارة لمدة ثلاث (3) سنوات بناء على اقتراح السلطة التي ينتمون إليها.

وتنهى عضوية الذين يعينون في المجلس بسبب وظائفهم بانتهاء هذه الوظائف. وفي حالة توقف عضوية أحد هؤلاء الأعضاء في مجلس الإدارة، يعوض حسب الأشكال التي اتبعت في تعيينه، بعضو جديد يخلفه حتى انتهاء مدة العضوية.

المادة 9: يجتمع مجلس الإدارة في دورة عادية مرتين (2) في السنة بناء على استدعاء من رئيسه.

ويمكنه أن يجتمع في دورة غير عادية بناء على استدعاء من رئيسه أو طلب من السلطة الوصية، أو من المدير العام أو بناء على اقتراح من ثلثي أعضائه.

مرسوم رقم 87 - 08 مؤرخ في 6 جمادى الأولى عام 1407 الموافق 6 يناير سنة 1987 يعدل الطبيعة القانونية لوكالة تطوير الطاقة وترشيد استعمالها ويعدل تنظيمها،

إن رئيس الجمهورية،

- بناء على تقرير وزير الطاقة والصناعات الكيماوية والبتر وكيماوية،

- وبناء على الدستور، لاسيما المادتان111 - 10 و152 منه

- وبمقتضى المرسوم رقم 85 - 235 المؤرخ في 9 ذي الحجة عام 1405 الموافق 25 غشت سنة 1985 والمتضمن إنشاء وكالة تطوير الطاقة وترشيد استعمالها،

يرسم ما يلي:

الباب الأول
أحكام عامة

المادة الأولى: تعدل وكالة تطوير الطاقة وترشيد استعمالها المحدثة في المادة الأولى من المرسوم رقم 85 - 235 المؤرخ في 25 غشت سنة1985 المذكور أعلاه فتصبح مؤسسة عمومية ذات طابع صناعي وتجارى، تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي،

ونتيجة لذلك، تعوض أحكام المواد من 2 إلى 24 في المرسوم رقم 85 – 235 المؤرخ في 25 غشت سنة 1985 المذكور أعلاه، بأحكام هذا المرسوم.

تدعى الوكالة الوطنية لتطوير استخدام الطاقة وترشيده في صلب النص «الوكالة»

توضع الوكالة تحت وصاية الوزير المكلف بالطاقة.

المادة 2: يكون مقر الوكالة في مدينة الجزائر ويمكن نقله إلى أي مكان آخر من التراب الوطني بمرسوم.

المادة 3: يمكن أن تنشأ فروع للوكالة في أي مكان من التراب الوطني بقرار من الوزير المكلف بالطاقة.

الباب الثاني
الهدف

المادة 4: تتمثل مهمة الوكالة بالاتصال مع الهيئات المعنية في تنفيذ الاختبارات الناجمة عن نموذج استهلاك الطاقة، طبقا للتوجيهات والقرارات والأولويات المحددة في هذا المجال.

وتتصور الوكالة، في هذا الإطار، الأعمال التي يجب أن تساهم في تحقيق الأهداف الآتي بيانها وتقترحها وتنشطها وتنسقها:

- تغطية الاحتياج إلى الطاقة الأساسية وتوسيع ميادين استعمالها،

- تشجيع تطوير أشكال الطاقة الأكثر توفرا واستعمالها استعمالا رشيدا،

- البحث على المحافظة على الطاقة والاقتصاد فيها، وبهذه الصفة تقوم الوكالة بما يأتي:

- تجمع الإعلام الخاص بميدان عملها ولاسيما ما يتعلق منه بطلب مختلف أشكال الطاقة وعرضها وتكاليف وضعها تحت تصرف المستهلكين، ثم تستغله وتنشره،

- تحلل استهلاك مختلف منتوجات الطاقة في شتى القطاعات والاستعمالات، كما تدرس طرق الاستهلاك البديلة،

- تعد تقديرات الطلب والعرض الخاصة بمختلف أشكال الطاقة وتقترح برامج العمل الرامية إلى ضمان توازنها في الأمد القصير والمتوسط والطويل،

- تدرس وتقترح التدابير المتعلقة باستعمال الطاقة،

- تدرس وتقترح أنماط المساعدات التي من شأنها أن تساهم في استعمال الطاقة استعمالا رشيدا وفعالا،

wwwتنظيم برامج التكوين في اتجاه المتدخلين في التحكم في الطاقة، على الخصوص، بالشراكة مع القطاعات المعنية (التربية الوطنية الجامعات ومدارس الهندسة الجمعيات المهنية)،

ه - تنشيط تنمية التحكم في الطاقة بتنظيم الشراكة، من خلال ما يأتي:

- وضع برامج ومشاريع يتم إعدادها مع المتعاملين في التحكم في الطاقة (الصناعة والنقل والسكن والخدمات وتطوير الطاقات المتجددة والجماعات المحلية)، لا سيما من أجل تحضير دخول هذه البرامج وهذه المشاريع في الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة،

- إعداد اقتراحات تشريعية وتنظيمية تتعلق بالتحكم في الطاقة وكذا اقتراحات تخص المزايا المالية والجبائية والحقوق الجمركية التي يمكن أن تمنح إياها مشاريع التحكم في الطاقة في إطار التشريع والتنظيم المعمول بهما

- البحث عن تمويلات لأعمال التحكم في الطاقة لدى الهيئات المقرضة،

- دراسة الوسائل التي تسمح برفع الحواجز أمام ترقية التحكم في الطاقة،

المادة 4: تعدل وتتمم المادة 5 من المرسوم رقم 85 - 235 المؤرخ في 9 ذي الحجة عام 1405 الموافق 25 غشت سنة 1985، والمذكور أعلاه، كما يأتي:

المادة 5: تستفيد الوكالة، لتنفيذ الأعمال المحددة أعلاه من المزايا المنصوص عليها في القانون المتعلق بالتحكم في الطاقة، بموجب المادة 39 (الفقرة 2) منه، لاقتناء التجهيزات والأدوات وغيرها من وسائل العمل الضرورية للتكفل بمهامها في مجال الخدمة العمومية

...(الباقي بدون تغيير)...

المادة 6: تعدل وتتمم المادة7 من المرسوم رقم 85 - 235 المؤرخ في 9 ذي الحجة عام 1405 الموافق 25 غشت سنة 1985، والمذكور أعلاه، كما يأتي:

المادة7 : يتكون مجلس الإدارة الذي يرأسه الوزير المكلف بالطاقة أو ممثله، من:

- ممثل واحد برتبة مدير، لكل وزير من الوزراء المكلفين بالمالية والجماعات المحلية والصناعة والنقل والفلاحة والتجارة والموارد المائية والسكن والبيئة والتهيئة العمرانية والمؤسسات والصناعات الصغيرة والمتوسطة والبحث العلمي،

- ممثلين (2) ينتخبهما المستخدمون.

يحضر المدير العام للوكالة الاجتماعات بصوت استشاري.

يمكن أن يستعين مجلس الإدارة، للاستشارة، بكل شخص يراه كفء لدراسة المسائل المدرجة في جدول الأعمال.

المادة 8 : تعدل وتتمم المادة16 من المرسوم رقم 85 - 235 المؤرخ في 9 ذي الحجة عام 1405 الموافق 25 غشت سنة 1985، والمذكور أعلاه، كما يأتي:

المادة16: تشمل الجداول التقديرية للوكالة على باب للإيرادات وباب للنفقات:

في باب الإيرادات:

- عائد كل الخدمات المتصلة بنشاطات الوكالة،

- عائد أداء الخدمات المقدمة في إطار الأعمال المسجلة في البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة، لا سيما:

*إعداد و متابعة و تنفيذ البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة

*تسيير و برمجة مراقبة الحسابات الطاقوية

*دراسة المشاريع الواعدة من حيث النجاعة الطاقوية

*متابعة المشاريع المستفيدة من موارد صندوق التحكم في الطاقة و مراقبة انجازها

*تحديد الاستراتيجيات الوطنية للنجاعة الطاقوية و تنفيذها

*التحسيس و الإرشاد و التكوين على الاقتصاد في الطاقة

*وضع منظومة المعلومات الإحصائية المتعلقة بالطاقة و تسييرها

*الأموال المتأتية من التعاون الدولي

*الهبات و الوصايا

في باب النفقات:

- نفقات التسيير

- نفقات التجهيز

المادة 9: ينشر هدا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

حرر بالجزائر في 10 شعبان عام 1425 الموافق25 سبتمبر سنة 2004

أحمد أويحيى

مرسوم تنفيذي رقم 04 - 314 مؤرخ في 10 شعبان عام 1425 الموافق 25 سبتمبر سنة 2004 يعدل ويتمم المرسوم رقم 85 - 235 المؤرخ في 9 ذي الحجة عام 1405 الموافق 25 غشت سنة 1985 والمتضمن إنشاء وكالة تطوير استخدام الطاقة وترشيده المعدل والمتمم،

إن رئيس الحكومة،

بناءا على تقرير وزير الطاقة والمناجم،

وبناءا على الدستور، لا سيما المادتان 85 4 و125 (الفقرة 2) منه،

وبمقتضى القانون رقم 99 – 09 المؤرخ في 15 ربيع الثاني عام 1420 الموافق 28 يوليو سنة 1999 والمتعلق بالتحكم في الطاقة، لا سيما المادتان 37و 39 منه،

وبمقتضى القانون رقم 99 – 11 المؤرخ في 15 رمضان عام 1420 الموافق 23 ديسمبر سنة 1999 والمتضمن قانون المالية لسنة 2000 لا سيما المادتان 89 و91 منه،

وبمقتضى المرسوم رقم 85 – 235 المؤرخ في 9 ذي الحجة عام 1405 الموافق 25 غشت سنة 1985 والمتضمن إنشاء وكالة تطوير استخدام الطاقة وترشيده المعدل والمتمم،

وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم04 – 136 المؤرخ في 29 صفر عام 1425 الموافق 19أبريل سنة 2004 والمتضمن تعيين رئيس الحكومة،

وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم04 – 138 المؤرخ في6 ربيع الاول عام 1425 الموافق 26 ابريل سنة 2004 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 96 – 214 المؤرخ في 28 محرم عام 1417 الموافق 15 يونيو سنة 1996 الذي يحدد صلاحيات وزير الطاقة والمناجم،

يرسم ما يأتي:

المادة الأولى: يعدل هذا المرسوم ويتمم أحكام المرسوم رقم 85 – 235 المؤرخ في 9 ذي الحجة عام 1405 الموافق 25 غشت سنة 1985 والمتضمن إنشاء وكالة تطوير استخدام الطاقة وترشيده المعدل والمتمم،

المادة2: تدرج في المرسوم رقم 85 – 235 المؤرخ في 9 ذي الحجة عام 1405 الموافق 25 غشت سنة 1985 والمتضمن إنشاء وكالة تطوير استخدام الطاقة وترشيده مادة 3 مكرر تحرر كما يأتي:

المادة 2 مكرر: تتولى الوكالة تنفيذ أعمال تنشيط وتنسيق التحكم في الطاقة طبقا لأحكام المادة 37 من القانون المتعلق بالتحكم في الطاقة،

المادة3: تعدل وتتمم المادة 4 من المرسوم رقم 85 – 235 المؤرخ في 9 ذي الحجة عام 1405 الموافق 25 غشت سنة 1985 والمذكور أعلاه كما يأتي:

المادة 4: تتولى الوكالة بالتشاور مع مجموع الشركاء المعنيين إعداد البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة ومتابعته وتنشيط التحكم في الطاقة وترقيته على المستوى الوطني وتشجيع البرامج والمشاريع التي يتم إعدادها في إطار الشراكة.

ويتعين على الوكالة في إطار مهامها ما يأتي:

أ – اقتراح توجهات التنمية على المدى الطويل للتحكم في الطاقة وكذا برمجة تنميتها على المدى المتوسط من حيث الأهداف الواجب بلوغها والوسائل المسخرة لذلك، وتتولى في هذا الإطار على الخصوص، دراسة الملفات التي يطلب بموجبها الحصول على مزايا الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة،

ب – إقامة «مرصد وطني للتحكم في الطاقة» بداخلها يكلف بإعداد الحصيلة الطاقوية و الدراسات الاستشرافية الطاقوية ، و كذا تقييم القدرات على المدين الطويل و المتوسط للتحكم في الطاقة،

ج – تنظيم ونشر المعلومات الملائمة لحاجات تنمية التحكم في الطاقة وتطوير نشاطات الاتصال والتحسيس في هذا الميدان، بالتعاون مع الشركاء المعنيين وفي اتجاه مختلف الأعوان الاقتصاديين (المهنيين والوسط المدرسي والجمهور العريض...) وتنظم مصلحة للوثائق مفتوحة على الأعوان الاقتصاديين وعلى الجمهور حول التحكم في الطاقة.

الوزير الوصي ووزير المالية، قبل 15 أكتوبر من السنة التي تسبق السنة المالية المقصودة للموافقة عليها.

وتعد الموافقة على ميزانية الوكالة حاصلة بعد مرور 45 يوما على تاريخ ارسالها، الا اذا أبدى أحد الوزيرين معارضة أو تحفظا بشأن الموافقة على بعض الإيرادات والنفقات.

وفي خالة ثبوت هدا الافتراض، يرسل المدير في أجل 15 يوما ابتداءا من تاريخ إبلاغه التحفظ، مشروعا جديدا للموافقة عليه حسب الاجراء المحدد أعلاه. وتعد الموافقة حاصلة خلال الثلاثين (30) يوما التي تلي ارسال المشروع الجديد. وادا لم تحصل الموافقة على مشروع الميزانية بحلول بداية السنة المالية المقصودة، أمكن المدير أن يلتزم بالنفقات الضرورية لسير الوكالة في حدود الاعتمادات المخصصة في السنة المالية المنصرمة.

المادة 19: ترسل الموازنة والحسابات الإدارية والتقرير السنوي عن نشاط السنة المالية المنصرمة مصحوبة بآراء مجلس الإدارة وتقرير المؤسسة المكلفة بالرقابة، الى وزير المالية ووزير الطاقة والصناعات الكيماوية والبتروكيماوية.

المادة 20: يسند مسك الكتابات الحسابية وتداول الأموال الى عون محاسب يعينه وزير المالية ويمارس مهامه طبقا للتنظيم الجاري به العمل.

المادة 21: تمسك حسابات الوكالة على الشكل الإداري، طبقا لقواعد المحاسبة العمومية.

المادة 22: يمارس مراقب مالي / يعينه وزير المالية، الرقابة القبلية لنفقات الوكالة حسب الشروط المنصوص عليها في الأحكام القانونية والتنظيمية المعمول بها في مجال الرقابة المالية للدواوين والمؤسسات العمومية التابعة للدولة وذات الاستقلال المالي.

الباب الرابع

إجراءات التعديل وأحكام ختامية

المادة 23: يقع أي تعديل ف أحكام عدا المرسوم بالكفية نفسها التي تمت بها الموافقة عليه.

المادة 24: لا يمكن حل الوكالة وتصفية أملاكها وتحديد أيلولتها، الا بنص مماثل للنص الدي أنشأها.

المادة 25: ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 9 دي الحجة عام 1405
الموافق 25 غشت سنة 1985.

الشاذلي بن جديد

- ممثل للوزير المكلف بالتجارة
- ممثل للوزير المكلف ب الري
- ممثل للوزير المكلف بالتخطيط
- ممثل الوزير المكلف بالتعمير والبناء والاسكان
- ممثل لمحافظة الطاقات الجديدة
- مدير الوكالة
- ممثلين (2) ينتخبهما مستخدمو الوكالة

المادة11: يعين وزير الطاقة والصناعات الكيماوية والبتروكيماوية بقرار اعضاء مجلس الادارة لمدة ثلاث (3) سنوات بناء على اقتراح السلطة التي ينتمون اليها

وتنهى عضوية الذين يعينون في المجلس بسبب وظائف وفي حالة توقف عضوية أحد هؤلاء الاعضاء في مجلس الادارة يعوض حسب الاشكال التي اتبعت في تعيينه بعضو جديد يخلفه حتى انتهاء مدة العضوية

المادة 12: يدرس مجلس الإدارة على الخصوص ما يأتي:

– تنظيم الوكالة وسيرها العام

– حصائل عمل الوكالة وافاقها المستقبلية

– مشاريع البرامج السنوية والمتعددة السنوات لعمل الوكالة

– مشروع ميزانية الوكالة

– السياسة العامة للتوظيف والتكوين

– الشروط المالية لإبرام العقود والاتفاقيات والصفقات التي تلزم الوكالة

– شروط تسعير الخدمات التي تقدمها الوكالة ومستويات هذه الخدمات

– قبول الهبات والوصايا وتخصيصها

– كما يمكن ان يدرس اية مسالة لها علاقة بهدف الوكالة تعرضها السلطة الوصية عليه

يجتمع مجلس الادارة في دورة عادية مرتين (2) في السنة على الاقل بناء على استدعاء من رئيسه ويجتمع في دورة غير عادية بناء على طلب من المدير

المادة 13: لا تصح مداولات مجلس الادارة الا بحضور ثلثي اعضاءه على الاقل وادا لم يبلغ هذا النصاب عقد اجتماعا اخر يعد ثمانية (8) ايام وصحت مداولاته حينئذ مهما يكن عدد اعضائه الحاضرين

المادة 14: تعتمد مداولات مجلس الإدارة بالأغلبية البسيطة من أعضائه. وفي حالة تساوي الأصوات يكون صوت الرئيس مرجحا.

تدون نتائج المداولات في محاضر تسجل في دفتر خاص يمسك في مقر الوكالة ويوقعه الرئيس ومدير الوكالة

لا تكون مداولات مجلس الادارة قابلة للتنفيذ الا ادا وافق عليها وزير الطاقة والصناعات الكيماوية والبتروكيماوية. ويجب أن تحصل موافقة السلطة الوصية شعر على الأكثر من اجتماع المجلس

المادة 15: يحدد وزير الطاقة والصناعات الكيماوية والبتروكيماوية بقرار تنظيم الوكالة الداخلي وقواعد سير مجلس الإدارة.

الباب الثالث

أحكام ختامية

المادة 16: تتكون إيرادات الوكالة مما يأتي:

– المساعدات التي تقدمها الدولة والجماعات المحلية والمؤسسات العمومية،

– عائد الدراسات والخدمات والمنشورات،

– الهبات والوصايا،

أية موارد أخرى ترتبط بعمل الوكالة.

المادة 17: تشتمل مصاريف الوكالة، وفقا للأحكام القانونية والتنظيمية المعمول بها، على ما يأتي:

– نفقات التسيير،

– نفقات التجهيز.

المادة 18: يعد المدير ميزانية الوكالة ويرسلها الى

وبهذه الصفة، تقوم الوكالة بما يأتي:

- تجمع الاعلام الخاص بميدان عملها ولا سيما ما يتعلق منه بطلب مختلف أشكال الطاقة وعرضها وتكاليف وضعها تحت تصرف المستهلكين، ثم تستغله وتنشره.

- تحلل استهلاك مختلف منتوجات الطاقة في شتى القطاعات والاستعمالات، كما تدرس طرق الاستهلاك البديلة

- تعد تقديرات الطلب والعرض الخاصة بمختلف اشكال الطاقة وتقترح برامج العمل الرامية الى ضمان توازنها في الامد القصير والمتوسط والطويل.

- تدرس وتقترح منظومات اسعار منتوجات الطاقة التي تساعد على تطوير الطاقة نفسها وتطوير بدائلها والاقتصاد فيها

- تدرس وتقترح جميع التدابير الاخرى ذات الطابع الاقتصادي، او التشريعي او المالي والتكنولوجي، التي يمكن ان تساهم في تحقيق الاهداف السالفة الذكر

تشارك الوكالة، زيادة على ذلك في صياغة برامج الاستثمارات في مجال الإنتاج والنقل والتوزيع التي تقوم بها مؤسسات قطاع الطاقة كما تشارك في تقويمها وتسهر على اتساقها وتراعى في هذا التقويم برامج ادخال الطاقات الجديدة والمتجددة وتطويرها وكذلك برامج تجهيز السدود المائية

المادة 5: تتولى الوكالة بغية تنفيذ الأعمال المحددة في المادة4 أعلاه ما يأتي:

- تستخدم او تقتني ادوات الدراسة والتحليل لاسيما أدوات الإعلام الآلي الضرورية لأعمالها

- تشارك في الاعمال العلمية المرتبطة بهدفها وتنمى في هادا الإطار علاقات التبادل مع الهيئات الدولية المتخصصة

- تطور الاتصالات بجميع مصادر ومعطيات والاعلام التابعة لميدان عملها وتحافظ عليها

- تتولى نشر جميع دعائم الاعلام والاستشارات الخاصة بمسائل الطاقة التابعة لميدان عملها او تامر من يقوم بذلك

- تنظم لقاءات وتداريب وعروضا إيضاحية ذات طابع تقني تتمحور حول برامج تشجيع استعمال الطاقة وترشيدها.

الباب الثاني:

الإدارة - تسيير

المادة 6: يدير الوكالة مدير يعين بمرسوم بناء على اقتراح وزير الطاقة والصناعات الكيماوية والبتروكيماوية وتنهى مهامه بالكيفية نفسها

المادة 7: ينفذ المدير قرارات مجلس الادارة ويعد مسؤولا عن السير العام للوكالة. ويتصرف باسمها ويمثلها امام القضاء وفي جميع اعمال الحياة المدنية. ويمارس السلطة السليمة على جميع مستخدميها ويعين في جميع الوظائف التي لم تتقرر طريقة اخرى للتعيين فيها

المادة 8: المدير هو الامر بصرف ميزانية الوكالة حسب الشروط المحددة في القوانين والتنظيمات المعمول بها وبهذه الصفة يقوم بما يأتي:

- يعد مشروع الميزانية ويلتزم بنفقات بتسيير الوكالة وتجهيزها ويأمر بصرفها

- يبرم جميع الصفقات والاتفاقيات التي لها علاقة ببرنامج الاعمال باستثناء الصفقات والاتفاقيات التي تتطلب موافقة السلطة الوصية

- يمكن ان يفوض امضاءه الى مساعديه الرئيسيين في حدود اختصاصه

المادة 9: يساعد المدير في مهامه كاتب عام ورؤساء اقسام تعينهم السلطة الوصية بناءا على اقتراح المدير.

المادة 10: يشرف على تسيير الوكالة مجلس الادارة ويتكون من:

- وزير الطاقة والصناعات الكيماوية والبتروكيماوية او ممثله رئيسا
- ممثل للوزير المكلف بالمالية
- ممثل للوزير المكلف بالصناعات الثقيلة
- ممثل الوزير المكلف بالنقل

مرسوم رقم 85 - 235 مؤرخ في 9 ذو الحجة 1405 الموافق 25 غشت 1985 يتضمن إنشاء وكالة لتطوير الطاقة وترشيدها،

إن رئيس الجمهورية

بناء على تقرير وزير الطاقة والصناعات الكيماوية والبتروكيماوية و بناء على الدستور، لا سيما المادتان 111 - 10 و152منه

وبمقتضى القانون رقم 80 - 04 المؤرخ في 14 ربيع الثاني عام 1400 الموافق اول مارس سنة 1980 والمتعلق بممارسة وظيفة المراقبة من قبل المجلس الشعبي الوطني'

وبمقتضى القانون 80 - 05المؤرخ في 14 ربع الثاني عام 1400 ه الموافق اول مارس سنة 1980 والمتعلق بممارسة وظيفة المراقبة من طرف مجلس المحاسبة، المعدل والمتمم ب الامر رقم 81 - 03 المؤرخ في 26 سبتمبر سنة 1981 والمصادق عليه بالقانون رقم 81 - 12 المؤرخ في 5ديسمبر سنة 1981'

وبمقتضى المرسوم رقم 65 - 259 المؤرخ في 18 جمادى الثانية عام 1985الموافق 14 اكتوبر سنة 1965 والمتضمن تحديد التزامات المحاسبين ومسؤولياتهم.

وبمقتضى المرسوم رقم 65 - 259 - المؤرخ في 18 جمادى الثانية عام 1985 الموافق 14 اكتوبر سنة 1965و المتضمن تحديد شروط تعيين المحاسبين العموميين

بمقتضى المرسوم رقم81 - 92 المؤرخ في 5 رجب عام 1401 الموافق 9 مايو سنة 1981 والمتضمن انشاء مجلس وطني للطاقة ' المعدل والمتمم بالمرسوم رقم82 - 155 المؤرخ في 24 ابريل سنة1982

وبمقتضى المرسوم رقم 82 - 215 المؤرخ في11 رمضان عام 1402 الموافق 3 يوليو سنة 1982 الذي يحدد اختصاصات محافظة الطاقة الجديدة وتنظيمها وسيرها المعدل ب المرسوم رقم 84 - 273 المؤرخ في 22 سبتمبر سنة 1984'

وبمقتضى المرسوم رقم 84 - 123 المؤرخ في 18 شعبان عام 1404 الموافق 19 مايوسنة1984 الذي يحدد صلاحيات وزير الطاقة والصناعات الكيماوية والبتروكيماوية وصلاحيات نائب الوزير المكلف بالصناعات الكيماوية والبتروكيماوية

يرسم ما يلي:

الباب الأول:

التسمية –الهدف –المقر

المادة الأولى: تنشا مؤسسة عمومية ذات طابع إداري، تسمى «الوكالة تشجيع استعمال الطاقة وترشيدها» وتدعى في صلب النص «الوكالة» وتتمتع بالشخصية المدنية والاستقلال المالي.

المادة 2: توضع الوكالة تحت وصاية الوزير المكلف بالطاقة

المادة 3: يكون مقر الوكالة في مدينة الجزائر ويمكن نقله الى اي مكان اخر من التراب الوطني بمرسوم يصدر بناء على تقريرا لوزير المكلف بالطاقة

المادة 4: تتمثل مهمة الوكالة في تنفيذ الاختيارات الناجمة عن نموذج الاستهلاك الطاقي بالاتصال مع الهيئات المعنية طبقا للتوجيهات والقرارات والأولويات المحددة في هذا المجال.

وتتصور الوكالة في، هدا الإطار، الاعمال التي يجب ان تساهم في تحقيق الاهداف الاتي بيانها وتقترحها وتنشطها وتنسقها:

- تغطية الاحتياجات الى الطاقة الاساسية وتوسيع ميادين استعمالها.
- تشجيع تطوير اشكال الطاقة الاكثر توفرا واستعمالها استعمالا رشيدا
- الحث على المحافظة على الطاقة، والاقتصاد فيها.

3/ النصوص المتعلقة بوكالة تطوير استخدام الطاقة وترشيده

المادة 21: تحدد العمليات والمشاريع الممولة من طرف الصندوق، في برنامج عمل تعده وزارة الطاقة، تحدد فيه الأهداف المسطرة وكذا آجال الإنجاز.

يرسل إلى وزارة المالية، في إطار متابعة هذا الصندوق، ما يأتي:

1 - وضعية فصلية للالتزامات والتسديدات على القروض الممنوحة عن كل سنة مالية، على دعائم ورقية ورقمية وذلك حسب قائمة الصندوق المحددة في القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 22 ربيع الأول عام 1438 الموافق 22 ديسمبر سنة 2016 الذي يحدد قائمة الإيرادات والنفقات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 131 - 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة»، والمصنفة حسب القائمة المفصلة وفق مقررات وزير الطاقة، مع توضيح:

- طبيعة العملية وعدد المستفيدين،

- المبلغ المعتمد حسب فئة العملية،

- المبلغ المسدد حسب فئة العملية،

- الرصيد المتبقي من العملية.

2 - حصيلة سنوية للإيرادات المنجزة المقررة بعنوان هذا الصندوق.

المادة 22: يخضع كل دفع لقسط من القرض لتقديم التبريرات المذكورة في المادة 21 أعلاه.

المادة 23: تلغى أحكام القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 29 جمادى الأولى عام 1426 الموافق 6 يوليو سنة 2005 الذي يحدد كيفيات متابعة وتقييم حساب التخصيص الخاص رقم 101 302- الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة»، والقرار الوزاري المشترك المؤرخ في 12 ذي الحجة عام 1433 الموافق 28 أكتوبر سنة 2012 الذي يحدد كيفيات متابعة وتقييم حساب التخصيص الخاص رقم 302-131 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للطاقات المتجددة والمشتركة».

المادة 24: ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 22 ربيع الأول عام 1438 الموافق 22 ديسمبر سنة 2016.

وزير الطاقة
نور الدين بوطرفة

وزير المالية
حاجي بابا عمي

الفصل الثاني

في مجال التحكم في الطاقة

المادة ك 14: يحدد الوزير المكلف بالطاقة، بموجب مقرر، بناء على اقتراح وكالة تطوير استخدام الطاقة وترشيدها، ما يأتي:

- أولويات تنفيذ المشاريع والعمليات المستفيدة من مزايا الصندوق،

- شروط ومعايير منح مزايا الصندوق،

- أنواع المزايا وكذا مستوى التدخل من حيث النسبة والحد الأقصى، بعد رأي وزارة المالية.

المادة 15: تتولى مصالح الوزارة المكلفة بالطاقة متابعة كيفيات استعمال المزايا الممنوحة ومراقبتها. وبهذه الصفة، يمكن أن يطلب من المستفيدين من مزايا الصندوق كل الوثائق والمستندات المحاسبية الضرورية.

المادة 16 : تحدد كيفيات تطبيق وتنفيذ العمليات والمشاريع المستفيدة من مزايا الصندوق المدرجة في المادة 2 (سطر 2) من القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 22 ربيع الأول عام 1438 الموافق 22 ديسمبر سنة 2016 الذي يحدد قائمة الإيرادات والنفقات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 302-131 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة»، وكذا مسؤوليات المستفيدين، ضمن اتفاقية مبرمة بين المستفيد والوزارة المكلفة بالطاقة أو الهيئة المخولة للتصرف لحسابها أو الموكلة من الوزير المكلف بالطاقة.

يخضع الحصول على مزايا الصندوق المدرجة في المادة 2 (سطر 2) من القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 22 ربيع الأول عام 1438 الموافق 22 ديسمبر سنة 2016 الذي يحدد قائمة الإيرادات والنفقات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 302-131 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة»، إلى توقيع هذه الاتفاقية.

يتم دفع المزايا المالية للمستفيدين بناء على تقديم مقررات المنح ممضاة من طرف الآمر بصرف الصندوق.

المادة 17: ترسل طلبات الحصول على مزايا الصندوق مرفقة بملف يستوفي كل المعلومات، إلى الوزارة المكلفة بالطاقة.

تضع وكالة تطوير استخدام الطاقة وترشيدها، تحت تصرف طالبي الاستفادة من مزايا الصندوق، استمارة توضح محتوى وخصائص الوثائق الواجب تقديمها.

المادة 18: تكلف وكالة تطوير استخدام الطاقة وترشيدها بعمليات تنسيق المشاريع المتعلقة بالنقاط 2.1.2 و2.2 و3.2 و4.2، المدرجة في المادة 2 من القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 22 ربيع الأول عام 1438 الموافق 22 ديسمبر سنة 2016 الذي يحدد قائمة الإيرادات والنفقات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 302-131 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة»، وتكون موضوع اتفاقية بين الوزارة المكلفة بالطاقة ووكالة تطوير استخدام الطاقة وترشيدها.

تحدد هذه الاتفاقية أعباء والتزامات كل طرف موقع عليها، وتوضح على الخصوص، مستوى مكافأة خدمات وكالة تطوير استخدام الطاقة وترشيدها.

يتم تعويض خدمات وكالة تطوير استخدام الطاقة وترشيدها على أساس سعر التكلفة.

المادة 19: تكون العمليات الخاصة بالنقاط 1.1.2 المدرجة في المادة 2 من القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 22 ربيع الأول عام 1438 الموافق 22 ديسمبر سنة 2016 الذي يحدد قائمة الإيرادات والنفقات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 302-131 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة»، المكلفة بها وكالة تطوير استخدام الطاقة وترشيدها، موضوع اتفاقية سنوية بين هذه الوكالة والوزارة المكلفة بالطاقة.

المادة 20: تخضع المزايا الممنوحة لرقابة الدولة وفقا للإجراءات التشريعية والتنظيمية المعمول بها، ولا يمكن أن تستعمل إلا للغايات التي منحت لأجلها.

القسم الثاني

المخصصات الموجهة لتمويل العمليات والمشاريع

غير التكاليف الإضافية الناتجة عن إنتاج الكهرباء

من مصادر الطاقات المتجددة و/أو المشتركة

المادة 5: يحدد الوزير المكلف بالطاقة، بموجب مقرر:

- أولويات تنفيذ المشاريع المسجلة في إطار برنامج الطاقات المتجددة والمشتركة،

- شروط ومعايير منح مزايا الصندوق التي تخص فئة المشاريع المسجلة في إطار برنامج الطاقات المتجددة والمشتركة،

- أنواع المزايا وكذا مستوى التدخل من حيث النسبة والحد الأقصى، بعد رأي وزارة المالية.

المادة 6: تحدد كيفيات معالجة وتنفيذ إجراءات الأهلية للاستفادة من مزايا الصندوق وكذا مستويات التمويل التي تخص العمليات والمشاريع غير التكاليف الإضافية الناتجة عن إنتاج الكهرباء من مصادر الطاقات المتجددة و/أو المشتركة، في المواد 7 و8 و9 و10 و11 و12 و13 أدناه.

المادة 7: تنشر المشتملات وأنواع العمليات والمشاريع المدرجة ضمن إطار برنامج الطاقات المتجددة، موضوع مساهمات التمويل، سنويا في موقع وزارة الطاقة.

المادة 8: تطلق الوزارة المكلفة بالطاقة دعوات للمشاركة تجاه المتعاملين، من أجل جمع اقتراحات المشاريع والأعمال المسجلة ضمن إطار البرنامج المذكور في المادة 7 أعلاه.

يجب أن تحدد دعوات المشاركة هذه الأنواع والتكاليف المرجعية وقدرات المشاريع و/أو مشتملات الدراسات، وكذا المستويات القصوى للمساهمة الموافقة للصندوق.

المادة 9: تحدد الأهلية للاستفادة من إعانات الصندوق للعمليات والمشاريع المقترحة المتحصل عليها خلال دعوات المشاركة التي أطلقتها وزارة الطاقة، حسب مساهمة هذه الأخيرة في ترقية الطاقات المتجددة والمشتركة ومدة تنفيذها وموقعها ومبلغ الإعانة المطلوبة.

المادة 10: تودع الملفات لدى مصالح الوزارة المكلفة بالطاقة، وتشتمل على العناصر الآتية:

- طلب الإعانة من المستفيد،

- تقديم المستفيد مع كل المعلومات الشخصية،

- تقديم المشروع أو العملية والأهداف المسطرة والنتائج المتوقعة،

- مكان وأجل ورزنامة وكيفيات تنفيذ المشروع أو العملية،

- تقدير مفصل لتكلفة المشروع أو العملية وكذا طبيعة وتكلفة المساعدة المطلوبة.

المادة 11: عند استكمال إجراء دعوات المشاركة، يتم تقييم مقترحات الأعمال أو المشاريع على أساس معايير الأهلية المحددة.

يؤدي هذا التقييم إلى وضع قائمة المشاريع والعمليات المؤهلة للاستفادة من مزايا الصندوق المدرجة في المادة 2 (سطر 1) من القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 22 ربيع الأول عام 1438 الموافق 22 ديسمبر سنة 2016 الذي يحدد قائمة الإيرادات والنفقات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 302-131 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة»، وتحدد بالإضافة إلى ذلك مستويات مساهمة الصندوق الموافقة لها.

يوافق على قائمة العمليات والمشاريع المنتقاة، الوزير المكلف بالطاقة بعد أخذ رأي وزارة المالية.

المادة 12: تحدد مستويات الإعانات حسب معايير الأهلية المذكورة في المادة 9 أعلاه.

المادة 13: يبلغ المستفيدون من المشاريع والعمليات المنتقاة لأجل القيام بإمضاء اتفاقيات المساعدات المالية بين وزارة الطاقة والمستفيد لتنفيذ التمويل عن طريق الصندوق لمشاريعهم و/أو عملياتهم.

تحدد هذه الاتفاقيات على الخصوص، كيفيات تنفيذ وتطبيق العمليات و/أو المشاريع المستفيدة من المزايا.

2015 المعدل والمتمم، والمذكور أعلاه، يهدف هذا القرار إلى تحديد كيفيات متابعة وتقييم حساب التخصيص الخاص رقم 131 – 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة» الذي يدعى في صلب النص «الصندوق».

الفصل الأول

في مجال الطاقة المتجددة والمشتركة

القسم الأول

المخصصات الموجهة لتمويل التكاليف الإضافية الناتجة

عن إنتاج الكهرباء من مصادر الطاقات

المتجددة و/أو المشتركة.

المادة 2: يمكن الموزع الذي يملك عقد شراء الكهرباء من مصادر الطاقة المتجددة و/أو المشتركة مع منتج واحد (1) أو عدة منتجين حائزين مقرر منح الاستفادة من تسعيرة الشراء المضمونة، طبقا للمرسوم التنفيذي رقم 2013 – 218 المؤرخ في 9 شعبان عام 1434 الموافق 18 يونيو سنة 2013 والمذكور أعلاه، التقدم بطلب الحصول على منحة التعويض بعنوان التكاليف الإضافية الناتجة عن إنتاج الكهرباء من مصادر الطاقات المتجددة والمشتركة.

يرسل الطلب إلى الوزير المكلف بالطاقة، ويجب أن يكون مرفقا بالوثائق الآتية:

– نسخة طبق الأصل من عقد الشراء مع منتج الكهرباء،

– نسخة من مقرر منحة الاستفادة من تسعيرة الشراء المضمونة للمنتج المعني.

المادة 3: يتم تقييم طلب الموزع في أجل لا يتجاوز شهرا واحدا (1) من تاريخ إيداعه.

تتم الموافقة على قائمة الموزعين والمشاريع موضوع عقود الشراء المبرمة مع المنتجين المعنيين المستوفين للشروط المذكورة في المادة 2 أعلاه، من طرف الوزير المكلف بالطاقة.

المادة 4: يتم حساب تكلفة التعويض المذكور في المادة 2 أعلاه، لكل عقد، على أساس متوسط سعر الكهرباء التقليدية، على النحو الذي حددته سلطة ضبط الكهرباء والغاز، مع الأخذ بعين الاعتبار تسعيرة الشراء المضمونة التي اشترى الموزع الكهرباء بمقتضاها كما هو منصوص عليه في المادة 8 من المرسوم التنفيذي رقم 2013 – 218 المؤرخ في 9 شعبان عام 1434 الموافق 18 يونيو سنة 2013 والمذكور أعلاه.

يدفع التعويض المذكور أعلاه، للموزع من خلال الصندوق (سطر1)، حسب كيفيات خاصة محددة بموجب مقرر الوزير المكلف بالطاقة، طبقا للمادة 12 من المرسوم التنفيذي رقم 2013 – 218 المؤرخ في 9 شعبان عام 1434 الموافق 18 يونيو سنة 2013 والمذكور أعلاه.

قرار وزاري مشترك مؤرخ في 22 ربيع الأول عام 1438 الموافق 22 ديسمبر سنة 2016، يحدد كيفيات متابعة وتقييم حساب التخصيص الخاص رقم 131 - 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة»،

إن وزير الطاقة،

ووزير المالية،

- بمقتضى القانون رقم 99 - 09 المؤرخ في 15 ربيع الثاني عام 1420 الموافق 28 يوليو سنة 1999 والمتعلق بالتحكم في الطاقة،

- وبمقتضى القانون رقم 14 - 10 المؤرخ في 8 ربيع الأول عام 1436 الموافق 30 ديسمبر سنة 2014 والمتضمن قانون المالية لسنة 2015، المعدل والمتمم، لاسيما المادة 108 منه،

- وبمقتضى القانون رقم 15 - 18 المؤرخ في 18 ربيع الأول عام 1437 الموافق 30 ديسمبر سنة 2015 والمتضمن قانون المالية لسنة 2016، لاسيما المادة 87 منه،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 15 - 125 المؤرخ في 25 رجب عام 1436 الموافق 14 مايو سنة 2015 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة، المعدل،

- وبمقتضى المرسوم رقم 85 - 235 المؤرخ في 9 ذي الحجة عام 1405 الموافق 25 غشت سنة 1985 والمتضمن إنشاء وكالة تطوير الطاقة وترشيدها، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 95 - 54 المؤرخ في 15 رمضان عام 1415 الموافق 15 فبراير سنة 1995 الذي يحدد صلاحيات وزير المالية،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 04 - 149 المؤرخ في 29 ربيع الأول عام 1425 الموافق 19 مايو سنة 2004 الذي يحدد كيفيات إعداد البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 13 - 218 المؤرخ في 9 شعبان عام 1434 الموافق 18 يونيو سنة 2013 الذي يحدد شروط منح العلاوات بعنوان تكاليف تتويع إنتاج الكهرباء،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 15 - 302 المؤرخ في 20 صفر عام 1437 الموافق 2 ديسمبر سنة 2015 الذي يحدد صلاحيات وزير الطاقة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 15 - 319 المؤرخ في أول ربيع الأول عام 1437 الموافق 13 ديسمبر سنة 2015 الذي يحدد كيفيات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 131 - 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة»، المعدل والمتمم، لاسيما المادة 4 منه،

- وبمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 29 جمادى الأولى عام 1426 الموافق 6 يوليو سنة 2005 الذي يحدد كيفيات متابعة وتقييم حساب التخصيص الخاص رقم 101 - 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة»،

- وبمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 12 ذي الحجة عام 1433 الموافق 28 أكتوبر سنة 2012 الذي يحدد كيفيات متابعة وتقييم حساب التخصيص الخاص رقم 131 - 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للطاقات المتجددة والمشتركة».

- وبمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 22 ربيع الأول عام 1438 الموافق 22 ديسمبر سنة 2016 الذي يحدد قائمة الإيرادات والنفقات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 131 - 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة»،

يقرران ما يأتي:

المادة الأولى: تطبيقا لأحكام المادة 4 من المرسوم التنفيذي رقم 15 - 319 المؤرخ في أول ربيع الأول عام 1437 الموافق 13 ديسمبر سنة

- إدخال التجهيزات ذات المردودية العالية لجميع قطاعات النشاطات،

- المساعدة على اتخاذ القرارات فيما يتعلق بالتدقيق الطاقوي وجدوى المشاريع،

- العمليات التجريبية والنموذجية.

2.2. منح القروض بدون فوائد الممنوحة للاستثمارات الحاملة للفعالية الطاقوية وغير المسجلة في إطار برنامج التحكم في الطاقة.

يجب أن يتضمن مقرر منح هذه القروض كيفيات تحصيلها .

3.2. منح الضمانات على القروض المنجزة لدى البنوك أو لدى المؤسسات المالية.

4.2. المخصصات الموجهة للتمويل المسبق لاقتناء الأجهزة والمعدات المرتبطة بالفعالية الطاقوية.

المادة 3: تلغى أحكام القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 18 جمادى الثانية عام 1421 الموافق 17 سبتمبر سنة 2000 الذي يحدد قائمة الإيرادات والنفقات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 101 – 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة»، المعدل، وكذا القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 12 ذي الحجة عام 1433 الموافق 28 أكتوبر سنة 2012 الذي يحدد قائمة الإيرادات والنفقات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 131 – 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للطاقات المتجددة والمشتركة».

المادة 4: ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 22 **ربيع الأول عام** 1438 **الموافق** 22 **ديسمبر سنة** 2016.

وزير الطاقة
نور الدين بوطرفة

وزير المالية
حاجي بابا عمي

- جميع الموارد والمساهمات الأخرى.

السطر 2: «التحكم في الطاقة»:

- إعانات الدولة،

- عائد الرسم على الاستهلاك الوطني للطاقة،

- عائد الرسوم المطبقة على الأجهزة المستهلكة للطاقة،

- عائد الغرامات المقررة في إطار القانون المتعلق بالتحكم في الطاقة،

- عائد تسديد القروض بدون فوائد الممنوحة في إطار التحكم في الطاقة،

- جميع الموارد أو المساهمات الأخرى.

في باب النفقات:

السطر 1: «الطاقات المتجددة والمشتركة»:

1.1. المخصصات الموجهة لتمويل النشاطات والمشاريع المدرجة في إطار ترقية الطاقات المتجددة والمشتركة :

1.1.1. مشاريع إنتاج الكهرباء من مصادر الطاقات المتجددة و/أو أنظمة التوليد المشترك،

2.1.1. شراء تجهيزات إنتاج الكهرباء من مصادر الطاقات المتجددة و/أو أنظمة التوليد المشترك وللتطبيقات غير إنتاج الكهرباء،

3.1.1. التعويض المتعلق بالتكاليف الإضافية الناتجة عن إنتاج الكهرباء من مصادر الطاقات المتجددة و/أو أنظمة التوليد المشترك،

4.1.1. المشاريع الريادية والعمليات التجريبية المتعلقة بالطاقات المتجددة و/أو أنظمة التوليد المشترك،

5.1.1. عمليات ترقية أو صيانة منشآت إنتاج الكهرباء من المصادر المتجددة،

6.1.1. النشاطات التكوينية ذات الصلة بالطاقات المتجددة و/أو أنظمة التوليد المشترك.

2.1 المخصصات الموجهة للتمويل المسبق للعمليات المدرجة في إطار ترقية الطاقات المتجددة والمشتركة.

السطر 2: «التحكم في الطاقة»:

1.2. تمويل النشاطات والمشاريع المدرجة في برنامج التحكم في الطاقة:

1.1.2. العمليات المدرجة في برنامج التحكم في الطاقة:

- إدخال مقتضيات ومقاييس الفعالية الطاقوية،

- التحسيس والاتصال والإعلام والتعليم والترقية والتنسيق والتكوين في مجال التحكم في الطاقة،

- البحث والتطوير في مجال التحكم في الطاقة،

- مرافقة المصنعين لتحسين الفعالية الطاقوية للمعدات والأجهزة المصنعة وطنيا،

- عمليات وأشغال تقييم قدرات الفعالية الطاقوية في مختلف قطاعات النشاطات،

- تنشيط وتنسيق التحكم في الطاقة،

- إعداد برنامج التحكم في الطاقة ومتابعته،

- تسيير التدقيق الطاقوي ومتابعته،

- دراسة المشاريع المستفيدة من موارد الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة ومتابعتها ومراقبتها،

- تقييم تأثير المشاريع على الاستهلاك الطاقوي،

- إعداد مؤشرات الفعالية الطاقوية وإصدارها ونشرها.

2.1.2. المشاريع المدرجة في برنامج التحكم في الطاقة:

- العزل الحراري في البنايات،

- إدخال المصابيح ذات الأداء العالي وتوزيعها،

- الإنارة العمومية ذات الأداء العالي،

- توزيع السخانات الشمسية الفردية والجماعية،

- تحويل السيارات للاشتغال على غاز البترول المميع والغاز الطبيعي المميع،

- اقتناء وتحويل الحافلات التي تشتغل على الغاز الطبيعي المميع،

قرار وزاري مشترك مؤرخ في 22 ربيع الأول عام 1438 الموافق 22 ديسمبر سنة 2016، يحدد قائمة الإيرادات والنفقات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 131 - 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة»

إن وزير الطاقة،

ووزير المالية،

- بمقتضى القانون رقم 84 - 17 المؤرخ في 8 شوال عام 1404 الموافق 7 يوليو سنة 1984 والمتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 90 - 21 المؤرخ في 24 محرم عام 1411 الموافق 15 غشت سنة 1990 والمتعلق بالمحاسبة العمومية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 2014 - 10 المؤرخ في 8 ربيع الأول عام 1436 الموافق 30 ديسمبر سنة 2014 والمتضمن قانون المالية لسنة 2015، المعدل والمتمم، لاسيما المادة 108 منه،

- وبمقتضى القانون رقم 2015 - 18 المؤرخ في 18 ربيع الأول عام 1437 الموافق 30 ديسمبر سنة 2015 والمتضمن قانون المالية لسنة 2016، لاسيما المادة 87 منه،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 2015 - 125 المؤرخ في 25 رجب عام 1436 الموافق 14 مايو سنة 2015 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة، المعدل،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 95 - 54 المؤرخ في 15 رمضان عام 1415 الموافق 15 فبراير سنة 1995 الذي يحدد صلاحيات وزير المالية،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2015 - 302 المؤرخ في 20 صفر عام 1437 الموافق 2 ديسمبر سنة 2015 الذي يحدد صلاحيات وزير الطاقة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2015 - 319 المؤرخ في أول ربيع الأول عام 1437 الموافق 13 ديسمبر سنة 2015 الذي يحدد كيفيات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 131 - 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة»، المعدل والمتمم، لاسيما المادة 3 منه،

- وبمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 18 جمادى الثانية عام 1421 الموافق 17 سبتمبر سنة 2000 الذي يحدد قائمة الإيرادات والنفقات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 101 - 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة»، المعدل،

- وبمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 12 ذي الحجة عام 1433 الموافق 28 أكتوبر سنة 2012 الذي يحدد قائمة الإيرادات والنفقات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 131 - 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للطاقات المتجددة والمشتركة»،

يقرران ما يأتي:

المادة الأولى: تطبيقا لأحكام المادة 3 من المرسوم التنفيذي رقم 2015 - 319 المؤرخ في أول ربيع الأول عام 1437 الموافق 13 ديسمبر سنة 2015، المعدل والمتمم والمذكور أعلاه، يهدف هذا القرار إلى تحديد قائمة الإيرادات والنفقات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 131 - 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة».

المادة 2: يقيد في حساب التخصيص الخاص رقم 131 - 302:

في باب الإيرادات:

السطر 1: «الطاقات المتجددة والمشتركة»:

- 1 % من الإتاوة النفطية وغيرها من الرسوم المحددة بموجب التشريع،

– 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة» المضبوط في تاريخ 31 ديسمبر سنة 2015،

– ناتج دفع المخصصات الموجهة للتمويل المسبق لاقتناء الأجهزة والتجهيزات المرتبطة بالفعالية الطاقوية،

– 10 % من ناتج رسم الفعالية الطاقوية.

في باب النفقات :

السطر 1 : «الطاقات المتجددة والمشتركة» :

– المخصصات الموجهة لتمويل النشاطات والمشاريع المدرجة في إطار ترقية الطاقات المتجددة والمشتركة.

السطر 2 : «التحكم في الطاقة» :

– .....(بدون تغيير).....،

المادة 3: ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 25 **شعبان عام** 1438 **الموافق** 22 **مايو سنة** 2017.

عبد المالك سلال.

مرسوم تنفيذي رقم 2017 - 168 مؤرخ في 25 شعبان عام 1438 الموافق 22 مايو سنة 2017، يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 2015 - 319 المؤرخ في أول ربيع الأول عام 1437 الموافق 13 ديسمبر سنة 2015 الذي يحدد كيفيات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 131 - 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة»،

إن الوزير الأول،

- بناء على التقرير المشترك بين وزير المالية ووزير الطاقة،

- وبناء على الدستور، لاسيما المادتان 99 - 4 و143 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 2014 - 10 المؤرخ في 8 ربيع الأول عام 1436 الموافق 30 ديسمبر سنة 2014 والمتضمن قانون المالية لسنة 2015، المعدل والمتمم، لاسيما المادة 108 منه،

- وبمقتضى القانون رقم 2016 - 14 المؤرخ في 28 ربيع الأول عام 1438 الموافق 28 ديسمبر سنة 2016 والمتضمن قانون المالية لسنة 2017، لاسيما المادتان 73 و124 منه،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 2015 - 125 المؤرخ في 25 رجب عام 1436 الموافق 14 مايو سنة 2015 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة، المعدل،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2015 - 319 المؤرخ في أول ربيع الأول عام 1437 الموافق 13 ديسمبر سنة 2015 الذي يحدد كيفيات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 131 - 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة»، المعدل والمتمم،

يرسم ما يأتي:

المادة الأولى: تطبيقا لأحكام المادتين 73 و124 من القانون رقم 2016 - 14 المؤرخ في 28 ربيع الأول عام 1438 الموافق 28 ديسمبر سنة 2016 والمتضمن قانون المالية لسنة 2017، يعدل هذا المرسوم ويتمم بعض أحكام المرسوم التنفيذي رقم 2015 - 319 المؤرخ في أول ربيع الأول عام 1437 الموافق 13 ديسمبر سنة 2015 والمذكور أعلاه.

المادة 2: تعدل وتتمم أحكام المادة 3 من المرسوم التنفيذي رقم 2015 - 319 المؤرخ في أول ربيع الأول عام 1437 الموافق 13 ديسمبر سنة 2015 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي:

«المادة 3: يقيد في هذا الحساب :

في باب النفقات:

السطر 1: «الطاقات المتجددة والمشتركة» :

- .....(بدون تغيير)،

- .....(بدون تغيير)،

- رصيد حساب التخصيص الخاص رقم 131 - 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للطاقات المتجددة والمشتركة» المضبوط في تاريخ 31 ديسمبر سنة 2015.

السطر 2 : «التحكم في الطاقة» :

- .....(بدون تغيير)،

- .....(بدون تغيير)،

- .....(بدون تغيير)،

- .....(بدون تغيير)،

- .....(بدون تغيير)،

- .....(بدون تغيير)،

- رصيد حساب التخصيص الخاص رقم 101

في باب النفقات:

السطر 1 «الطاقات المتجددة والمشتركة» :

- المخصصات الموجهة لتمويل النشاطات والمشاريع المدرجة في إطار ترقية الطاقات المتجددة والمشتركة،

- المخصصات الموجهة للتمويل المسبق للنشاطات المدرجة في إطار ترقية الطاقات المتجددة والمشتركة.

السطر 2 «التحكم في الطاقة»:

- تمويل النشاطات والمشاريع المدرجة في برنامج التحكم في الطاقة،

- منح القروض غير المسددة والممنوحة للاستثمارات الحاملة للفعالية الطاقوية وغير المسجلة في إطار برنامج التحكم في الطاقة،

- منح الضمانات على القروض المنجزة لدى البنوك أو لدى المؤسسات المالية،

- المخصصات الموجهة للتمويل المسبق لاقتناء الأجهزة والمعدات المرتبطة بالفعالية الطاقوية.

- تحدد قائمة الإيرادات والنفقات المسجلة في هذا الحساب بموجب قرار مشترك بين الوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالطاقة».

المادة 3: ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 28 **جمادى الثانية عام** 1437 **الموافق** 6 **أبريل سنة** 2016.

عبد المالك سلال.

مرسوم تنفيذي رقم 2016 - 121 مؤرخ في 28 جمادى الثانية عام 1437 الموافق 6 أبريل سنة 2016، يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 2015 - 319 المؤرخ في أول ربيع الأول عام 1437 الموافق 13 ديسمبر سنة 2015 الذي يحدد كيفيات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 131 - 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة»

إن الوزير الأول،

- بناء على التقرير المشترك بين وزير المالية ووزير الطاقة،

- وبناء على الدستور، لاسيما المادتان 99 - 4 و143 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 2014 - 10 المؤرخ في 8 ربيع الأول عام 1436 الموافق 30 ديسمبر سنة 2014 والمتضمن قانون المالية لسنة 2015، المعدل والمتمم، لاسيما المادة 108 منه،

- وبمقتضى القانون رقم 2015 - 18 المؤرخ في 18 ربيع الأول عام 1437 الموافق 30 ديسمبر سنة 2015 والمتضمن قانون المالية لسنة 2016، لاسيما المادة 87 منه،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 2015 - 125 المؤرخ في 25 رجب عام 1436 الموافق 14 مايو سنة 2015 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة، المعدل،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2015 - 319 المؤرخ في أول ربيع الأول عام 1437 الموافق 13 ديسمبر سنة 2015 الذي يحدد كيفيات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 131 - 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة»،

يرسم ما يأتي:

المادة الأولى: تطبيقا لأحكام المادة 87 من القانون رقم 2015 - 18 المؤرخ في 18 ربيع الأول عام 1437 الموافق 30 ديسمبر سنة 2015 والمتضمن قانون المالية لسنة 2016، يعدل هذا المرسوم ويتمم أحكام المرسوم التنفيذي رقم 2015 - 319 المؤرخ في أول ربيع الأول عام 1437 الموافق 13 ديسمبر سنة 2015 الذي يحدد كيفيات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 131 - 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة».

المادة 2: تعدل وتتمم أحكام المادة 3 من المرسوم التنفيذي رقم 2015 - 319 المؤرخ في أول ربيع الأول عام 1437 الموافق 13 ديسمبر سنة 2015 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي:

«المادة 3: يقيد في هذا الحساب:

في باب الإيرادات:

السطر 1 «الطاقات المتجددة والمشتركة» :

- 1 % من الإتاوة النفطية وغيرها من الرسوم المحددة عن طريق التشريع،

- جميع الموارد والمساهمات الأخرى.

السطر 2 «التحكم في الطاقة»:

- إعانات الدولة،

- عائد الرسم على الاستهلاك الوطني للطاقة،

- عائد الرسم على الأجهزة الموفرة للطاقة،

- عائد الغرامات المقررة في إطار القانون المتعلق بالتحكم في الطاقة،

- عائد تسديد القروض غير المسددة الممنوحة في إطار التحكم في الطاقة،

- جميع الموارد والمساهمات الأخرى.

يرسم ما يأتي:

المادة الأولى: تطبيقا لأحكام المادة 108 من قانون رقم 2014 – 10 مؤرخ في 8 ربيع الأول عام 1436 الموافق 30 ديسمبر سنة 2014، يتضمن قانون المالية لسنة 2015، يهدف هذا المرسوم الى تحديد كيفيات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 131 – 302 الذي عنوانه الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة

المادة 2: يفتح حساب التخصيص الخاص رقم 131 – 302 الذي عنوانه الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة في كتابات الخزينة

الوزير المكلف بالطاقة هو الآمر بصرف هذا الحساب.

المادة 3: يقيد في هذا الحساب:

في باب الإيرادات:

– 1 % من الاتاوة البترولية،

– رصيد حساب التخصيص الخاص رقم 101 – 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة»

– الإعانات التي تقدمها الدولة،

– ناتج الرسم على الاستهلاك الوطني للطاقة،

– ناتج الرسوم المطبقة على الأجهزة المستهلكة للطاقة،

– ناتج الغرامات المنصوص عليها في إطار القانون المتعلق بالتحكم في الطاقة،

– ناتج تسديدات القروض غير المكافئ عليها المنوحة في إطار التحكم في الطاقة،

– كل الموارد أو المساهمات الأخرى،

في باب النفقات:

– المساهمة في تمويل الأعمال والمشاريع المسجلة في إطار تنمية الطاقات المتجددة والمشتركة،

– تمويل النشاطات والمشاريع المسجلة في البرنامج المتعلق بالتحكم في الطاقة،

– منح قروض غير مكافئ عليها فيما يخص الاستثمارات المشتملة على الفعالية الطاقوية وغير المسجلة في البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة،

– منح ضمانات على الاقتراضات التي تنفد لدى البنوك أو المؤسسات المالية.

تحدد قائمة الإيرادات والنفقات المسجلة في هذا الحساب بموجب قرار مشترك بين الوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالطاقة.

المادة 4: تحدد كيفيات متابعة وتقييم حساب التخصيص الخاص رقم 131 – 302 الذي عنوانه الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة بموجب قرار مشترك بين الوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالطاقة.

يعد الأمر بالصرف برنامج عمل تحدد فيه الأهداف المسطرة وكذا آجال الإنجاز.

المادة 5: تلغى أحكام المرسوم التنفيذي رقم 2000 – 116 المؤرخ في 25 صفر عام 1421 الموافق 29 مايو سنة 2000 والمرسوم التنفيذي رقم 11 – 423 المؤرخ في 13 محرم عام 1433 الموافق 8 ديسمبر سنة 2011 والمذكور أعلاه.

المادة 6: ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في أول ربيع الأول عام 1437 **الموافق** 13 **ديسمبر سنة** 2015.

عبد المالك سلال

مرسوم تنفيذي رقم 15 - 319 مؤرخ في أول ربيع الأول عام 1437 الموافق 13 ديسمبر سنة 2015، يحدد كيفيات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 131 - 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة»

ان الوزير الأول،

– بناءا على التقرير المشترك بين وزير المالية ووزير الطاقة،

– وبناءا على الدستور، لاسيما المادتان 85/ 3 و125 (الفقرة 2) منه،

– وبمقتضى القانون رقم 84 – 17 المؤرخ في 8 شوال عام 1404 الموافق 7 يوليو سنة 1984 والمتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم،

– وبمقتضى القانون رقم 90 – 21 المؤرخ في 24 محرم عام 1411 الموافق 15 غشت سنة 1990 والمتعلق بالمحاسبة العمومية، المعدل والمتمم،

– وبمقتضى القانون رقم 99 – 11 المؤرخ في 15 رمضان عام 1420 الموافق 23 ديسمبر سنة 1999 والمتضمن قانون المالية لسنة 2000، لا سيما المادتان 89 و91 منه،

– وبمقتضى القانون رقم 02 – 01 المؤرخ في 22 دي القعدة عام 1422 الموافق 5 فبراير سنة 2002 المتعلق بالكهرباء وتوزيع الغاز بواسطة القنوات،

– بمقتضى القانون رقم 03 – 10 المؤرخ في 19 جمادى الأولى عام 1424 الموافق 19 يوليو سنة 2003 والمتعلق بحماية البيئة في إطار التنمية المستدامة، المعدل والمتمم،

– بمقتضى القانون رقم 04 – 09 المؤرخ في 27 جمادى الثانية عام 1425 الموافق 14 غشت سنة 2004 والمتعلق بترقية الطاقات المتجددة في إطار التنمية المستدامة،

– بمقتضى القانون رقم 05 – 07 المؤرخ في 19 ربيع الأول 1426 الموافق 28 أبريل سنة 2005 والمتعلق بالمحروقات، المعدل والمتمم،

– وبمقتضى القانون رقم 09 – 09 المؤرخ في 13 محرم عام 1431 الموافق 30 ديسمبر سنة 2009 والمتضمن قانون المالية لسنة 2010، لا سيما المادتان 63 منه،

– وبمقتضى القانون رقم 11 – 11 المؤرخ في 16 شعبان عام 1432 الموافق 18 يوليو سنة 2011 والمتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2011، لا سيما المادتان 40 منه،

– وبمقتضى القانون رقم 14 – 11 المؤرخ في 8 ربيع الأول عام 1436 الموافق 30 ديسمبر سنة 2014 والمتضمن قانون المالية لسنة 2015، لا سيما المادتان 108 منه،

– وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 15 – 125 المؤرخ في 25 رجب عام 1436 الموافق 14 مايو سنة 2015 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة، المعدل،

– وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2000 – 116 المؤرخ في 25 صفر عام 1421 الموافق 29 مايو سنة 2000 يحدد كيفيات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 101 – 302 الدي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة»،

– وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 07 – 266 المؤرخ في 27 شعبان عام 1428 الموافق 09 سبتمبر سنة 2007 الدي يحدد صلاحيات وزير الطاقة والمناجم،

– وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 11 – 423 المؤرخ في 13 محرم عام 1433 الموافق 8 ديسمبر سنة 2011 الدي يحدد كيفيات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 131 – 302 الدي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم للطاقات المتجددة والمشتركة»،

– وبعد موافقة رئيس الجمهورية،

قانون رقم 2018 - 13 مؤرخ في 27 شوال عام 1439 الموافق 11 يوليو سنة 2018، يتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2018

المادة 3: تعدل وتتمم أحكام المادة 64 من القانون رقم 99 – 11 المؤرخ في 15 رمضان عام 1420 الموافق 23 ديسمبر سنة 1999 والمتضمن قانون المالية لسنة 2000، المعدلة والمتممة بموجب المادة 107 من القانون رقم 2017 – 11 المؤرخ في 8 ربيع الثاني عام 1439 الموافق 27 ديسمبر سنة 2017 والمتضمن قانون المالية لسنة 2018، وتحرر كما يأتي:

«المادة 64: يؤسس رسم على مبيعات المنتوجات الطاقوية للصناعيين، وكذا على الاستهلاك الذاتي للقطاع الطاقوي.

تحدد مبالغ هذا الرسم كما يأتي:

.....(بدون تغيير).....

.....(بدون تغيير).....

يخصص ناتج هذا الرسم لحساب التخصيص الخاص رقم 131 – 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة»، السطر 2: «التحكم في الطاقة».

قانون رقم 2017 - 11 **مؤرخ في** 8 **ربيع الثاني عام** 1439 **الموافق** 27 **ديسمبر سنة** 2017، **يتضمن قانون المالية لسنة** 2018

المادة 107: تعدل وتتمم أحكام المادة 64 من القانون رقم 99 – 11 المؤرخ في 23 ديسمبر سنة 1999 والمتضمن قانون المالية لسنة 2000، وتحرر كما يأتي:

«المادة 64: يؤسس رسم على عمليات بيع المنتوجات الطاقوية للصناعيين وكذا على عمليات الاستهلاك الذاتي للقطاع الطاقوي.

تحدد مبالغ هذا الرسم كما يأتي:

– 0،0023 دج / للوحدة الحرارية، بالنسبة للغاز الطبيعي ذي الضغط العالي والمتوسط،

– 0،030 دج / كيلوواط ساعي، بالنسبة للكهرباء ذات التيار العالي والمتوسط.

يخصص ناتج هذا الرسم «اللصندوق الوطني للتحكم في الطاقة ومن أجل الطاقات المتجددة والمشتركة»، السطر 1».

* 90 % لميزانية الدولة،

* 10 % لحساب التخصيص الخاص رقم 302-131 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والتوليد المشترك للطاقة - السطر 2: التحكم في الطاقة».

تحدد كيفيات تطبيق الأحكام المتعلقة برسم الفعالية الطاقوية، عند الحاجة، بموجب قرار وزاري مشترك.

المادة 124: تعدل وتتمم أحكام المادة 87 من القانون رقم 18-2015 المؤرخ في 18 ربيع الأول عام 1437 الموافق 30 ديسمبر سنة 2015 والمتضمن قانون المالية لسنة 2016، المعدلة للمادة 108 من القانون رقم 10-2014 المؤرخ في 30 ديسمبر سنة 2014 والمتضمن قانون المالية لسنة 2015، وتحرر كما يأتي:

«المادة 87: .....(بدون تغيير حتى)

يقيد في حساب التخصيص الخاص رقم 302-131:

في باب الإيرادات:

السطر1: «الطاقات المتجددة والمشتركة»:

- .....(بدون تغيير).....،

- .....(بدون تغيير).....،

- رصيد حساب التخصيص الخاص رقم 302-131 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للطاقات المتجددة والمشتركة » المضبوط في تاريخ 31 ديسمبر سنة 2015.

السطر 2: «التحكم في الطاقة»:

- .....(بدون تغيير).....،

- .....(بدون تغيير).....،

- .....(بدون تغيير).....،

- .....(بدون تغيير).....،

- .....(بدون تغيير).....،

- .....(بدون تغيير).....،

- رصيد حساب التخصيص الخاص رقم 302-1001 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة» المضبوط في تاريخ 31 ديسمبر سنة 2015،

- ناتج دفع المخصصات الموجهة للتمويل المسبق لاقتناء الأجهزة والتجهيزات المرتبطة بالفعالية الطاقوية.

في باب النفقات:

السطر1: «الطاقات المتجددة والمشتركة»:

- المخصصات الموجهة لتمويل النشاطات والمشاريع المدرجة في إطار ترقية الطاقات المتجددة والمشتركة.

السطر2: التحكم في الطاقة»:

- .....(الباقي بدون تغيير).....».

فئات الأجهزة المنصوص عليها بموجب نصّ تنظيمي	البند التعريفي/ البند الفرعي	تعيين المنتوجات
الغسالات ومجففات الملابس والأجهزة المدمجة (غسل – تجفيف) للاستخدام المنزلي	م 84.50	الغسّالات بما فيها تلك المزودّة بجهاز التجفيف، باستثناء : – مجموعات الصناعات التركيبية وما يُسمّى مجموعات CKD. – الأجزاء. – وحدات بسعة أحادية معبّر عنها بوزن الثياب الجافة تزيد عن 10 كغ.
	8451.21.00.00	الات التجفيف، باستثناء تلك ذات سعة أحادية معبّر عنها بوزن الثياب الجافة تزيد عن 10 كغ.
غسالات الصحون للاستخدام المنزلي	8422.11.90.00	غسالات الصحون، باستثناء : – مجموعات الصناعات التركيبية وما يُسمّى مجموعات CKD. – الأجزاء.
الأفران ذات الاستخدام المنزلي	8516.50.00.00	الأفران ذات الوجبات الكهرومغناطيسية القصيرة.
	8516.60	أفران أخرى، الطابخات، الواقد (بما في ذلك مواقد الطهي)، مشابك الشواء وأجهزة الشواء.
المكاوي للاستخدام المنزلي	م 8516.40.00.00	المكاوي الكهربائية.
الأجهزة السمعية البصرية (أجهزة الاستقبال لأجهزة الراديو والتلفزيون) للاستخدام المنزلي.	م 85.27	أجهزة استقبال البث الإذاعي، ولو مركبّة في نفس القالب بجهاز تسجيل أو استنساخ الصوت أو الصور أو بجهاز قياس الوقت، باستثناء: مجموعات الصناعات التركيبية وما يُسمّى مجموعات CKD، وتلك الأصناف المستعملة في السيارات.
	م 8528.7	أجهزة استقبال التلفزيون وإن اشتملت على جهاز استقبال البث الإذاعي أو تسجيل أو استنساخ الصوت أو الصور، باستثناء : مجموعات الصناعات التركيبية وما يُسمّى مجموعات CKD.
أجهزة التسخين الكهربائية للاستخدام المنزلي.	8516.2	أجهزة كهربائية لتدفئة المحلات والأرضيات أو لاستعمالات مماثلة.

المادة 73: يدرج رسم الفعالية الطاقوية في الوعاء الضريبي للرسم على القيمة المضافة. وتشمل قواعد الوعاء والتصفية والتحصيل والمنازعات المطبقة على الرسم على القيمة المضافة، رسم الفعالية الطاقوية.

تعفى العمليات على الأجهزة الموجهة للتصدير من رسم الفعالية الطاقوية.

يخصص ناتج هذا الرسم كالآتي:

فئات الأجهزة المنصوص عليها بموجب نصّ تنظيمي	البند التعريفي/ البند الفرعي	تعيين المنتوجات
مصابيح وهّاجة ومصابيح فلورية مدمجة (مشعّة) (للاستخدام المنزلي)	م 8539.2 8539.31	مصابيح وقنوات أخرى وهّاجة. عدا ذات الأشعة فوق البنفسجية أو الأشعة تحت الحمراء باستثناء : – وحدات ذات ضغط يتجاوز 100 فولط، – وحدات ذات قدرة تتجاوز 100 واط، – وحدات ذات طول يتجاوز 120 سم، – مصابيح ذات عاكس (مصابيح متوهّجة ذات عاكس).

المادة 71: يتعين على المستوردين والمصنعين المحليين إسنادا إلى تصريحهم، تقديم وثيقة مقدمة من الهيئات المخولة تبين الصنف الطاقوي الذي ينتمي اليه المنتج.

تضمن هيئات و/أو مخابر معتمدة مكلفة بالتصديق والموافقة الرقابة على الفعالية الطاقوية.

إن أية مخالفة متعلقة بقواعد وسم المردودية الطاقوية، تعرض المخالفين لدفع مباشر لقيمة الرسم طبقا للصنف الطاقوي «ز» بمعدل 35 % ولغرامة مالية تعادل مرتين قيمة الجهاز المستورد أو الجهاز المصنوع محليا .

تحدد كيفيات تطبيق أحكام هذه المادة بموجب قرار وزاري مشترك.

المادة 72: تخضع الأجهزة المشتغلة بالكهرباء والخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية التي لا تخضع إلى التنظيم المتعلق بالتصنيف والوسم الطاقويين، إلى رسم الفعالية الطاقوية بمعدل 25 %. ويطبق الرسم المستحق على الأجهزة المستوردة ابتداء من أول يناير سنة 2017، ويطبق على الأجهزة المصنوعة محليا ابتداء من أول يناير سنة 2018.

يطبق رسم الفعالية الطاقوية بمعدل 25 % على الأجهزة الآتية:

فئات الأجهزة المنصوص عليها بموجب نصّ تنظيمي	البند التعريفي/ البند الفرعي	تعيين المنتوجات
أجهزة إنتاج وتخزين الماء الساخن للاستخدام المنزلي	م 8516.10	سخانات المياه والسخانات الكهربائية، باستثناء : – مجموعات الصناعات التركيبية وما يُسمّى مجموعات CKD. – وحدات بسعة تزيد عن 80 لترا.
	م 8403.10	المراجل ما عدا : مجموعات الصناعات التركيبية وما يُسمّى مجموعات CKD.

معدل رسم الفعالية الطاقوية حسب الصنف الطاقوي						
أ++، أ+، أ	ب	ج	د	هـ	و	ز
% 5	% 10	% 15	% 20	% 25	% 30	% 35

يطبق رسم الفعالية الطاقوية حسب السُلّم المذكور أعلاه، على الأجهزة المذكورة أدناه:

فئات الأجهزة المنصوص عليها بموجب نصّ تنظيمي	البند التعريفي/ البند الفرعي	تعيين المنتوجات
أجهزة التكييف ذات الاستخدام المنزلي.	م 84.15	آلات وأجهزة تكييف الهواء المزودة بمروحة ذات محرّك، وعناصر لتغيير درجة الحرارة والرطوبة، بما في ذلك تلك التي تقيس درجة الرطوبة ولا يمكن أن تعدّل بشكل منفصل (مكيفات الهواء، وحداتها الداخلية والخارجية، المقدّمة بصورة منفصلة)، باستثناء : – المنتجات المعدّة للصناعات التركيبية وما يُسمّى المجموعات من صنف CKD. – وحدات بسعة تزيد عن BTU 24000 ساعة.
ثلاجات ومجمدات ومجموعاتها (ثلاجة مجمدة للاستخدام المنزلي).	م 84.18	ثلاجات ومبردات ومجمدات وغيرها من المعدات وآلات وأجهزة إنتاج البرودة ذات تجهيز كهربائي أو غيره، مضخات الحرارة وغير الأجهزة من الآلات المستخدمة في تكييف الهواء المذكورة في البند رقم 84.15، باستثناء : – المنتجات المعدّة للصناعات التركيبية وما يُسمّى المجموعات من صنف CKD، – مجمّع ثلاجة مجمدة مزودّة بأبواب خارجية منفصلة وسعة تخزين تتجاوز 650 لتر، – أثاث مجمدات – حافظات من نوع خزنة تتجاوز سعتها 800 لتر، – أثاث مجمدات – حافظات من نوع خزانة تتجاوز سعتها 900 لتر، – أثاث آخر للحفظ والعرض يتضمن جهازا للتبريد.

قانون رقم 2016 - 14 مؤرخ في 28 ربيع الأول عام 1438 الموافق 28 ديسمبر سنة 2016، يتضمن قانون المالية لسنة 2017

إن رئيس الجمهورية،

– بناء على الدستور، لاسيما المواد 136 و140 و143 و144 منه،

– وبمقتضى القانون رقم 17–84 المؤرخ في 8 شوال عام 1404 الموافق 7 يوليو سنة 1984 والمتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم،

وبعد رأي مجلس الدولة،

وبعد مصادقة البرلمان،

يصدر القانون الآتي نصه:

المادة 70: يؤسس رسم للفعالية الطاقوية ويطبق على الأجهزة المشتغلة بالكهرباء والغاز والمنتجات البترولية التي يعتبر استهلاكها مفرطا بالنظر إلى معايير التحكم في الطاقة المنصوص عليها في التنظيم المعمول به. ويستحق دفع هذا الرسم عند الجمركة بالنسبة للأجهزة المستوردة وعند الخروج من المصنع بالنسبة للأجهزة المنتجة محليا.

يجب على المستوردين والمنتجين المحليين ذكر البيانات المتعلقة بالخصائص الطاقوية وصنف الطاقة التي تنتمي إليها على الوسم وإلصاقها على الأجهزة وأغلفة تعبئتها.

إن متطلبات التأشير والوسم هي تلك المنصوص عليها في التنظيم المعمول به.

يطبق رسم الفعالية الطاقوية على الأجهزة المشتغلة بالكهرباء والخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية والتصنيف والوسم الطاقوية.

يرخص للمستوردين باستيراد الأجهزة ذات الأصناف أ وب وج، ونخضع لرسم الفعالية الطاقوية كالآتي:

معدل رسم الفعالية الطاقوية حسب الصنف الطاقوي

أ++، أ+، أ	ب	ج
% 5	% 20	% 30

يطبق الرسم المستحق على الأجهزة المستوردة ابتداء من أول يوليو سنة 2017، ويطبق على الأجهزة المصنوعة محليا ابتداء من أول يناير سنة 2018.

يطبق هذا الرسم على الأجهزة المصنوعة محليا حسب الصنف الطاقوي وحسب السلم التصاعدي الآتي:

قانون 2015 - 18 **مؤرخ في** 18 **ربيع الأول عام** 1437 **الموافق** 30 **ديسمبر سنة** 2015، **يتضمن قانون المالية لسنة** 2016

المادة 87: تعدل وتتمم أحكام المادة 108 من قانون القانون رقم 10 - 14 المؤرخ 30 ديسمبر سنة 2014 وا لمتضمن قانون ا لمالية لسنة 2015 وتحرر كما يأتي:

« **المادة** 108: تجمع عمليات حساب التخصيص الخاص رقم 101 - 302 الذي عنوانه ..... (بدون تغيير حتى) من الآن فصاعدا»

الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة» يتضمن الأسطر الآتية:

- السطر 1: « الطاقات المتجددة والمشتركة»

- يقيد في حساب التخصيص الخاص رقم:

131 - 302:

في باب الإيرادات:

السطر 1: « الطاقات المتجددة والمشتركة»

1% من الإتاوة النفطية وغيرها من الرسوم المحددة عن طريق التشريع،

جميع ا لموارد وا لمساهمات الأخرى.

السطر 2: « التحكم في الطاقة «

إعانات الدولة

- عائد الرسم على الاستهلاك الوطني للطاقة

- عائد الرسم على الأجهزة الموفرة للطاقة

- عائد الغرامات المقررة في إطار القانون المتعلق بالتحكم في الطاقة

- عائد تسديد القروض غير المسددة الممنوحة في إطار التحكم في الطاقة

- جميع الموارد والمساهمات الأخرى

في باب النفقات:

السطر 1: «الطاقات المتجددة والمشتركة»

- المخصصات الموجهة لتمويل النشاطات والمشاريع المدرجة في إطار ترقية الطاقات المتجددة والمشتركة

- المخصصات الموجهة للتمويل المسبق للنشاطات المدرجة في إطار ترقية الطاقات المتجددة والمشتركة

السطر 2: « التحكم في الطاقة »

- تمويل النشاطات والمشاريع المدرجة في برنامج التحكم في الطاقة

- منح القروض غير المسددة والممنوحة للاستثمارات الحاملة للفعالية الطاقوية وغير المسجلة في إطار برنامج التحكم في الطاقة

- منح الضمانات على القروض المنجزة لدى البنوك أو لدى المؤسسات المالية

- المخصصات الموجهة للتمويل المسبق لاقتناء الأجهزة والمعدات المرتبطة بالفعالية الطاقوية

تلغى أحكام ا لمادة 91 من قانون ا لمالية لسنة 2000 وأحكام المادة 63 من قانون ا لمالية لسنة 2010.

يعد الوزير المكلف بالطاقة الآمر بالصرف

تحدد كيفيات تطبيق هذه المادة، عند الحاجة، عن طريق التنظيم.»

قانون رقم 2014 - 10 **مؤرخ في** 8 **ربيع الأول عام** 1436 **الموافق** 30 **ديسمبر سنة** 2014، **يتضمن قانون المالية لسنة** 2015

المادة 108: تجمع عمليات حساب التخصيص الخاص رقم 101 – 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة» ضمن حساب التخصيص الخاص رقم 131 – 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للطاقات المتجددة والمشتركة».

ولهذا الغرض، يقفل حساب التخصيص الخاص رقم 101 – 302 المذكور أعلاه. غير أن هذا الحساب يستمر في العمل إلى غاية وضع إطار تنظيمي يتضمن تعديل سير الحساب رقم 131 – 302 والذي يجب أن يكون في أجل أقصاه 31 ديسمبر سنة 2015.

وبحلول هذا التاريخ، يقفل حساب التخصيص الخاص رقم 101 – 302 نهائيا ويصب رصيده في حساب التخصيص الخاص رقم 131 – 302 الذي يحمل منذ ذلك الوقت فصاعدا عنوان «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة».

تحدد كيفيات تطبيق هذه المادة عن طريق التنظيم.

2/ قوانين المالية

– محمد عباس بوراسي، ممثل المؤسسة الوطنية للصناعات الإلكترونية،

– خالد بوعالي، ممثل شركة «سيفيتال – ش.ذ.أ»،

– حميد بن نور، ممثل شركة «سيمنس الجزائر – ش.ذ.أ»،

– بن يوسف أراشيش، ممثل شركة «غزال – ش.ذ.م.م»،

– يمينة حامة، ممثلة المعهد الجزائري للتقييس،

– عيسى زغماتي، ممثل الوكالة الوطنية لترقية التجارة الخارجية،

– سامية سعيدي، ممثلة المركز الجزائري لمراقبة النوعية والرزم،

– مولود حاج هواوي، ممثل الصندوق الوطني للتوفير والاحتياط – البنك،

– محمد عابد، ممثل الصندوق الوطني للسكن،

– توفيق سنون، ممثل بنك التنمية المحلية.

قرار مؤرخ في 21 رمضان عام 1437 الموافق 26 يونيو سنة 2016، يتضمن تعيين أعضاء اللجنة المشتركة بين القطاعات للتحكم في الطاقة،

بموجب قرار مؤرخ في 21 رمضان عام 1437 الموافق 26 يونيو سنة 2016، يعين الأعضاء الآتية أسماؤهم، تطبيقا لأحكام المادة 10 من المرسوم التنفيذي رقم 149-2004 المؤرخ في 29 ربيع الأول عام 1425 الموافق 19 مايو سنة 2004 الذي يحدد كيفيات إعداد البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة، في اللجنة المشتركة بين القطاعات للتحكم في الطاقة، لمدة ثلاث (3) سنوات قابلة للتجديد :

- ناصر عز الدين بلقاسم، ممثل وزارة الداخلية والجماعات المحلية،
- مراد علوان، ممثل وزارة المالية،
- الراشدي منادي، ممثل وزارة الطاقة،
- كريم بابا، ممثل وزارة الموارد المائية والبيئة،
- مصطفى حمودي، ممثل وزارة الصناعة والمناجم،
- لعابد حكيمي، ممثل وزارة السكن والعمران والمدينة،
- عبد الباقي لواحدي وسالم صالحي، ممثلي وزارة الأشغال العمومية والنقل،
- عبد الناصر خير الدين، ممثل وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري،
- سامي قلي، ممثل وزارة التجارة،
- نور الدين ياسع، ممثل وزارة التعليم العالي والبحث العلمي،
- حورية خليفي، ممثلة وزارة التربية الوطنية،
- رشيد ساعي، ممثل الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة،
- عائشة بوساليم، ممثلة المدرسة المتعددة التقنيات للهندسة المعمارية والتعمير،
- مراد حدادي، ممثل المدرسة الوطنية المتعددة التقنيات،
- بوجمعة حمادة، ممثل كلية المحروقات والكيمياء،
- يوسف وزير، ممثل جامعة العلوم والتكنولوجيا «هواري بومدين»،
- زبير حماني، ممثل الشركة الوطنية «سوناطراك - ش.ذ.أ»،
- جميلة محمدي، ممثلة الشركة الجزائرية للكهرباء والغاز «سونلغاز ش.ذ.أ»،
- محمد صالح بوزريبة، ممثل الوكالة الوطنية لترقية استعمال الطاقة وترشيدها،
- عبد الحكيم حشيشي، ممثل لجنة ضبط الكهرباء والغاز،
- رشيد بسعود، ممثل الجمعية الجزائرية لصناعة الغاز،
- معمر بوشقيف، ممثل الجمعية الجزائرية لترقية وحماية المستهلك،
- ناصر رياض بن داود، ممثل جمعية حماية البيئة لبومرداس،
- محمد رشاش، ممثل نادي الطاقة للصحافة،
- حميد عفرة، ممثل المركز الوطني للدراسات والأبحاث المندمجة في البناء،
- سليمان بن عكشة، ممثل مؤسسة الأشغال العمومية والبناء والري - شعباني،
- عبد القادر بن ميلود، ممثل المؤسسة العمومية للنقل الحضري وشبه الحضري لمدينة الجزائر،
- عقيلة بن سالم، ممثلة شركة كوسيدار للبناء - ش.ذ.أ،
- أحمد سويدي، ممثل المجمع الصناعي لإسمنت الجزائر،

قرار وزاري مشترك مؤرخ في 21 شعبان عام 1435 الموافق 19 يونيو سنة 2014، يعدل ويتمم القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 20 شوال عام 1431 الموافق 29 سبتمبر سنة 2010 والمتضمن دفاتر الشروط التي تحدد المنهجية، وتقرير التدقيق وخلاصته، والمرشد المنهجي، ومقادير الطاقات الحرارية، وعوامل التحويل لحساب الاستهلاك وكذا كيفيات اعتماد المكلفين بالتدقيق

إن وزير الطاقة،

ووزيرة التهيئة العمرانية والبيئة،

– بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 2014 – 154 المؤرخ في 5 رجب عام 1435 الموافق 5 مايو سنة 2014 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

– وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2005 – 495 المؤرخ في 24 ذي القعدة عام 1426 الموافق 26 ديسمبر سنة 2005 والمتعلق بالتدقيق الطاقوي للمنشآت الأكثر استهلاكا للطاقة، المعدل والمتمم،

– وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2007 – 266 المؤرخ في 27 شعبان عام 1428 الموافق 9 سبتمبر سنة 2007 الذي يحدد صلاحيات وزير الطاقة والمناجم،

– وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2010 – 258 المؤرخ في 13 ذي القعدة عام 1431 الموافق 21 أكتوبر سنة 2010 الذي يحدد صلاحيات وزير التهيئة العمرانية والبيئة، المعدل والمتمم،

– وبمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 20 شوال عام 1431 الموافق 29 سبتمبر سنة 2010 والمتضمن دفاتر الشروط التي تحدد المنهجية، وتقرير التدقيق وخلاصته، والمرشد المنهجي، ومقادير الطاقات الحرارية، وعوامل التحويل لحساب الاستهلاك وكذا كيفيات اعتماد المكلفين بالتدقيق،

يقرران ما يأتي:

المادة الأولى: يعدل هذا القرار ويتمم القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 20 شوال عام 1431 الموافق 29 سبتمبر سنة 2010، والمذكور أعلاه.

المادة 2: تعدل وتتمم أحكام المادة 6 من القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 20 شوال عام 1431 الموافق 29 سبتمبر سنة 2010 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي:

«المادة 6: تعدل وتتمم أحكام الملحق رقم 5 المتعلقة بكيفيات اعتماد المكلفين بالتدقيق وتلحق بأصل هذا القرار».

المادة 3: ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 21 شعبان عام 1435 الموافق 19 يونيو سنة 2014.

وزير الطاقة
يوسف يوسفي

وزيرة التهيئة
العمرانية والبيئة
دليلة بوجمعة

قرار وزاري مشترك مؤرخ في 20 شوال عام 1431 الموافق 29 سبتمبر سنة 2010، يتضمن دفاتر الشروط التي تحدد المنهجية، وتقرير التدقيق وخلاصته، والمرشد المنهجي، ومقادير الطاقات الحرارية، وعوامل التحويل لحساب الاستهلاك وكذا كيفيات اعتماد المكلفين بالتدقيق

إن وزير الطاقة والمناجم،

ووزير التهيئة العمرانية والبيئة،

- بمقتضى المرسوم رقم 58 - 235 المؤرخ في 9 ذي الحجة عام 1405 الموافق 52 غشت سنة 1985 والمتضمن إنشاء وكالة لتطوير الطاقة وترشيدها، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم2010- 149 المؤرخ في 14 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 28مايو سنة 2010 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2005 - 495 المؤرخ في 24 ذي القعدة عام 1426 الموافق26 ديسمبر سنة 2005 والمتعلق بالتدقيق الطاقوي للمنشآت الأكثر استهلاكا للطاقة، لاسيما المادة 5 منه،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2007 -266 المؤرخ في 27 شعبان عام 1428 الموافق 9 سبتمبر سنة 2007 الذي يحدد صلاحيات وزير الطاقة والمناجم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2007 - 350 المؤرخ في 8 ذي القعدة عام 1428 الموافق18 نوفمبر سنة 2007 الذي يحدد صلاحيات وزير التهيئة العمرانية والبيئة والسياحة،

يقرران ما يأتي:

المادة الأولى: تطبيقا لأحكام المادة 5 من المرسوم التنفيذي رقم 2005 - 495 المؤرخ في 24 ذي القعدة عام 1426 الموافق 26 ديسمبر سنة 2005 والمذكور أعلاه، يتضمن هذا القرار دفاتر الشروط التي تحدد المنهجية، وتقرير التدقيق وخلاصته، والمرشد المنهجي، ومقادير الطاقات الحرارية، وعوامل التحويل لحساب الاستهلاك وكذا كيفيات اعتماد المكلفين بالتدقيق.

المادة 2: تحدد دفاتر الشروط التي تحدد المنهجية، وتقرير التدقيق وخلاصته في الملحق رقم 1 المرفق بأصل هذا القرار.

المادة 3: يحدد المرشد المنهجي في الملحق رقم 2 المرفق بأصل هذا القرار.

المادة 4: تحدد مقادير الطاقات الحرارية في الملحق رقم 3 المرفق بأصل هذا القرار.

المادة 5: تحدد عوامل التحويل لحساب الاستهلاك في الملحق رقم 4 المرفق بأصل هذا القرار.

المادة 6: تحدد كيفيات اعتماد المكلفين بالتدقيق في الملحق رقم 5 المرفق بأصل هذا القرار.

المادة 7: ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 20 شوال عام 1431 الموافق 29 سبتمبر سنة 2010.

وزير الطاقة والمناجم
يوسف يوسفي

وزير التهيئة العمرانية والبيئة
شريف رحماني

الملحق الثاني
البيع بالمراسلة وأنماط البيع المسافية الأخرى

تشتمل كراسات البيع بالمراسلة وغيرها من وسائل الاتصال المطبوعة عن بعد، المذكورة في المادة 6 من هذا القرار، على المعلومات الآتية المحددة في الملحق الأول والمعروضة حسب الترتيب المبين أدناه:

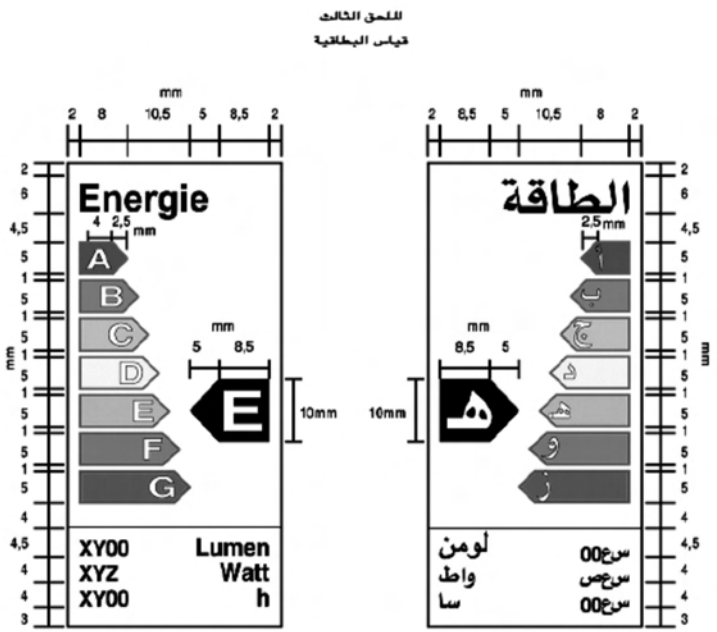
-1 صنف الفعالية الطاقوية،

يعبر عنها من قبيل «صنف الفعالية الطاقوية المحددة طبقا للقرار الوزاري المشترك المؤرخ في 29 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد تصنيف الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية، على أساس سلم يبدأ من «أ» (الأكثر فعالية) وينتهي عند «ز» (الأقل فعالية). وفي حالة تقديم هذه المعلومات على جدول، فإن التعبير يمكن أن يتغير، شريطة استعمال السلم من «أ» (الأكثر فعالية) إلى «ز» (الأقل فعالية)

-2 التدفق الضوئي للمصباح،

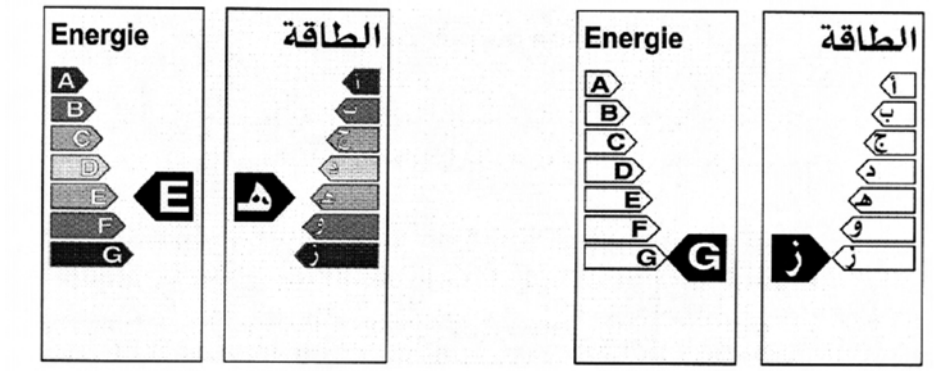
-3 القوة الممتصة،

-4 مدة الصلاحية الاسمية المتوسطة للمصباح.



يجب أن تكون البطاقية محاطة بهامش لا يقل عن 5 مم، كما هو مبين. وإذا كان التغليف لا يشتمل على أي وجه عريض بما فيه الكفاية لحمل البطاقية مع هامشها، أو إذا كان من شأن البطاقية وهامشها أن يشغلا أكثر من 50 % من مساحة الوجه الأكبر، فإنه يمكن تقليص البطاقية والهامش قدر المستطاع، دون تجاوز حد تقليص نسبته 40 % من الحجم النمطي. وإذا كان التغليف بحجم لا يكفي لحمل بطاقية بهذا الحجم المحدود، فإن البطاقية يجب أن تكون ملتصقة بالمصباح أو بالتغليف.

-3إذا كانت المعلومات المبينة في الحالة 2، الفقرتان II وIII، وعند الاقتضاء، في الفقرة IV واردة على تغليف تعبئة المصباح، فإنه يمكن التغاضي عن ذكرها على البطاقية، ويمكن عندئذ اختيار البطاقية حسب النموذجين الآتيين:



4- ألوان البطاقية :

الألوان الواجب استعمالها في إنجاز البطاقية هي الأزرق (المخضر) والأحمر (الوردي) والأصفر والأسود. وتحدد كثافة الألوان الواجب استعمالها لإنجاز مختلف أجزاء البطاقية، كما يأتي:

السهم أ: 100 % من الأزرق المخضر، 100 % من الأصفر،

السهم ب: 70 % من الأزرق المخضر، 100 % من الأصفر،

السهم ج: 30 % من الأزرق المخضر، 100 % من الأصفر،

السهم د: 100 % من الأصفر،

السهم هـ: 30 % من الأحمر الوردي، 100 % من الأصفر،

السهم و: 70 % من الأحمر الوردي، 100 % من الأصفر،

السهم ز: 100 % من الأحمر الوردي، 100% من الأصفر،

التأطير: 100 % من الأزرق المخضر، 70 % من الأصفر، ويكتب النص بالأسود على خلفية بيضاء.

غير أنه يمكن إنجاز هذه البطاقية أيضا بالأسود والأبيض.

5- قياسات البطاقية :

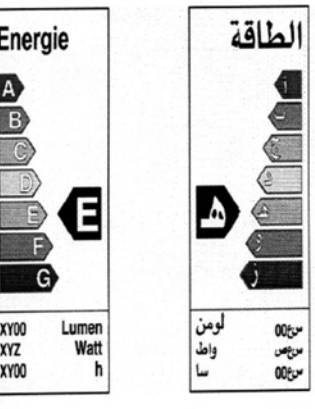
يجب أن تكون قياسات البطاقية مطابقة للتعليمات الواردة في الملحق الثالث.

الملحق الأول
البطاقية

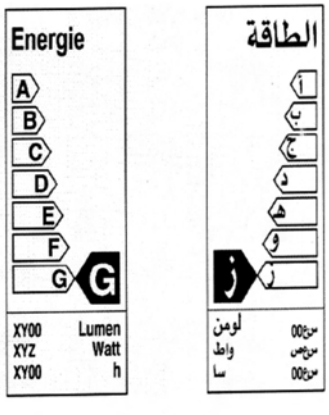
-1 تطابق البطاقية أحد النموذجين الآتيين:

عندما لا تكون البطاقية مطبوعة على تغليف تعبئة المصباح ولكن موضوعة أو مثبتة على هذا التغليف، فإنه يجب استعمال النموذج الأول بالألوان. وإذا استعملت صيغة «أسود وأبيض» (النموذج الثاني) فإن النص والخلفية يمكن أن يكونا بأي لون يضمن قراءتها بوضوح.

النموذج الأول بالألوان



النموذج الثاني بالأسود والأبيض



-2 تشتمل البطاقية على البيانات الآتية:

I تصنيف المنتوج حسب فعاليته الطاقوية الذي يتم طبقا للبيانات الواردة في القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 29 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد تصنيف الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية و المشتغلة بالطاقة الكهربائية. ويرد الفهرس الذي يتضمن الحرف المتعلق بتصنيف المنتوج في مستوى علو السهم الموافق له.

II التدفق الضوئي للمصباح، باللومن، طبقا للأنظمة التقنية المذكورة في المادة 8 من هذا القرار.

III القوة الممتصة، بالواط، في المصباح، طبقا للأنظمة التقنية المذكورة في المادة 8 من هذا القرار.

IV مدة الصلاحية الاسمية المتوسطة للمصباح التي يتم قياسها طبقا للأنظمة التقنية المذكورة في المادة 8 من هذا القرار.

المادة 8: تحدد المعلومات المنصوص عليها في البطاقية وفي بطاقة المعلومات المذكورتين في المادة 3 أعلاه وكذا المعلومات الواردة في الوثائق المذكورة في المادة 7 أعلاه، طبقا للأنظمة التقنية المعمول بها.

المادة 9: يسهر الأعوان المكلفون بالرقابة المؤهلون قانونا على التطبيق الصارم لهذا القرار، طبقا للتشريع والتنظيم المعمول بهما.

المادة 10: يسري مفعول هذا القرار بعد ثمانية عشر (18) شهرا من نشره في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

المادة 11: ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 25 **صفر عام** 1430 **الموافق** 21 **فبراير سنة** 2009.

شكيب خليل.

– المصباح التي تقل قوتها الممتصة عن 4 واط،

– المصابيح ذات عاكس،

– المصابيح الموجهة لتزويدها بطاقة غير تلك التي تزود بها شبكة توزيع الطاقة الكهربائية ذات التوتر المنخفض،

– المصابيح التي لا تكون وظيفتها الرئيسية إنتاج الضوء المرئي و التي يكون مدى الموجة فيها بين 400 و 800 ن م

– المصابيح الموضوعة للبيع في السوق أو المسوقة كجزء من منتوج لا تتمثل وظيفته الرئيسية في الإنارة. غير أنه يطبق هذا القرار عندما يكون المصباح معروضا للبيع أو للإيجار أو للبيع بالإيجار أو معروضا بمفرده.

المادة 3: يجب أن تكون المنتوجات المذكورة في المادة الأولى أعلاه، عندما تكون معروضة للبيع أو للإيجار أو للبيع بالإيجار، مزودة ببطاقية مطابقة لأحكام المادة 4 أدناه تبين على الخصوص مقدار استهلاكها من الطاقة. وعندما تكون هذه المنتوجات مرفقة ببطاقة معلومات فيجب أن تطابق هذه البطاقة أحكام المادة 5 أدناه.

المادة 4: يجب أن تطابق البطاقية المنصوص عليها في المادة 3 أعلاه النموذج المبين في الملحق الأول. ويجب أن تملأ حسب البيانات الموضحة في الملحق الأول وفي القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 29 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد تصنيف الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية.

ويجب أن تملأ الخانات 1 و2 و3. وتملأ الخانة 4 على سبيل الاختيار، إلا إذا كانت مدة الصلاحية مبينة أصلا على تغليف تعبئة المصباح.

يزود الصانع أو وكيله بالبطاقية، أو إن تعذر ذلك، كل شخص يعرض على المستهلك أحد المنتوجات المذكورة في المادة الأولى أعلاه.

وتوضع البطاقية على تغليف تعبئة المصباح بالصورة التي تكون مرئية فيه بوضوح.

المادة 5: تشتمل بطاقة المعلومات المنصوص عليها في المادة 3 أعلاه على المعلومات المبينة فيما يخص البطاقية المذكورة في الملحق الأول.

يزود الصانع أو وكيله ببطاقة المعلومات، أو إن تعذر ذلك، كل شخص يعرض على المستهلك أحد الأجهزة المذكورة في المادة الأولى أعلاه.

وتوضع في متناول مقتني الأجهزة المحتمل من قبل الشخص الذي يعرض هذا المصباح للبيع أو للإيجار أو للبيع بالإيجار.

ويمكن أن تكون جزءا من كراسة أو دليل أو أي سند مماثل آخر.

وتذكر فيها المعلومات المبينة فيما يخص البطاقية. وعندما لا تسلم كراسات تتعلق بالمنتوج، فإن البطاقية التي تسلم مع المنتوج تقوم مقام البطاقة.

المادة 6: إذا كان أحد المصابيح المذكورة في المادة الأولى أعلاه معروضا للبيع أو للإيجار أو للبيع بالإيجار بواسطة وسيلة اتصال مسافية في شكل مطبوع، ولاسيما منها دليل البيع عن طريق المراسلة، فإن وسيلة الاتصال هذه تشتمل على المعلومات الواردة في الملحق الثاني بهذا القرار.

ويجب أن تملأ الخانات 1 و2 و3. وتملأ الخانة 4 على سبيل الاختيار، إلا إذا كانت مدة الصلاحية مبينة أصلا على تغليف تعبئة المصباح.

المادة 7: تشتمل الوثائق المذكورة في القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 29 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد الأحكام العامة المتعلقة بكيفيات تنظيم وممارسة رقابة الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية، التي يضعها الصانع أو وكيله، أو إن تعذر ذلك، كل شخص يعرض على المستهلك أحد المصابيح المذكورة في المادة الأولى أعلاه، في متناول الأعوان المكلفين بالرقابة، على المعلومات الآتية:

– اسم المورد و علامته و عنوانه،

– وصف عام للمنتوج بما يسمح بتعريفه،

– المعلومات، و عند الاقتضاء في شكل رسوم، المتعلقة بالمواصفات الأساسية لتصميم المنتوج و لاسيما العناصر التي تؤثر تأثيرا بالغا في استهلاكه للطاقة،

– تقارير التجارب و القياسات المنجزة على نموذج مصباح طبقا للإجراءات المحددة بموجب الأنظمة التقنية المذكورة في المادة 8 أدناه.

قرار مؤرخ في 25 صفر عام 1430 الموافق 21 فبراير سنة 2009، يتعلق بالوسم الطاقوي للمصابيح المنزلية الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية.

إن وزير الطاقة والمناجم،

– بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 08 – 366 المؤرخ في 17 ذي القعدة عام 1429 الموافق 15 نوفمبر سنة 2008 و المتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 90 – 39 المؤرخ في 3 رجب عام 1410 الموافق 30 يناير سنة 1990 و المتعلق برقابة الجودة و قمع الغش، المعدل و المتمم،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 90 – 366 المؤرخ في 22 ربيع الثاني عام 1411 الموافق 10 نوفمبر سنة 1990 و المتعلق بوسم المنتوجات المنزلية غير الغذائية و عرضها،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 05 – 16 المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1425 الموافق 11 يناير سنة 2005 الذي يحدد القواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية المطبقة على الأجهزة المشتغلة بالكهرباء و الغازات و المنتوجات البترولية، لاسيما المادة 7 منه،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 07 – 266 المؤرخ في 27 شعبان عام 1428 الموافق 9 سبتمبر سنة 2007 الذي يحدد صلاحيات وزير الطاقة و المناجم،

– و بمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 5 ذي القعدة عام 1429 الموافق 3 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد الأجهزة و أصناف الأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية و المشتغلة بالطاقة الكهربائية،

– و بمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1429 الموافق 29 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد تصنيف الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية و المشتغلة بالطاقة الكهربائية،

– و بمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1429 الموافق 29 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد الأحكام العامة المتعلقة بكيفيات تنظيم و ممارسة رقابة الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية و المشتغلة بالطاقة الكهربائية،

يقرر ما يأتي:

المادة الأولى: تطبيقا لأحكام المادة 7 من المرسوم التنفيذي رقم 05 – 16 المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1425 الموافق 11 يناير سنة 2005 والمذكور أعلاه، يهدف هذا القرار إلى تطبيق كيفيات وسم المصابيح التي يمكن أن تستعملها الأسر، الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمحددة أدناه، وكذا شروط عرضها للبيع في السوق:

– المصابيح ذات التوهج و المصابيح اللاصفة ذات الصابورة المندمجة و الموجهة لتزويدها مباشرة من شبكة توزيع الطاقة الكهربائية ذات التوتر المنخفض،

– المصابيح اللاصفة بدون الصابورة المندمجة.

في الحالة الخاصة بالأجهزة التي يمكن أن يفك تركيبها المستعملون النهائيون، فإنه يقصد «بالمصباح» الجزء أو الأجزاء التي تصدر النور.

كما يضبط الأصناف ويعد نموذج البطاقية وكذا الوثائق التقنية المتصلة بها.

المادة 2: تستثنى من مجال تطبيق هذا القرار:

– المصباح التي تنتج تدفقا ضوئيا يفوق 6.500 لومن،

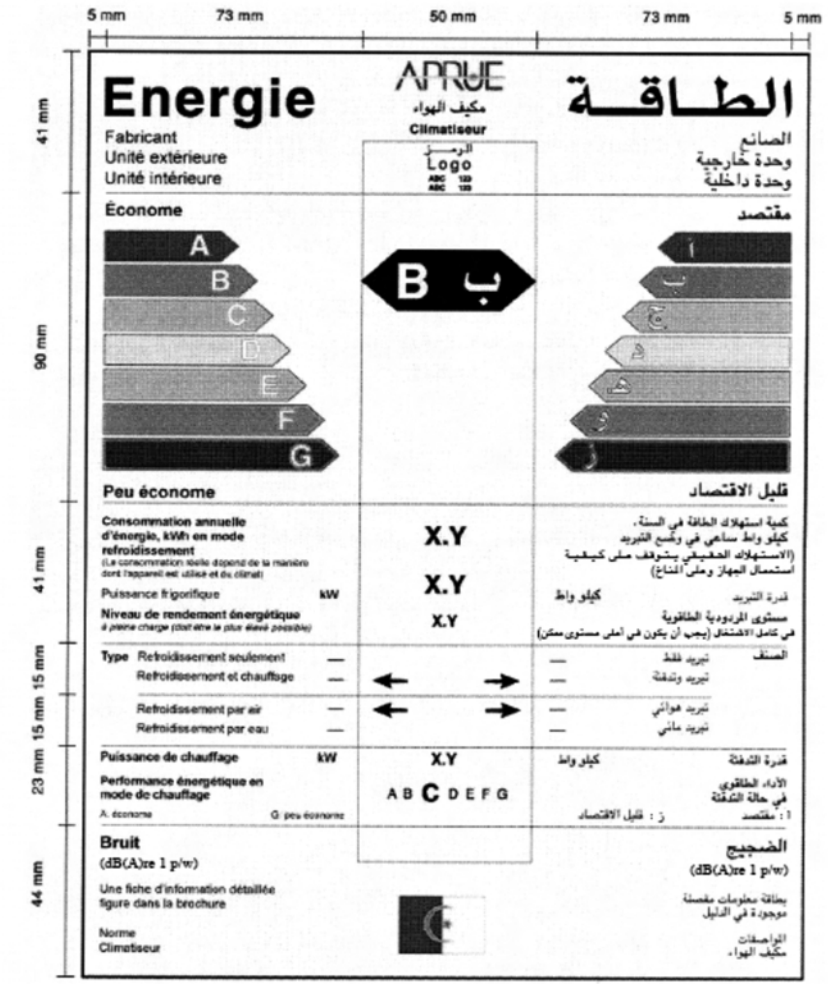
الملحق الثالث

البيع عن طريق المراسلة وغيرها من أنواع البيع المسافية

تشتمل كراسات البيع عن طريق المراسلة وغيرها من وسائل الاتصال المطبوعة عن بعد، والإعلانات الإشهارية عبر الانترنت أو وسائل الإعلام الإلكترونية الأخرى، المذكورة في المادة 5 من هذا القرار، على المعلومات المحددة في الملحق الثاني والمعروضة حسب الترتيب المبين في الملحق الثاني.

الملحق الرابع

قياس البطاقية



الملحق الثاني
بطاقة المعلومات

تشتمل البطاقة على البيانات أدناه التي يجب أن تقدم حسب الترتيب المبين. ويمكن أن تقدم هذه المعلومات في شكل جدول يشمل مجموعة من الأجهزة الموردة من المورد نفسه:

1. اسم الصانع أو علامته، أو اسم وكيله،

2. مرجع النموذج الذي يحدده المورد، مع بيان، فيما يخص نظامي سبيلت و سبيلت المتعدد، مرجع العناصر الداخلية و الخارجية لتشكيلة النماذج التي تنطبق عليها الأرقام المبينة أدناه،

3. تصنيف النموذج حسب فعاليته الطاقوية طبقا للبيانات الواردة في القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 29 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد تصنيف الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية و المشتغلة بالطاقة الكهربائية، على سلم يتراوح من «**أ**» إلى «**ز**». وعندما تكون هذه المعلومات واردة في جدول، فإنه يمكن التعبير عنها بشكل آخر، شريطة أن يظهر التصنيف من «أ» إلى «ز» بوضوح،

4. عندما تكون المعلومات مقدمة في شكل جدول، و تكون بعض الأجهزة الواردة فيه قد نالت «علامة الجودة البيئوية»، فإن هذه المعلومة الأخيرة يمكن أن ترد في خانة عنوانها «علامة الجودة البيئوية» التي يوضع عليها شعار العلامة،

5. تقدير الاستهلاك السنوي من الطاقة الذي يحتسب على أساس الاستعمال المتوسط لخمسمائة (500) ساعة سنويا، التي تحدد طبقا للأنظمة التقنية المذكورة في المادة 7 من هذا القرار، في ظروف «معتدلة» (**T1**) و كما هي محددة في الملحق الأول، الحالة **V**،

6. مردودية التثليج المحددة بطاقة التبريد بالكيلو واط، في وضع كامل الاشتغال، المحددة طبقا للأنظمة التقنية المذكورة في المادة 7 من هذا القرار، في ظروف «معتدلة» (**T1**)، و الحالة **VI** من الملحق الأول،

7. نسبة المردودية الطاقوية (**EER**) للجهاز في وضع التبريد في كامل الاشتغال، المحددة طبقا لإجراءات تجربة الأنظمة التقنية المذكورة في المادة 7، في ظروف «معتدلة» (**T1**)،

8. نوع الجهاز : تبريد فقط، تبريد و تدفئة،

9. طريقة التبريد : بالهواء أو بالماء،

10. فيما يخص الأجهزة المزودة بوظيفة للتدفئة دون سواها، فإنه ينبغي بيان القدرة المولدة للحرارة المحددة بالقدرة الحرارية بالكيلو واط، في وضع التدفئة في كامل الاشتغال، المحددة طبقا لإجراءات تجربة الأنظمة التقنية المذكورة في المادة 7، في ظروف **T1+7C**، و الحالة **X** من الملحق الأول،

11. فيما يخص الأجهزة المزودة بوظيفة للتدفئة دون سواها، فإن تصنيف الجهاز بحسب فعاليته الطاقوية يتم طبقا للبيانات الواردة في القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 29 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد تصنيف الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية و المشتغلة بالطاقة الكهربائية، على سلم يتراوح بين «أ» و «ز» طبقا لإجراءات تجربة الأنظمة التقنية المذكورة في المادة 7، في ظروف **T1+7C**، و الحالة **XI** من الملحق الأول. وفي حالة ما إذا كانت الحرارة مولدة بمقاومة كهربائية، فإن معامل الأداء (**COP**) يجب أن يساوي 1،

12. مستوى الضجيج الذي يقاس أثناء دورة الاشتغال التي تتحدد خلالها الفعالية الطاقوية،

13. يمكن أن يذكر الموردون أيضا المعلومات الواردة في الحالات من 5 إلى 8 إذا كانوا قد قاموا بإجراء تجارب في ظروف أخرى، شريطة أن تكون مطابقة لإجراءات تجربة الأنظمة التقنية المذكورة في المادة 7.

إذا كانت نسخة من البطاقية، إما بالألوان وإما بالأبيض والأسود، متضمنة في كراسة المعلومات، فإنه لا يمكن أن تضاف إلا المعلومات التي لم ترد في البطاقية.

- فيما يخص الأجهزة المزودة بوظيفة للتدفئة دون سواها، التي ينطبق عليها نموذج البطاقية رقم 2، ينبغي بيان القدرة المولدة للحرارة المحددة كقدرة حرارية، بالكيلو واط، في وضع التدفئة في كامل الاشتغال، المحددة طبقا لإجراءات تجربة الأنظمة التقنية المذكورة في المادة 7، في ظروف **T1+7C**.

- فيما يخص الأجهزة المزودة بوظيفة للتدفئة دون سواها، التي ينطبق عليها نموذج البطاقية رقم 2، فإن تصنيف الجهاز بحسب فعاليته الطاقوية يتم طبقا للبيانات الواردة في القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 29 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد تصنيف الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية و المشتغلة بالطاقة الكهربائية، و طبقا لإجراءات تجربة الأنظمة التقنية المذكورة في المادة 7، في ظروف **T1+7C**. و في حالة ما إذا كانت الحرارة مولدة بمقاومة كهربائية، فإن معامل الأداء **(COP)** يجب أن يساوي 1.

- مستوى الضجيج الذي يتم قياسه أثناء الاشتغال العادي.

- مرجع النظام التقني المستعمل لقياس استهلاك الطاقة.

السهم أ : 100 % من الأزرق المخضر، 100 % من الأصفر،

السهم ب: 70 % من الأزرق المخضر، 100 % من الأصفر،

السهم ج: 30 % من الأزرق المخضر، 100 % من الأصفر،

السهم د: 100 % من الأصفر،

السهم هـ: 30 % من الأحمر الوردي، 100 % من الأصفر،

السهم و: 70 % من الأحمر الوردي، 100 % من الأصفر،

السهم ز: 100 % من الأحمر الوردي، 100 % من الأصفر،

التأطير: 100 % من الأزرق المخضر، 70 % من الأصفر، ويكتب النص بالأسود على خلفية بيضاء.

3. يجب أن تكون مقاسات البطاقية مطابقة للتعليمات الواردة في الملحق الرابع.

4. تشتمل البطاقية على البيانات الآتية:

– اسم المورد أو علامته،

– مرجع النموذج الذي يحدده المورد. مع بيان، فيما يخص نظامي سبليت وسبليت المتعدد، مرجع العناصر الداخلية والخارجية لتشكيلة النماذج التي تنطبق عليها الأرقام المبينة أدناه.

– يتم تصنيف النموذج (أو تشكيلة النماذج) حسب فعاليته الطاقوية طبقا للبيانات الواردة في القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 29 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد تصنيف الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية. ويرد الفهرس الذي يتضمن الحرف المتعلق بتصنيف المنتوج في مستوى علو السهم الموافق له.

ويجب ألا يكون الفهرس المتضمن الحرف المتعلق بالتصنيف على علو يقل عن علو فهارس الأسهم الموضوعة في الواجهة ولايتجاوز ضعف علوها.

– يمكن أن توضع العلامة البيئوية بالنسبة للأجهزة التي تحوز ذلك.

– تقدير الاستهلاك السنوي من الطاقة الذي يحتسب على أساس القدرة الإجمالية كما هي محددة في الأنظمة التقنية المبينة في المادة 7، وتضرب في خمسمائة (500) ساعة سنويا في وضع التبريد في كامل الاشتغال، طبقا لإجراءات تجربة الأنظمة التقنية المذكورة في المادة 7، في ظروف «معتدلة» **(T1)**.

– قوة التثليج الموافقة لطاقة التبريد بالكيلو واط، في وضع كامل الاشتغال، المحددة طبقا لإجراءات تجربة الأنظمة التقنية المذكورة في المادة 7.

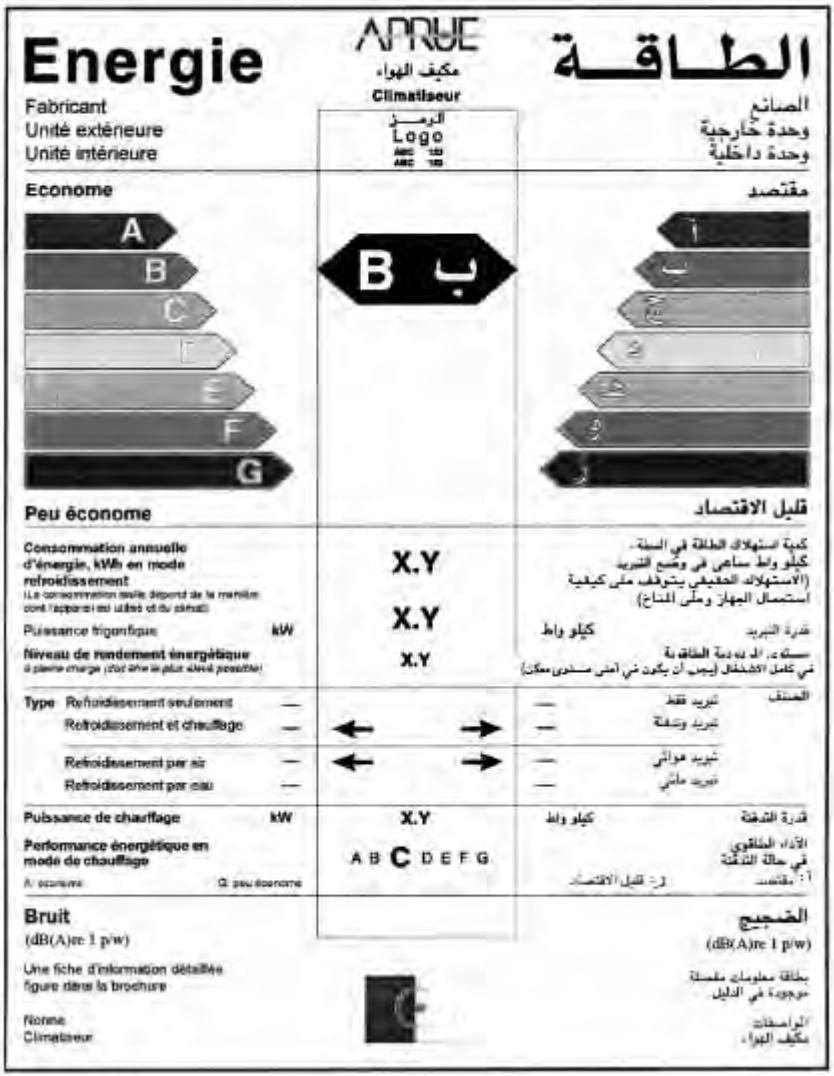
– مستوى المردودية الطاقوية **(EER)** للجهاز في وضع التبريد في كامل الاشتغال، المحددة طبقا لإجراءات تجربة الأنظمة التقنية المذكورة في المادة 7، في ظروف «معتدلة» **(T1)**.

- نوع الجهاز: تبريد فقط، تبريد وتدفئة. يجب وضع السهم في مواجهة نوع الجهاز الموافق.

- طريقة التبريد بالهواء أو بالماء يجب وضع السهم في مواجهة نوع الجهاز المبين.

• بطاقية تخص فقط أجهزة التبريد والتدفئة

البطاقية 2



1. **ألوان البطاقية:**

الألوان الواجب استعمالها في إنجاز البطاقية هي الأزرق (المخضر) والأحمر (الوردي) والأصفر والأسود.

وتحدد كثافة الألوان الواجب استعمالها لإنجاز مختلف أجزاء البطاقية، كما يأتي:

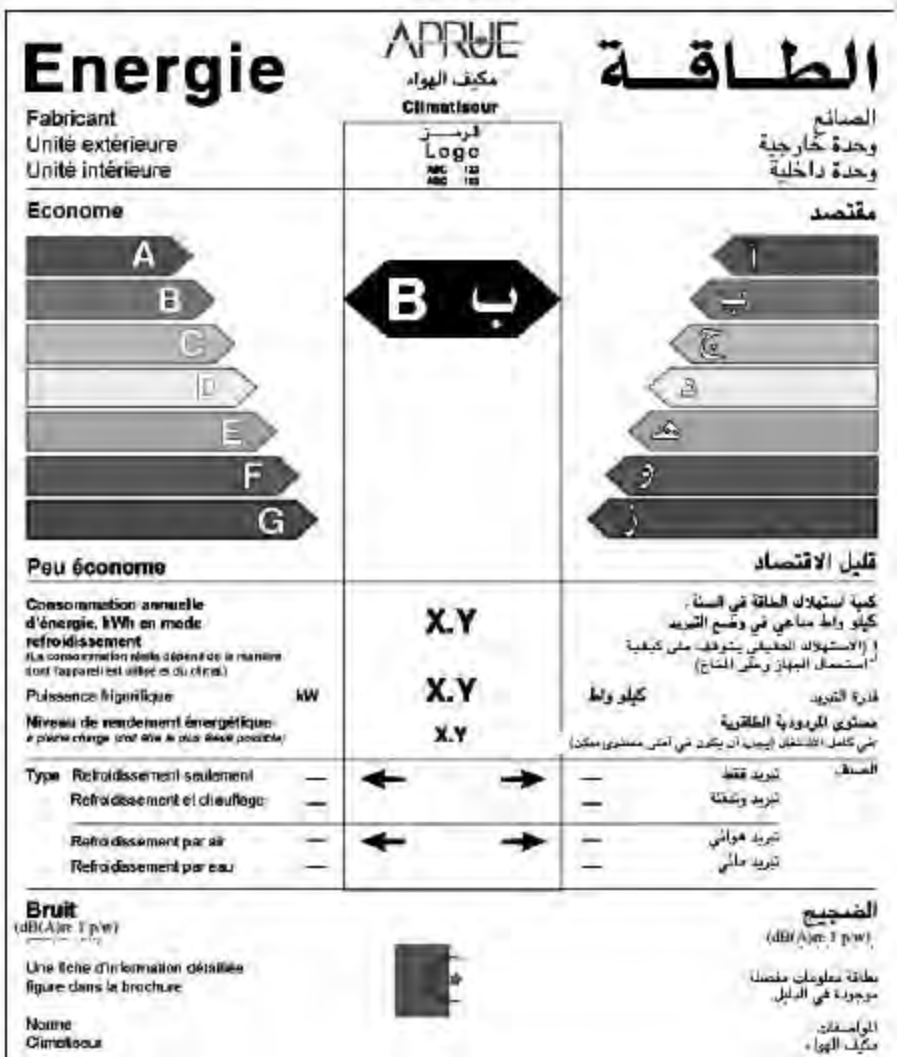
الملحق الأول

البطاقية

I. تكون البطاقيتان مطابقتين للنموذجين الآتيين :

- بطاقية تخص فقط أجهزة التبريد.

البطاقية 1



و كذا التجارب المنجزة قصد فحص مدى صحة الحسابات،

– طريقة الاستعمال، عند الاقتضاء.

المادة 7: تحدد التعاريف المتعلقة بمكيفات الهواء التي تدخل ضمن مجال تطبيق هذا القرار، والمعلومات المنصوص عليها في البطاقية وفي بطاقة المعلومات المذكورتين في المادة 2 أعلاه وكذا المعلومات الواردة في الوثائق المذكورة في المادة 6 أعلاه، طبقا للأنظمة التقنية المعمول بها.

المادة 8: يسهر الأعوان المكلفون بالرقابة المؤهلون قانونا على التطبيق الصارم لهذا القرار طبقا للتشريع والتنظيم المعمول بهما.

المادة 9: يسري مفعول هذا القرار بعد ثمانية عشر (18) شهرا من نشره في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

المادة 10: ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 25 **صفر عام** 1430 **الموافق** 21 **فبراير سنة** 2009.

شكيب خليل.

كما يضبط الأصناف ويعد نموذج البطاقية وكذا الوثائق التقنية المتصلة بها.

المادة 2: يجب أن تكون المنتوجات المذكورة في المادة الأولى أعلاه، عندما تكون معروضة للبيع أو للإيجار أو للبيع بالإيجار:

- مزودة ببطاقية مطابقة لأحكام المادة 3 أدناه تبين على الخصوص مقدار استهلاكها من الطاقة،

- مرفقة ببطاقة معلومات توضح البيانات الواردة في البطاقية المذكورة أعلاه و مطابقة لأحكام المادة 4 أدناه.

المادة 3: يجب أن تطابق البطاقية المنصوص عليها في المادة 2 أعلاه النموذج المبين في الملحق الأول. ويجب أن تملأ حسب البيانات الموضحة في الملحق الأول بهذا القرار وفي القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 29 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد تصنيف الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية.

يجب أن تملأ الخانات 1 و 2 و 3 و 5 و 6 و 7 و 8 و 9 و 13 من البطاقية، و كذا الخانتان 10 و 11 فيما يخص الأجهزة المزودة بوظيفة التدفئة. وتملأ الخانتان 4 و 12 على سبيل الاختيار.

يزود الصانع أو وكيله بالبطاقية، أو إن تعذر ذلك كل شخص يعرض على المستهلك أحد المنتوجات المذكورة في المادة الأولى أعلاه.

يجب أن توضع البطاقية في خارج الجزء العلوي أو الأمامي من الجهاز بالصورة التي تكون فيها مرئية بوضوح.

المادة 4: يتم إعداد بطاقة المعلومات المنصوص عليها في المادة 2 أعلاه وعرضها طبقا لأحكام الملحق الثاني بهذا القرار.

يزود الصانع أو وكيله ببطاقة المعلومات، أو إن تعذر ذلك كل شخص يعرض على المستهلك أحد الأجهزة المذكورة في المادة الأولى أعلاه.

وتوضع في متناول الشاري المحتمل من قبل الشخص الذي يعرض الجهاز للبيع أو للإيجار أو للبيع بالإيجار.

ويمكن أن تكون جزءا من كراسة أو دليل أو أي سند مماثل آخر.

يجب أن تملأ الخانات 1 و2 و 3 و 5 و 6 و 7 و 8 و 9، و كذا الخانتان 10 و 11 فيما يخص الأجهزة المزودة بوظيفة التدفئة. وتملأ الخانات 4 و 12 و 13 على سبيل الاختيار.

المادة 5: إذا كان أحد الأجهزة المذكورة في المادة الأولى أعلاه معروضا للبيع أو للإيجار أو للبيع بالإيجار بواسطة وسيلة اتصال مسافية في شكل مطبوع أو بأي وسيلة أخرى لا تسمح للزبون المحتمل برؤية الجهاز، ولاسيما منها دليل البيع عن طريق المراسلة أو الإعلانات الإشهارية بوسيلة إلكترونية، فإن وسيلة الاتصال هذه تشتمل على المعلومات الواردة في الملحق الثالث بهذا القرار.

المادة 6: تشتمل الوثائق التقنية المذكورة في القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 29 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد الأحكام العامة المتعلقة بكيفيات تنظيم وممارسة رقابة الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية، التي يضعها الصانع أو وكيله، أو إن تعذر ذلك، كل شخص يعرض على المستهلك أحد الأجهزة المذكورة في المادة الأولى أعلاه، في متناول الأعوان المكلفين بالرقابة، على المعلومات الآتية:

- اسم المورد و عنوانه،

- علامة الجهاز،

- وصف عام للمنتوج بما يسمح بتعريفه،

- المعلومات، و عند الاقتضاء في شكل رسوم، المتعلقة بالمواصفات التقنية الرئيسية للنموذج، و لاسيما العناصر التي تؤثر تأثيرا بالغا في استهلاكه للطاقة،

- تقارير التجارب و القياسات المنجزة على نموذج واحد طبقا للإجراءات المحددة بموجب الأنظمة التقنية المذكورة في المادة 7 أدناه،

- عندما تكون المعلومات تعني تشكيلة من النماذج الخاصة تستند إلى حسابات قائمة على التصميم و/أو التقدير لتشكيلات موجودة، فإنه يجب تقديم تفصيل بتلك الحسابات و/أو التقديرات،

قرار مؤرخ في 25 صفر عام 1430 الموافق 21 فبراير سنة 2009، يتعلق بالوسم الطاقوي لمكيفات الهواء ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية،

إن وزير الطاقة والمناجم،

– بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 08 – 366 المؤرخ في 17 ذي القعدة عام 1429 الموافق 15 نوفمبر سنة 2008 و المتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 90 – 39 المؤرخ في 3 رجب عام 1410 الموافق 30 يناير سنة 1990 و المتعلق برقابة الجودة و قمع الغش، المعدل والمتمم،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 90 – 366 المؤرخ في 22 ربيع الثاني عام 1411 الموافق 10 نوفمبر سنة 1990 و المتعلق بوسم المنتوجات المنزلية غير الغذائية و عرضها،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 05 – 16 المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1425 الموافق 11 يناير سنة 2005 الذي يحدد القواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية المطبقة على الأجهزة المشتغلة بالكهرباء و الغازات و المنتوجات البترولية، لاسيما المادة 7 منه،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 07 – 266 المؤرخ في 27 شعبان عام 1428 الموافق 9 سبتمبر سنة 2007 الذي يحدد صلاحيات وزير الطاقة و المناجم،

– و بمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 5 ذي القعدة عام 1429 الموافق 3 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد الأجهزة و أصناف الأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية و المشتغلة بالطاقة الكهربائية،

– و بمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1429 الموافق 29 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد تصنيف الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية و المشتغلة بالطاقة الكهربائية،

– و بمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1429 الموافق 29 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد الأحكام العامة المتعلقة بكيفيات تنظيم و ممارسة رقابة الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية و المشتغلة بالطاقة الكهربائية،

يقرر ما يأتي:

المادة الأولى: تطبيقا لأحكام المادة 7 من المرسوم التنفيذي رقم 05 – 16 المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1425 الموافق 11 يناير سنة 2005 والمذكور أعلاه، يهدف هذا القرار إلى تطبيق كيفيات وسم مكيفات الهواء ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمزودة حصرا من شبكة توزيع الطاقة الكهربائية ذات التوتر المنخفض، وكذا شروط عرضها للبيع في السوق، باستثناء:

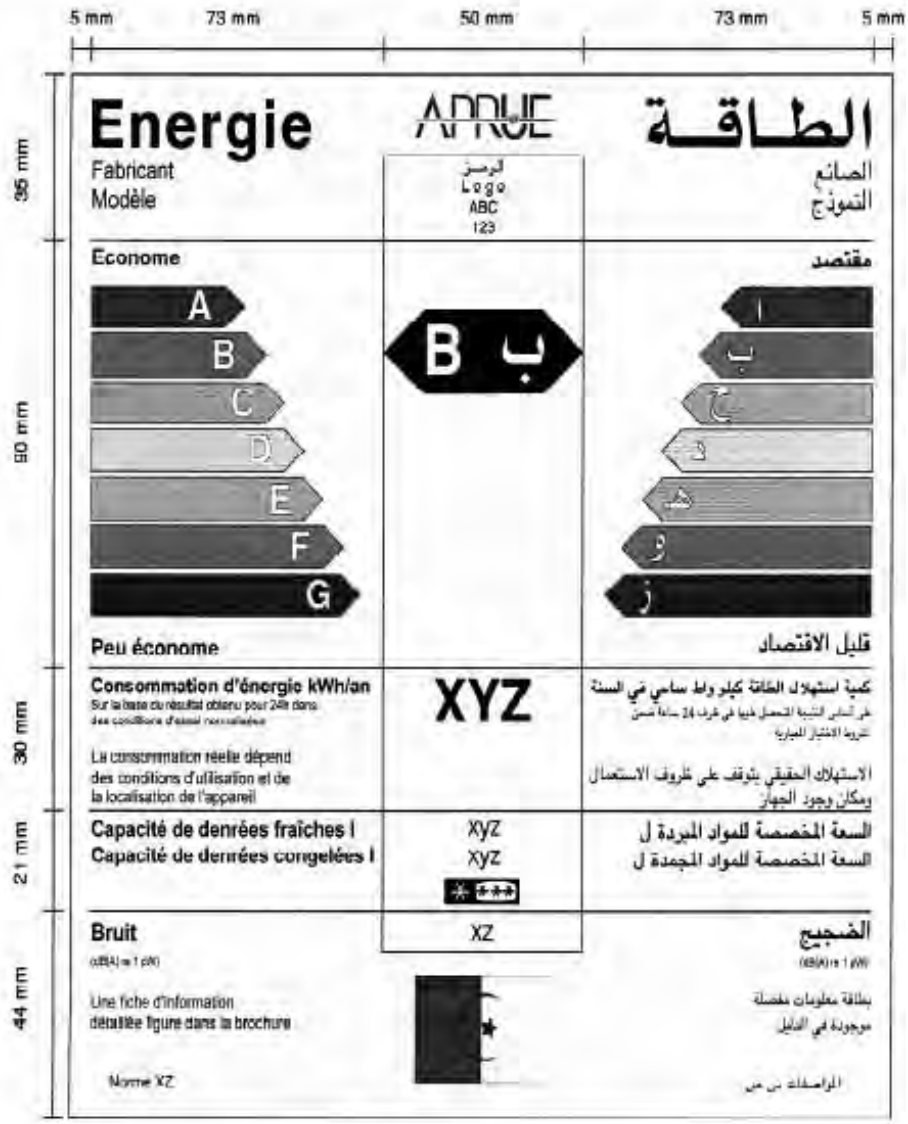
– الأجهزة التي يمكن أن تشتغل بمصادر أخرى من الطاقة غير تلك التي تزود بها شبكة توزيع الطاقة الكهربائية ذات التوتر المنخفض،

– الأجهزة الهوائية – المائية و المائية – المائية،

– الوحدات ذات قوة التثليج التي تفوق 12 كيلو واط.

الملحق الخامس

قياس البطاقية



الملحق الرابع
الأصناف

تصنف الأجهزة المشمولة بهذا القرار ضمن «الأصناف» الآتية:

1. الثلاجات المنزلية بلا أقسام وذات درجة الحرارة المنخفضة،
2. الثلاجات المنزلية بأقسام من 5 درجات مئوية و/أو 10 درجات مئوية،
3. الثلاجات المنزلية ذات درجة الحرارة المنخفضة بلا نجوم،
4. الثلاجات المنزلية ذات درجة الحرارة المنخفضة «نجمة واحدة» (*)،
5. الثلاجات المنزلية ذات درجة الحرارة المنخفضة «نجمتان» (**)،
6. الثلاجات المنزلية ذات درجة الحرارة المنخفضة «ثلاث نجوم» (***)،
7. الثلاجات – المجمدات المنزلية بأقسام التجميد * (***)،
8. مجمدات – خزائن منزلية،
9. مجمدات – خزنات منزلية،
10. ثلاجات ومجمدات منزلية تشتمل على أكثر من بابين، أو أجهزة أخرى غير موصوفة أعلاه

الملحق الثالث
البيع عن طريق المراسلة وغيرها من أنواع البيع المسافية

تشتمل كراسات البيع عن طريق المراسلة وغيرها من وسائل الاتصال المطبوعة عن بعد، المذكورة في المادة 5 من هذا القرار، على المعلومات الآتية المحددة في الملحق الثاني والمعروضة حسب الترتيب أدناه:

1. صنف الفعالية الطاقوية،

2. استهلاك الطاقة،

3. الحجم الكامل لقسم حفظ المواد الغذائية الطازجة،

4. الحجم الكامل لقسم حفظ المواد الغذائية المجمدة،

5. عدد النجوم،

6. الضجيج وتكون هذه المعلومة اختيارية.

إذا تم التزويد بمعلومات أخرى أيضا، فإنها تقدم بالشكل المحدد في الملحق الثاني وتكون متضمنة حسب الترتيب المحدد للبطاقة. ويجب أن يضمن حجم الحروف المستعملة لطباعة المعلومات المذكورة أعلاه ونوعها مقروئيتها الجيدة.

الملحق الثاني
بطاقة المعلومات

تشتمل البطاقة على المعلومات الواردة أدناه التي يجب أن تقدم حسب الترتيب المبين. ويمكن أن تقدم هذه المعلومات في شكل جدول يشمل مجموعة من الأجهزة الموردة من المورد نفسه.

-1 اسم الصانع أو علامته، أو اسم وكيله،

-2 مرجع النموذج الذي يحدده المورد.

-3 نوع الجهاز، الفهرس طبقا للملحق الرابع.

-4 تصنيف النموذج حسب فعاليته الطاقوية، طبقا للبيانات الواردة في القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 29 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد تصنيف الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية، على سلم يتراوح من) A++ اقتصادي جدا) إلى «ز» (قليل الاقتصاد). وعندما تكون هذه المعلومات واردة في جدول، فإنه يمكن التعبير عنها بشكل آخر، شريطة أن يظهر التصنيف من A++ (اقتصادي جدا) إلى «ز» (قليل الاقتصاد) بوضوح.

-5 عندما تكون المعلومات مقدمة في شكل جدول، وتكون بعض الأجهزة الواردة فيه قد نالت «علامة الجودة البيئوية» فإن هذه المعلومات الأخيرة يمكن أن ترد في خانة عنوانها «علامة الجودة البيئوية» التي يوضع عليها شعار العلامة.

-6 الاستهلاك من الطاقة المعبر عنه بالكيلو واط في الساعة سنويا.

-7 الحجم الكامل لقسم تخزين المواد الغذائية الطازجة (5°درجات مئوية).

لا تملأ هذه الخانة بالنسبة للأجهزة المنتمية إلى الصنفين 8 و9 المحددتين في الملحق الرابع أدناه.

-8 الحجم الكامل لقسم تخزين المواد الغذائية المجمدة وقسم التبريد عند الاقتضاء، طبقا للأنظمة التقنية المبينة في المادة 7. ولا تملأ هذه الخانة بالنسبة للأجهزة المنتمية إلى الأصناف 1 و2 و3. أما بالنسبة للأجهزة المنتمية إلى الصنف الثالث، فإنه يتم بيان الحجم الكامل «لقسم الجليد». وأما بالنسبة للأجهزة المنتمية إلى الصنفين 2 و10 المحددين في الملحق الرابع، فإنه يتم بيان الحجم الكامل لجميع الأقسام.

-9 عدد النجوم، عند الاقتضاء، بالنسبة لقسم حفظ المواد الغذائية المجمدة.

-10 يمكن إضافة إشارة «بارد مهوى»، عند الاقتضاء.

-11 وقت رفع درجة الحرارة المعبر عنه بالساعات.

-12 طاقة التجميد» المعبر عنها بالكيلوغرام في 24 ساعة (كغ/ 24 سا)

-13 نوع البيئة. وتكون هذه المعلومة اختيارية إذا كان الجهاز من صنف «معتدل».

-14 قياس الضجيج. وتكون هذه المعلومة اختيارية.

-15 إذا كان النموذج مصنعا قصد تركيبه مندمجا، فإنه يجب ذكر ذلك.

فيما يخص جهاز يشتمل على أكثر من قسم لحفظ المواد الغذائية الطازجة وقسم لحفظ المواد الغذائية المجمدة، فإنه يمكن ضم الخانات الإضافية إلى الحالات 7 و8 و9 و10 و11 و12 و13 بالنسبة للمعلومات التي تخص الأقسام الإضافية. وإذا كانت درجة الحرارة في قسم ما لا توافق نظام التصنيف بواسطة النجوم أو درجة الحرارة العادية في قسم حفظ المواد الغذائية الطازجة (5 درجات مئوية) فإنه يجب توضيح درجة الحرارة.

ز "G" : 0XX 0

لون التأطير: **X 070**

يكون لون خلفية السهم الذي يبين صنف الفعالية الطاقوية بالأسود.

ويكون النص كله بالأسود على خلفية بيضاء.

-2 يجب أن تكون مقاسات البطاقية مطابقة للتعليمات الواردة في الملحق 5.

-3 تشتمل البطاقية على البيانات الآتية:

I.- اسم المورد أو علامته،

II.- مرجع النموذج الذي يعده المورد.

III.- يتم تصنيف نموذج جهاز ما حسب فعاليته الطاقوية طبقا للبيانات الواردة في القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 29 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد تصنيف الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية و المشتغلة بالطاقة الكهربائية. ويرد الفهرس الذي يتضمن الحرف المتعلق بتصنيف المنتوج في مستوى علو السهم الموافق له.

ويجب أن يكون الحرف الذي يشير إلى الأجهزة **A+** و**A++** مطابقا للرسمين المبينين أدناه و يوضع في نفس الموقع الذي يوضع فيه الحرف الذي يشير إلى الأجهزة من الصنف **A**.

++A **+A**

IV.- يمكن أن توضع العلامة البيئوية بالنسبة للأجهزة التي تحوز ذلك.

V.- تقدير الاستهلاك السنوي من الطاقة الذي يحدد طبقا لمنهجيات القياس المبينة في المادة 7 و يعبر عنها بالكيلو واط في الساعة سنويا.

VI.- مقدار الحجم الكامل لكل الأقسام التي بلا نجوم في مفهوم الأنظمة التقنية المذكورة في المادة 7.

VII.- مقدار الحجم الكامل لكل أقسام حفظ المواد الغذائية المجمدة و المصنفة على الأقل «نجمة واحدة» في مفهوم الأنظمة التقنية المذكورة في المادة 7.

VIII.- عدد نجوم قسم حفظ المواد الغذائية المجمدة المحددة طبقا للأنظمة التقنية المذكورة في المادة 7. ومتى كان هذا القسم «بلا نجوم» فإن هذه الخانة تبقى فارغة.

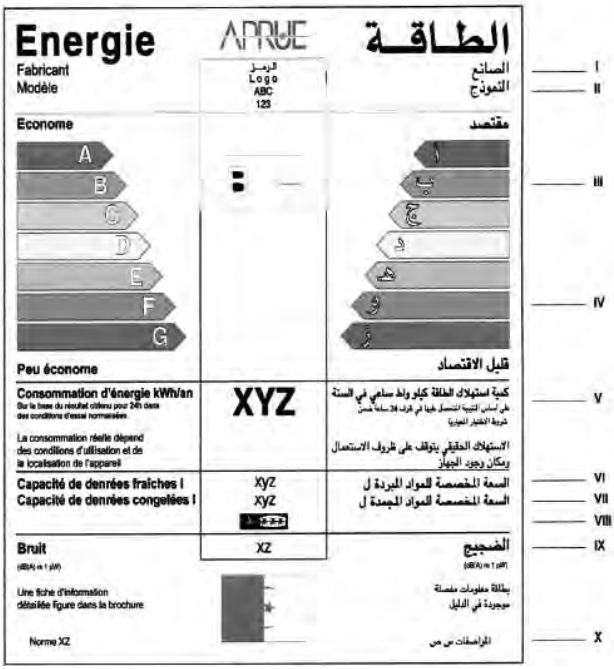
IX.- مستوى الضجيج الذي يصدره الجهاز، على سبيل الاختيار.

X.- مرجع النظام التقني المستعمل لقياس استهلاك الطاقة.

الملحق الأول

البطاقية

1 – تكون البطاقية مطابقة للنموذج الآتي :



–1 تحدد ألوان البطاقية بالطريقة الآتية:

CMYK: الأزرق المخضر، الأحمر الوردي، الأصفر ، الأسود .

مثال : X0 07 : 0 % أزرق مخضر،70 % أحمر وردي، 100 % أصفر،0 % أسود .

الأسهم:

أ "A" : X0X 0

ب "B" :70x0

ج "C" : 30x0

د "D" : 00X 0

ه "E" : 03x0

و "F" : 07X 0

يحدد تصنيف الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية.

يجب أن تملأ الخانات 1 و2 و3 و5 و6 و7 و8 و10 من البطاقية. وتملأ الخانتان 4 و9 على سبيل الاختيار.

يزود الصانع أو وكيله بالبطاقية، أو إن تعذر ذلك، كل شخص يعرض على المستهلك أحد الأجهزة المذكورة في المادة الأولى أعلاه.

يجب أن توضع البطاقية على الجزء العلوي من الوجه الأمامي من الجهاز بالصورة التي تكون فيها مرئية بوضوح.

المادة 4: يتم إعداد بطاقة المعلومات عن المنتوج المنصوص عليها في المادة 2 أعلاه وعرضها طبقا لأحكام الملحق الثاني بهذا القرار.

يزود الصانع أو وكيله ببطاقة المعلومات، أو إن تعذر ذلك، كل شخص يعرض على المستهلك أحد الأجهزة المذكورة في المادة الأولى أعلاه.

وتوضع في متناول الشاري المحتمل من قبل الشخص الذي يعرض الجهاز للبيع أو للإيجار أو للبيع بالإيجار.

ويمكن أن تكون جزءا من كراسة أو دليل أو أي سند مماثل آخر.

المادة 5: إذا كان أحد الأجهزة المذكورة في المادة الأولى أعلاه معروضا للبيع أو للإيجار أو للبيع بالإيجار بواسطة وسيلة أخرى يفترض فيها أن الزبون المحتمل لا يمكنه رؤية الجهاز، مثل عرض مكتوب أو دليل البيع عن طريق المراسلة أو الإعلانات الإشهارية عبر الانترنت أو أي وسيلة اتصال إلكترونية أخرى، فإن وسيلة الاتصال هذه تشتمل على المعلومات الواردة في الملحق الثالث بهذا القرار.

المادة 6: تشتمل الوثائق التقنية المذكورة في القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 29 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد الأحكام العامة المتعلقة بكيفيات تنظيم وممارسة رقابة الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية التي يقوم الصانع أو وكيله، أو إن تعذر ذلك، كل شخص يعرض على المستهلك أحد الأجهزة المذكورة في المادة الأولى أعلاه، بوضعها في متناول الأعوان المكلفين بالرقابة، على المعلومات الآتية:

-اسم المورد و عنوانه،

-علامة الجهاز،

-وصف عام للمنتوج بما يسمح بتعريفه،

-المعلومات، و عند الاقتضاء في شكل رسوم، المتعلقة بالمواصفات الأساسية لتصميم المنتوج، و لاسيما العناصر التي تؤثر تأثيرا بالغا في استهلاكه للطاقة،

-تقارير التجارب و القياسات المنجزة على نموذج واحدا طبقا للإجراءات المحددة بموجب الأنظمة التقنية المذكورة في المادة 7 أدناه.

إذا كانت المعلومات تعني نموذجا خاصا من جهاز مشترك تم الحصول عليها بناء على حساب على أساس مواصفات التصميم و/أو على أساس التقدير انطلاقا من أجهزة مشتركة أخرى، فإن الوثائق يجب أن تقدم تفصيلا بتلك الحسابات و/ أو التقديرات، وكذا التجارب المنجزة قصد فحص مدى صحة الحسابات المنجزة.

المادة 7: تحدد المعلومات المنصوص عليها في البطاقية وفي بطاقة المعلومات المذكورتين في المادة 2 أعلاه وكذا المعلومات الواردة في الوثائق المذكورة في المادة 6 أعلاه، طبقا للأنظمة التقنية المعمول بها.

المادة 8: يسهر الأعوان المكلفون بالرقابة المؤهلون قانونا على التطبيق الصارم لهذا القرار طبقا للتشريع والتنظيم المعمول بهما.

المادة 9: يسري مفعول هذا القرار بعد ثمانية عشر (18) شهرا من نشره في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

المادة 10: ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 25 صفر عام 1430 الموافق 21 فبراير سنة 2009.

شكيب خليل.

قرار مؤرخ في 25 صفر عام 1430 الموافق 21 فبراير سنة 2009، يتعلق بالوسم الطاقوي للثلاجات والمجمدات والأجهزة المشتركة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية،

إن وزير الطاقة والمناجم،

– بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 366-2008 المؤرخ في 17 ذي القعدة عام 1429 الموافق 15 نوفمبر سنة 2008 و المتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 39-90 المؤرخ في 3 رجب عام 1410 الموافق 30 يناير سنة 1990 و المتعلق برقابة الجودة و قمع الغش، المعدل و المتمم،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 366-90 المؤرخ في 22 ربيع الثاني عام 1411 الموافق 10 نوفمبر سنة 1990 و المتعلق بوسم المنتوجات المنزلية غير الغذائية و عرضها،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 16-2005 المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1425 الموافق 11 يناير سنة 2005 الذي يحدد القواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية المطبقة على الأجهزة المشتغلة بالكهرباء و الغازات و المنتوجات البترولية، لاسيما المادة 7 منه،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 266-2007 المؤرخ في 27 شعبان عام 1428 الموافق 9 سبتمبر سنة 2007 الذي يحدد صلاحيات وزير الطاقة و المناجم،

– و بمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 5 ذي القعدة عام 1429 الموافق 3 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد الأجهزة و أصناف الأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية و المشتغلة بالطاقة الكهربائية،

– و بمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1429 الموافق 29 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد تصنيف الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية و المشتغلة بالطاقة الكهربائية،

– و بمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1429 الموافق 29 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد الأحكام العامة المتعلقة بكيفيات تنظيم و ممارسة رقابة الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية و المشتغلة بالطاقة الكهربائية،

يقرر ما يأتي:

المادة الأولى: تطبيقا لأحكام المادة 7 من المرسوم التنفيذي رقم 16-2005 المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1425 الموافق 11 يناير سنة 2005 والمذكور أعلاه، يهدف هذا القرار إلى تطبيق كيفيات وسم الثلاجات والمجمدات والأجهزة المشتركة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمزودة حصرا من شبكة توزيع الطاقة الكهربائية ذات التوتر المنخفض، وكذا شروط عرضها للبيع في السوق.

كما يضبط الأصناف ويعد نموذج البطاقية وكذا الوثائق التقنية المتصلة بها.

المادة 2: يجب أن تكون المنتوجات المذكورة في المادة الأولى أعلاه، عندما تكون معروضة للبيع أو للإيجار أو للبيع بالإيجار:

– مزودة ببطاقية تبين على الخصوص مقدار استهلاكها من الطاقة و مطابقة لأحكام المادة 3 أدناه،

– مرفقة ببطاقة معلومات توضح البيانات الواردة في البطاقية المذكورة أعلاه و مطابقة لأحكام المادة 4 أدناه.

المادة 3: يجب أن تطابق البطاقية المنصوص عليها في المادة 2 أعلاه النموذج المبين في الملحق الأول. ويجب أن تملأ حسب البيانات الموضحة في الملحق الأول بهذا القرار وفي القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 29 نوفمبر سنة 2008 الذي

ب) كانت مرفقة ببطاقة توضح المعلومات المبينة في البطاقية التي يحدد نموذجها بموجب القرار نفسه.

عندما تكون هذه الأجهزة معروضة للبيع أو للإيجار أو للبيع بالإيجار عن طريق المراسلة بواسطة وثيقة مطبوعة، فإن القرار المنصوص عليه أعلاه يوضح المعلومات التي يجب أن ترد بصورة واضحة وسهلة القراءة على هذه الوثيقة.

المادة 3: يضع الصانع أو وكيله، وإن تعذر ذلك كل شخص يعرض على المستهلك أحد الأجهزة المبينة في المادة 2 من القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 3 نوفمبر سنة 2008 والمذكور أعلاه، تحت تصرف الأعوان المكلفين بالرقابة، ما يأتي:

أ) وصف عام للمنتوج،

ب) الوثائق التي يثبت الصانع بواسطتها الاستهلاكات المعلنة، ولاسيما منها حسابات التصميم وتقارير التجارب والمناظرات مع النماذج المماثلة التي قام بإنتاجها،

ج) الشهادات أو علامات المطابقة.

توضع هذه الوثائق في متناول الأعوان المكلفين بالرقابة طوال مدة خمس (5) سنوات بعد تاريخ صنع آخر منتوج من نفس النموذج.

المادة 4: ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في أول ذي الحجة عام 1429
الموافق 29 **نوفمبر سنة** 2008.

وزير المالية
كريم جودي

وزير الطاقة و المناجم
شكيب خليل

وزير الصناعة وترقية الاستثمارات
حميد الطمار

وزير التجارة
الهاشمي جعبوب

قرار وزاري مشترك مؤرخ في أول ذي الحجة عام 1429 الموافق 29 نوفمبر سنة 2008، يحدد الأحكام العامة المتعلقة بكيفيات تنظيم وممارسة رقابة الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية

إن وزير الطاقة والمناجم،
ووزير الصناعة وترقية الاستثمارات،
ووزير المالية،
ووزير التجارة،

– بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 663 – 2008 المؤرخ في 71 ذي القعدة عام 1429 الموافق 51 نوفمبر سنة 2008 و المتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 90– 39المؤرخ في 3 رجب عام 1410 الموافق 03 يناير سنة 1990 و المتعلق بمراقبة الجودة و قمع الغش، المعدل والمتمم،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 90 – 366 المؤرخ في 22 ربيع الثاني عام 1411 الموافق 01 نوفمبر سنة 1990 و المتعلق بوسم المنتوجات المنزلية غير الغذائية و عرضها،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 95 – 54 المؤرخ في 15 رمضان عام 1415 الموافق 15 فبراير سنة 1995 الذي يحدد صلاحيات وزير المالية،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2002 – 453 المؤرخ في 17 شوال عام 1423 الموافق 21 ديسمبر سنة 2002 الذي يحدد صلاحيات وزير التجارة،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2005 – 16 المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1425 الموافق 11 يناير سنة 2005 الذي يحدد القواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية المطبقة على الأجهزة المشتغلة بالكهرباء و الغازات و المنتوجات البترولية، لاسيما المادة 11 منه،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2005 – 464 المؤرخ في 4 ذي القعدة عام 1426 الموافق 6 ديسمبر سنة2005 و المتعلق بتنظيم التقييس و سيره،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2005 – 465 المؤرخ في 4 ذي القعدة عام 1426الموافق 6 ديسمبر سنة 2005 و المتعلق بتقييم المطابقة،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2007 – 266 المؤرخ في 27 شعبان عام 1428 الموافق 9 سبتمبر سنة 2007الذي يحدد صلاحيات وزير الطاقة و المناجم،

– و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2008 – 100 المؤرخ في 17 ربيع الأول عام 1429 الموافق 25 مارس سنة 2008 الذي يحدد صلاحيات وزير الصناعة و ترقية الاستثمارات،

– و بمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 5 ذي القعدة عام 1429 الموافق 3 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد الأجهزة و أصناف الأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية و المشتغلة بالطاقة الكهربائية،

يقررون ما يأتي:

المادة الأولى: تطبيقا للمادة 11 من المرسوم التنفيذي رقم 2005 – 16 المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1425 الموافق 11 يناير سنة 2005 والمذكور أعلاه، يهدف هذا القرار إلى تحديد الأحكام العامة المتعلقة بكيفيات تنظيم وممارسة رقابة الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية.

المادة 2: لا يجوز عرض الأجهزة المبينة في المادة 2 من القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 3 نوفمبر سنة 2008 والمذكور أعلاه، أو إيجارها أو بيعها بالإيجار، إلا إذا:

أ) كانت مزودة ببطاقية تبين استهلاكها من الطاقة، حسب الكيفيات المحددة بموجب قرار وزاري.

الملحق الثالث
تصنيف المصابيح المنزلية الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية حسب فعاليتها الطاقوية

أ – تصنف في الصنف أ :

المصابيح الفسفورية بدون صابورة مدمجة التي تقل قوة امتصاصها المعبر عنها بالواط عن القيمة الآتية المحتسبة بحسب التدفق الضوئي المعبر عنه باللومن، أو تساويها :

$0{،}15\sqrt{+}\ \Phi 0{،}0097\Phi$

1– المصابيح الأخرى التي تقل عن قوة امتصاصها المعبر عنها بالواط عن القيمة الآتية المحتسبة بحسب التدفق الضوئي المعبر عنه باللومن، أو تساويها :

$0{،}24\sqrt{+}\ \Phi 0.0103\Phi$

حيث أن (Φ) هو التدفق الضوئي للمصباح، باللومن.

ب – إذا لم يكن المصباح مصنفا ضمن الصنف أ، فيجب احتساب قوة مرجعية **WR** حسب الطريقة الآتية :

$\Phi 0.049\ \Phi + \sqrt{} + 0.88 = WR$ بالنسبة لـ $\Phi < 34$ لومن

$WR = \Phi 0.2$ بالنسبة لـ $\Phi \geq 34$ لومن،

حيث أن Φ هو التدفق الضوئي للمصباح.

ويحتسب حينئذ مؤشر الفعالية الطاقوية $E1$ حسب التركيبة الآتية:

$$E1=W/WR$$

حيث أن **W** هو قوة المصباح الممتصة بالواط.

يحدد صنف الفعالية الطاقوية حسب الجدول الآتي:

صنف الفعالية الطاقوية	مؤشر الفعالية الطاقوية E_1
ب B	$E_1 < 60\ \%$
ج C	$60\ \% \leq E_1 < 80\%$
د D	$80\ \% \leq E_1 < 95\%$
ه E	$95\ \% \leq E_1 < 110\%$
و F	$110\ \% \leq E_1 < 130\%$
ز G	$E1 \geq 130\%$

الجدول 3.3

صنف الفعالية الطاقوية	أجهزة ذات الأنبوب البسيط
A أ	3,00 < COP
B ب	3,00 ≥ COP > 2,80
C ج	2,80 ≥ COP > 2,60
D د	2,60 ≥ COP > 2,40
E هـ	2,40 ≥ COP > 2,10
F و	2,10 ≥ COP > 1,80
G ز	1,80 ≥ COP

الجداول 4
مكيفات الهواء المبردة بالماء، نمط التدفئة
الجدول 1.4

صنف الفعالية الطاقوية	أجهزة نظام سبليت ومتعدد سبليت
A أ	4,00 < COP
B ب	4,00 ≥ COP > 3,70
C ج	3,70 ≥ COP > 3,40
D د	3,40 ≥ COP > 3,10
E هـ	3,10 ≥ COP > 2,80
F و	2,80 ≥ COP > 2,50
G ز	2,50 ≥ COP

الجدول 2.4

صنف الفعالية الطاقوية	أجهزة الكتلة الأحادية
A أ	4,70 < COP
B ب	4,70 ≥ COP > 4,40
C ج	4,40 ≥ COP > 4,10
D د	4,10 ≥ COP > 3,80
E هـ	3,80 ≥ COP > 3,50
F و	3,50 ≥ COP > 3,20
G ز	3,20 ≥ COP

الجداول 3
مكيفات الهواء المبردة بالهواء، نمط التدفئة
الجدول 1.3

صنف الفعالية الطاقوية	أجهزة نظام سبليت ومتعدد سبليت
أ A	3,60 < COP
ب B	3,60 ≥ COP > 3,40
ج C	3,40 ≥ COP > 3,20
د D	3,20 ≥ COP > 2,80
هـ E	2,80 ≥ COP > 2,60
و F	2,60 ≥ COP > 2,40
ز G	2,40 ≥ COP

الجدول 2.3

صنف الفعالية الطاقوية	أجهزة الكتلة الأحادية (1)
أ A	3,40 < COP
ب B	3,40 ≥ COP > 3,20
ج C	3,20 ≥ COP > 3,00
د D	3,00 ≥ COP > 2,60
هـ E	2,60 ≥ COP > 2,40
و F	2,40 ≥ COP > 2,20
ز G	2,20 ≥ COP

(1) مكيفات الهواء بالكتلة الأحادية ذات الأنبوب المزدوج (المعروفة في السوق باسم «الأنبوب المزدوج» والمعرفة كما يأتي : «المكيف الواقع في الفضاء المكيف تماما الذي تكون مآخذ تلقي الهواء و طرحه من المكثف متصلة بالخارج بأنبوبين» تصنف حسب الجدول 2.3 و يمنح لها عامل تصحيح قدره – 0،4.

الجدول 3.1

صنف الفعالية الطاقوية	أجهزة ذات الأنبوب البسيط
A أ	2,60 < EER
B ب	2,60 ≥ EER > 2,40
C ج	2,40 ≥ EER > 2,20
D د	2,20 ≥ EER > 2,00
E هـ	2,00 ≥ EER > 1,80
F و	1,80 ≥ EER > 1,60
G ز	1,60 ≥ EER

الجداول 2
مكيفات الهواء المبردة بالماء
الجدول 1.2

صنف الفعالية الطاقوية	أجهزة نظام سبليت ومتعدد سبليت
A أ	3,60 < EER
B ب	3,60 ≥ EER > 3,30
C ج	3,30 ≥ EER > 3,10
D د	3,10 ≥ EER > 2,80
E هـ	2,80 ≥ EER > 2,50
F و	2,50 ≥ EER > 2,20
G ز	2,20 ≥ EER

الجدول 2.2

صنف الفعالية الطاقوية	أجهزة الكتلة الأحادية
A أ	4,40 < EER
B ب	4,40 ≥ EER > 4,10
C ج	4,10 ≥ EER > 3,80
D د	3,80 ≥ EER > 3,50
E هـ	3,50 ≥ EER > 3,20
F و	3,20 ≥ EER > 2,90
G ز	2,90 ≥ EER

2- عندما يكون معامل النجاعة **(COP)** محددا طبقا لإجراءات تجربة للأنظمة التقنية المعمول بها وشروط
1T + C7 فإن صنف الفعالية الطاقوية يحدد طبقا للجداول الآتية:

الملحق الثاني
تصنيف مكيفات الهواء ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية حسب فعالياتها الطاقوية

1 – يحدد صنف الفعالية الطاقوية طبقا للجداول أدناه عندما يكون مستوى المر دودية الطاقوية(**EER**) محددا طبقا للإجراءات التجريبية للأنظمة التقنية المعمول بها و في الظروف المعتدلة (**T1**).

الجداول 1
مكيفات الهواء المبردة بالهواء
الجدول 1.1

صنف الفعالية الطاقوية	أجهزة نظام سبليت ومتعدد سبليت
A أ	3,20 < EER
B ب	3,20 ≥ EER > 3,00
C ج	3,00 ≥ EER > 2,80
D د	2,80 ≥ EER > 2,60
E هـ	2,60 ≥ EER > 2,40
F و	2,40 ≥ EER > 2,20
G ز	2,20 ≥ EER

الجدول 2.1

صنف الفعالية الطاقوية	أجهزة الكتلة الأحادية (1)
A أ	3,00 < EER
B ب	3,00 ≥ EER > 2,80
C ج	2,80 ≥ EER > 2,60
D د	2,60 ≥ EER > 2,40
E هـ	2,40 ≥ EER > 2,20
F و	2,20 ≥ EER > 2,00
G ز	2,00 ≥ EER

(1) مكيفات الهواء بكتلة أحادية ذات الأنبوب المزدوج (المعروفة في السوق باسم «الأنبوب المزدوج») و المعرفة كما يأتي : «مكيف الهواء الواقع في الفضاء المكيف تماما الذي تكون مآخذ تلقي الهواء و طرحه من المكثف متصلة بالخارج بأنبوبين» تصنف حسب الجدول 2.1 و يمنح لها عامل تصحيح قدره – 0،4.

(1) فيما يخص الثلاجات بقسم المرطبات، فإن الحجم المضبوط = حجم القسم المخصص للمواد الغذائية الطازجة + **Ω** حجم القسم المخصص للمرطبات (:0° مئوية) (معبر عنها باللتر)

(2) فيما يخص الأجهزة ذات «البرودة المهواة»، ترفع هذه القيمة إلى 2،58 بتطبيق عامل مؤقت قدره 1،2. (و يسمح ذلك بمراعاة عدم الملائمة المحتملة لطريقة القياس التي لا تأخذ بعين الاعتبار انعدام تكون الثلج في الأجهزة ذات «البرودة المهواة». وعند التطبيق، يزيد تكون الثلج في استهلاك الأجهزة «التقليدية)

(3) الحجم الكامل المضبوط (**VA**) يحتسب حسب المعادلة :

$$VA = \Sigma \frac{25 - Tc}{20} \times Vc \times Fc$$

حيث أن جميع الأقسام «**Tc**» هي درجة الحرارة الاسمية لكل قسم (بالدرجة المائوية) « **CV**» حجمها الكامل (باللتر)، و «**Fc**» عامل يساوي 1،2 بالنسبة للأقسام ذات «البرودة المهواة» و 1 بالنسبة للأقسام الأخرى.

(4) بالنسبة لهذه الأجهزة، تحدد قيم **M** و **N** بدرجة الحرارة و عدد نجوم القسم ذي درجة الحرارة الأكثر انخفاضا، كما يأتي :

الجدول الثالث

درجة حرارة القسم الأكثر برودة	الصنف الموافق	M	N
أكثر من – 6°	3/2/1 ثلاجة بدون قسم ذي درجة الحرارة المنخفضة/بدون نجوم/ ثلاجة بقسم مخصص للمرطبات	0,233	245
أقل من – 6° أو تساويها *	4 ثلاجات *	0,643	191
أقل من – 12° أو تساويها **	5 ثلاجات **	0,450	245
أقل من – 18° أو تساويها ***	6 ثلاجات ***	0,657	235
أقل من –18° أو تساويها *(***) مع إمكانية التجميد	7 ثلاجات/ مجمدات *(***)	0,777	303

القسم 2

تعريف الأصناف من "أ" A إلى "ز" G

الجدول الأول

مؤشر الفعالية الطاقوية : I	رتبة الفعالية الطاقوية	
55 >I	A	أ
75>I≥55	B	ب
90>I≥75	C	ج
100>I≥90	D	د
110>I≥100	E	هـ
125>I≥110	F	و
I≥125	G	ز

- **مؤشر الفعالية الطاقوية**» : استهلاك الجهاز للطاقة/ استهلاك الجهاز التقليدي للطاقة (المعبر عنه بالنسبة المئوية)

- **استهلاك الجهاز التقليدي للطاقة: XM** الحجم المضبوط **+N** (المعبر عنه بالكيلوواط ساعة/سنة)

- **الحجم المضبوط**»: حجم قسم المواد الغذائية الطازجة + **Ω X** حجم قسم المواد الغذائية المجمدة (المعبر عنه باللتر).

نستنتج قيم **M** و **N** و **Ω** من الجدولين 2 و 3 أدناه.

الجدول الثاني

صنف الجهاز	Ω	M	N
1 – ثلاجة بدون أقسام بدرجة حرارة منخفضة	---	0,233	245
2 – ثلاجة بقسم المرطبات	(1) 0,75	0,233	245
3 – ثلاجة بدون نجوم	1,25	0,233	245
4 – ثلاجة *	1,55	0,643	191
5 – ثلاجة **	1,85	0,450	245
6 – ثلاجة ***	2,15	0,657	235
7 – ثلاجة / مبرد * (***)	(3)	0,777	303
8 – مبرد خزانة	(2) 2,15	0,472	286
9 – مبرد خزنة	(2) 2,15	0,446	181
10 – متعددة الأبواب أو غيرها	(3)	(4)	(4)

حيث أن:

Vc : هو الحجم الصافي (باللتر) للقسم (طبقا للأنظمة التقنية المعمول بها)

Tc : هي الحرارة الاسمية (بالدرجة المئوية) للقسم.

تبين قيمتا **Mα** و **Nα** في الجدول الثاني و تبين قيم **FF** و **CC** و **BI** و **CH** في الجدول الثالث.

الجدول الثاني

نوع الجهاز	درجة حرارة القسم الأكثر برودة	M_α	N_α
1 – ثلاجة بدون أقسام بدرجة حرارة منخفضة	$\prec$ -6°	0,233	245
2 – ثلاجة بقسم تبريد	$\prec$ -6°	0,233	245
3 – ثلاجة بدون نجوم	$\prec$ -6°	0,233	245
4 – ثلاجة *	$\succeq$ -6°*	0,643	191
5 – ثلاجة **	$\succeq$ -12°**	0,450	245
6 – ثلاجة ***	$\succeq$ -18°***/(***)	0,777	303
7 – ثلاجة مجمدة * (***)	$\succeq$ -18°***/(***)	0,777	303
8 – مبرد خزانة	$\succeq$ -18°*(***)	0,539	315
9 – مبرد خزنة	$\succeq$ -18°*(***)	0,472	286
10 – متعددة الأبواب أو غيرها		(1)	(1)

(1) فيما يخص هذه الأجهزة، تحدد قيمتا **M** و **N** بدرجة الحرارة و عدد نجوم القسم الذي تكون درجة حرارته الأكثر انخفاضا. أما الأجهزة التي لها أقسام – °18*(***) فتعتبر ثلاجات – مجمدات *(***).

الجدول الثالث

عنصر التصحيح	القيمة	الشرط
FF (بارد مهوّى)	1,2	أقسام البارد المهوّى المخصصة للمواد الغذائية المجمدة
	1	حالات أخرى
CC (نوع المناخ)	1,2	بالنسبة للأجهزة "الاستوائية"
	1,1	بالنسبة للأجهزة "دون الاستوائية"
	1	حالات أخرى
BI (المدمجة)	1,2	بالنسبة للأجهزة المدمجة (1) لأقل من 58 سم عرضا
	1	حالات أخرى
CH (قسم المرطبات)	50 كيلوواط/سنة	بالنسبة للأجهزة التي تتوفر على قسم المرطبات بسعة 15 لترا على الأقل
	0	حالات أخرى

(I) تخص عبارة "مدمجة" الأجهزة المصممة خصيصا لتركيبها في المكان المخصص لأثاث المطبخ الذي يتطلب عناصر الأعمال النهائية وتم اختبارها على هذا الأساس.

إذا لم يدخل الجهاز ضمن الصنف **A** + أو **A** ++، يصنف طبقا للقسم 2.

<u>الملحق الأول</u>

تصنيف الثلاجات والمجمدات والأجهزة المشتركة ذات

الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية

الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية حسب فعاليتها الطاقوية

توضح الجداول أدناه التصنيف الواجب منحه للجهاز حسب فعاليته الطاقوية :

<u>القسم الأول</u>

تعريف الصنفين **A** + و **A** ++

يدخل ضمن الصنفين **A** + و **A** ++ كل جهاز يكون مؤشر مردوديته الطاقوية ألفا(**αI**) موجودا ضمن الحدود المبينة في الجدول الأول.

الجدول الأول

مؤشر المردود الطاقوي (I_α) α	"صنف المردودية الطاقوية"
$I_\alpha < 30$	++ A
$30 \leq I_\alpha < 42$	+ A
$42 \leq I_\alpha$	أ - ز - G - A (أنظر أدناه)

في الجدول الأول :

$$100 \times \frac{AC}{CSa} = \alpha I$$

حيث أن :

AC : الاستهلاك الطاقوي السنوي للجهاز (طبقا للأنظمة التقنية المعمول بها)

SCα : الاستهلاك الطاقوي السنوي المقايس α للجهاز.

تحسب SCα بواسطة التركيبة الآتية :

$$M\alpha X \Sigma (Vc X \frac{25 - Tc}{20} X FF X CC X BI) + N\alpha + CH$$

Compartiments

المادة 3: تصنف مكيفات الهواء ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية و المشتغلة بالطاقة الكهربائية حسب فعالياتها الطاقوية، طبقا للبيانات الواردة في الملحق الثاني.

المادة 4: تصنف المصابيح المنزلية الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية و المشتغلة بالطاقة الكهربائية حسب فعاليتها الطاقوية، طبقا للبيانات الواردة في الملحق الثالث.

المادة 5: ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في أول ذي الحجة عام 1429
الموافق 29 **نوفمبر سنة** 2008.

وزير الطاقة والمناجم
شكيب خليل

وزير المالية
كريم جودي

وزير التجارة
الهاشمي جعبوب

وزير الصناعة وترقية الاستثمارات
حميد الطمار

قرار وزاري مشترك مؤرخ في أول ذي الحجة عام 1429 الموافق 29 نوفمبر سنة 2008، يحدد تصنيف الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية،

إن وزير الطاقة والمناجم،

ووزير المالية،

ووزير الصناعة وترقية الاستثمارات،

ووزير التجارة،

- بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 08 - 366 المؤرخ في 17 ذي القعدة عام 1429 الموافق 15 نوفمبر سنة 2008 و المتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 90 - 39 المؤرخ في 3 رجب عام 1410 الموافق 30 يناير سنة 1990 و المتعلق بمراقبة الجودة و قمع الغش، المعدل و المتمم،

- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 90 - 366 المؤرخ في 22 ربيع الثاني عام 1411 الموافق 10 نوفمبر سنة 1990 و المتعلق بوسم المنتوجات المنزلية غير الغذائية و عرضها،

- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 95 - 54 المؤرخ في 15 رمضان عام 1415 الموافق 15 فبراير سنة 1995 الذي يحدد صلاحيات وزير المالية،

- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 02 - 453 المؤرخ في 17 شوال عام 1423 الموافق 21 ديسمبر سنة 2002 الذي يحدد صلاحيات وزير التجارة،

- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 05 - 16 المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1425 الموافق 11 يناير سنة 2005 الذي يحدد القواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية المطبقة على الأجهزة المشتغلة بالكهرباء و الغازات و المنتوجات البترولية، لاسيما المادة 6 منه،

- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 05 - 464 المؤرخ في 4 ذي القعدة عام 1426 الموافق 6 ديسمبر سنة 2005 و المتعلق بتنظيم التقييس و سيره،

- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 05 - 465 المؤرخ في 4 ذي القعدة عام 1426 الموافق 6 ديسمبر سنة 2005 و المتعلق بتقييم المطابقة،

- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 07 - 266 المؤرخ في 27 شعبان عام 1428 الموافق 9 سبتمبر سنة 2007 الذي يحدد صلاحيات وزير الطاقة و المناجم،

- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 08 - 100 المؤرخ في 17 ربيع الأول عام 1429 الموافق 25 مارس سنة 2008 الذي يحدد صلاحيات وزير الصناعة و ترقية الاستثمارات،

- و بمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 5 ذي القعدة عام 1429 الموافق 3 نوفمبر سنة 2008 الذي يحدد الأجهزة و أصناف الأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية و المشتغلة بالطاقة الكهربائية،

يقررون ما يأتي:

المادة الأولى: تطبيقا للمادة 6 من المرسوم التنفيذي رقم 05 - 16 المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1425 الموافق 11 يناير سنة 2005 والمذكور أعلاه، يهدف هذا القرار إلى تحديد تصنيف الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية.

المادة 2: تصنف الثلاجات و المجمدات و الأجهزة المشتركة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية و المشتغلة بالطاقة الكهربائية حسب فعاليتها الطاقوية، طبقا للبيانات الواردة في الملحق الأول.

قرار وزاري مشترك مؤرخ في 5 ذي القعدة عام 1429 الموافق 3 نوفمبر سنة 2008، يحدد الأجهزة وأصناف الأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية

إن وزير الطاقة والمناجم،

ووزير الصناعة وترقية الاستثمارات،

- بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 2007 - 173 المؤرخ في 18 جمادى الأولى عام 1428 الموافق 4 يونيو سنة 2007 و المتضمن تعيين أعضاء الحكومة، المعدل،

- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 90 - 39 المؤرخ في 3 رجب عام 1410 الموافق 30 يناير سنة 1990 و المتعلق بمراقبة الجودة و قمع الغش، المعدل والمتمم،

- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2005 - 16 المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1425 الموافق 11 يناير سنة 2005 الذي يحدد القواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية المطبقة على الأجهزة المشتغلة بالكهرباء و الغازات و المنتوجات البترولية، لاسيما المادة 4 منه،

- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2005 - 464 المؤرخ في 4 ذي القعدة عام 1426 الموافق 6 ديسمبر سنة 2005 و المتعلق بتنظيم التقييس و سيره،

- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2005 - 465 المؤرخ في 4 ذي القعدة عام 1426 الموافق 6 ديسمبر سنة 2005 و المتعلق بتقييم المطابقة،

- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2007 - 266 المؤرخ في 27 شعبان عام 1428 الموافق 9 سبتمبر سنة 2007 الذي يحدد صلاحيات وزير الطاقة و المناجم،

- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2008 - 100 المؤرخ في 17 ربيع الأول عام 1429 الموافق 25 مارس سنة 2008 الذي يحدد صلاحيات وزير الصناعة و ترقية الاستثمارات،

يقرران ما يأتي:

المادة الأولى: تطبيقا لأحكام المادة 4 من المرسوم التنفيذي رقم 2005 - 16 المؤرخ في أول ذي الحجة عام 1425 الموافق 11 يناير سنة 2005 والمذكور أعلاه، يهدف هذا القرار إلى تحديد الأجهزة وأصناف الأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية.

المادة 2: تخضع إلى أحكام هذا القرار الأجهزة المصممة من أجل الاستعمال المنزلي المعينة أدناه:

- الثلاجات و المجمدات و الأجهزة المشتركة (ثلاجات - مجمدات)
- مكيفات الهواء الفردية،
- المصابيح و أجهزة الإنارة،
- أجهزة إنتاج الماء الساخن و تخزينه،
- آلات غسل الثياب و مجففات الثياب و الأجهزة المشتركة (غسل - تجفيف)
- آلات غسل الأواني،
- الأفران،
- المكاوي،
- الأجهزة السمعية - البصرية،
- أجهزة التدفئة الكهربائية.

لا تدخل الأجهزة المستعملة والأجهزة التي توقف إنتاجها قبل بداية سريان مفعول هذا القرار ضمن مجال تطبيق هذا القرار.

المادة 3: ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 5 ذي القعدة عام 1429
الموافق 3 نوفمبر سنة 2008.

وزير الطاقة والمناجم
شكيب خليل
وزير الصناعة وترقية الاستثمارات
حميد الطمار

يمنح الاعتماد بموجب مقرر من الوزير المكلف بالطاقة في أجل أقصاه مائة وعشرون (120) يوما كاملة ابتداء من تاريخ وصل الاستلام الذي يثبت بأن الملف كامل، وذلك بعد الحصول على موافقة الوزارة المكلفة بالداخلية والوزارة المكلفة بالبيئة ووكالة تطوير الطاقة وترشيد استعمالها.

يجب تبليغ الرفض المعلل لطالب الاعتماد.

في حالة رفض الاعتماد، يمكن طالب الاعتماد تقديم طعن لدى الوزير المكلف بالطاقة، مرفقا بمعلومات أو مبررات جديدة».

المادة 3: تتمم أحكام المرسوم التنفيذي رقم 2005 - 495 المؤرخ في 24 ذي القعدة عام 1426 الموافق 26 ديسمبر سنة 2005 والمذكور أعلاه، بمادتين 7 مكرر و7 مكرر 1، تحرران كما يأتي:

«المادة 7 مكرر: يرفق طلب الاعتماد بملف إداري وملف تقني يحتويان على الوثائق الآتية:

1 - الملف الإداري:

- طلب خطي للحصول على الاعتماد مؤرخ وموقع من الطالب،

- استمارة مملوءة مصحوبة بأربع (4) صور شخصية حديثة للطالب،

- نسخ للشهادات مصادق عليها،

- شهادة متابعة تكوين التدقيق الطاقوي صادرة عن وكالة تطوير الطاقة وترشيد استعمالها أو رسالة تعهد بمتابعة تكوين التدقيق،

- مستخرج من شهادة الميلاد أو نسخة مطابقة لبطاقة التعريف الوطنية مصادق عليها،

- مستخرج من صحيفة السوابق القضائية (نسخة رقم 3 يقل تاريخ استخراجها عن ثلاثة (3) أشهر) لطالب الاعتماد.

2 - الملف التقني:

- وثيقة تثبت خبرة طالب الاعتماد في المجال الطاقوي (شهادة أو شهادة عمل أو غيرها من الوثائق)،

- نسخة من شهادة الوجود مؤرخة في السنة الحالية بالنسبة لمكتب الدراسات،

- عقد عمل غير محدد المدة، أو عقد عمل محدد المدة لا تقل مدته عن ثلاث (3) سنوات للعاملين التقنيين المؤهلين لمكتب الدراسات،

- نسخة طبق الأصل من القانون الأساسي لطالب الاعتماد و/أو السجل التجاري،

- قائمة المعدات اللازمة للقياس والمراقبة المحددة عن طريق التنظيم المقتناة أو التي سيتم اقتناؤها لممارسة نشاطات التدقيق الطاقوي».

«المادة 7 مكرر 1: يتعهد المدقق بالحفاظ على السرية الصارمة للمعلومات والوثائق ونتائج أعمال التدقيق الطاقوي وكذا كل المعطيات والمعلومات التي بلغه إياها صاحب المنشأة».

المادة 4: تعدل وتتمم أحكام المادة 18 من المرسوم التنفيذي رقم 2005 - 495 المؤرخ في 24 ذي القعدة عام 1426 الموافق 26 ديسمبر سنة 2005 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي:

«المادة 18: يتعين على كل منشأة خاضعة للتدقيق الطاقوي تكليف مكتب للتدقيق الطاقوي معتمد أو خبير معتمد للقيام دوريا، وعلى نفقتها بتدقيق طاقوي كما هو محدد في المادة 4 من المرسوم التنفيذي رقم 2005 - 495 المؤرخ في 24 ذي القعدة عام 1426 الموافق 26 ديسمبر سنة 2005 والمذكور أعلاه.

يخضع دخول المدققين الطاقويين إلى المؤسسات الخاضعة لقواعد أمن خاصة، للقواعد والإجراءات المحددة بموجب المرسوم رقم 84 - 385 المؤرخ في 29 ربيع الأول عام 1405 الموافق 22 ديسمبر سنة 1984 والمذكور أعلاه.

تحدد دورية التدقيق الطاقوي بثلاث (3) سنوات بالنسبة للمنشآت الصناعية ومنشآت النقل، وبخمس (5) سنوات بالنسبة لمنشآت الخدمات.

تبلغ وكالة تطوير الطاقة وترشيد استعمالها المنشآت المعنية بقائمة خبراء التدقيق الطاقوي المعتمدين والمكاتب المعتمدة ومراجعهم».

المادة 5: ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 15 **صفر عام** 1435 **الموافق** 18 **ديسمبر سنة** 2013.

عبد المالك سلال.

مرسوم تنفيذي رقم 2013 - 424 مؤرخ في 15 صفر عام 1435 الموافق 18 ديسمبر سنة 2013، يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 2005 - 495 المؤرخ في 24 ذي القعدة عام 1426 الموافق 26 ديسمبر سنة 2005 والمتعلق بالتدقيق الطاقوي للمنشآت الأكثر استهلاكا للطاقة.

إن الوزير الأول،

- بناء على التقرير المشترك بين وزير الطاقة والمناجم ووزيرة التهيئة العمرانية والبيئة،

- وبناء على الدستور، لاسيما المادتان 85 - 3 و125 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 99 - 09 المؤرخ في 15 ربيع الثاني عام 1420 الموافق 28 يوليو سنة 1999 والمتعلق بالتحكم في الطاقة،

- وبمقتضى القانون رقم 2003 - 10 المؤرخ في 19 جمادى الأولى عام 1424 الموافق 19 يوليو سنة 2003 والمتعلق بحماية البيئة في إطار التنمية المستدامة،

- وبمقتضى المرسوم رقم 84 - 385 المؤرخ في 29 ربيع الأول عام 1405 الموافق 22 ديسمبر سنة 1984 الذي يحدد التدابير المخصصة لحماية التركيبات والمنشآت والوسائل،

- وبمقتضى المرسوم رقم 84 - 386 المؤرخ في 29 ربيع الأول عام 1405 الموافق 22 ديسمبر سنة 1984 والمتضمن إحداث اللجنة الوطنية لتصنيف النقط الحساسة وتحديد مهامها،

- وبمقتضى المرسوم رقم 84 - 388 المؤرخ في 29 ربيع الأول عام 1405 الموافق 22 ديسمبر سنة 1984 الذي يحدد كيفيات تأهيل الموظفين الذين يدعون إلى الاطلاع على المعلومات أو الوثائق المصنفة،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 2013 - 312 المؤرخ في 5 ذي القعدة عام 1434 الموافق 11 سبتمبر سنة 2013 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2005 - 495 المؤرخ في 24 ذي القعدة عام 1426 الموافق 26 ديسمبر سنة 2005 والمتعلق بالتدقيق الطاقوي للمنشآت الأكثر استهلاكا للطاقة،

- وبعد موافقة رئيس الجمهورية،

يرسم ما يأتي:

المادة الأولى: يعدل ويتمم هذا المرسوم أحكام المرسوم التنفيذي رقم 2005 - 495 المؤرخ في 24 ذي القعدة عام 1426 الموافق 26 ديسمبر سنة 2005 والمذكور أعلاه.

المادة 2: تعدل وتتمم أحكام المادة 7 من المرسوم التنفيذي رقم 2005 - 495 المؤرخ في 24 ذي القعدة عام 1426 الموافق 26 ديسمبر سنة 2005 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي:

«المادة 7: تخضع ممارسة نشاط التدقيق الطاقوي لاعتماد تسلمه الوزارة المكلفة بالطاقة لصالح الأشخاص المذكورين في المادة 22 من القانون رقم 99 - 09 المؤرخ في 15 ربيع الثاني عام 1420 الموافق 28 يوليو سنة 1999 والمذكور أعلاه.

يجب أن تودع طلبات الاعتماد لدى الوزارة المكلفة بالطاقة التي ترسلها إلى الوزارة المكلفة بالبيئة لإبداء الرأي فيها وإلى وكالة تطوير الطاقة وترشيد استعمالها لدراستها.

ترسل آراء الوزارة المكلفة بالبيئة ووكالة تطوير الطاقة وترشيد استعمالها إلى الوزارة المكلفة بالطاقة في أجل أقصاه ثلاثون (30) يوما ابتداء من تاريخ التبليغ.

ترسل الملفات المقبولة تقنيا إلى الوزارة المكلفة بالداخلية لإبداء الرأي فيها.

يرسل رأي الوزارة المكلفة بالداخلية إلى الوزارة المكلفة بالطاقة في أجل أقصاه أربعون (40) يوما ابتداء من تاريخ تبليغها.

الفصل الرابع
متابعة عمليات التدقيق الطاقوي الإجبارية وتقييمها

المادة20: تتولى وكالة تطوير الطاقة وترشيد استعمالها متابعة عمليات التدقيق الطاقوي الإجبارية وتقييمها، ويجب عليها بهذه الصفة ما يأتي:

- تكوين بنك معطيات عن المنشآت الأكثر استهلاكا للطاقة حسب مفهوم هذا المرسوم.

- ضبط مسك بطاقية تصاريح المنشآت الخاضعة للتدقيق حسب قطاع النشاط،

- السهر على احترام التصاريح المقدمة من الخاضعين للتدقيق،

- إرسال تعاليق وتوصيات إلى الخاضعين للتدقيق، عند الضرورة، بعد تقييم تقرير التدقيق الخاص بالمنشأة المعنية،

- إرسال حصيلة عن انجازات التدقيق الطاقوي وتقييم نتائج التدقيق إلى الوزارتين المكلفتين بالطاقة والبيئة، كل سنة.

الفصل الخامس
أحكام ختامية

المادة21: يمكن أن تستفيد برامج النشاطات التصحيحية المقررة على إثر عمليات التدقيق الطاقوي من تمويل الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة، طبقا للتشريع والتنظيم المعمول بهما.

المادة22: يعاقب على كل مخالفة لأحكام هذا المرسوم طبقا للتشريع والتنظيم المعمول بهما، لا سيما المادتان 45و50 من هذا القانون رقم 99 - 09 المؤرخ في 15 ربيع الثاني عام 1420 الموافق 28 يوليو سنة 1999 والمذكور اعلاه.

المادة23: ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 24 ذي القعدة عام 1426
الموافق 26 ديسمبر سنة 2005.

أحمد أويحيى

الفصل الثالث
واجبات التدقيق الطاقوي
للمنشآت الأكثر استهلاكا

المادة 10: تخضع لإلزامية التدقيق الطاقوي جميع المنشآت الصناعية ومنشآت النقل والخدمات، مهما تكن طبيعتها القانونية أو نشاطها، طالما بلغ استهلاكها السنوي من الطاقة المستويات المحددة في المواد 11 و12 و13 أدناه.

المادة11: تخضع لإلزامية التدقيق الطاقوي المنشآت الصناعية التي يساوي مجموع استهلاكها السنوي من الطاقة أو يفوق 2000 طن من معادل البترول.

المادة 12: تخضع لإلزامية التدقيق الطاقوي منشآت النقل التي يساوي مجموع استهلاكها السنوي من الطاقة أو يفوق 1000 طن من معادل البترول.

المادة 13: تخضع لإلزامية التدقيق الطاقوي منشآت الخدمات التي يساوي مجموع استهلاكها السنوي من الطاقة أو يفوق 500 طن من معادل البترول.

المادة 14: مجموع استهلاك الطاقة، المعبر عنه بالطن المعادل للبترول، هو محصلة الاستهلاك من الكهرباء والمحروقات الصلبة والسائلة والغازية، ويحسب على أساس الصيغة الآتية:

CT= KECE+CGN. (PCS)GN+CGPL.(PCS)
GPL+CPP.(PCS)PP+CC.(PCS)C

حيث أن:

CT: مجموع استهلاك الطاقة من معادل البترول،

KE: معامل معادل الكهرباء،

CE: استهلاك الطاقة بالكيلوواط /ساعة،

C_{GN}: استهلاك الغاز الطبيعي بعدد الأمتار المكعبة،

CGPL: استهلاك غاز البترول المميع بالطن،

CPP: استهلاك المواد البترولية بالطن،

CC: استهلاك الفحم بالطن،

(PCS): القدرة الحرارية العليا،

تستثنى الكهرباء المنتجة بواسطة الطاقات المتجددة من حساب الاستهلاك الإجمالي للطاقة.

تحدد دفاتر الشروط قيم القدرات الحرارية ومعاملات المعادلة الواجب أخذها في الحسبان أثناء حساب مجموع استهلاك الطاقة.

المادة15: تخضع المنشآت إلى أول تدقيق طاقوي لها على أساس مستويات الاستهلاك المحددة والمعاينة في سنة واحدة من السنوات الخمس الأخيرة أو على أساس تصريح المنشآت الجديدة.

المادة 16: يتعين على كل منشأة خاضعة للتدقيق حسب مفهوم المواد11 و12و13و15و18 من هذا المرسوم، التصريح بذلك لوكالة ترقية الطاقة وترشيد استعمالها.

المادة 17: يجب أن يتعين على كل منشأة من المنشآت الخاضعة للتدقيق مسؤولا مكلفا بتسيير الطاقة لكي يقوم على الخصوص بمتابعة عمليات التشخيص الطاقوي للمنشأة والتنفيذ المحتمل لعمليات الترشيد الطاقوي والتقليل من الإفرازات الملوثة.

المادة 18: يتعين على كل منشأة خاضعة للتدقيق تكليف مكتب للرقابة الطاقوية معتمد، للقيام دوريا، وعلى نفقتها بتدقيق طاقوي كما هو محدد في المادة 4 من هذا المرسوم.

تحدد دورية التدقيق الطاقوي بثلاث (3) سنوات بالنسبة للمنشآت الصناعية ومنشآت النقل، وبخمس (5) سنوات بالنسبة لمنشآت الخدمات.

تبلغ وكالة تطوير الطاقة وترشيد استعمالها المنشآت المعنية بقائمة خبراء التدقيق الطاقوي المعتمدين والمكاتب المعتمدة ومراجعهم.

المادة19: يرسل رئيس المنشأة تقرير التدقيق عن المنشأة الخاضعة للتدقيق وخلاصة ذلك إلى الى وكالة تطوير الطاقة وترشيد استعمالها، بعد استلام التقرير.

المادة 3: يقصد بالمنشأة، فيما يخص قطاعي الصناعة والخدمات، كل مجموعة منشآت وبنايات موجودة على ملك أو جزء من ملك عقاري وحيد وموضوع تحت سلطة رئيس مؤسسة.

ويقصد بالمنشأة، فيما يخص قطاع النقل، أسطول سيارات موضوعة تحت سلطة مسؤول وموجودة في مكان واحد

المادة 4: يتمثل التدقيق الطاقوي لمنشأة ما في القيام بالمهام الآتية:

- قياس الأداءات الطاقوية للمنشآت وتجهيزاتها الكبرى،

- تحليل تطوير عمليات استهلاك الطاقة،

- إعداد الحصائل الطاقوية للمنشأة والتجهيزات الكبرى،

- تقييم الإفرازات الملوثة المترتبة على عمليات استهلاك الطاقة،

- تقييم الفعالية الطاقوية للعمليات استنادا إلى مقاييس الاستهلاك،

- تحديد إمكانيات الاقتصاد في استهلاك الطاقة،و/أو الاستبدال ما بين الطاقات المناسب على صعيد الفعالية الطاقوية و البيئة،

- وضع مخطط أعمال تصحيحية تشمل العمليات الواجب انجازها وكلفتها الاقتصادية.

المادة 5: تكون دفاتر الشروط التي تحدد المنهجية وتقرير التدقيق وخلاصته، والمرشد المنهجي، ومقادير الطاقات الحرارية وعوامل التحويل لحساب الاستهلاك، وكذا كيفيات اعتماد المكلفين بالتدقيق، موضوع قرار وزاري مشترك يصدره وزير الطاقة والمناجم والوزير المكلف بالبيئة، بناءا على اقتراح وكالة تطوير الطاقة وترشيد استعمالها.

المادة 6: يكون التدقيق الطاقوي موضوع تقرير يجب ان يشمل ما يأتي:

- حصيلة طاقوية شاملة،

- تحليل عن كل قطاع استهلاك والعمليات المهمة

- تقييم التطورات في عمليات استهلاك الطاقة والإفرازات الملوثة،

- تقديم المكامن المحتملة لاقتصاد الطاقة والاستبدال ما بين الطاقات، وتقليص الإفرازات الملوثة ومخطط الأعمال التصحيحية،

- التوصيات التي توضح، عند الاقتضاء، نوع التدابير والأعمال سوء فيما يخص الاقتصاد في الطاقة أو الاستبدال ما بين الطاقات والتقليل من الإفرازات الملوثة.

الفصل الثاني
شروط ممارسة التدقيق الطاقوي

المادة 7: يعترف بممارسة نشاط التدقيق الطاقوي للأشخاص المذكورين في المادة 22 من القانون رقم 99 - 09 المؤرخ في 15 ربيع الثاني عام 1420 الموافق 28 يوليو سنة 1999 والمذكور أعلاه الذين تتوفر فيهم الكفاءات ويتوفر لديهم العتاد المطلوب للقياس والمراقبة، المحدد بموجب القرار الوزاري المشترك المنصوص عليه في المادة 5 أعلاه.

يجب أن تودع طلبات الاعتماد لدى الوزارة المكلفة بالطاقة التي ترسلها إلى الوزارة المكلفة بالبيئة لإبداء الرأي فيها وإلى وكالة تطوير الطاقة وترشيد استعمالها لدراستها.

وبعد إبداء الرأي فيها من الوزارة المكلفة بالبيئة ودراستها من وكالة تطوير الطاقة وترشيد استعمالها، يصدر الاعتماد بموجب قرار من الوزير المكلف بالطاقة في أجل أقصاه ثلاثة (3) أشهر من إيداع الملف.

يجب أن يكون رفض الطلب معللا.

المادة 8: يجب أن تتقيد مكاتب الدراسات والخبراء المعتمدون ببنود دفاتر الشروط الخاصة لإنجاز عمليات التدقيق الطاقوي لدى المنشآت الصناعية ومنشآت النقل وقطاع الخدمات.

المادة 9: يمكن أن يسحب الاعتماد بسبب مخالفة الالتزامات الواردة في دفاتر الشروط أو المخالفات الخطيرة لأخلاقيات المهنة.

مرسوم تنفيذي رقم 05 - 495 مؤرخ في 24 ذي القعدة عام 1426 الموافق 26 ديسمبر سنة 2005، يتعلق بالتدقيق الطاقوي للمنشآت الأكثر استهلاكا للطاقة

إن رئيس الحكومة،

بناءا على التقرير المشترك بين وزير الطاقة والمناجم ووزير التهيئة العمرانية والبيئة،

وبناءا على الدستور، لا سيما المادتان 85 - 4 و125 (الفقرة 2) منه،

وبمقتضى القانون رقم 99 - 09 المؤرخ في 15 ربيع الثاني عام 1420 الموافق 28 يوليو سنة 1999 والمتعلق بالتحكم في الطاقة، لا سيما المادة 23 منه،

وبمقتضى القانون رقم 03 - 10 المؤرخ في 19 جمادي الأولى عام 1424 الموافق 19 يوليو سنة 2003 المتعلق بحماية البيئة في إطار التنمية المستدامة،

وبمقتضى المرسوم رقم 85 - 235 المؤرخ في 9 ذي الحجة عام 1405 الموافق 25 غشت سنة 1985 والمتضمن إنشاء وكالة تطوير الطاقة وترشيده، المعدل والمتمم،

وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 95 - 102 المؤرخ في 8 ذي القعدة عام 1415 الموافق 8 ابريل سنة 1995 والمتضمن إنشاء المجلس الوطني للطاقة،

وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 04 - 136 المؤرخ في 29 صفر عام 1425 الموافق 19 ابريل سنة 2004 والمتضمن تعيين رئيس الحكومة،

وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 04 - 144 المؤرخ في 8 ربيع الأول عام 1425 الموافق 28 ابريل سنة 2004 والمتضمن التصديق على بروتوكول كيوتو حول اتفاقية الأمم المتحدة الإطارية بشأن تغير المناخ، المحرر بكيوتو يوم 11 ديسمبر سنة 1997،

وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 05 - 161 المؤرخ في 22 ربيع الأول عام 1426 الموافق أول مايو سنة 2005 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 96 - 214 المؤرخ في 28 محرم عام 1417 الموافق 15 يونيو سنة 1996 الذي يحدد صلاحيات وزير الطاقة والمناجم،

وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2000 - 116 المؤرخ في 25 صفر عام 1421 الموافق 29 مايو سنة 2000 الذي يحدد كيفيات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 101 - 302 الذي عنوانه « الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة»،

وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 01 - 08 المؤرخ في 12 شوال عام 1421 الموافق 7 يناير سنة 2001 الذي يحدد صلاحيات وزير تهيئة الإقليم والبيئة،

يرسم ما يأتي:

الفصل الأول

الموضوع والتعريف وكيفيات تنفيذ التدقيق الطاقوي

المادة الأولى: طبقا للمادة 23 من القانون رقم 99 - 09 المؤرخ في 15 ربيع الثاني عام 1420 الموافق 28 يوليو سنة 1999 والمذكور أعلاه، يحدد هذا المرسوم مستويات استهلاك الطاقة التي تحدد مقاييس إخضاع المنشآت للتدقيق ودورية التدقيق وشروط وكيفيات تنفيذ التدقيق الطاقوي واعتماد المكلفين بالتدقيق.

المادة 2: يقصد بالتدقيق الطاقوي دراسة ومراقبة الأداءات الطاقوية لمعدات وتجهيزات المنشآت الصناعية ومنشآت النقل والخدمات، قصد رفع مستوى اشتغالها إلى أقصى درجة.

المادة 5: تحدد المقتضيات في مجال الأداءات الطاقوية للأجهزة ولاسيما مردوديتها ومستوى استهلاكها للطاقة، بموجب قرارات مشتركة بين الوزراء المكلفين بالطاقة والتقييس والتجارة، بناء على اقتراح من الهيئة الوطنية المكلفة بالتحكم في الطاقة.

المادة 6: تكون الأجهزة موضوع تصنيف يعد بموجب قرارات مشتركة يصدرها الوزراء المكلفون بالطاقة والتقييس والمالية والتجارة، وتحدد استنادا إلى مقتضيات الفعالية الطاقوية ما يأتي:

- الصنف أو الأصناف "الاقتصادية في الطاقة"،

- الصنف أو الأصناف "قليلة الاقتصاد أو عديمة الاقتصاد في الطاقة".

المادة 7: يجب أن يذكر الصناع البيانات الخاصة باستهلاك الطاقة أو بالمر دودية الطاقوية أو التصنيف على صعيد المرد وديات الطاقوية وكذا الإشارة إلى صنف انتماء الأجهزة على بطاقيات الوسم، وتوضع بشكل واضح على الأجهزة وعلى تغليف تعبئتها. تعد نماذج بطاقيات الوسم المطابقة للمقتضيات المذكورة أعلاه، بموجب قرار يصدره الوزير المكلف بالطاقة.

المادة 8: لا يجوز وضع أي جهاز لا يطابق وسمه أحكام المادة 7 من هذا المرسوم في السوق الوطنية.

المادة 9: تنجز مراقبة استهلاكات الطاقة والمرد وديات الطاقوية الخاصة بالأجهزة على أساس أساليب التجارب التي تكون موضوع قرار يصدره الوزير المكلف بالطاقة.

المادة 10: تتمثل رقابة الفعالية الطاقوية للأجهزة فيما يأتي:

- قياس معايير الفعالية الطاقوية للأجهزة ولاسيما قياس استهلاك الطاقة، والمر دودية الطاقوية، وعند الاقتضاء، الانبعاثات الملوثة للأجهزة،

- التدقيق في مطابقة البيانات المذكورة في بطاقيات الوسم.

المادة 11: تحدد كيفيات تنظيم رقابة الفاعلية الطاقوية وممارستها بموجب قرارات مشتركة بين

الوزراء المكلفين بالطاقة والتجارة والمالية و ا لتقييس .

المادة 12: ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في أول ذي الحجة عام 1425
الموافق 11 **يناير سنة** 2005

أحمد أويحيى

مرسوم تنفيذي رقم 05 - 16 مؤرخ في أول ذي الحجة عام 1421 الموافق 11 يناير سنة 2005، يحدد القواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية المطبقة على الأجهزة المشتغلة بالكهرباء والغازات والمنتوجات البترولية

إن رئيس الحكومة،

بناء على التقرير المشترك بين وزير الطاقة والمناجم ووزير الصناعة،

- وبناء على الدستور، لاسيما المادتان (85 - 4 و125) الفقرة2 منه،

- وبمقتضى القانون رقم 89 - 02 المؤرخ في أول رجب عام 1409 الموافق 7 فبراير سنة 1989 والمتعلق بالقواعد العامة لحماية المستهلك،

- وبمقتضى القانون رقم 99 - 09 المؤرخ في 15 ربيع الثاني عام 1420 الموافق 28 يوليو سنة 1999 والمتعلق بالتحكم في الطاقة لاسيما المادتان 9 و19 منه،

- وبمقتضى القانون رقم 04 - 04 المؤرخ في 5 جمادى الأول عام 1425 الموافق 23 يونيو سنة 2004 والمتعلق بالتقييس،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 04 - 136 المؤرخ في 29 صفر عام 1425 الموافق 19 أبريل سنة 2004 والمتضمن تعيين رئيس الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 04 - 138 المؤرخ في 6 ربيع الأول عام 1425 الموافق 26 أبريل سنة 2004 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 90 - 366 المؤرخ في 22 ربيع الثاني عام 1411 الموافق 10 نوفمبر سنة 1990 والتعلق بوسم المنتوجات المنزلية غير الغذائية وعرضها،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 96 - 214 المؤرخ في 28 محرم عام 1417 الموافق 15 يونيو سنة 1996 الذي يحدد صلاحيات وزير الطاقة والمناجم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2000 - 90 المؤرخ في 19 محرم عام 1421 الموافق 24 أبريل سنة 2000 والمتضمن التنظيم الحراري في البنايات الجديدة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 03 - 135 المؤرخ في 21 محرم عام 1424 الموافق 14 مارس سنة 2003 الذي يحدد صلاحيات وزير الصناعة،

يرسم ما يأتي:

المادة الأولى: تطبيقا لأحكام المادة 9 من القانون 99 - 09 المؤرّخ في 15 ربيع الثاني عام 1420 الموافق 28 يوليو سنة 1999 والمذكور أعلاه، يحدد هذا المرسوم القواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية المطبقة على الأجهزة المشتغلة بالكهرباء والغازات والمنتوجات البترولية.

المادة 2: تطبق أحكام هذا المرسوم على كل جهاز يشتغل بالكهرباء والغاز والمنتوجات البترولية جديد وذي استعمال منزلي موجه للبيع أو للاستعمال داخل التراب الوطني، مستوردا كان أم مصنوعا محليا.

المادة 3: الأجهزة وأصناف الأجهزة المذكورة في هذا المرسوم هي تلك التي يؤثر اشتغالها تأثيرا بالغا في الحصيلة الطاقوية الوطنية، نظرا إلى الاعتبارات المتصلة، خصوصا، بما يأتي:

- استهلاك الأجهزة الخاص،

- توزيع الأجهزة واستعمالها الواسع.

المادة 4: تحدد الأجهزة وأصناف الأجهزة الخاضعة لأحكام هذا المرسوم بقرارات مشتركة بين الوزيرين المكلفين بالطاقة والتقييس، بعد استشارة الوزراء الآخرين المعنيين.

المادة 11: ينتخب رئيس اللجنة المشتركة بين القطاعات للتحكم في الطاقة من ضمن أعضاء اللجنة يوم تنصيب هذه اللجنة.

المادة 12: تحدد كيفيات سير اللجنة المشتركة بين القطاعات للتحكم في الطاقة بموجب النظام الداخلي الذي تعده اللجنة.

المادة 13: تجتمع اللجنة المشتركة بين القطاعات للتحكم في الطاقة مرتين في السنة على الأقل في دورة عادية بناء على استدعاء من رئيسها. وتجتمع في دورة غير عادية بمبادرة من رئيسها أو بطلب من ثلثي (2/3) الأعضاء

المادة 14: تتولى الوكالة الوطنية لتطوير الطاقة وترشيد استعمالها الأمانة التقنية للجنة المشتركة بين القطاعات للتحكم في الطاقة ونفقات سيرها.

المادة 15: تعد الوكالة الوطنية لتطوير الطاقة وترشيد استعمالها البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة حسب المراحل الآتية:

– تعد الوكالة المخطط الرئيسي والعناصر المكونة للبرنامج الوطني للتحكم في الطاقة وتعرض ذلك على اللجنة المشتركة بين القطاعات للتحكم في الطاقة للإثراء.

– تقوم اللجنة من أجل إعداد البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة بتنسيق مجموعات العمل التي يتكون أعضاؤها خصوصا من اللجنة المشتركة بين القطاعات للتحكم في الطاقة والتي تتولى تنشيطها بنفسها أو تسند ذلك إلى أعضاء متخصصين من اللجنة المشتركة بين القطاعات للتحكم في الطاقة بعد إعداد الوكالة الصيغة الأولى من مشروع البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة، تعرض هذه الصيغة على اللجنة المشتركة بين القطاعات للتحكم في الطاقة لإبداء الرأي فيها.

المادة 16: تكون حالة تنفيذ البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة موضوع تقرير سنوي للتقييم يتم إعداده تحت مسؤولية الوكالة ويعرض على اللجنة المشتركة بين القطاعات للتحكم في الطاقة لإبداء الرأي فيه. ويرسل التقرير النهائي إلى الوزير المكلف بالطاقة.

المادة 17: تعرض الوكالة الوطنية لتطوير الطاقة وترشيد استعمالها، انتقاليا وفي انتظار تنصيب اللجنة المشتركة بين القطاعات للتحكم في الطاقة، اقتراحات برامجها ومشاريعها مباشرة على الوزارة المكلفة بالطاقة.

المادة 18: ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 29 **ربيع الأول عام** 1425
الموافق 19**مايو سنة** 2004

أحمد أويحيى

المادة 4: يهدف تقييم القدرات وتحديد أهداف التحكم في الطاقة من خلال الأعمال الواجب تنفيذها إلى بلوغ الغايات الآتية:

- تحقيق الاقتصاد في استهلاك الطاقة.

- ضمان الاستبدال الطاقوي وتطوير الطاقات المتجددة.

المادة 5: تتكون وسائل العمل الموجودة والواجب تنفيذها لبلوغ الأهداف على المدى البعيد، المترتبة على البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة مما يأتي:

- إقامة الترتيب المؤسساتي،

- المبادرة بنصوص تشريعية وتنظيمية،

- إعداد برامج الدعم والمرافقة المرتكزة خصوصا على الإعلام والاتصال والتشاور والتكوين والدراسات التقنية والاقتصادية وإقامة الشراكة.

المادة 6: يتكون برنامج العمل الخماسي، المترتب على البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة مما يأتي:

- هندسة البرنامج،

- بطاقيات مفصلة عن البرامج والعمل،

- تنظيم مسعى الشراكة ،

- منظومة المتابعة والتقييم،

- عرض الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة.

المادة 7: يؤسس جهاز وطني استشاري يوضع لدى الوزير المكلف بالطاقة يدعى "اللجنة المشتركة بين القطاعات للتحكم في الطاقة" ويكلف بتنظيم التشاور وتطوير الشراكة بين القطاع العام والقطاع الخاص.

المادة 8: تبدي اللجنة المشتركة بين القطاعات للتحكم في الطاقة آراء في:

- كل مسألة تتصل بتطور سياسة التحكم في الطاقة والوسائل المسخرة لذلك،

- أشغال إعداد البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة وتنفيذه ومتابعته.

المادة 9: تتكون اللجنة المشتركة بين القطاعات للتحكم في الطاقة من:

- ممثل برتبة مدير على الأقل ومؤهل في الميدان عن وزارات الداخلية، والمالية، والطاقة، والبيئة، والصناعة ،والسكن والعمران، والأشغال العمومية، والنقل، والفلاحة، والتجارة، والمؤسسات والصناعات الصغيرة والمتوسطة ،والموارد المائية، والتعليم العالي والبحث العلمي، والتربية الوطنية، والجماعات المحلية يعينه الوزير المعني.

- ممثل عن الغرفة الوطنية للتجارة والصناعة،

- أربعة (4) باحثين يمثلون الجامعات ومعاهد المهندسين يعينهم وزراؤهم الأوصياء،

- ممثل برتبة مدير عن الشركة الوطنية للبحث عن المحروقات وإنتاجها ونقلها وتحويلها وتسويقها " سونا طراك ".

- ممثل برتبة مدير عن الشركة الجزائرية للكهرباء والغاز المسماة " سونلغاز ش ذ أ ".

- ممثل برتبة مدير عن السلطة المكلفة با لتخطيط .

- ممثلي جمعيات حماية البيئة، والمستهلكين، ونادي صحافة الطاقة، وهيئات التمويل، ومؤسسات قطاعي الصناعة والطاقة وكل هيئة قد تقدم مساهمتها في التحكم في الطاقة.

- المدير العام لوكالة تطوير الطاقة وترشيد استعمالها .

المادة 10: يعين أعضاء اللجنة المشتركة بين القطاعات للتحكم في الطاقة بقرار من الوزير المكلف بالطاقة بناء على اقتراح من وصايتهم، لمدة ثلاث (3) سنوات، قابلة للتجديد . وفي حالة انقطاع عهدة أحد الأعضاء يتم استخلافه حسب الأشكال نفسها . وتنقضي عهدة العضو الجديد المعين عند تاريخ انقضاء عهدة العضو الذي استخلفه.

مرسوم تنفيذي رقم 04-149 مؤرخ في 29 ربيع الأول عام 1425 الموافق 19 مايو سنة 2004، يحدد كيفيات إعداد البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة

إن رئيس الحكومة،

- بناء على تقرير وزيرة الطاقة والمناجم،

- بناء على الدستور لا سيما المادتان (85 - 4 و125) الفقرة 2 منه،

- بمقتضى القانون رقم 99 - 09 المؤرخ في 15 ربيع الثاني عام 1420 الموافق 28 يوليو سنة 1999 والمتعلق بالتحكم في الطاقة لا سيما المادة 28 منه،

- بمقتضى القانون رقم 02 - 01 المؤرخ في 22 ذي القعدة عام 1422 الموافق 5 فبراير سنة 2002 والمتعلق بالكهرباء وتوزيع الغاز بواسطة القنوات،

- بمقتضى القانون رقم 03 - 10 المؤرخ في19 جمادى الأولى عام 1424 الموافق 19 يوليو سنة 2003 والمتعلق بحماية البيئة في إطار التنمية المستدامة،

- بمقتضى المرسوم رقم 85 - 235 المؤرخ في 09 ذي الحجة عام 1405 الموافق 25 غشت سنة 1985 والمتضمن إنشاء وكالة تطوير الطاقة وترشيدها،

- بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 95 - 102 المؤرخ في 08 ذي القعدة عام 1414 الموافق 8 أبريل سنة 1995 والمتضمن إنشاء المجلس الوطني للطاقة،

- بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 04 - 136 المؤرخ في 29 صفر عام 1425 الموافق 19 أبريل سنة 2004 والمتضمن تعيين رئيس الحكومة،

- بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 04 - 138 المؤرخ في 6 ربيع الأول عام 1425 الموافق 26 أبريل سنة 2004 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 96 - 214 المؤرخ في 28 محرم عام 1417 الموافق 15 يونيو سنة 1996 الذي يحدد صلاحيات وزير الطاقة والمناجم.

يرسم ما يأتي:

المادة الأولى: تطبيقا للمادة 28 من القانون رقم 99 - 09 المؤرخ في 15 ربيع الثاني عام 1420 الموافق 28 يوليو سنة 1999 والمذكور أعلاه، يحدد هذا المرسوم الإطار المؤسساتي للتشاور وكيفيات إعداد البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة وتنفيذه.

المادة 2: يشكل البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة إطارا لتنفيذ التحكم في الطاقة على المستوى الوطني. ويعد تحت مسؤولية الوزير المكلف بالطاقة وتوافق عليه الحكومة.

وبهذه الصفة يشتمل على ما يأتي:

- إطار التحكم في الطاقة وآفاقه،

- تقييم القدرات وتحديد أهداف التحكم في الطاقة.

- وسائل العمل الموجودة والواجب تنفيذها لبلوغ الأهداف على المدى البعيد.

- برنامج العمل الخماسي.

المادة 3: يهدف إطار التحكم في الطاقة وآفاقه إلى ما يأتي:

- الحصيلة الطاقوية، وخصائص الطلب على الطاقة ومؤشراته، والوضعيات البيئية المتصلة بالمنظومة الطاقوية (الإنتاج والاستهلاك)،

- استشراف طاقوي على أفق عشرين (20) سنة حسب أسلوب البرمجة المتكاملة بين العرض والطلب، ومقارنة المخططات (السيناريوهات (التقنية والاقتصادية المتباينة وتقييم التأثيرات الاجتماعية والاقتصادية والبيئية للتحكم في الطاقة.

قرار مؤرخ في 25 شوال عام 1437 الموافق 30 يوليو سنة 2016، يتضمن الموافقة على الوثيقة التقنية التنظيمية C3.2/4. المسماة «التقنين الحراري للبنايات»

إن وزير السكن والعمران والمدينة،

- بمقتضى المرسوم رقم 82 - 319 المؤرخ في 6 محرم عام 1403 الموافق 23 أكتوبر سنة 1982 والمتضمن جعل المعهد الوطني للدراسات والأبحاث المتعلقة بالبناء مركزا وطنيا للدراسات والأبحاث المتكاملة للبناء، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم رقم 86 - 213 المؤرخ في 13 ذي الحجة عام 1406 الموافق 19 غشت سنة 1986 والمتضمن إنشاء لجنة تقنية دائمة للمراقبة التقنية للبناء،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 2015 - 125 المؤرخ في 25 رجب عام 1436 الموافق 14 مايو سنة 2015 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة، المعدل،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 2008 - 189 المؤرخ في 27 جمادى الثانية عام 1429 الموافق أول يوليو سنة 2008 الذي يحدد صلاحيات وزير السكن والعمران والمدينة، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القرار المؤرخ في 10 شعبان عام 1418 الموافق 10 ديسمبر سنة 1997 والمتضمن الموافقة على الوثيقة التقنية التنظيمية المتعلقة بتنظيم العزل الحراري في عمارات السكن - قواعد حساب الضياع الحراري،

- وبمقتضى القرار المؤرخ في 25 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 18 غشت سنة 1998 والمتضمن الموافقة على الوثيقة التقنية التنظيمية المتعلقة بقواعد حساب مولدات الحرارة للبنايات - الإصدار الثاني (تكييف الهواء)،

يقرر ما يأتي:

المادة الأولى: يوافق على الوثيقة التقنية التنظيمية - C3.2/4 - المسماة «التقنين الحراري للبنايات» الملحقة بأصل هذا القرار.

المادة 2: يكلف المركز الوطني للدراسات والأبحاث المتكاملة للبناء بطبع هذه الوثيقة التقنية التنظيمية، موضوع هذا القرار، وتوزيعها.

المادة 3: تلغى أحكام كل من القرار المؤرخ في 10 شعبان عام 1418 الموافق 10 ديسمبر سنة 1997 والمتضمن الموافقة على الوثيقة التقنية التنظيمية المتعلقة بتنظيم العزل الحراري في عمارات السكن قواعد حساب الضياع الحراري والقرار المؤرخ في 25 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 18 غشت سنة 1998 والمتضمن الموافقة على الوثيقة التقنية التنظيمية المتعلقة بقواعد حساب مولدات الحرارة للبنايات - الإصدار الثاني (تكييف الهواء).

المادة 4: ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 25 شوال عام 1437 الموافق 30 يوليو سنة 2016.

عبد المجيد تبون.

– الجلب الحراري المحسوب لفترة الصيف، يجب أن يكون أقل من مستوى يسمى « الجلب المرجعي »

المادة 6: تحدد القيم المرجعية المتعلقة بالضياع والجلب الحراريين الخاصين بالبنايات الجديدة ذات الاستعمال السكني في وثائق تقنية تنظيمية يوافق عليها بقرار من الوزير المكلف بالسكن.

المادة 7: تحدد القيم المرجعية المتعلقة بالضياع والجلب الحراريين الخاصين بالبنايات الجديدة ذات الاستعمال غير السكني في وثائق تقنية تنظيمية يوافق عليها بقرار مشترك بين الوزير المكلف بالسكن والوزير المكلف بالطاقة والوزراء المعنيين.

المادة 8: تعرف أيضا في الوثائق التقنية التنظيمية المذكورة في المادتين 6 و7 أعلاه:

– الأساليب المتعلقة بحساب الضياع والجلب الحراريين،

– المناطق المناخية الموافقة فترتي الشتاء والصيف وكذلك قيم عوامل المناخ الخارجي المرتبطة بالمناطق المناخية،

– القيم الحدية للمناخ الداخلي للمحلات.

المادة 9: يجب أن يكون تدفق تجديد الهواء الناتج عن نظام التهوية، كما يأتي:

– أقل من حد يسمى التدفق الهوائي الجديد المرجعي،

– أكبر من التدفق الأدنى للهواء الجديد أو مساو له.

المادة 10: يحدد التدفق الأدنى للهواء الجديد والتدفق الهوائي الجديد المرجعي في البنايات الجديدة ذات الاستعمال السكني في وثائق تقنية تنظيمية يوافق عليها بقرار من الوزير المكلف بالسكن.

المادة 11: يحدد التدفق الأدنى للهواء الجديد والتدفق الهوائي الجديد المرجعي في البنايات الجديدة ذات الاستعمال غير السكني في وثائق تقنية تنظيمية يوافق عليها بقرار مشترك بين الوزير المكلف بالسكن والوزير المكلف بالطاقة والوزراء المعنيين.

المادة 12: تعرف الأساليب المتعلقة بحساب تدفق تجديد الهواء أيضا في الوثائق التقنية التنظيمية المذكورة في المادتين 10 و11 أعلاه.

المادة 13: يجب أن تحتوي الفتحات بين محل مكيف وفضاء خارجي أوبين محل مكيف ومحل غير مكيف على منفذ للهواء أصغر من القيمة المرجعية المحددة في وثائق تقنية تنظيمية يوافق عليها بقرار من الوزير المكلف بالسكن.

المادة 14: يجب أن تحتوي أجهزة التدفئة الشتوية، باستثناء التجهيزات الفردية التي لا يسمح مبدأ تشغيلها إلا بالضبط اليدوي، على أجهزة آلية تنظم التزويد بالحرارة إما حسب المناخ الداخلي وإما حسب المناخ الخارجي.

المادة 15: يجب أن تحتوي أجهزة التكييف الصيفية على أجهزة آلية تنظم التزويد بالبرودة إما حسب المناخ الداخلي وإما حسب المناخ الخارجي.

المادة 16: توضح كيفيات تطبيق المادتين 14 و15 أعلاه، بقرار مشترك بين الوزير المكلف بالسكن والوزير المكلف بالطاقة والوزراء المعنيين.

المادة 17: تحدد الفترة الانتقالية التي يكون فيها الطابع الإجباري للعزل الحراري غير مطبق على البنايات الجديدة الفردية، بخمس (5) سنوات ابتداء من تاريخ نشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

المادة 18: ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 19 **محرم عام** 1421 **الموافق** 24 **أبريل سنة** 2000

أحمد بن بيتور

مرسوم تنفيذي رقم 2000 - 90 مؤرخ في 19 محرم عام 1421 الموافق 24 أبريل سنة 2000، يتضمن التنظيم الحراري في البنايات الجديدة.

إن رئيس الحكومة،

- بناء على التقرير المشترك بين وزير السكن ووزير الطاقة والمناجم.

- وبناء على الدستور، لاسيما المادتان 85 - 4 و125 الفقرة (2) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 83 - 03 المؤرخ في 22 ربيع الثاني عام 1403 الموافق 5 فبراير سنة 1983 والمتعلق بحماية البيئة.

- وبمقتضى القانون رقم 90 - 29 المؤرخ في 14 جمادى الأولى عام 1411 الموافق أول ديسمبر سنة1990 والمتعلق بالتهيئة والتعمير.

- وبمقتضى القانون رقم 99 - 09 المؤرخ في 15 ربيع الثاني عام 1420 الموافق 28 يوليو سنة 1999 والمتعلق بالتحكم في الطاقة، لاسيما المادتان 11 و12 منه،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 99 - 299 المؤرخ في 15 رمضان عام 1420 الموافق 23 ديسمبر سنة 1999 والمتضمن تعيين رئيس الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 99 - 300 المؤرخ في 16 رمضان عام 1420 الموافق 24 ديسمبر سنة 1999 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة.

يرسم ما يأتي :

المادة الأولى: تطبيقا لأحكام المادتين 11 و12 من القانون رقم 99 - 09 المؤرخ في 15 ربيع الثاني عام 1420 الموافق 28 يوليو سنة 1999 والمذكور أعلاه، يحدد هذا المرسوم التنظيم الحراري في البنايات الجديدة.

المادة 2: يقصد بالبنايات الجديدة، من أجل تطبيق أحكام هذا المرسوم ما يأتي:

- البنايات الجديدة ذات الاستعمال السكني،

- البنايات الجديدة ذات الاستعمال غير السكني.

- القسم من البناء المنجز كامتداد لبناء موجود.

المادة 3: يقصد بالبنايات الفردية، من أجل تطبيق أحكام هذا المرسوم، البنايات الجديدة الفردية ذات الاستعمال السكني.

المادة 4: يجب أن يتأكد صاحب المشروع أن تصميم البنايات الجديدة وبناءها يخضعان للمبادئ الآتية:

- يجب أن تكون المميزات الحرارية للبنايات الجديدة بالشكل الذي يكون به نقل الحرارة بالتحويل الحراري عبر الجدران التي تشكل غلاف هذه البنايات، متطابقا مع مستويات نقل الحرارة المطلوبة.

- يجب أن تكون أنظمة التهوية في البنايات الجديدة بالشكل الذي يكون به تجديد الهواء متطابقا مع مستوى تجديد الهواء المطلوب.

- يجب أن تحتوي أنظمة التدفئة في الشتاء وتكييف الهواء في الصيف في البنايات على أنظمة ضبط آلية.

المادة 5: يجب أن تستجيب مميزات العزل الحراري في البنايات الجديدة على الأقل لأحد الشرطين الآتيين:

- الضياع الحراري المحسوب لفترة الشتاء، يجب أن يكون أقل من مستوى يسمى « الضياع المرجعي».

- إعانات سنوية تتناسب مع المنفعة العامة المحدّدة في إطار دفتر الشروط،

- امتيازات جبائية وجمركية عند شراء الأجهزة والأدوات ووسائل العمل الأخرى الضرورية للتكفل بمهام الخدمة العمومية،

الباب الثالث
المراقبة والعقوبات

المادة 40: إن عدم المطابقة مع المعايير المحدّدة في التنظيم المتعلق بالعزل الحراري الخاص بالبنايات الجديدة يعرّض المستفيدين من الأشغال إلى الإجراءات والعقوبات المحدّدة في التشريع والتنظيم الجاري بهما العمل والمتعلقين بالبناء والتعمير.

المادة 41: تخضع الأجهزة الجديدة المباعة أو المستعملة على مستوى التراب الوطني، والمستعملة للكهرباء والغاز والمواد البترولية ذات الاستهلاك المفرط للطاقة وفق معايير الفعالية الطاقوية، الى رسم يحدّده التشريع.

المادة 42: يمنع استيراد الأجهزة والسيارات والآليات القديمة غير المطابقة لمعايير الفعالية الطاقوية.

تستثنى الأجهزة والسيارات المستوردة من طرف الأفراد للاستعمال الشخصي وفق القوانين المعمول بها.

المادة 43: كل مخالفة للأحكام المتعلقة بتوصيف المردودية الطاقوية تعرّض مرتكبيها للعقوبات المنصوص عليها في التشريع والتنظيم الساريين والمتعلقين بعنونة بطاقات التوصيف.

المادة 44: تخضع مراقبة الفعالية الطاقوية للسيارات والآليات ذات المحركات إلى الأحكام التشريعية والتنظيمية السارية في مجال المراقبة التقنية والدورية للسيارات والآليات ذات المحركات والإصدارات الغازية.

المادة 45: إن المؤسسات الخاضعة لإلزامية التدقيق الطاقوي والتي لم تمتثل في مدة ستة (6) أشهر، ابتداء من التاريخ المعلن عنه للتدقيق، تفرض عليها غرامة تساوي ضعف ثمن تكلفة التدقيق.

تبقى هذه المؤسسات خاضعة لإلزامية التدقيق ويعيّن لها وجوبا مكتب للتدقيق للقيام بالتدقيق لدى المؤسسة المعنية.

المادة 46: على مستغلي المؤسسات والمنشآت أو الأجهزة الخاضعة للمراقبة أن يسهلوا للأعوان الموكّلين الوصول إلى المحلات والأجهزة المعنية. في حالة الرفض وبعد إعذار، يتعرّض المستغلون لدفع غرامة تساوي مبلغ الفاتورة الطاقوية السنوية المحدّدة على أساس السنة المالية الأخيرة.

المادة 47: يؤدي عدم احترام أحكام المادة 33 من هذا القانون المتعلقة بالإجراءات التحفيزية والتشجيعية إلى سقوط الامتيازات الممنوحة كليا أو جزئيا.

المادة 48: تعاين مخالفات أحكام هذا القانون في محاضر تثبت من طرف أعوان موكّلين قانونا طبقا لإجراءات خاصة يتمّ تحديدها عن طريق التنظيم.

المادة 49: ترسل محاضر معاينة المخالفات إلى وكيل الجمهورية وكذا نسخة منها إلى الوزارة المكلفة بالطاقة.

المادة 50: يعاقب على كل مخالفة لأحكام هذا القانون والنصوص المتخذة لتطبيقه طبقا لأحكام قانون العقوبات.

المادة 51: ينشر هذا القانون في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرّر بالجزائر في 15 **ربيع الثاني عام** 1420
الموافق 28 **يوليو سنة** 1999

عبد العزيز بوتفليقة

الفصل السادس
تمويل التحكم في الطاقة

المادة 29: يتمّ تأسيس صندوق وطني للتحكم في الطاقة لتمويل البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة.

المادة 30: يموّل الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة عن طريق:

- رسوم متفاوتة على مستويات الاستهلاك الطاقوي الوطني،

- تحدّد مستويات الرسوم على الاستهلاك الطاقوي والخاصة بتزويد هذا الصندوق عن طريق قانون المالية وعلى أساس احتياجات التمويل للبرنامج السنوي للتحكم الطاقة،

- إعانات الدولة،

- ناتج الغرامات المقرّرة في إطار هذا القانون،

- رسوم على الأجهزة المفرطة في استهلاك الطاقة.

المادة 31: يقصد بالأجهزة المفرطة في استهلاك الطاقة كل جهاز مستعمل للكهرباء والغاز والمواد البترولية، والذي يفوق استهلاكه المقاييس النوعية لاستهلاك الطاقة المحدّدة عن طريق التنظيم.

المادة 32: تحدّد كيفيات استعمال أموال الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة عن طريق التنظيم.

الفصل السابع
إجراءات تحفيزية وتشجيعية

المادة 33: يمكن منح امتيازات مالية وجبائية وجمركية للأنشطة والمشاريع التي تساهم في تحسين الفعالية الطاقوية وترقية الطاقات المتجدّدة.

زيادة على ذلك، تستفيد هذه الأنشطة والمشاريع من الامتيازات المنصوص عليها في إطار التشريع والتنظيم المتعلّقين بترقية الاستثمار وكذا لصالح الأعمال ذات الأولوية.

المادة 34: تحدّد شروط وكيفيات الحصول على هذه الامتيازات عن طريق التنظيم

الفصل الثامن
تحسين معرفة النظام الطاقوي الوطني

المادة 35: يتمّ ضمان تنظيم المعطيات الإحصائية الخاصة بالطاقة وتطويرها وتسييرها والمحافظة عليها من طرف هيئة وطنية مختصة.

تجمع المعطيات الإحصائية على مستوى هذه الهيئة بهدف معالجة المعلومات الإحصائية ونشرها من أجل تحسين معرفة القطاع الطاقوي الوطني والسماح بما يأتي:

- التحكم في الاستهلاك الطاقوي الوطني، لا سيما عبر تحقيقات حول استهلاك الطاقة،

- إعداد الحصيلة الطاقوية الوطنية،

- إنجاز دراسات تقديرية حول الطلب على الطاقة وتقييم قدرات الفعالية الطاقوية،

- وضع حيز التنفيذ، في أحسن الظروف، الإجراءات الخاصة بالفعالية الطاقوية المحدّدة في إطار البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة،

- التقييم الدوري لتطوّر الفعالية الطاقوية،

- التقييم الدوري لمدى نجاعة الفعالية الاقتصادية للنظام الطاقوي.

المادة 36: تحدّد كيفيات تنظيم المعطيات الطاقوية وجمعها ومعالجتها ونشرها والمحافظة عليها عن طريق التنظيم.

الفصل التاسع
تنسيق عملية تطبيق التحكم في الطاقة

المادة 37: تسند عملية تنسيق وتنشيط تطبيق الإجراءات والأنشطة المتعلقة بالتحكم في الطاقة الى هيئة وطنية مختصة على المستوى المركزي.

المادة 38: يمكن إسناد عملية التنسيق الفني إلى هيئة أو هيئات أخرى.

المادة 39: نظرا إلى خاصية المنفعة العامة التي يتحلى بها التحكم في الطاقة، تستفيد الهيئة أو الهيئات المكلفة بالتحكم في الطاقة من:

المادة 18: تنطبق مراقبة الفعالية الطاقوية لا سيما على:

- البنايات الجديدة، قصد إثبات مطابقتها مع معايير المرد ودية الطاقوية للبنايات،

- الأجهزة المستعملة للكهرباء والغاز والمواد البترولية المكرّرة، قصد إثبات مطابقتها الطاقوية مع معايير المرد ودية الطاقوية للأجهزة وكذا مراقبة صحة محتوى بطاقة توصيف الأجهزة،

- السيارات والآليات ذات المحركات، وذلك بمراقبتها دوريا على أساس معايير معتمدة وطنيا قصد التأكد من سيرها في شروط متلائمة مع معايير المرد ودية الطاقوية ومعايير بيئية.

المادة 19: يتمّ تحديد طرق وأساليب تنظيم مراقبة الفعالية الطاقوية وممارستها عن طريق التنظيم.

الفصل الثالث
التدقيق الطاقوي

المادة 20: يتمّ إنشاء نظام تدقيق طاقوي إجباري ودوري يسمح بمتابعة ومراقبة استهلاك الطاقة للمنشآت الأكثر استهلاكا في كل من قطاعات الصناعة والنقل والخدمات، قصد ضمان سيرها الطاقوي الأمثل.

المادة 21: يشمل التدقيق الطاقوي مجموعة من الفحوصات التقنية والاقتصادية ومراقبة مستوى الأداء الطاقوي للمنشآت والأنظمة التقنية وتحديد أسباب الاستهلاك المفرط للطاقة واقتراح برنامج إجراءات التصحيح.

المادة 22: تجرى التدقيقات الطاقوية من طرف مكاتب دراسات وخبراء معتمدين من قبل الوزارة المكلفة بالطاقة وتحت مراقبتها.

المادة 23: يتمّ وضع مستويات استهلاك الطاقة التي تحدّد مقاييس إخضاع المنشآت للتدقيق ودورية التدقيق وأساليب ممارسة التدقيق الطاقوي واعتماد المكلفين بالتدقيق عن طريق التنظيم.

الفصل الرابع
تحسيس المستعملين

المادة 24: يتمّ اتخاذ إجراءات خاصة بالتكوين وإعادة التأهيل التقني لصالح الإدارات والجماعات الإقليمية والمؤسسات العمومية والخاصة قصد ترقية الفعالية الطاقوية واقتصاديات الطاقة.

تحدّد هذه الإجراءات والعمليات في إطار برنامج الفعالية الطاقوية المنصوص عليه ضمن هذا القانون.

المادة 25: توضع حيز التنفيذ عمليات تحسيسية وتربوية وإعلامية موجّهة للجمهور والوسط المدرسي، وذلك بغية تعميم وترقية ثقافة اقتصاديات الطاقة. تندرج هذه الاجراءات في إطار برامج التربية الوطنية والاتصال والإشهار التربوي المسطرة من قبل الدولة.

الفصل الخامس
البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة

المادة 26: يشمل البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة مجمل المشاريع والإجراءات والتدابير في المجالات الآتية:

- اقتصاد الطاقة،
- الاستبدال ما بين الطاقات،
- ترقية الطاقات المتجدّدة،
- إعداد معايير الفعالية الطاقوية،
- التقليص من آثار الطاقة على البيئة،
- التحسيس والتربية والإعلام والتكوين في مجال الفعالية الطاقوية،
- البحث في مجال الفعالية الطاقوية.

يكتسي البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة طابعا متعدّد السنوات.

المادة 27: يمكن مراجعة وتدعيم البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة سنويا وذلك بتسجيل إجراءات وعمليات أو مشاريع الفعالية الطاقوية ذات الطابع الأولوي.

المادة 28: تحدّد كيفيات إعداد البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة عن طريق التنظيم.

- التدقيق الطاقوي الإلزامي والدوري،
- برنامج وطني للتحكم في الطاقة،
- البحث التنموي،
- تمويل التحكم في الطاقة،
- إجراءات تحفيزية وتشجيعية،
- تنسيق عمليات التحكم في الطاقة،
- تحسين معرفة النظام الطاقوي،
- تحسيس المستعملين.

الفصل الأول

مقاييس ومقتضيات الفعالية الطاقوية

المادة 9: تخضع البنايات والمباني الجديدة وكذا الأجهزة المستغلة للكهرباء والغازات والمواد البترولية لمقاييس ومقتضيات الفعالية الطاقوية واقتصاد الطاقة الموضوعة في إطار تنظيمات خاصة.

الفرع الأول

العزل الحراري للبنايات الجديدة

المادة 10: تحدد معايير العزل الحراري للبنايات الجديدة عن طريق التنظيم.

تعتبر معايير العزل الحراري معايير للبناء والمردودية الطاقوية التي تشجّع اقتصاديات الطاقة.

المادة 11: يحدّد التنظيم الحراري الخاص بالبنايات الجديدة، عند تصوّرها وإنجازها، ما يأتي:

- أصناف البنايات ومعايير المردودية الطاقوية لكل صنف من المباني حسب المعطيات المناخية للأمكنة التي توجد بها هذه البنايات،

- معايير تقنية متعلقة بالبناء الخاص بالمقاومة الحرارية وبإمساكية منافذ وفتحات الغلاف الخارجي للمبنى وبنوعية المواد العازلة ونمط تنصيبها وبالمنافذ والفتحات وبأجهزة نظم التدفئة أو تكييف الهواء،

- أساليب متعلقة بالمصادقة والإثبات ومراقبة التطابق مع معايير الفعالية الطاقوية واقتصاديات الطاقة.

المادة 12: تستثنى لمرحلة انتقالية البنايات الفردية من الصفة الإلزامية لتطبيق العزل الحراري.

تحدّد كيفيات تطبيق هذه المادة عن طريق التنظيم.

الفرع الثاني

الأجهزة المستعملة للكهرباء والغاز والمواد البترولية

المادة 13: إن معايير الفعالية الطاقوية واقتصاديات الطاقة التي تنطبق على الأجهزة المستعملة للكهرباء والغاز والمواد البترولية تخص كل جهاز جديد مباع أو مستعمل على مستوى التراب الوطني.

المادة 14: تشهر المواصفات على بطاقات المر دودية الطاقوية للأجهزة وكذا على غلاف تعبئتها.

المادة 15: يحدّد التنظيم الخاص بالفعالية الطاقوية لا سيما ما يأتي:

- أصناف الأجهزة والمعايير الخاصة بالفعالية الطاقوية لكل صنف منها،

- إجراء إثبات المطابقة للأجهزة أو التصديق عليها،

- نظام توصيف الأجهزة لا سيما منها الشكل والمادة والأبعاد واللون وطريقة ومكان وضع البطاقات وكذا العلامات المميزة التي تحتويها.

الفصل الثاني

مراقبة الفعالية الطاقوية

المادة 16: يوضع نظام مراقبة الفعالية الطاقوية يسمح بملاحظة وإثبات المطابقة مع المعايير الخاصة بالمردودية الطاقوية للتجهيزات والمعدات والأجهزة.

المادة 17: تقوم بضمان مراقبة الفعالية الطاقوية هيئات و/أو مخابر مختصة مكلفة بإثبات المطابقة ومعتمدة من قبل الوزارات المعنية.

يصدر القانون الآتي نصّه:

المادة 1: يهدف هذا القانون إلى تحديد شروط السياسة الوطنية للتحكم في الطاقة ووسائل تأطيرها ووضعها حيز التنفيذ.

الباب الأول
التحكم في الطاقة
الفصل الأول
التعاريف

المادة 2: يشمل التحكم في الطاقة مجمل الإجراءات والنشاطات التطبيقية بغية ترشيد استخدام الطاقة المتجدّدة والحد من تأثير النظام الطاقوي على البيئة.

المادة 3: الاستعمال الرشيد للطاقة هو الاستعمال الأحسن لاستهلاك الطاقة في مختلف مستويات الإنتاج وتحويل الطاقة والاستهلاك النهائي لها في قطاعات الصناعة والنقل والخدمات وكذا الاستهلاك العائلي.

المادة 4: إن تطوير الطاقات المتجدّدة هو إدخال وترقية شعب تحويل الطاقات المتجدّدة القابلة للاستغلال، لا سيما الطاقات الشمسية والجوفية والحيوية (البيوماس) وكذا الكهرباء المائية وطاقة الرياح

المادة 5: إن تخفيف تأثيرات النظام الطاقوي على البيئة هو التقليص من انبعاثات الغازات المدفئة وغازات السيارات في المدن.

الفصل الثاني
مبادئ وأهداف

المادة 6: يهدف التحكم في الطاقة إلى توجيه الطلب على الطاقة نحو أكبر فعالية للنظام الاستهلاكي عن طريق نمط الاستهلاك الطاقوي الوطني في إطار السياسة الطاقوية الوطنية.

يستند الاستهلاك الوطني، باعتباره إطارا مرجعيا لتوجيه وتسيير الطلب على الطاقة، على الخيارات الطاقوية الآتية:

- الاستعمال الأولوي والأقصى للغاز الطبيعي لا سيما في الاستخدامات الحرارية النهائية،
- تطوير استعمال غاز البترول المميّع (GPL) بالتكامل مع الغاز الطبيعي،
- توجيه الكهرباء نحو استخداماتها الخاصة،
- ترقية الطاقات المتجدّدة،
- التخفيض التدريجي لنسبة المنتوجات البترولية في ميزانية الاستهلاك الوطني للطاقة،
- الحفاظ على الطاقة والاستدلالات ما بين الطاقات واقتصاديات الطاقة على مستوى إنتاج الطاقة وتحويلها واستعمالها.

المادة 7: يعتبر التحكم في الطاقة نشاطا ذا منفعة عامة، يضمن ترقية وتشجيع التطور التكنولوجي وتحسين الفعالية الاقتصادية كما يساهم في تحقيق التنمية المستديمة لا سيما عبر:

- الحفاظ على الموارد الطاقوية الوطنية غير المتجدّدة وإنمائها،
- ترقية جهود البحث التنموي والإبداع التقني ونشر التكنولوجيا الفعالة،
- تحسين إطار الحياة وحماية البيئة والمساهمة في البحث عن أحسن التوازنات في مجال التهيئة العمرانية،
- تقليص احتياجات الاستثمار في قطاع الطاقة،
- تلبية الاحتياجات الطاقوية الوطنية،
- تحسين الإنتاجية الوطنية وتنافسية المؤسسات على المستوى الوطني والدولي.

الباب الثاني
كيفيات تجسيد التحكم في الطاقة

المادة 8: يستند تطبيق السياسة الوطنية للتحكم في الطاقة على الالتزامات والشروط والإجراءات الضرورية الآتية:

- إدخال مقاييس مقتضيات خاصة بالفعالية الطاقوية،
- مراقبة الفعالية الطاقوية،

قانون رقم 99-09 مؤرخ في 15 ربيع الثاني عام 1420 الموافق 28 يوليو سنة 1999، يتعلق بالتحكم في الطاقة

إن رئيس الجمهورية

- بناء على الدستور، لا سيما المادتان 122 و126 منه،

- وبمقتضى الأمر رقم 66- 155 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمتضمن قانون الإجراءات الجزائية، المعدل والمتمم،

-وبمقتضى الأمر رقم 56-661 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمتضمن قانون العقوبات، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 75 - 58 المؤرخ في 20 رمضان عام 1395 الموافق 26 سبتمبر سنة 1975 والمتضمن القانون المدني، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 75 - 59 المؤرخ في 20 رمضان عام 1395 الموافق 26 سبتمبر سنة 1975 والمتضمن القانون التجاري، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 79 - 07 المؤرخ في 26 شعبان عام 1399 الموافق 21 يوليو سنة 1979 والمتضمن قانون الجمارك، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 83 - 03 المؤرخ في 22 ربيع الثاني عام 1403 الموافق 5 فبراير سنة 1983 والمتعلق بحماية البيئة،

- وبمقتضى القانون رقم 84 - 17 المؤرخ في 8 شوال عام 1404 الموافق 7 يوليو سنة 1984 والمتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 85 - 07 المؤرخ في 19 ذي القعدة عام 1405 الموافق 6 غشت سنة 1985 والمتعلق بإنتاج الطاقة الكهربائية ونقلها وتوزيعها وبالتوزيع العمومي للغاز،

- وبمقتضى القانون رقم 86 - 14 المؤرخ في 13 ذي الحجة عام 1406 الموافق 19 غشت سنة 1986 والمتعلق بأعمال التنقيب والبحث عن المحروقات واستغلالها ونقلها بالأنابيب المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 87 - 03 المؤرخ في 27 جمادى الأولى عام 1407 الموافق 27 يناير سنة 1987 والمتعلق بالتهيئة العمرانية،

- وبمقتضى القانون رقم 87 - 09 المؤرخ في 11 جمادى الثانية عام 1407 الموافق 10 فبراير سنة 1987 والمتعلق بتنظيم حركة المرور عبر الطرق وسلامتها وأمنها،

- وبمقتضى القانون رقم 88 - 17 المؤرخ في 23 رمضان عام 1408 الموافق 10 مايو سنة 1988 والمتضمن توجيه النقل البريّ وتنظيمه،

- وبمقتضى القانون رقم 89 - 02 المؤرخ في أول رجب عام 1409 الموافق 7 فبراير سنة 1989 والمتعلق بالقواعد العامة لحماية المستهلك،

- وبمقتضى القانون رقم 89 - 23 المؤرخ في 21 جمادى الأولى عام 1410 الموافق 19 ديسمبر سنة 1989 والمتعلق بالتقييس،

- وبمقتضى القانون رقم 90 - 29 المؤرخ في 14 جمادى الأولى عام 1411 الموافق أول ديسمبر سنة 1990 والمتعلق بالتهيئة والتعمير،

- وبمقتضى المرسوم التشريعي رقم 93 - 12 المؤرخ في 19 ربيع الثاني عام 1414 الموافق 5 أكتوبر سنة 1993 والمتعلق بترقية الاستثمار،

- وبمقتضى المرسوم التشريعي رقم 94 - 01 المؤرخ في 3 شعبان عام 1414 الموافق 15 يناير سنة 1994 والمتعلق بالمنظومة الإحصائية،

وبعد مصادقة البرلمان،

1/ قانون رقم 99 - 09 المتعلق بالتحكم في الطاقة والنصوص التط بيقية

*قرار وزاري مشترك مؤرخ في 21 شعبان عام 1435 الموافق 19 يونيو سنة 2014، يعدل ويتمم القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 20 شوال عام 1431 الموافق 29 سبتمبر سنة 2010 والمتضمن دفاتر الشروط التي تحدد المنهجية، وتقرير التدقيق وخلاصته، والمرشد المنهجي، ومقادير الطاقات الحرارية، وعوامل التحويل لحساب الاستهلاك وكذا كيفيات اعتماد المكلفين بالتدقيق

*قرار مؤرخ في 21 رمضان عام 1437 الموافق 26 يونيو سنة 2016، يتضمن تعيين أعضاء اللجنة المشتركة بين القطاعات للتحكم في الطاقة.

2/ قوانين المالية

*قانون رقم 2014 – 10 مؤرخ في 8 ربيع الأول عام 1436 الموافق 30 ديسمبر سنة 2014، يتضمن قانون المالية لسنة 2015

*قانون 2015 – 18 مؤرخ في 18 ربيع الأول عام 1437 الموافق 30 ديسمبر سنة 2015، يتضمن قانون المالية لسنة 2016

*قانون رقم 2016 – 14 مؤرخ في 28 ربيع الأول عام 1438 الموافق 28 ديسمبر سنة 2016، يتضمن قانون المالية لسنة 2017

*قانون رقم 2017 – 11 مؤرخ في 8 ربيع الثاني عام 1439 الموافق 27 ديسمبر سنة 2017، يتضمن قانون المالية لسنة 2018

*قانون رقم 2018 – 13 مؤرخ في 27 شوال عام 1439 الموافق 11 يوليو سنة 2018، يتضمن قانون المالية التكميلي لسنة2018.

*مرسوم تنفيذي رقم 15 – 319 مؤرخ في أول ربيع الأول عام 1437 الموافق 13 ديسمبر سنة 2015، يحدد كيفيات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 131 – 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة».

*مرسوم تنفيذي رقم 2016 – 121 مؤرخ في 28 جمادى الثانية عام 1437 الموافق 6 أبريل سنة 2016، يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 2015 – 319 المؤرخ في أول ربيع الأول عام 1437 الموافق 13 ديسمبر سنة 2015 الذي يحدد كيفيات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 131 – 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة».

*مرسوم تنفيذي رقم 2017 – 168 مؤرخ في 25 شعبان عام 1438 الموافق 22 مايو سنة 2017، يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 2015 – 319 المؤرخ في أول ربيع الأول عام 1437 الموافق 13 ديسمبر سنة 2015 الذي يحدد كيفيات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 131 – 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة».

*قرار وزاري مشترك مؤرخ في 22 ربيع الأول عام 1438 الموافق 22 ديسمبر سنة 2016، يحدد قائمة الإيرادات والنفقات المسجلة في حساب التخصيص الخاص رقم 131 – 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة».

*قرار وزاري مشترك مؤرخ في 22 ربيع الأول عام 1438 الموافق 22 ديسمبر سنة 2016، يحدد كيفيات متابعة وتقييم حساب التخصيص الخاص رقم 131 – 302 الذي عنوانه «الصندوق الوطني للتحكم في الطاقة والطاقات المتجددة والمشتركة».

3/ النصوص المتعلقة بوكالة تطوير استخدام الطاقة وترشيده

*مرسوم رقم 85 – 235 مؤرخ في 9 ذو الحجة 1405 الموافق 25 غشت 1985 يتضمن إنشاء وكالة لتطوير الطاقة وترشيدها.

*مرسوم تنفيذي رقم 04 – 314 مؤرخ في 10 شعبان عام 1425 الموافق 25 سبتمبر سنة 2004 يعدل ويتمم المرسوم رقم 85 – 235 المؤرخ في 9 ذي الحجة عام 1405 الموافق 25 غشت سنة 1985 والمتضمن إنشاء وكالة تطوير استخدام الطاقة وترشيده المعدل والمتمم.

*مرسوم رقم 87 – 08 مؤرخ في 6 جمادى الأولى عام 1407 الموافق 6 يناير سنة 1987 يعدل الطبيعة القانونية لوكالة تطوير الطاقة وترشيد استعمالها ويعدل تنظيمها.

*مرسوم تنفيذي رقم 92 – 73 مؤرخ في 14 شعبان عام 1412 الموافق 18 فبراير سنة 1992، يعدل ويتمم المرسوم رقم 87 – 08 المؤرخ في 6 يناير سنة 1987 والمتعلق بتنظيم وكالة تطوير الطاقة وترشيد استعمالها.

الفهـــرس

1/ قانون رقم 99 – 09 المتعلق بالتحكم في الطاقة والنصوص التطبيقية

*قانون رقم 99 – 09 مؤرخ في 15 ربيع الثاني عام 1420 الموافق 28 يوليو سنة 1999، يتعلق بالتحكم في الطاقة.

*مرسوم تنفيذي رقم 2000 – 90 مؤرخ في 19 محرم عام 1421 الموافق 24 أبريل سنة 2000، يتضمن التنظيم الحراري في البنايات الجديدة.

*قرار مؤرخ في 25 شوال عام 1437 الموافق 30 يوليو سنة 2016، يتضمن الموافقة على الوثيقة التقنية التنظيمية c3.2/4 المسماة «التقنين الحراري للبنايات».

*مرسوم تنفيذي رقم 149.04 مؤرخ في 29 ربيع الأول عام 1425 الموافق 19 مايو سنة 2004، يحدد كيفيات إعداد البرنامج الوطني للتحكم في الطاقة.

*مرسوم تنفيذي رقم 05 – 16 مؤرخ في أول ذي الحجة عام 1421 الموافق 11 يناير سنة 2005، يحدد القواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية المطبقة على الأجهزة المشتغلة بالكهرباء والغازات والمنتوجات البترولية.

*مرسوم تنفيذي رقم 05 – 495 مؤرخ في 24 ذي القعدة عام 1426 الموافق 26 ديسمبر سنة 2005، يتعلق بالتدقيق الطاقوي للمنشآت الأكثر استهلاكا للطاقة.

*مرسوم تنفيذي رقم 2013 – 424 مؤرخ في 15 صفر عام 1435 الموافق 18 ديسمبر سنة 2013، يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 2005 – 495 المؤرخ في 24 ذي القعدة عام 1426 الموافق 26 ديسمبر سنة 2005 والمتعلق بالتدقيق الطاقوي للمنشآت الأكثر استهلاكا للطاقة.

*قرار وزاري مشترك مؤرخ في 5 ذي القعدة عام 1429 الموافق 3 نوفمبر سنة 2008، يحدد الأجهزة وأصناف الأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية.

*قرار وزاري مشترك مؤرخ في أول ذي الحجة عام 1429 الموافق 29 نوفمبر سنة 2008، يحدد تصنيف الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية.

*قرار وزاري مشترك مؤرخ في أول ذي الحجة عام 1429 الموافق 29 نوفمبر سنة 2008، يحدد الأحكام العامة المتعلقة بكيفيات تنظيم وممارسة رقابة الفعالية الطاقوية للأجهزة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية.

*قرار مؤرخ في 25 صفر عام 1430 الموافق 21 فبراير سنة 2009، يتعلق بالوسم الطاقوي للثلاجات والمجمدات والأجهزة المشتركة ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية.

*قرار مؤرخ في 25 صفر عام 1430 الموافق 21 فبراير سنة 2009، يتعلق بالوسم الطاقوي لمكيفات الهواء ذات الاستعمال المنزلي الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية.

*قرار مؤرخ في 25 صفر عام 1430 الموافق 21 فبراير سنة 2009، يتعلق بالوسم الطاقوي للمصابيح المنزلية الخاضعة للقواعد الخاصة بالفعالية الطاقوية والمشتغلة بالطاقة الكهربائية.

*قرار وزاري مشترك مؤرخ في 20 شوال عام 1431 الموافق 29 سبتمبر سنة 2010، يتضمن دفاتر الشروط التي تحدد المنهجية، وتقرير التدقيق وخلاصته، والمرشد المنهجي، ومقادير الطاقات الحرارية، وعوامل التحويل لحساب الاستهلاك وكذا كيفيات اعتماد المكلفين بالتدقيق

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الطاقة

الوكالة الوطنية لتطوير استخدام الطاقة و ترشيده

مجمع
النصوص التشريعية و التنظيمية حول التحكم في الطاقة

طبعة 2019